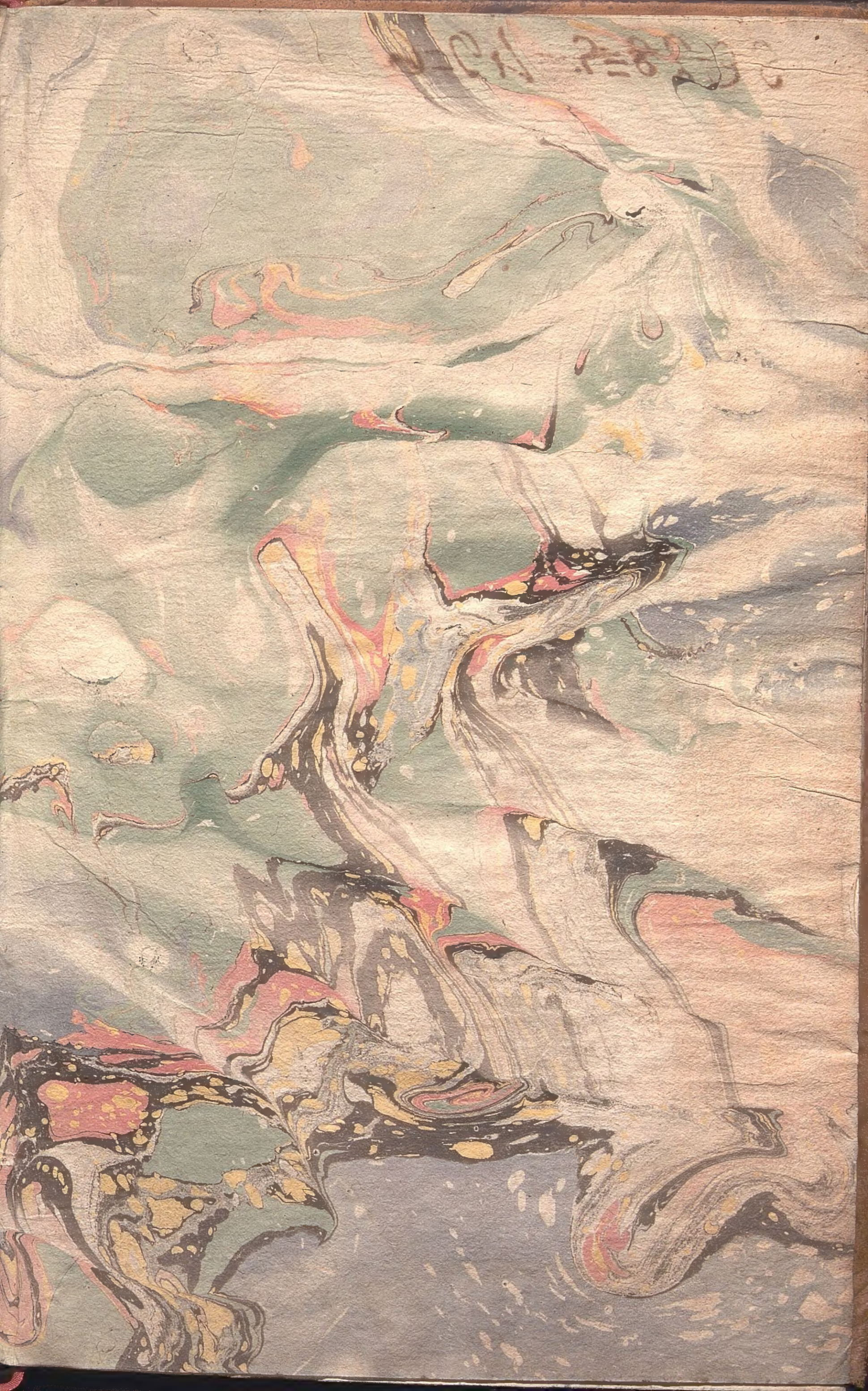
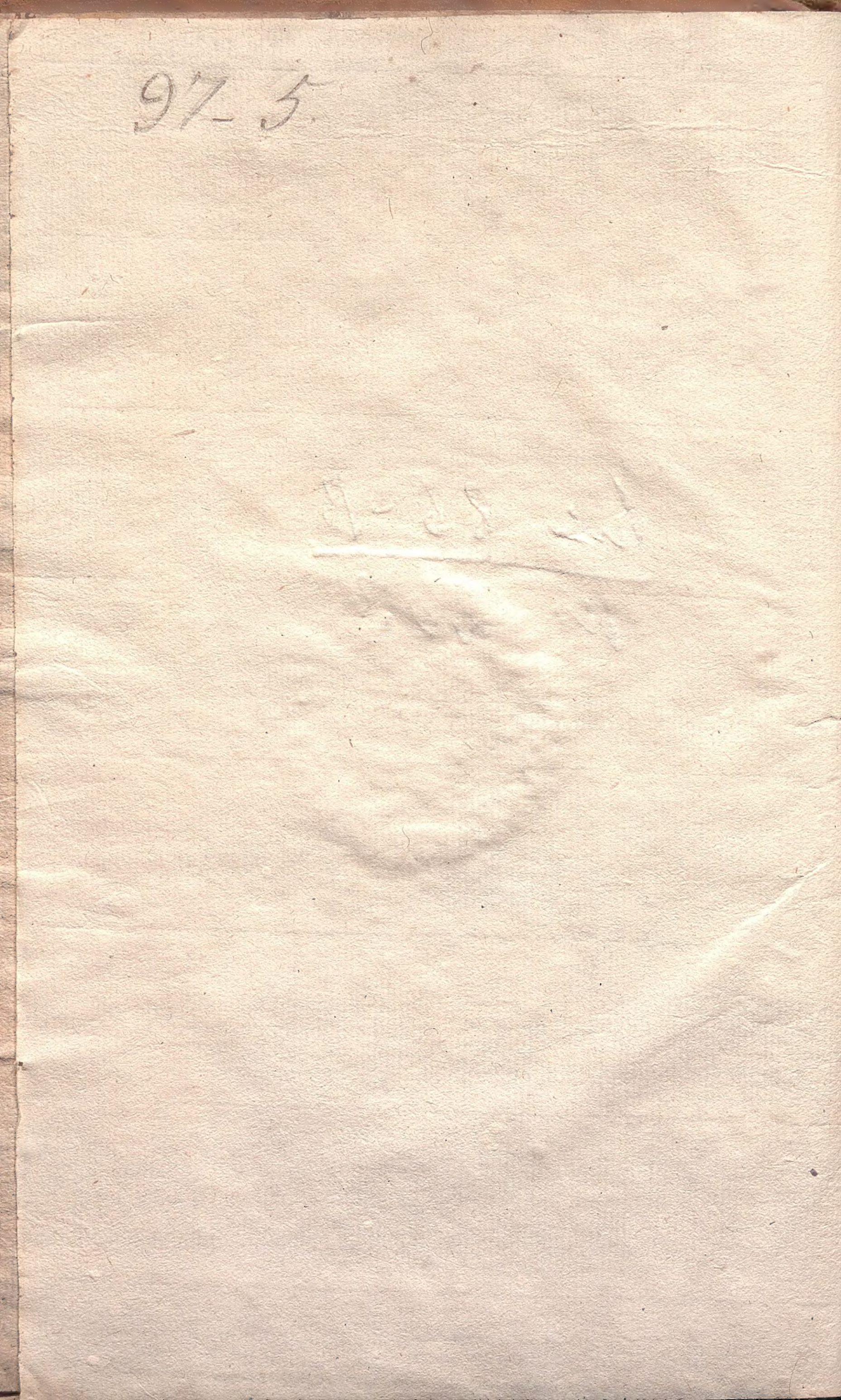

BIBLIOTECA · DEL · DUQUE · DE · OSUNA ·


922





HISTOIRE

DES TROUBLES

DE

L'AMÉRIQUE ANGLAISE.

HISTOIRE
DES TROUBLES
DE
L'AMÉRIQUE ANGLAISE,

Ecrite ſur les Mémoires les plus authentiques;

DÉDIÉE

A SA MAJESTÉ TRÈS-CHRÊTIENNE;

Par FRANÇOIS SOULÉS.

TOME PREMIER.

Avec des Cartes.

Tros Tyriuſque mihi nullo diſcrimine agetur.
VIRG. Æneid. lib. I.



A PARIS,

Chez BUISSON, Libraire, Hôtel de Meſgrigny; rue des Poitevins, N°. 13.

1787.

AU ROI.

SIRE,

L'Histoire de la Révolution de l'Amérique ne peut être dédiée qu'au Souverain de l'Europe qui

y a le plus contribué par sa puissance. Tous les détails de cette Guerre sont présens à la mémoire de VOTRE MAJESTÉ, *& personne dans son Royaume ne peut mieux qu'Elle apprécier l'exactitude & la véracité de l'Historien.*

Je suis avec un profond respect,

SIRE,

DE VOTRE MAJESTÉ,

Le très-humble & très-obéissant
Serviteur & Sujet,
FRANÇOIS SOULÉS.

PRÉFACE.

EN écrivant l'HISTOIRE DES TROUBLES DE L'AMÉRIQUE ANGLAISE, je n'ignorois pas que j'allois être en bute, non-ſeulement à tous les Critiques de la Grande-Bretagne, mais même m'attirer la haine & l'inimitié de quelques-unes des premières Perſonnes de la Nation. Qui oſera, me diſoit un Homme reſpectable, publier une Hiſtoire véritable de la Révolution de l'Amérique, tandis que les Miniſtres qui en ont été la cauſe, & les Généraux qui ont conduit les opérations de la Guerre, ſont encore exiſtans? Qui oſera s'expoſer à la colère de Gens riches & puiſſans, qui ont toujours à leur volonté nombre d'eſclaves bas & rampans, prêts à tout dire & à tout entreprendre pour ſatisfaire la vengeance de leurs Maîtres offenſés? Moi, lui répondis-je. J'avoue que je n'ai point les talens des Tacite & des Tite-Live; mais j'aurai du moins le courage de dire la vérité. L'éclat de ce métal puiſſant, qui en impoſe tant au vulgaire, ne ſera pas capable de mettre le riche ſcélérat à l'abri de ma cenſure; & ces parchemins volumineux, qui ſont aujourd'hui

les ſeules marques de *Nobleſſe* d'un grand nombre de Seigneurs, ne ſeront point impénétrables aux traits de ma juſte ſatyre. Je ſais que l'envie s'écriera à l'inſtant : Comment a-t-il pu découvrir ces vérités, qu'il nous promet avec tant de hardieſſe ? Par des Mémoires authentiques que des Perſonnes de diſtinction ont bien voulu me procurer ; par les informations que j'ai reçues en converſant avec des gens ſages & éclairés, de tous les Partis, & de toutes les Nations qui ont eu part à cette Guerre ; avec ceux même qui ſe ſont le plus fortement oppoſés aux meſures des Miniſtres, & ceux qui les ont ſoutenues avec le plus de chaleur. Voilà comme j'ai découvert les vérités que je donne au Public. Si je puis mériter l'approbation des Perſonnes impartiales & candides, mes vœux ſeront accomplis ; car ce ſeroit le comble de la folie de vouloir plaire à ceux qui ne ſont guidés que par leurs préjugés & leurs paſſions.

OMISSION.

Page 34, *ligne* 26, *après* la populace ſe diſperſa, *liſez* : il y eut trois perſonnes de tuées, & d'autres de mortellement bleſſées.

HISTOIRE

HISTOIRE
DES TROUBLES
DE
L'AMÉRIQUE ANGLAISE.

INTRODUCTION.

AVANT de commencer l'hiſtoire d'une guerre qui a fait tant de bruit dans les deux hémiſphères, il ne ſera pas hors de propos de faire quelques remarques ſur la Conſtitution de la Grande-Bretagne. Nous examinerons enſuite ce qui a donné lieu aux querelles qui ſubſiſtèrent entre elle & ſes Colonies, & juſqu'à quel point les meſures priſes par le Gouvernement Britannique, étoient fondées ſur la droite raiſon ou ſur la ſaine politique.

Tout le monde ſait que la forme de Gouvernement adoptée dans les Iſles Britanniques, eſt tout-à-la-fois Monarchique, Ariſtocratique & Démocratique : mais les deux premières branches

de la légiſlature ſont, pour-ainſi-dire, dépendantes de la troiſième; &, quelques ſages que ſoient les meſures du Miniſtère, il lui eſt impoſſible de les mettre à exécution ſans le concours du peuple ou de ceux qui le repréſentent.

Le Roi d'Angleterre peut, à la vérité, faire la paix quand bon lui ſemble; il a même le droit de déclarer la guerre : mais il eſt obligé de demander à ſes Communes l'argent dont il a beſoin, & elles ont le droit de le lui refuſer. C'eſt une vérité que l'on ne ſauroit révoquer en doute; & s'il s'eſt trouvé des Princes aſſez heureux pour réuſſir en agiſſant d'une manière contraire aux Loix de l'Empire, on en a vu à qui il en a coûté la Couronne, & d'autres qui ont même perdu la vie.

Ils ont néanmoins pluſieurs prérogatives indépendantes du peuple; mais elles tendent toutes à faire le bien. On leur oppoſe de fortes barrières lorſqu'ils ſont enclins à faire le mal. Il eſt probable qu'un Gouvernement qui ſemble n'avoir en vue que la félicité publique n'a pas été fondé ſur l'injuſtice; il le ſeroit pourtant, ſi une partie du peuple avoit droit de changer les loix, d'impoſer les taxes, en un mot, de régir toutes les affaires de l'Etat, & que l'autre fût obligée d'obéir ſans connoiſſance de cauſe. Il eſt inutile que le Lecteur remonte juſqu'à l'origine de la

Conſtitution Anglicane, & qu'il ſache ſi dans ſon inſtitution chaque individu avoit droit au Gouvernement de l'Etat, ou ſeulement ceux qui poſſédoient une certaine étendue de terre. Il lui ſuffit de ſavoir que cela devoit être, qu'on n'a pu avec juſtice former ſon établiſſement ſans l'une ou l'autre de ces méthodes, & que, ſi l'on a erré en quelque point, il n'eſt jamais trop tard de corriger ſes erreurs.

Ce n'eſt point ici une aſſertion vague ou calculée pour ſervir de baſe à un ſyſtême faux, mais une vérité évidente : un peuple ne ſauroit être libre à moins qu'il n'ait part au Gouvernement, & il ne ſauroit y avoir part que par un droit perſonnel ou par un droit de propriété.

Nous n'examinerons pas laquelle de ces deux formes d'inſtitution eſt la meilleure. L'une & l'autre ont leurs inconvéniens. Quand les hommes ſont aſſez corrompus pour mépriſer les préceptes de leur conſcience, ils trouvent toujours moyen d'éluder ceux de la juſtice. Suivant la première, un homme à la tête d'une famille nombreuſe, auroit peut-être aſſez d'influence pour commander les voix ; & ſuivant la dernière, l'opulence d'un particulier le rendroit toujours capable de devenir puiſſant.

La première méthode me paroît pourtant préférable, parce que chaque individu trouveroit en

lui-même un rempart contre l'oppression, ou du moins on ne pourroit l'opprimer qu'avec son consentement. Si c'est cette méthode que l'on a suivie dans l'établissement du Gouvernement Britannique, il est visible que le nombre de voix a dû s'accroître avec le nombre d'individus, & que chaque Anglais, en naissant, formoit un nouveau Membre du Corps Politique. Si, au contraire, on a choisi celle des terres, il est clair que l'acquisition d'une terre suffisante, achetée ou défrichée sous la domination de la Grande-Bretagne, donnoit à l'acquéreur le droit d'avoir part au Gouvernement, à moins qu'elle ne fût située dans un pays conquis. Lors donc que plusieurs aventuriers Anglais quittèrent leur patrie, sous les auspices du Gouvernement Britannique, pour aller dans un nouveau monde défricher des terres incultes, en devenant possesseurs d'un certain nombre d'arpens, ils acquirent le droit d'appartenir au Corps Politique; & si d'abord ils n'ont pas pensé à en jouir, ou plutôt s'ils ne l'ont pas jugé à propos, il est fort inconséquent de conclure qu'ils y aient renoncé, & de vouloir, pour cette raison, les en priver. Cela me paroît aussi injuste, qu'un tuteur qui refuseroit à un jeune homme l'héritage de ses pères, parce que celui-ci, durant un certain nombre d'années, lui en auroit laissé la jouissance.

Je me suis un peu étendu là-dessus, parce que

c'est précisément l'origine des querelles qui subsistèrent entre la Grande-Bretagne & ses Colonies. Les Anglais prétendent qu'en quittant leur patrie, les habitans du nouveau monde ont renoncé à ses privilèges ; & ces derniers au contraire soutiennent que leurs ancêtres, en prenant le nom de Colons, n'ont point abdiqué les droits d'Anglais. Je sais que la Constitution d'Angleterre n'est plus conforme à cette primitive institution dont je viens de parler ; je doute même qu'elle le fût jamais : mais je suis certain qu'elle le devoit être, & cela me suffit.

Lorsque, par l'ignorance de nos ancêtres, il s'est glissé des erreurs considérables dans les institutions les plus essentielles au bonheur de la vie, il est du devoir des descendans plus éclairés de les réformer. Je ne veux pas insinuer ici que la forme de Gouvernement dont j'ai fait mention soit la meilleure, & que tous les peuples de la terre doivent l'adopter ; mais j'entends seulement que, suivant la Constitution actuelle de la Grande-Bretagne, son origine a dû être telle que je l'ai décrite.

Que l'on m'allègue tant que l'on voudra que tel Comté envoie tant de Membres au Parlement, tandis que tel autre, infiniment plus grand, n'en envoie que la moitié : je répondrai que c'est un abus qui s'est glissé dans le Gouvernement, &

qu'il est impossible que ce soit-là le but de l'institution. Il pourroit néanmoins se faire que le droit de représenter en Parlement fût originairement fondé sur la richesse du pays ; il pourroit se faire qu'on eût accordé à chaque Comté le droit d'envoyer plus ou moins de Membres au Parlement, en raison de ce qu'il contribuoit plus ou moins aux charges de l'Etat. Quoi qu'il en soit, il est toujours visible que l'émigration des Colons Anglais, pourvu qu'ils fournissent aux dépenses du Gouvernement, n'étoit pas dans le cas de les priver du droit de représenter, & que sans cette représentation les Membres du Parlement Britannique n'étoient pas plus autorisés à les imposer qu'à imposer les *Tuscaroras* & les *Algonquins*, puisqu'ils n'avoient dans le nouveau monde ni droit personnel ni droit de propriété. D'après cela, il est naturel de conclure que les prétentions des Anglais n'étoient nullement fondées, & que la guerre d'Amérique fut peut-être la plus injuste que l'on eût jamais entreprise. Examinons à présent jusqu'à quel point elle étoit conforme à la saine politique.

Si les habitans des Isles Britanniques avoient souffert que leurs Colons envoyassent des Représentans au Parlement, ces derniers, possesseurs d'un continent immense, seroient bientôt devenus plus nombreux que les Représentans du peu-

ple Anglais, & par une majorité conſidérable, auroient toujours gouverné les affaires de l'Etat: le pouvoir de l'Angleterre auroit été anéanti, la Grande-Bretagne, ſemblable à ces vieux troncs dont on ne fait cas qu'à cauſe des belles branches qu'ils ont produites, auroit pour lors emprunté tout ſon éclat de ſes immenſes Colonies, & le petit nombre de ſes Sénateurs auroit été, pour-ainſi-dire, éclipſé dans la foule des Repréſentans de l'Amérique. Il étoit donc fort peu politique de ſouffrir qu'ils fuſſent aggrégés au Corps Britannique; mais il n'étoit pas pour cela néceſſaire de vouloir les forcer à une obéiſſance aveugle: bien plus, cela étoit auſſi contraire à la ſaine politique qu'à la droite raiſon.

Il paroît que le ſeul moyen qui reſtoit aux Anglais de conſerver leurs Colonies, après qu'elles furent devenues ſi conſidérables, étoit d'établir chez elles leur même forme de Gouvernement, d'y former un Sénat comme celui de la Grande-Bretagne, & de ſe réſerver ſeulement le droit d'y envoyer un Vice-Roi. L'on dira peut-être qu'il n'étoit guère poſſible de former une Chambre de Pairs dans un pays où il n'y avoit point de Nobleſſe. Où il y a des hommes, il eſt toujours facile de faire des Seigneurs. Le manque de Nobles, loin de détruire mon ſyſtême, fourniſſoit au contraire au Roi d'Angleterre des moyens ſûrs de

réuſſir dans ce nouvel établiſſement, & chaque perſonne anoblie auroit été une créature entièrement dévouée à ſon ſervice. Le peuple, ſous le maſque de la liberté, ſe ſeroit ſoumis ſans murmurer, aux taxes qu'on lui auroit impoſées; & les Communes, jouiſſant déjà d'un pouvoir aſſez grand, n'auroient ſongé qu'à plaire à un Souverain dont elles auroient toujours eu quelques faveurs à eſpérer : d'ailleurs les Pairs & le Vice-Roi auroient ſervi de contre-poids à leur pouvoir; un habile Miniſtère ſe ſeroit conſervé une majorité dans leur Parlement, & inſenſiblement l'Amérique, comme l'Irlande, ſe ſeroit accoutumée au joug de la Grande-Bretagne.

Il eſt étonnant que les Anglais aient agi d'une manière ſi violente envers les Colonies. On ne peut attribuer ces meſures qu'à l'eſprit de parti. Il n'arrive, hélas! que trop ſouvent, que les Miniſtres les plus prudens ſacrifient à leur propre reſſentiment les vrais intérêts de leur patrie.

On n'a pas encore oublié ces fameuſes révolutions qui ont agité l'Empire Britannique. On ſe rappelle ſans doute encore des *Whigs* & des *Tories*, noms qui ont pris naiſſance ſous le règne malheureux de Charles I. Ces derniers font profeſſion d'être fort attachés à leur Souverain, & paroiſſent plutôt enclins à favoriſer les prérogatives de la Couronne qu'à maintenir la liberté du peu-

ple. Les *Whigs*, au contraire, ſans faire cas de la Royauté, font profeſſion de ſoutenir les Loix de l'Etat, & ſont auſſi prêts à détrôner un Roi qui viſe au pouvoir abſolu, qu'à défendre un Prince patriote.

Ce ſont les *Whigs* qui, en 1648, firent trancher la tête à Charles I; & ce ſont auſſi ces *Whigs* qui, en 1714, s'oppoſèrent à la reſtauration de la famille de Stuart, pour placer ſur le trône celle de Brunſwick. Les prédéceſſeurs de George III connoiſſoient trop bien le pouvoir de ce parti pour le négliger; &, juſqu'à ſon avènement au Trône, les *Whigs* furent toujours traités avec beaucoup d'égards. L'on peut même voir qu'à la mort de George II, ſon grand-père, le fameux Pitt, depuis Mylord Chatham, étoit à la tête de l'Adminiſtration. Cependant ſi les *Whigs* étoient reſpectés, ils n'étoient pas moins craints. On les regardoit comme des turbulens, toujours prêts à s'oppoſer aux meſures de leur Souverain. D'ailleurs ils avoient trop fait ſentir à George II les ſervices qu'ils avoient rendus à ſa famille, & ce Prince, fatigué de leur hauteur, avoit réſolu de ne plus ſe ſervir de leur miniſtère.

Les *Tories* n'ayant point réuſſi dans deux rébellions qu'ils excitèrent pour replacer le Prétendant ſur le trône, avoient tâché de s'inſinuer dans l'eſprit du Prince régnant; & leurs principes,

qui tendent à favoriser les prérogatives de la couronne, n'avoient pas manqué de leur gagner ses bonnes graces. L'éducation même de George III, petit-fils de George II, alors Prince de Galles, étoit confiée à un *Tory* des plus zélés; & c'est à lui qu'on attribue le présent système de Gouvernement. M. Pitt ne devoit donc sa place de premier Ministre qu'à la guerre dans laquelle l'Angleterre se trouvoit pour lors engagée avec la France, tant parce qu'il étoit fort en état de la conduire, que parce que le peuple, dont il étoit l'idole, fournissoit avec zèle ce qu'il lui plaisoit de demander pour les dépenses de l'Etat.

Quelle que fût la façon de penser de George II, soit par crainte ou par reconnoissance, il eut beaucoup de ménagement pour les *Whigs* durant son règne; mais il n'en fut pas de même sous celui de son petit-fils; &, bientôt après son avènement au trône, il se fit dans le Gouvernement un grand changement en faveur des *Tories*. L'on vit paroître à la tête de l'Administration Mylord Bute, Ecossais de nation. Ce Ministre, à ce que l'on prétend, avoit un pouvoir absolu sur l'esprit de son Elève, & sur celui de la Princesse de Galles sa mère: en un mot, on ne tarda pas à s'appercevoir que c'étoit lui qui tenoit les rênes du Gouvernement.

Les *Whigs* qui restoient encore dans le Minis-

tère, voyant que leur crédit étoit pour-ainſi-dire anéanti, abandonnèrent d'eux-mêmes des emplois qu'on n'auroit pas tardé à leur ôter, & firent place à des créatures du nouveau Miniſtre. Le peuple ne vit cependant pas, ſans murmures, le coup porté à ſon idole. La gloire que M. Pitt s'étoit acquiſe durant ſon adminiſtration, étoit encore trop récente pour qu'on l'eût ſi-tôt oubliée; &, quoique la Nation eût été, pour-ainſi-dire, accablée ſous le poids des taxes qu'avoient exigées les dépenſes de la guerre, elle avoit payé avec plaiſir ſous un Miniſtre qu'elle croyoit entièrement dévoué à ſa patrie.

Mylord Bute s'apperçut bien que ſa ſituation étoit des plus critiques, & qu'il lui ſeroit impoſſible de continuer la guerre, les eſprits étant ainſi préoccupés. Il s'attendoit à une oppoſition conſidérable de la part des *Whigs* dans les deux Chambres du Parlement, & il avoit tout à craindre de la fureur du peuple : car celui-ci, qui n'avoit jamais ſenti ſon fardeau ſous le Miniſtère d'un *Whig*, commença à faire entendre ſes plaintes ſous celui d'un *Tory*. La moindre faute, le moindre malheur étoit capable de le perdre. Il ſe hâta donc de faire la paix, s'imaginant par-là affermir ſon règne; mais cette politique ne lui ſervit de rien. La populace, excitée par les écrits & les diſcours de ſes adverſaires, ſe plaignit hautement

d'une paix qu'on lui fit regarder comme déſavantageuſe. Elle ne s'en tint pas aux plaintes, elle voulut même déchirer en pièces ceux qui en étoient les auteurs. On ne voyoit dans Londres qu'aſſemblées tumultueuſes; on n'entendoit que malédictions contre les Miniſtres; on les pendoit même en effigie. Il eſt vrai que quelques procédés violens de leur part avoient contribué à animer les eſprits. Ils avoient voulu réprimer la licence avec laquelle ils étoient traités, & cela n'avoit produit que de nouvelles animoſités. La fureur du peuple eſt comme un torrent; les efforts que l'on fait pour l'arrêter ne ſervent qu'à lui donner plus de force; ſi, au contraire, on le laiſſe couler ſans oppoſition, ſa violence diminue inſenſiblement. L'expérience nous a convaincus de cette vérité.

Mylord Bute, après avoir inutilement réſiſté, fut enfin obligé de céder, pour éviter les ſuites funeſtes; mais en cédant, il fit continuer les mêmes meſures. Le Roi choiſit un autre Miniſtre entièrement dévoué au premier, ou plutôt le Miniſtre nomma ſon ſucceſſeur. Le peuple continua de murmurer. Pour le ſatisfaire on changea encore de Miniſtre, ſans cependant changer de ſyſtême. Après quelques changemens de cette nature, les Anglais, las de s'attrouper, & de s'expoſer à la rigueur des loix, ſe contentèrent de ſe plaindre;

& , fatigués de se plaindre en vain, prirent enfin le parti de se taire.

Qui pourroit s'imaginer que ce peuple, autrefois si turbulent, est aujourd'hui le peuple le plus soumis ? On voit paroître de tems en tems quelques écrits séditieux ; mais on se contente de les lire. On sera peut-être surpris que le parti des *Whigs*, qui avoit été capable de donner la Couronne à la Famille de Brunswick à l'exclusion de celle de Stuart, soit devenu si foible en si peu de tems ; mais on cessera de l'être quand on en saura la cause.

Les *Whigs* Anglais, outrés de se voir supplantés par les *Tories*, ne mirent point de bornes à leur ressentiment, & attaquèrent indistinctement dans leurs écrits toute la Nation écossaise, parce qu'un Ecossais étoit à la tête des affaires. On n'ignore pas combien ces habitans Septentrionaux de la Grande-Bretagne sont attachés les uns aux autres : l'esprit de parti fit sur le champ place à l'amour de la patrie, & *les Whigs* & *les Tories*, se réunirent pour soutenir les mesures de leur Compatriote. Il est clair qu'une si grande addition au parti du Ministre, ne manqua pas d'affoiblir ses adversaires. Toutes les places de confiance furent données à des Ecossais ou à des *Tories* Anglais : ceux qui n'étoient d'aucun parti embrassèrent na-

turellement celui du plus fort; l'espoir du gain & des honneurs augmenta le parti de la Cour: en un mot, les choses en vinrent à un tel point, que Mylord North, dont la populace avoit brisé le carrosse au commencement de son Ministère, étoit, en 1777, aussi tranquille que dans Paris, & avoit une majorité considérable dans les deux Chambres du Parlement.

Les richesses des Indes Orientales ne contribuèrent pas peu à fortifier le parti du Gouvernement. Plusieurs aventuriers, après avoir fait des fortunes rapides, *per fas & nefas*, s'en retournoient dans leur patrie, où ils aspiroient ensuite aux honneurs. Une somme d'argent, donnée à propos, les mettoit à l'abri des poursuites des malheureux qu'ils avoient opprimés; &, secondés du Ministère, les guinées qu'ils faisoient pleuvoir chez les Electeurs, les assuroient d'une place dans la Chambre des Communes.

Après cette digression qui m'a paru nécessaire, revenons au présent système de Gouvernement. Le Ministre dont le plan, comme nous avons dit plus haut, étoit d'augmenter les prérogatives de la Couronne, & d'affoiblir le pouvoir des *Whigs*, comprit qu'il lui feroit impossible de venir à bout de son dessein, si les Colonies jouissoient des mêmes privilèges que les Isles Britan-

niques. Les habitans de l'Amérique, devenus fort nombreux, & partiſans zélés des *Whigs* (1), dont ils diſent tirer leur origine, auroient, dans ce cas, été capables de renverſer tous les projets du Miniſtère. La permiſſion de repréſenter en Parlement auroit mis la majorité de leur côté; &, ſi l'on avoit établi chez eux la même forme de Gouvernement qui exiſte en Irlande, ils ſe ſeroient probablement opposés aux meſures d'un Miniſtère *Torie.*

---

(1) Les Etats-Unis ſont composés de différentes ſectes de Non-conformiſtes, telles que les Puritains, les Indépendans, les Trembleurs, les Presbytériens, &c. Ce qu'il y a de ſingulier, c'eſt qu'avant la déclaration d'indépendance, il n'y avoit pas un ſeul Evêque dans les treize Etats. Ces Non-conformiſtes ſont plus enclins à favoriſer un Gouvernement Républicain qu'un Gouvernement Monarchique, & ſe ſeroient opposés aux meſures des *Tories.*

Du tems de Charles I, un grand nombre de ces Sectatateurs, parmi leſquels étoit Cromwel, peu ſatisfait du Gouvernement de ce Monarque, s'étoient embarqués pour paſſer en Amérique; mais ce Prince infortuné les empêcha d'exécuter leur projet, meſure qui lui fut par la ſuite funeſte.



CHAPITRE I.

MYLORD Bute, qui, ſans paroître à la tête des affaires, étoit toujours l'ame du Gouvernement, prévit que par l'un ou l'autre de ces règlemens le pouvoir de ſes partiſans couroit riſque d'être anéanti : c'eſt pourquoi il ſe détermina à rendre les Colonies entièrement dépendantes de la Grande-Bretagne. C'étoit le ſeul moyen qui lui reſtoit pour faire réuſſir ſon ſyſtême. S'il parvenoit à ſoumettre les Américains, il n'avoit plus alors qu'à s'aſſurer d'une majorité dans les deux Chambres du Parlement : ſi au contraire ſon deſſein échouoit, & que les Colons ſecouaſſent le joug des Anglais, il étoit également débarraſſé d'une foule d'adverſaires qui n'auroient pas manqué tôt ou tard d'écraſer ſon parti.

Il regardoit néanmoins comme peu vraiſemblable que les Colonies puſſent réſiſter aux forces Britanniques, quand même elles ſe réuniroient pour s'y oppoſer ; & d'ailleurs cette réunion paroiſſoit impoſſible, même à ceux qui la deſiroient avec le plus d'ardeur. Pour parvenir à ſes fins, Mylord Bute fit paſſer, en 1765, l'acte du timbre. Cet acte défendoit d'admettre dans les tribunaux

tout titre qui n'étoit pas écrit ſur du papier marqué & vendu au profit du fiſc.

Auſſi-tôt que cette nouvelle fut parvenue au-delà des mers, elle cauſa la plus grande fermentation dans les eſprits, & il fut réſolu de diſcontinuer les affaires, plutôt que de ſe ſervir de papier timbré. Le peuple s'attroupa; enfin de crainte d'une révolte, on fut obligé de révoquer l'acte du timbre l'année ſuivante.

Mylord Bute n'avoit point vu, ſans regret, une révocation qui ſappoit ſon ſyſtême par le fondement. C'étoit rendre les Colonies indépendantes du Parlement Britannique, & leur donner l'exemple dangereux de réſiſter à ſes décrets. Ayant donc fortifié ſon parti, il fit mettre, en 1767, un nouvel impôt ſur le verre, le papier & le thé, impôt qui devoit ſe payer à l'entrée de ces denrées en Amérique. Le Gouvernement établit des douanes, & nomma des commis pour percevoir ces droits, ſans du tout conſulter ceux qui devoient les payer.

Ces taxes jettèrent les Colonies dans une nouvelle fermentation. Il y eut des aſſemblées dans les différentes provinces. On y prit des meſures pour empêcher qu'elles fuſſent levées. On s'aſſocia pour ne plus importer de marchandiſes de la Grande-Bretagne. On accabla le Trône de Requêtes.

Les habitans de la province de Maſſachuſet

étoient les plus animés contre les mesures du Gouvernement, & avoient peine à retenir leur ressentiment. Les Bostoniens ne tardèrent pas à faire paroître leur mécontentement. Dans une de leurs assemblées il fut résolu d'encourager leurs anciennes manufactures, & d'en former de nouvelles; de ne plus tirer de l'Etranger les marchandises qu'ils pourroient avoir des autres Colonies, & d'éviter les dépenses superflues dans les funérailles & les habillemens. Ils ne s'en tinrent pas là. Ils écrivirent une lettre circulaire à toutes les autres Assemblées de l'Amérique Septentrionale, dans laquelle ils se plaignoient hautement des derniers actes du Parlement, & invitoient toutes les Colonies à se réunir entr'elles pour en empêcher l'exécution. Ils leur conseilloient en même tems de s'adresser toutes ensemble au Gouvernement pour en obtenir la révocation. Dans cette lettre ils s'étendoient beaucoup sur leurs droits naturels comme hommes, & sur ceux de la nation Britannique, dont ils se disoient membres.

Pour donner plus de clarté à ce que nous dirons par la suite, il paroît nécessaire d'expliquer ce qu'étoient les Assemblées. La forme de Gouvernement établie dans toute l'Amérique Anglaise étoit fondée sur les principes de la constitution Britannique. Chaque province avoit un Gouverneur nommé par le Roi, & ce dernier des

Conseillers nommés par une Assemblée que l'on pouvoit proprement appeller Chambre des Communes, puisque les Membres qui la composoient étoient élus par le peuple. Le pouvoir du Gouverneur dans sa province étoit égal à celui de Vice-Roi. Il assembloit tous les ans les représentans du peuple, prorogeoit ou cassoit à son gré leur assemblée, suivant les instructions qu'il recevoit de la Cour de Londres, à-peu-près de la même manière que le Roi d'Angleterre proroge son Parlement. Au premier coup-d'œil, cette division de Gouvernemens semble devoir assurer à la Grande-Bretagne la possession tranquille de ses Colonies; mais après un sérieux examen, on ne manque pas de s'appercevoir de la foible autorité des Gouverneurs. Toujours accompagnés d'un conseil ordinairement dévoué à l'Assemblée dont il tient son existence, ils ne peuvent agir que suivant la volonté du peuple. Les Nobles, que leur prodigalité, ou le desir des honneurs, rendent presque toujours dépendans de la Couronne, & qui ont tant d'influence sur le peuple en Angleterre, ne pouvoient point ici assister le Gouvernement. Les Membres des Assemblées, tous bons propriétaires au-dessus du besoin, & ignorant le luxe des Cours, étoient en trop grand nombre pour être aisément corrompus. Toute l'autorité du Gouvernement résidoit donc effectivement

1768. dans le peuple, & le pouvoir des Gouverneurs n'étoit qu'imaginaire tant qu'il n'en étoit pas ſoutenu. Le Miniſtère Anglais ne tarda pas à s'appercevoir de cette vérité, quand il adopta des meſures déſagréables aux Colons, & ces derniers obéirent avec exactitude à toutes les recommandations de leurs Aſſemblées, ſans avoir égard aux ordonnances des Gouverneurs.

Après cette explication, il ne paroît plus ſi extraordinaire que cette révolution de l'Amérique ait été conduite avec tant d'ordre; mais ce qui ſemble étrange, c'eſt que des Colonies dont les intérêts, la religion, les mœurs & les coutumes ſont ſi différentes, ſe ſoient toutes réunies pour s'oppoſer aux meſures du Gouvernement Britannique. Il eſt probable que la connoiſſance qu'elles eurent des vues du Miniſtère, qui étoient de les forcer à l'obéiſſance, en ſemant entr'elles la diviſion, contribua plus que toute autre choſe à cette réunion. C'eſt ce dont nous aurons occaſion de parler plus au long dans la ſuite; revenons à préſent à la province de Maſſachuſet.

Mylord Shelburne, depuis Marquis de Lanſdown, un des Secrétaires d'Etat, informé des procédés des Boſtoniens, écrivit une lettre au Gouverneur de la Province, pleine d'invectives, ſur la conduite de l'Aſſemblée, & que ce dernier,

ſuivant ſes ordres, lut en préſence de ceux qui la compoſoient. 1768.

Cette lettre cauſa la plus grande fermentation dans les eſprits. L'Aſſemblée devint furieuſe : ſes membres accuſèrent le Gouverneur d'avoir donné de fauſſes informations au Miniſtère, & nommèrent un comité qui alla le prier de délivrer une copie de la lettre de Mylord Shelburne, & de celles qu'il avoit écrites lui-même au ſujet de l'Aſſemblée. Ces requêtes ayant été refuſées, ils écrivirent une lettre au Secrétaire d'Etat, dans laquelle ils lui firent un long détail de leur conduite, & s'efforcèrent de la juſtifier aux dépens de celle du Gouverneur, aux fauſſes informations duquel ils attribuèrent la mauvaiſe opinion du Miniſtre. Ils écrivirent auſſi à la plupart des Secrétaires d'Etat, pour ſe plaindre des derniers actes du Parlement, qu'ils repréſentèrent comme contraires à leurs droits & privilèges, faiſant cependant les plus grandes proteſtations de loyauté.

Mylord Hillsboroug, qui, peu de tems après, fut fait Secrétaire d'Etat pour le département des Colonies, envoya une lettre circulaire aux Gouverneurs des Provinces, qui avoient reçu celle des Boſtoniens, dont voici la ſubſtance.

Sa Majeſté déſapprouvoit fort les meſures de leur Aſſemblée, regardoit leur lettre comme dan-

1768. gereuſe, factieuſe, tendant à enflammer le peuple & à former une combinaiſon illicite pour s'oppoſer à l'autorité du Parlement, & détruire les principes de la Conſtitution. Sa Majeſté comptant enſuite ſur l'affection des Aſſemblées, eſpéroit qu'elles traiteroient avec mépris des meſures calculées pour troubler le repos public.

M. Bernard, alors Gouverneur de la Province de Maſſachuſet, reçut des dépêches qui contenoient à-peu-près la même choſe, & condamnoient fortement la lettre circulaire des Boſtoniens. Entre autres accuſations, Sa Majeſté diſoit qu'ils s'étoient départis de cette eſprit de prudence & de reſpect dû à la Conſtitution que cette Aſſemblée avoit fait paroître au commencement de la Seſſion. On inféroit de-là que leur dernière réſolution étoit l'ouvrage de quelques perſonnes ſéditieuſes, qui avoient profité de l'abſence de la plupart des repréſentans du peuple. Enfin Sa Majeſté conclut, en enjoignant à la nouvelle Aſſemblée d'annuller la réſolution qui avoit donné lieu à la lettre circulaire, & de déſavouer des procédés ſi téméraires.

Le Gouverneur fit part de ſes dépêches aux Membres de l'Aſſemblée, & les pria de s'y conformer, leur diſant en même-tems qu'en cas de refus il avoit des ordres de Sa Majeſté que ſon devoir l'obligeroit d'exécuter. Là-deſſus ceux - ci

lui demandèrent copie des ordres dont il avoit 1768.
parlé, & de plusieurs papiers qu'il avoit fait passer au Conseil. Il donna copie du reste de la lettre de Mylord Hillsborough, contenant les instructions qu'il avoit reçues en cas de désobéissance, qui étoient de casser l'Assemblée, & d'envoyer un mémoire de leurs procédés, pour être présenté au Parlement.

Les Membres restèrent sept à huit jours sans répondre, après quoi le Gouverneur les somma de le faire; mais ils demandèrent permission d'aller consulter leurs Constituans. Cette permission leur ayant été refusée, on proposa la question d'annuller la résolution de la dernière Assemblée; mais elle fut rejettée par une majorité de quatre-vingt-douze voix contre dix-sept. Ils firent ensuite réponse à Mylord Hillsborough, & au Gouverneur.

Dans ces réponses ils s'efforcent de justifier la conduite de la dernière Assemblée, ainsi que la leur. Ils disent que la résolution pour la lettre circulaire, bien loin d'avoir été obtenue par supercherie, avoit été approuvée par la plupart des Représentans, & que les accusations du Secrétaire d'Etat étoient mal fondées : ils soutiennent que leur conduite est conforme aux loix, & que les sujets ont droit d'exposer au Roi leurs griefs tous ensemble, ou séparément. Ils font voir qu'il

1768. eſt ridicule d'annuller une réſolution déjà miſe en exécution ; que la lettre circulaire avoit été non-ſeulement envoyée , mais même que pluſieurs Provinces y avoient répondu ; que la lettre & la réponſe avoit été publiées dans les gazettes, de ſorte qu'il feroit néceſſaire non-ſeulement d'abroger la réſolution, mais auſſi les lettres ; & que l'une & l'autre de ces meſures étoient également inutiles.

Dans leur réponſe au Sécrétaire d'Etat, ils s'expriment fort librement ſur la nature de ſa requête, & repréſentent qu'il eſt tout-à-fait contraire aux loix de l'Empire de commander à une Aſſemblée libre ſous peine de caſſation , d'annuller ſes réſolutions , à plus forte raiſon celles d'une Aſſemblée antérieure. Ils ſe plaignent hautement de la baſſeſſe & de la méchanceté de ceux qui ont perſuadé à Sa Majeſté qu'un acte légitime , & dont le but eſt d'expoſer leurs ſouffrances , eſt inflammatoire , & tend à former des combinaiſons ſéditieuſes pour s'oppoſer à l'autorité du Parlement. Ils font en même tems les plus grandes proteſtations de loyauté , & ſe récrient contre les derniers actes du Parlement. Ils préparèrent enſuite une requête au Roi pour le prier de changer leur Gouverneur , dont ils ſe plaignoient amèrement ; mais avant qu'ils y euſſent mis la dernière main, l'Aſſemblée fut caſſée.

Les lettres circulaires que le Secrétaire d'Etat 1768.
avoit écrites aux autres Colonies, n'eurent pas plus de succès que celle qu'il avoit envoyée à Boston. Elles firent réponse à celles de la province de Massachuset, approuvèrent hautement la conduite de leur Assemblée, & promirent de seconder ses mesures. Plusieurs d'entr'elles écrivirent même au Secrétaire d'Etat, pour lui témoigner leur approbation de la conduite des Bostoniens, & firent des remarques fort sévères sur sa lettre. La plupart prirent en même-tems la résolution de ne plus recevoir de marchandises d'Angleterre, excepté celles qu'elles avoient commandées pour la saison suivante, & celles dont elles ne pouvoient absolument se passer, jusqu'à ce que les derniers actes fussent révoqués.

(Le 10 Juin.) Quelque tems avant la cassation de l'Assemblée, il y eut un grand tumulte à Boston. Les commis de la douane s'emparèrent d'un vaisseau qui appartenoit à un des principaux Négocians de cette ville, parce qu'il ne s'étoit pas conformé aux dernières loix. Aussi-tôt qu'ils l'eurent saisi, ils firent signe à un vaisseau de guerre qui étoit dans la baie, & le Capitaine envoya ses chaloupes pleines de gens armés qui coupèrent les amarres du navire marchand, & le conduisirent près de son bâtiment. Là-dessus la populace

1768. s'étant attroupée, fit pleuvoir une grêle de pierres sur les Commis, rompit leurs épées, & les traita fort mal.

Les plus mutins coururent même chez ces Officiers & brisèrent toutes les vitres de leurs maisons, après quoi ils traînèrent la chaloupe du Receveur sur la Commune, & la réduisirent en cendres. Les Commis ne se trouvant plus en sûreté dans la ville, se réfugièrent à bord du vaisseau de guerre, d'où ils passèrent dans un petit fort appellé le Château Guillaume, bâti sur une des Isles qu'il y a dans la baie, & reprirent leurs fonctions.

Cependant les Bourgeois s'assemblèrent, s'écrièrent qu'on vouloit les priver de leurs droits, & présentèrent une requête au Gouverneur, pour le prier d'ordonner au vaisseau de guerre de sortir du port. Les animosités augmentèrent de jour en jour. Bientôt ils ne mirent plus de bornes à leur licence; ils traitèrent le Gouvernement Britannique avec le dernier mépris, & n'en parlèrent plus qu'avec aigreur. Le bruit que leur requête n'avoit point été présentée au Roi, & la saisie du bâtiment qui appartenoit à un Représentant de la ville de Boston, contribuèrent autant qu'autre chose à irriter les esprits, qui n'étoient déjà que trop portés à la violence.

Telle étoit la situation des affaires, quand on

apprit qu'il venoit des troupes pour appuyer les 1768.
mesures du Ministère. L'approche du plus cruel ennemi n'auroit pas causé une plus grande alarme dans Boston que cette nouvelle. Les bourgeois se rendirent aussi-tôt à *Faneuil-Hall*, où ils élurent des Commissaires, pour demander au Gouverneur sur quel fondement il avoit répandu qu'on attendoit des troupes dans la ville, & le prier en même tems de convoquer au plus vîte une Assemblée générale.

Le Gouverneur leur répondit que ce qu'il savoit au sujet des troupes ne lui venoit pas de la part du Gouvernement, & qu'il lui étoit impossible de convoquer une Assemblée sans ordre du Roi.

Un Comité qu'ils avoient déjà choisi pour l'inspection de leurs affaires, après un long détail de violations de droits & de priviléges, fit plusieurs propositions qui furent approuvées d'un consentement unanime, & entre autres choses il fut arrêté, qu'il étoit contraire aux loix de l'Etat de maintenir une armée dans le Royaume en tems de paix sans le consentement du Parlement. Tel étoit alors le nom que les Américains donnoient à leurs Assemblées.

Cette assertion étoit fondée sur un acte du Roi Guillaume, qui recommande en même tems la fréquente convocation du Parlement. Sur ces

1768. principes il fut réſolu de convoquer une Aſſemblée à Boſton. Les quatre Membres qui avoient repréſenté cette ville dans la dernière Aſſemblée, furent choiſis comme Commiſſaires dans la préſente. Les élus eurent ordre d'écrire à toutes les villes de la province, de choiſir de même des Commiſſaires. Ce qui ſe paſſa de plus ſingulier dans cette Aſſemblée, c'eſt qu'au tems où ſes Membres faiſoient tous leurs efforts pour s'oppoſer à l'arrivée des troupes Anglaiſes, ils recommandèrent au peuple de faire proviſion d'armes & de munitions, afin, diſoient-ils, d'être toujours prêts en cas de guerre avec la France. Ils aſſignèrent enſuite un jour de jeûne & de prières, & ſe ſéparèrent.

La lettre circulaire que les élus avoit écrite aux autres villes, étoit d'un ſtyle auſſi ferme que leurs procédés. Quatre-vingt-ſeize villes choiſirent des Commiſſaires, qui tous ſe rendirent à la *Convention* (nom qu'ils avoient alors donné à cette Aſſemblée) le jour marqué.

Le 22 Septembre, ces Commiſſaires commencèrent à examiner les affaires de la province, & leur première réſolution fut d'envoyer un député au Gouverneur, pour l'informer qu'ils ne prétendoient nullement à l'autorité du Gouvernement, qu'ils avoient été élus par différentes villes, & venoient librement & volontairement

aux ſollicitations du peuple, pour conſulter enſemble ſur les meſures les plus propres à maintenir la paix & le bon ordre. Ils firent enſuite les plaintes ordinaires, dirent qu'on les traitoit avec injuſtice, qu'on les avoit repréſentés en Angleterre ſous de fauſſes couleurs, & conclurent par les ſollicitations les plus preſſantes pour la convocation d'une Aſſemblée générale, comme le ſeul moyen d'éviter les dangers dont les Colonies étoient menacées. 1768.

Le Gouverneur les avertit de rompre leur Convention, & de ſe retirer avant de s'occuper d'aucune affaire; leur fit voir à quoi ils s'expoſoient, & le crime dont ils ſe rendoient coupables en perſiſtant dans leurs premières réſolutions. Il dit que l'évaſion dont ils vouloient ſe ſervir étoit inutile, que leur *Convention* étoit réellement une Aſſemblée des Repréſentans du peuple, puiſqu'il s'y trouvoit des Députés de toutes les villes, & que le nom n'y faiſoit rien. Il ajouta que, s'ils mépriſoient ſon avis, il ſeroit obligé, comme Gouverneur, de maintenir les prérogatives de la Couronne; que Sa Majeſté étoit déterminée à conſerver la ſouveraineté de cette province, & que quiconque ſeroit aſſez hardi pour vouloir uſurper ſes droits, ſe repentiroit de ſa témérité.

Là-deſſus ils envoyèrent un autre meſſage pour

1768. se justifier, alléguant qu'ils étoient assemblés comme particuliers, & prièrent le Gouverneur de leur faire voir en quoi ils étoient criminels. Celui-ci ne voulut plus les écouter, parce que ç'auroit été reconnoître la légitimité de leur Assemblée, ce qu'il ne vouloit point du tout admettre. Des Commissaires firent aussi-tôt une espèce de procès-verbal, dans lequel ils exposèrent les raisons de leur *Convention*, désavouèrent toute autorité quelconque, recommandèrent au peuple la plus grande déférence au Gouvernement, & lui conseillèrent d'attendre patiemment le résultat de la clémence & de la sagesse de Sa Majesté pour le soulagement de leurs maux. Ils déclarèrent en même tems qu'ils seroient toujours prêts à donner toute l'assistance possible au Gouvernement civil, pour le maintien de la paix & du bon ordre. Ils firent après cela un détail de leurs opérations, pour envoyer à leur Agent à Londres, & se retirèrent.

Le jour de la dissolution de l'Assemblée, la flotte d'Halifax, composée de plusieurs frégates, d'autres vaisseaux de guerre & de quelques transports avec deux régimens d'infanterie, & un détachement d'artillerie, arriva dans le port. Il s'éleva d'abord quelques difficultés au sujet du logement des troupes, & le Conseil ne voulut pas les admettre dans la ville, disant que les ca-

ſernes du château Guillaume étoient ſuffiſantes. 1769.
Après plusieurs altercations, on leur accorda cependant des logemens, à condition que ces logemens en tiendroient lieu, & d'après cela, le Conſeil leur fit donner les proviſions des caſernes.

L'année 1769 ſe paſſa en plaintes & en murmures. Les Américains obſervèrent ponctuellement la convention qu'ils avoient faite de ne plus recevoir de marchandiſes de la Grande-Bretagne, excepté neuf ou dix perſonnes, qui préférèrent leur intérêt particulier à celui de la patrie. Pour les punir de leur avarice, leurs noms furent mis dans les gazettes. On recommanda au Public de les regarder comme infames, & de rompre tout commerce avec eux. On vit paroître cette année dans les Papiers de nouvelles une adreſſe au beau ſexe, pour le prier de renoncer pour un tems à ſes bijoux & à ſes ornemens : dans cette adreſſe on promettoit de récompenſer avec uſure la complaiſance que les Dames Américaines voudroient bien avoir pour le bien commun de leur patrie.

La combinaiſon des Colonies produiſit l'effet deſiré, & les Négocians des Iſles Britanniques commencèrent à s'appercevoir que leur commerce étoit conſidérablement diminué. Le Trône fut accablé de requêtes ; &, pour arrê-

1769. ter les cris importuns des Anglais, on révoqua en partie l'acte de Parlement qui impoſoit les nouvelles taxes. On ne laiſſa que celles qui avoient été miſes ſur le thé. Si les Américains avoient payé tranquillement l'impôt ſur le thé, cette marchandiſe ne leur auroit pas coûté ſi cher qu'auparavant, puiſqu'en impoſant un droit d'entrée en Amérique de trois deniers ſterling par livre, on avoit ôté un chelin par livre en Angleterre de droit de ſortie; de ſorte qu'ils profitoient de neuf deniers ſterling.

Le Miniſtre s'imaginoit, par ce moyen, les engager à ſe ſoumettre à ce nouvel impôt, & à reconnoître par-là l'autorité du Parlement d'Angleterre. Ce ſtratagême auroit pu réuſſir ſi les eſprits n'avoient pas été aigris par l'acte du timbre, & ſi, en le révoquant, on n'avoit pas ſubſtitué en ſa place l'acte *déclaratoire*. Cet acte dicté par la folie, avertiſſoit les Colonies des deſſeins du Miniſtère, puiſqu'il déclaroit : « que » le Parlement avoit droit de les lier dans tous » les cas quelconques ».

Les Colons s'apperçurent du piège qu'on leur tendoit; ils virent bien que s'ils abandonnoient le droit de s'impoſer eux-mêmes, toutes leurs poſſeſſions ſeroient au pouvoir de la Nation Britannique; que le Parlement pourroit à

ſon

son gré mettre de nouvelles taxes, en un mot qu'ils seroient comme autant d'esclaves sous le Gouvernement le plus despotique : c'est pourquoi ils persistèrent dans leurs résolutions, assurant qu'ils ne tireroient plus rien de la Grande-Bretagne, jusqu'à ce que tous les nouveaux droits fussent abolis. 1770.

Il est vrai qu'ils étoient excités à ces résolutions violentes par quelques citoyens factieux, qui tiroient leur importance de ces disputes, ou qui par-là satisfaisoient leur vengeance. M. Bernard, quelque fût sa conduite, n'avoit pas eu l'art de se faire aimer de la province dont il étoit Gouverneur. Ils le regardoient comme leur plus cruel ennemi, & prenoient plaisir à le contredire en tout.

Les Bostoniens, comme on a pu le remarquer ci-devant, avoient vu, d'un œil jaloux, l'arrivée des troupes dans Boston. Ils regardoient les soldats comme autant de tyrans dont le but étoit de les asservir. Il n'est donc pas surprenant que dans cette persuasion ils leur aient témoigné leur ressentiment dans toutes les occasions. Les citoyens & les troupes se disoient mutuellement des injures, & en venoient même de tems en tems aux mains. Ces petites escarmouches se terminoient ordinairement par quelques coups de poing & de bâton.

1770. Mais le 5 Mars il y eut une affaire plus sérieuse. Deux soldats ayant eu querelle avec des bourgeois, ces derniers crièrent au secours, & bientôt une foule de Bostoniens poursuivirent les premiers jusqu'à leurs casernes, où ils les accablèrent d'injures, & les menacèrent de les ensevelir sous les ruines. Les soldats, en grand nombre, armés de sabres & de bayonnettes, firent une sortie sur cette populace insolente, & la repoussèrent vigoureusement; mais la plus grande partie de la ville étant alarmée par le son du tocsin, obligea bientôt les troupes à se retirer. La nouvelle de ce désordre étant parvenue au Capitaine Preston, alors Officier de garde, il courut à son poste, & fit mettre les soldats sous les armes. Cela n'intimida nullement les mutins; ils avancèrent avec intrépidité sur la troupe, & frappant leurs bâtons l'un contre l'autre, ils les défièrent au combat dans les termes les plus injurieux. Quelques-uns d'eux eurent même l'audace de jetter des pierres & de la neige, & de donner un coup de bâton sur le bras au Capitaine Preston.

Les soldats furieux de se voir ainsi insultés, firent feu, à ce que l'on dit, sans avoir reçu d'ordres, & la populace se dispersa. Les Officiers qui se trouvoient dans la ville s'efforcèrent aussi-tôt de joindre leurs différens corps; mais

quelques-uns d'eux furent fort maltraités. Il y en eut un, entr'autres, qui eut son épée cassée, & qui fut dangereusement blessé. 1773.

Cependant on battoit la générale de part & d'autre, & les bourgeois retournèrent bientôt en plus grand nombre, dans le dessein d'assommer le Capitaine Preston & ses soldats; mais le Lieutenant-Gouverneur leur persuada, non sans peine, de se retirer, en les assurant qu'on examineroit la conduite de ce Capitaine. Le Conseil s'assembla sur le champ, & il fut résolu d'arrêter M. Preston, & huit soldats qui avoient tiré. Cet Officier entendant ce qui se passoit, alla lui-même se rendre prisonnier au Cherif. On lui fit ensuite son procès, & il fut honorablement déchargé. Les choses restèrent à-peu-près dans le même état l'année 1771 & 1772.

Les animosités entre la Grande-Bretagne & les Colonies augmentoient néanmoins de jour en jour. Ces dernières observoient inviolablement les résolutions qu'elles avoient prises, & la province de Massachuset en particulier saisissoit toutes les occasions d'insulter directement ou indirectement le parti de la Cour. Ces insultes étoient d'autant plus dangereuses, qu'elles étoient faites avec délibération, & approuvées de leurs assemblées.

Au mois de Mars 1773, le Comité élu par la ville de Boston, pria le Ministre Benjamin

1773. Church de faire une harangue le 5 du même mois, sur le danger qu'il y avoit de maintenir une armée en tems de paix, dans un pays libre; & en mémoire, dit-il, du massacre horrible commis par un détachement du vingt-neuvième Régiment le 5 Mars au soir de l'année 1770.

M. Church ayant accédé à la demande du Comité, il y eut aussi-tôt uue Assemblée à *Faneuil-Hall* (1), où le choix qu'on avoit fait du Docteur fut universellement approuvé. On lui députa sur le champ des Commissaires pour lui dire que c'étoit le desir de l'Assemblée, qu'il fit sa harangue à une heure moins un quart dans une des plus grandes Eglises qu'on lui nomma. Au tems marqué il s'y trouva un si grand concours de peuple, tant de Boston que des villes des environs, qu'on fût obligé de faire entrer l'Orateur par la fenêtre.

Son discours fut universellement applaudi, & on le pria d'en donner copie, afin de le faire imprimer. Sur le soir, *les enfans de la liberté* s'assemblèrent dans l'endroit où la malheureuse affaire étoit arrivée, & attachèrent à un balcon une lanterne transparente.

---

(1) Salle de Faneuil, espèce d'Hôtel-de-ville.

Le front de cette lanterne repréſentoit les ef- 1773.
fets funeſtes d'une armée en garniſon dans une
ville libre. A droite étoit peinte l'Amérique
éplorée ſur un ſiège lugubre, jettant de triſtes
regards ſur les ſpectateurs, avec cette inſcription :
Voyez mes fils ; à gauche étoit un monument
élevé à la mémoire des infortunés qui avoient été
tués en 1770 ; un peu plus loin, à l'Eſt du
balcon ; on voyoit les vers ſuivans ſur du papier
tranſparent :

1773. *Can'st thou, spectator, view this crimson'd scene,*
And not reflect what these sad portraits mean?
Or can thy slaughter'd brethren's guiltless gore
Revenge, from year to year, in vain implore?
Ask not where Preston or his butchers are,
But ask who brought those bloody victims here.
Never for instruments forsake the cause,
Nor spare the wretch who would subvert the laws.
That ruthless fiend who, for a trifling hire,
Would murder scores, or set a town on fire,
Compar'd with him who would a land enslave,
Appears an inconsiderable knave.
And shall the first adorn the fatal tree,
While, pamper'd and caress'd, the last goes free?
Forbid it thou, whose eyes no bribes can blind,
Nor fear can influence, nor favour bind.
Thy justice drove one murd'rer to despair;
And shall a number live in riot here?
Live! and appear to glory in the crimes
Which hand destruction down to future times!
Yes, ye shall live; but live, like branded Cain,
In daily dread of being nightly slain;
And when the anxious scene on earth is o'er,
Your names shall stink 'till time shall be no more.

Spectateur, en voyant cette scène sanglante, 1773.
As-tu donc oublié ce qu'elle représente ?
Tes frères égorgés demandent-ils en vain
Que leur sang innocent soit vengé de ta main ?
Des bouchers de Preston contemple les victimes ;
Mais cherche en même-tems l'auteur de tant de crimes ;
Considère la cause & non point l'instrument ;
N'épargne pas des loix l'infracteur insolent,
L'esclave malheureux qu'un modique salaire,
Rend barbare assassin, ou vil incendiaire,
N'est en comparaison d'un superbe tyran
Qu'un petit criminel, qu'un gueux du second rang.
Verra-t-on le premier au haut d'une potence,
Tandis qu'à ce dernier tout fait la révérence ?
O toi que les présens, la crainte ou la faveur
Ne peuvent ébranler, arme ton bras vengeur !
Déjà d'un meurtrier, effet de ta justice,
Le sombre désespoir a causé le supplice ;
Et verra-t-on ici nombre de scélérats
Vivre & s'enorgueillir de leurs assassinats ?
Vous vivrez ; mais toujours dans la crainte terrible
D'être tous égorgés dans une nuit horrible,
Puis, après votre mort, de la postérité
Vos noms seront maudits jusqu'à l'éternité.

1773. A neuf heures & un quart, tems précis de la ſcène ſanglante, toutes ces figures furent ôtées, & les cloches firent entendre un ſon lugubre juſqu'à dix. Cette ſcène s'obſerva avec beaucoup de décence & de ſolemnité.

Le 7 Juin, l'Aſſemblée paſſa pluſieurs réſolutions violentes. Il fut déterminé de préſenter une requête au Roi, pour le prier de changer le Chevalier Hutchinſon, Gouverneur de la province, qui avoit ſuccédé à M. Bernard & André Olivier, Lieutenant-Gouverneur.

Le crime dont on les accuſoit, étoit d'être la cauſe des troubles qu'il y avoit alors dans les Colonies, & d'avoir, par de fauſſes informations, engagé le Miniſtère à pourſuivre des meſures ſi préjudiciables aux habitans.

Les Colons étoient d'autant plus irrités contre eux, qu'ils avoient en leur poſſeſſion des preuves authentiques. Pluſieurs lettres que le Gouverneur avoit écrites à Londres, dans leſquelles il les repréſentoit comme une bande de ſéditieux, étoient tombées entre leurs mains; & ces lettres ayant été lues en pleine Aſſemblée, avoient produit la réſolution de préſenter la requête.



CHAPITRE II.

CEs troubles étoient cependant peu considérables, en comparaison de ceux qui devoient les suivre. Les Américains observoient fermement la résolution qu'ils avoient prise de ne plus tirer de marchandises d'Angleterre; mais il leur étoit d'autant plus facile de s'y conformer, qu'ils avoient encore chez eux toutes les denrées dont ils avoient besoin.

Les Négocians avoient pourvu à l'avenir, en demandant à leurs correspondans des marchandises pour deux ou trois ans avant que cette résolution fût adoptée. Si le Ministère Anglais avoit eu la patience d'attendre que ces marchandises fussent consommées, il est probable que la nécessité auroit naturellement forcé les Colons à se départir de leur dessein, & que fort peu d'entre eux auroient eu la constance de renoncer aux aisances de la vie, pour la procurer à une postérité incertaine. L'intérêt de la patrie auroit insensiblement cédé à l'intérêt particulier, le *Moi* n'auroit pas manqué de prévaloir, & cette association seroit tombée d'elle-même. L'enthousiasme n'a jamais pu être détruit que par lui-même. Les persécutions n'ont fait que lui

1773. donner de nouvelles forces, & un martyr a toujours produit vingt prosélytes.

Il y a néanmoins des gens fort instruits de la façon de penser des Américains, & entr'autres, deux hommes du premier mérite, & pour l'opinion desquels nous avons les plus grands égards, qui sont persuadés que les Colons auroient eu assez de constance pour persévérer dans leurs résolutions, & que les privations de toute espèce, la misere & la mort même, n'auroient pas été capables de les ébranler. Cette opinion est, sans doute, fondée sur les preuves qu'ils donnèrent ensuite de leur attachement à la cause de la liberté, & sur la patience avec laquelle ils souffrirent toutes sortes de maux pour parvenir à leurs fins; mais les circonstances & les passions ont beaucoup d'influence sur les actions des hommes, & tel est timide, chancelant & incertain avant d'entreprendre une affaire sérieuse, ou de commencer une guerre ouverte avec son Gouvernement, qui devient ferme, intrépide & opiniâtre, lorsqu'il a une fois fait les premiers pas. Quoi qu'il en soit, les Anglais auroient dû essayer cette méthode, & ne point s'opposer directement aux résolutions des Colonies. Tout au contraire, aussi-tôt que le Ministère en fut informé, il prit des mesures qui paroissent réellement ridicules, & fit passer en

Amérique des charges conſidérables de thé, 1773.
comme s'il eût été poſſible de faire acheter aux Colons une marchandiſe dont ils avoient réſolu de ne point ſe ſervir. Il eſt viſible qu'il s'imaginoit que cet eſprit d'oppoſition s'affoibliroit peu-à-peu, & que le beſoin les feroit renoncer à leur aſſociation; mais il n'étoit pas tems, lorſque les eſprits étoient ainſi échauffés, de vouloir les contredire d'une manière ſi ouverte.

Les Américains, ſans faire réflexion qu'ils avoient la liberté d'acheter, ou de ne point acheter le thé qu'on leur envoyoit, regardèrent cet envoi comme un grand affront, & ordonnèrent aux Négocians à qui il étoit adreſſé, de ne point le recevoir; mais de le renvoyer à Londres, ſans ſouffrir qu'on le débarquât. Le nom de thé leur devint auſſi déſagréable que celui de tyran, & ils ne l'entendoient jamais prononcer, ſans trembler pour la perte de leur liberté.

Telle étoit la diſpoſition des Colonies, quand trois navires chargés de cette marchandiſe, arrivèrent dans Boſton adreſſés à M. Rotch. Des Commiſſaires vinrent auſſi-tôt lui ſignifier de la part de l'Aſſemblée, de renvoyer ces vaiſſeaux, & de demander un acquit au Receveur de la douane. Ils lui accordèrent deux jours pour remplir cet objet, à l'expiration deſquels étant informés par

1773. M. Rotch lui-même qu'on lui avoit refusé un acquit, ils lui commandèrent de faire une protestation, & de demander un passe-port au Gouverneur. Ce dernier fit réponse qu'il étoit contraire à son devoir de donner un passe-port, à moins que le navire n'eût un acquit de la douane.

L'Assemblée, sur ce rapport, se sépara; mais il paroît qu'avant cette séparation, on étoit convenu de ce qu'on devoit faire; car peu de tems après, une foule de peuple habillée comme une espèce d'Indiens, qu'on appelle *Mohawks*, enfonça toutes les caisses qu'il y avoit à bord, & jetta le thé dans la mer. Le même esprit régnoit dans les autres provinces, & l'on peut voir par les billets qui couroient dans *New-York*, quels étoient les sentimens de ses habitans.

» NOTRE Nation ayant été informée que les » fers que la Grande-Bretagne a forgés pour » nous assujettir, sont sur le point d'arriver dans » un certain navire de la Compagnie des Indes, » nous déclarons que nous sommes déterminés » à n'être les esclaves d'aucune Nation du » monde; & quiconque aidera ou soutiendra » cet infâme dessein, ou aura la hardiesse de » louer ses magasins pour la réception de ces » chaînes infernales, peut compter sur une visite » désagréable de la part de *Mohawks*. »

Les habitans de Lexington firent encore 1773.
plus; ils brûlèrent tout le thé qu'ils avoient chez eux, résolus de n'en plus faire usage tant que les droits d'entrée continueroient. Toutes les Colonies applaudirent à la conduite des Bostoniens, & visitèrent avec exactitude les navires venant de la Grande-Bretagne : lorsqu'il s'y trouvoit du thé, on le renvoyoit sans le débarquer.

Quelques Capitaines, à l'aide des Commis & des personnes dévouées au Gouvernement, en passoient néanmoins plusieurs caisses. Les Colons, pour les empêcher de continuer cette manœuvre, condamnèrent ceux qui furent attrapés, à un genre de punition tout-à-fait singulier. Les coupables, dépouillés de leurs vêtemens, étoient goudronnés depuis les pieds jusqu'à la tête, & ensuite roulés dans les plumes. Dans cet état, promenés par toute la ville, ils servoient de jouet à une populace irritée, & de spectacle à ses habitans indignés.

Si le Ministère Anglais avoit agi prudemment, il se seroit contenté de demander à la ville de Boston la restitution du thé que ses habitans avoient détruit, & auroit fait abolir des droits qui leur causoient tant d'ombrage; le continent étoit pour lors en flammes, & c'étoit le seul moyen de sauver les Colonies. Il falloit

1774. céder aux circonstances, & perdre de vue, pour un tems, le systême politique de taxer l'Amérique, jusqu'à ce que la fureur du peuple fût appaisée, & que l'enthousiasme eût fait place à un calme tranquille; mais l'esprit de parti, le trop d'ardeur & le desir de la vengeance qui avoient fait commettre à ceux qui étoient à la tête du Gouvernement, une faute des plus grandes, en voulant forcer les Américains à faire usage du thé contre leur volonté, leur firent embrasser des mesures encore plus pernicieuses.

Le port de Boston fut entièrement condamné; &, par un acte de Parlement, il fut défendu à tout navire d'y embarquer ou débarquer aucune marchandise, sous peine de confiscation, jusqu'au bon plaisir du Roi & de son Conseil, & jusqu'à ce que les Bostoniens eussent dédommagé la Compagnie des Indes. Le Ministre s'imaginoit, sans doute, qu'en attaquant ainsi chaque province en particulier, & en lui faisant sentir le poids de sa vengeance, il romproit la grande Association, & que l'intérêt public céderoit à l'intérêt particulier.

Ces raisons étoient certainement bonnes; mais ses mesures étoient trop précipitées. Les Colonies étoient alors sur leur garde; ce n'étoit pas là le tems. Elles s'apperçurent aussi-tôt de son

dessein ; &, loin de profiter de la ruine de Boston, 1773.
elles se réunirent toutes pour lui porter du secours. Le continent fut bientôt en mouvement, & on ne voyoit par-tout qu'Assemblées de ville & de province. Dans ces Assemblées, les mesures du Gouvernement furent généralement condamnées. On désapprouva fort le nouvel acte & les principes sur lesquels il étoit fondé. Il fut résolu de s'opposer à ses effets, & de soutenir les Bostoniens, qui devoient en être les premières victimes.

Les habitans de la Virginie assignèrent le premier Juin, jour auquel l'acte pour la condamnation du port de Boston devoit avoir lieu, comme un jour de jeûne, de prières, & d'humiliation, afin d'implorer l'interposition de la divine Providence, dans ce tems de détresse où ils étoient ménacés de la perte de leurs droits, & des horreurs d'une guerre civile, pour prier le Seigneur de ne donner qu'un cœur & qu'un esprit au peuple, pour s'opposer fermement aux violations des droits de l'Amérique. Cet exemple fut suivi, ou des résolutions à-peu-près semblables furent adoptées presque partout, & le premier Juin fut observé dans tout le continent, avec beaucoup de solemnité.

Cette conduite fit cependant casser l'Assemblée de la Virginie ; mais avant que de se sé-

1774. parer, les Membres dreſsèrent un procès-verbal, qui fut ſigné par quatre-vingt-dix-neuf d'entr'eux, dans lequel ils déclarèrent qu'une attaque faite ſur une Colonie, pour la forcer à payer des taxes arbitraires, ſeroit regardée comme une attaque ſur toute l'Amérique Anglaiſe, & cauſeroit la deſtruction de ſes droits, à moins que toutes les Colonies ne ſe réuniſſent pour s'y oppoſer. En conſéquence ils recommandèrent au Comité de correſpondance, de ſe conſulter avec les Comités des autres provinces ſur la néceſſité de nommer des Députés dans toutes les Colonies, pour s'aſſembler tous les ans, & former un Congrès général, où l'on délibéreroit ſur les meſures que leurs intérêts communs pourroient rendre de tems en tems néceſſaires. Ils conclurent, en diſant que les égards qu'ils avoient pour leurs compatriotes, les négocians & les manufacturiers de la Grande-Bretagne, les empêchoient alors d'aller plus loin.

A Philadelphie il y eut ſur le champ une Aſſemblée à laquelle il ſe trouva environ trois cens bourgeois, qui élurent des Commiſſaires pour écrire aux habitans de Boſton. Leur lettre, quoique modérée, étoit néanmoins ferme. Ils avouent qu'il eſt difficile de donner des avis dans cette malheureuſe affaire, & qu'il faudroit auparavant ſavoir la façon de penſer de toute la province

vince. Ils observent qu'il faut employer les voies 1774.
de la douceur avant d'en venir aux extrémités, & qu'il est nécessaire d'avoir l'opinion d'un Congrès Général. Ils disent que, si l'on n'exigeoit que la restitution du thé, & que cela fût suffisant pour mettre fin à ces malheureuses disputes, & rétablir la ville de Boston dans ses premiers droits & privilèges, il n'y avoit pas à balancer sur le parti qu'il falloit prendre. Ce n'est pas, ajoutent-ils, de la valeur du thé dont il s'agit, mais du droit inviolable de disposer de notre argent, droit que nous ne pouvons nullement abandonner.

Le corps-de-ville de *New-York* étoit plus favorable au Gouvernement. La majorité n'étoit pourtant que peu considérable; mais la province en général, étoit possédée de l'esprit d'opposition.

Le Ministère Anglais avoit changé le Gouverneur de la Province de Massachuset, M. Hutchinson, qui leur étoit si odieux, & avoit nommé à sa place M. Gage, qui, à la qualité de Gouverneur, joignoit celle de Généralissime de toutes les forces de Sa Majesté Britannique en Amérique.

Les Colons lui ayant présenté une requête pleine d'invectives sur la conduite de ses deux prédécesseurs, aux machinations desquels ils attribuoient l'origine & la continuation de leurs

1774. souffrances, elle fut rejettée. Cette requête contenoit aussi une déclaration de leurs prétentions. Nous ne desirons, disent-ils, que les privilèges d'Anglais : il est du devoir de cette Assemblée de les maintenir ; c'est pourquoi nous ferons tous nos efforts pour parvenir à ces fins, sans préjudice néanmoins aux prérogatives de la Couronne, que nous soutiendrons toujours avec la plus grande loyauté, tant qu'elles ne s'écarteront point des justes bornes.

Le Gouverneur écrivit, quelque tems après, une lettre au Conseil, pour l'informer des raisons qui l'avoient obligé à rejetter la requête qu'ils lui avoient présentée : il dit qu'il lui étoit impossible de recevoir une requête remplie d'invectives contre ses prédécesseurs, qui avoient été examinés par le Conseil du Roi, & trouvés innocens.

La ville de Boston, Capitale de la province de Massachuset, où les Représentans du peuple avoient coutume de s'assembler, ayant encouru la disgrace de son Souverain, fut aussi privée de ce privilège, & Salem, ville située à six lieues de-là, fut choisi pour siège de l'Assemblée. La première chose qui se passa dans l'Assemblée de Salem, fut d'approuver la résolution d'élire des Comités dans toutes les Colonies. Après avoir donné les raisons de leur approbation, les Mem-

bres élurent effectivement cinq personnes entre 1774.
celles qui s'étoient le plus opposées aux mesures du Gouvernement, comme Commissaires, pour représenter cette province; & ils votèrent ensuite la somme de cinq cens livres sterling (1) pour ces Commissaires, afin qu'ils pussent s'acquitter avec honneur de la charge qu'on leur avoit confiée.

M. Gage, à qui ces procédés ne pouvoient qu'être désagréables, refusa de donner son consentement à leur dernière résolution, ce qui les engagea à recommander aux villes & aux villages de la province de lever la somme de cinq cens livres sterling par égales portions, & suivant le plan des dernières taxes. Cette recommandation eut alors toute la force de loi. Après avoir agi de cette manière, ils prévirent que la cassation de l'Assemblée n'étoit pas fort éloignée; c'est pourquoi ils résolurent, avant que cela arrivât, de donner au peuple un témoignage public de leurs sentimens, & de lui prescrire les règles de sa conduite. Ils préparèrent donc une espèce de manifeste, dans lequel ils exprimoient leur façon de penser sur l'état actuel des affaires.

Il y a long-tems, dirent-ils, que nous & toute l'Amérique gémissons sous les coups redou-

(1) Environ 12000 livres tournois.

1774. blés d'un pouvoir arbitraire, & que nous faisons d'inutiles efforts pour nous y soustraire. Nos plaintes n'ont pas été écoutées, nos requêtes ont été méprisées, & les cris qu'une cruelle marâtre nous forçoit de pousser, loin d'exciter sa pitié, n'ont fait que redoubler le poids de nos maux. Il est visible que le dessein de la Grande-Bretagne est d'abolir entièrement la constitution des Colonies, & d'en réduire les habitans à l'état d'esclavage. Ils recommandèrent ensuite à toute la province de s'abstenir de thé, &, autant qu'il seroit possible, de toute marchandise venant des Indes Orientales, ou des Isles Britanniques, jusqu'à ce que les nouveaux actes du Parlement fussent entièrement révoqués. Afin que ces mesures pussent plus aisément s'exécuter, ils exhortèrent les Colons à encourager toutes les manufactures de l'Amérique.

Quoique les Commissaires, préposés pour traiter cette affaire, s'efforçassent de la conduire avec le plus grand secret, le Gouverneur en fut informé, & le jour qu'ils firent leur rapport à l'Assemblée, il envoya son Secrétaire pour la casser : celui-ci trouvant les portes fermées, fit informer l'Orateur qu'il avoit un message du Gouverneur, & qu'il souhaitoit d'être admis afin de le faire connoître. L'Orateur répondit quelque tems après, qu'il avoit instruit la Cham-

bre de la commission dont il étoit chargé, & 1774.
que les Membres avoient donné ordre de tenir les portes fermées. Là-dessus le Secrétaire fit lire sur l'escalier une proclamation qui cassoit l'Assemblée.

Telle fut l'issue des querelles entre les habitans de Massachuset & ses Gouverneurs, & la dernière Assemblée qu'il y eut dans cette province sous les auspices du Gouvernement Britannique. Le lendemain, les Négocians & autres habitans de Salem présentèrent une requête très-pathétique au Gouverneur. Cette ville, comme nous l'avons dit plus haut, étoit pour lors Capitale de la province au lieu de Boston; conséquemment l'Assemblée, la douane, &, autant qu'il étoit possible, le commerce de cette dernière, avoient été transportés à Salem; de sorte que les habitans possédoient déjà une partie de ces dépouilles, qui, à ce que le Ministre s'imaginoit, devoient avoir tant d'influence sur leur conduite, & faire naître entre les gagnans & les perdans des jalousies & des animosités incurables. La turbulente Capitale ainsi abandonnée à elle-même, après avoir réfléchi sur l'état déplorable où elle étoit réduite, ne manqueroit pas, à ce qu'il prétendoit, de retourner dans le devoir, & d'avouer ses torts. Toutes ces conjectures étoient cependan

1774. fausses, & l'on peut voir, par ce qui suit, quels étoient les sentimens des Salémois.

C'est avec la plus grande douleur, dirent-ils au Chevalier Gage, que nous réfléchissons sur les calamités publiques en général ; mais les maux qui sont prêts d'accabler nos confrères de Boston ne sauroient manquer d'exciter plus particulièrement notre pitié, & nous espérons que votre Excellence fera tous ses efforts pour les empêcher de succomber. En fermant le port de cette ville on s'imagine, sans doute, que le commerce prendra son cours vers la nôtre, & que nous aurons par conséquent tout le profit ; mais la nature, dans la formation de nos ports, ne nous permet pas de devenir rivaux de cette Capitale. Quand il en feroit autrement, continuèrent-ils, il faudroit que nous n'eussions aucune idée de justice, & que nous fussions dépourvus de tout sentiment d'humanité, si nous pouvions entretenir la pensée d'élever nos fortunes sur les ruines de celles de nos compatriotes.

Cette requête est remarquable par la Noblesse des sentimens qu'elle contient. Le Gouverneur y est traité avec le plus grand respect, ils mettent leur espérance en lui, tant à cause du caractère bienfaisant qu'il s'étoit acquis, que de sa conduite dans un Gouvernement antérieur. Ils font paroître le plus grand attachement pour la Grande-Bre-

tagne, le plus profond chagrin à cause des disputes malheureuses qui subsistent entre elle & ses enfans, & témoignent le desir le plus ardent d'en venir à une heureuse réconciliation. Ils assurent que, pour parvenir à cette fin, ils sont prêts à faire les plus grands sacrifices, autant que cela sera conforme à la dignité de sujets de la Grande-Bretagne (1). 1774.

Le Gouverneur espéroit que les Négocians se seroient transportés à Salem, pour y continuer

(1) Les Ministres d'Angleterre & leurs partisans ont dit que, dès le commencement de ces disputes, les Colons avoient formé le projet de devenir indépendans; mais tout nous démontre le contraire. S'ils avoient agi avec plus de politique, & ne s'étoient point laissé guider par la violence & l'esprit de parti; s'ils avoient prêté l'oreille aux personnes bien instruites des véritables sentimens des Américains, il est probable que l'Amérique seroit encore unie avec la Grande-Bretagne: mais il est visible que le plan du Ministère étoit d'assujettir les Colonies au Gouvernement Britannique, comme je l'ai déjà remarqué au commencement de cet Ouvrage, au risque même de les perdre. Il y avoit certainement parmi les Colons quelques esprits entreprenans, qui auroient été charmés de voir l'Amérique indépendante; mais leur nombre étoit petit en comparaison de ceux qui n'avoient jamais pensé à établir une République, ou qui même ne desiroient pas de nouvelle forme de Gouvernement. On peut voir que la déclaration d'indépendance ne fut que le résultat de l'opiniâtreté des Ministres.

1774. leur commerce, & auroient, par ce moyen, engagé la Capitale à une plus prompte soumission; mais il fut trompé dans son attente. Les Négocians avoient sans doute leurs raisons pour ne pas en venir à une guerre ouverte avec le Gouvernement; mais il est évident qu'ils ne se conformoient pas de bon cœur aux nouveaux réglemens.

Le Chevalier Gage pensoit peut-être que les partisans du Ministère étoient plus considérables qu'ils ne l'étoient effectivement, & c'est ce qui l'engageoit à poursuivre ses mesures avec tant d'ardeur. Il ne tarda cependant pas à être convaincu du contraire; car ceux-ci, dans une Assemblée des Bourgeois de Boston, ayant essayé de faire quelques propositions pour le paiement du thé qui avoit été détruit, & pour abolir le Comité de correspondance, se trouvèrent éclipsés par une grande majorité, & n'eurent d'autre ressource que de protester contre les procédés du corps-de-ville.

Le Ministère persistoit toujours dans les mêmes résolutions, & vouloit contraindre les Américains à se soumettre à l'autorité du Parlement Britannique; mesure qui auroit certainement augmenté le pouvoir de la Couronne, mais qu'il lui étoit alors impossible de mettre en exécution, tous les Colons étant réunis pour s'y opposer. On pré-

paroit pendant ce tems-là en Angleterre, une 1774.
nouvelle forme de Gouvernement pour la Province de Massachuset, & il étoit question de passer un acte pour autoriser le Roi à maintenir une Armée en Amérique.

Aussi-tôt que cette nouvelle parvint à Boston, elle fut sur le champ répandue par tout le Continent, & remplit les habitans d'indignation. Ceux qui étoient modérés, ou qui paroissoient chancelans, devinrent alors zélés : la résolution de fermer entièrement leurs ports, & de rompre tout commerce avec la Grande-Bretagne, fut regardée comme nécessaire, & fut universellement adoptée. On ne voyoit qu'Assemblées dans toutes les Colonies, on n'entendoit parler que de résolutions violentes. Il se fit à-peu-près dans le même tems une souscription pour le soulagement des Bostoniens, & chaque province y contribua libéralement. Ces derniers reçurent aussi des lettres, non-seulement de toutes les provinces, mais même d'un grand nombre de villes & de villages, remplies de sentimens de tendresse & de sympathie. Ils étoient comblés de louanges à cause de leur conduite passée, & on les exhortoit, par les sollicitations les plus pressantes, à persévérer dans cette vertu, qui étoit la cause de leurs maux.

On pouvoit alors diviser le peuple de l'Amé-

1774. rique en trois grandes classes, par rapport aux opinions politiques.

La première étoit pour en venir aux extrémités, & cesser sur le champ tout commerce avec la Grande-Bretagne, sans essayer auparavant des mesures plus modérées, & même sans avoir le sentiment général des Colonies sur une affaire de cette importance : elle desiroit, il est vrai, un Congrès général ; mais elle ne vouloit lui laisser autre chose à faire que de continuer les violences qu'elle auroit commencées.

La seconde, quoique moins nombreuse, n'étoit pas moins respectable : elle étoit, à la vérité, plus modérée ; mais elle n'en étoit pas moins ferme. Ceux qui la composoient vouloient, avant d'adopter des mesures violentes, essayer des moyens plus doux. Ils souhaitoient qu'on s'adressât encore une fois à la Grande-Bretagne, & qu'on exposât clairement au Roi les maux dont ils se plaignoient, & les droits auxquels ils prétendoient. Cela, disoient-ils, ne peut se faire que par le moyen d'un Congrès général ; car autrement on prétendra que c'est l'action de quelques personnes mal intentionnées, ou de quelque Colonie particulière.

La troisième étoit composée des amis du Ministre, ou de ceux qui ne désapprouvoient pas absolument ses mesures ; mais leur nombre étoit

si peu considérable, qu'on avoit peine à les distinguer dans la foule. 1774.

Les plus violens, qui n'eurent pas la patience d'attendre l'assemblée d'un Congrès, prirent d'autres résolutions. Le Comité de correspondance à Boston fit une association, qu'il nomma ligue & alliance solemnelle, par laquelle tous les souscripteurs s'engageoient devant Dieu & devant les hommes, de rompre tout commerce avec la Grande-Bretagne depuis le dernier jour du mois d'Août suivant, jusqu'à ce que l'acte pour la condamnation du port de Boston & les nouvelles loix fussent révoqués, & jusqu'à ce que la province de Massachuset fût rétablie dans ses droits. Ils firent aussi serment de n'acheter aucune marchandise quelconque, qui arriveroit après le tems marqué, & de rompre tout commerce avec ceux qui introduiroient le moindre article. Ils renoncèrent ensuite à toute correspondance avec ceux qui refuseroient de signer cette association ou de s'engager par des obligations semblables, & les menacèrent d'exposer leurs noms au public.

La nouvelle de cette association & une lettre du Comité de Boston, furent répandues avec la promptitude ordinaire, & le peuple, non-seulement de la Nouvelle-Angleterre, mais même des autres provinces, entra dans cette nouvelle

1774. ligue avec la plus grande ardeur. Il paroît qu'en plusieurs endroits, il s'étoit fait un accord à-peu-près semblable, sans qu'il y eut de combinaison formée ; tant le même esprit régnoit par toute l'Amérique.

Le Général Gage fut fort alarmé de ces procédés. C'est pourquoi le 29 Juin il fit publier une proclamation par laquelle, il déclara que l'association étoit une combinaison illicite & traîtresse, contraire à la fidélité due au Souverain, tendant à détruire la paix, le bon ordre & la sûreté de la communauté, & à anéantir l'autorité légitime du Parlement Britannique. Tout le monde fut averti de prendre garde d'encourir les peines attachées à des crimes aussi énormes. Les Magistrats reçurent ordre de se saisir de toute personne qui auroit part à la publication de cette association, ou qui y souscriroit, ainsi que ceux qui lui donneroient le moindre secours, assistance, ou soutien.

Cette proclamation n'eut d'autre effet que d'exercer les plumes & le jugement de ceux qui avoient la connoissance des loix. Ils s'efforcèrent de prouver que cette association n'étoit point du tout sujette aux loix portées contre la trahison, & que par conséquent les accusations du Gouverneur étoient erronées, injustes & injurieuses. Ils dirent qu'il s'étoit arrogé un pouvoir que la constitution n'accor-

doit pas même au Souverain, qui étoit de rendre 1774.
trahison ce que les loix de l'Empire ne regardoient pas comme tel. Ils ajoutèrent que le peuple avoit droit de s'assembler pour considérer les maux communs, & de former ensuite des associations pour régler sa conduite, afin d'obtenir la guérison de ces maux. Ils conclurent enfin en déclarant que la proclamation étoit arbitraire, odieuse & illicite.

En même-tems toutes les Colonies prenoient des mesures pour tenir un Congrès Général, & la ville de Philadelphie, tant à cause de sa situation que de sa sûreté, fut choisie comme la place la plus propre pour cette Assemblée, qui devoit s'y rendre au commencement de Septembre.

Dans les villes où les représentans du peuple étoient assemblés, on nomma des Députés pour représenter la Province au Congrès Général; mais comme cela n'arrivoit qu'en très-peu d'endroits, voici la méthode qu'adoptèrent les Colons.

Ils élurent le nombre ordinaire de Représentans, & ceux-ci choisirent ensuite des Députés parmi eux, dont le nombre étoit proportionné à l'étendue & à l'importance de la province. Chaque Colonie avoit droit d'en-

1774. voyer depuis deux jusqu'à sept Députés; elles n'avoient cependant qu'une voix chacune.

Dans ces Assemblées provinciales on passa un grand nombre de résolutions, dont la première fut toujours de déclarer que la condamnation du port de Boston étoit injuste, contraire aux loix de l'Empire, & dangereuse à la liberté de l'Amérique.

A Philadelphie le Gouverneur reçut une requête signée de neuf cens propriétaires, par laquelle on le prioit de convoquer au plus vîte une Assemblée Générale. Cette demande ayant été refusée, la province (le 15 Juillet) élut des Députés qui se rendirent peu après à Philadelphie. Leurs résolutions furent plus modérées que celles des autres provinces; mais ils parurent également déterminés à défendre leurs droits.

Comme les Colonies étoient accusées de viser à l'indépendance, les Représentans commencèrent par les plus grandes protestations de fidélité au Souverain, disant qu'ils n'avoient pas la moindre idée de se rendre indépendans de la Grande-Bretagne, & qu'ils voyoient avec la plus grande douleur, les disputes qui subsistoient entre cette dernière & ses Colonies. Après avoir témoigné le desir le plus ardent de rétablir l'union entre elles,

ils déclarèrent que les Colons avoient droit aux 1774.
mêmes privilèges & à la même liberté dans les Colonies, que les Anglais dans la Grande-Bretagne; qu'ils regardoient les Bostoniens comme souffrant pour la cause commune, & qu'il étoit absolument nécessaire de tenir un Congrès Général pour prescrire aux Colonies la manière dont il falloit qu'elles se conduisissent, afin d'obtenir le soulagement de leurs confrères, de faire voir leurs droits, & de rétablir l'union entre elles & & les Isles Britanniques. Ils avouèrent qu'une suspension de commerce seroit infailliblement préjudiciable à un grand nombre d'individus; mais ils assurèrent qu'ils étoient prêts à faire des sacrifices beaucoup plus considérables pour la conservation de leur liberté. Ils dirent qu'en considération de leurs amis en Angleterre, avant de rompre avec eux, il seroit à propos de présenter une requête au Roi, d'exposer leurs maux, & d'en demander justice. Ils recommandèrent ensuite à tous les Negocians de ne point augmenter le prix de leurs marchandises à cause des résolutions qui pourroient être prises, & promirent de rompre tout commerce avec la Colonie, ville, village, ou qui que ce fût de ses habitans, qui refuseroit d'exécuter les ordres du Congrès à venir.

Les Députés de la Virginie s'assemblèrent le

1774. 1 Août à *Williamsbourg*, où ils tinrent leurs conférences pendant six jours. Leurs résolutions furent à-peu-près les mêmes que celles de Philadelphie ; mais il ne s'en tinrent pas là, & montrèrent beaucoup plus de violence. Ils convinrent de ne plus acheter d'esclave d'Afrique ni des Indes occidentales, & de commencer à mettre cette résolution en exécution au 1 Novembre suivant. Ils résolurent, en cas que les maux dont l'Amérique se plaignoit subsistassent encore le 10 Août 1775, de ne plus envoyer de tabac, ni aucune autre marchandise en Angleterre ; &, pour rendre cette résolution plus efficace, il recommandèrent aux laboureurs de cultiver au lieu de tabac, toute autre plante & graine dont ils pourroient par la suite avoir besoin, & sur-tout d'améliorer la race de leurs moutons, de les faire multiplier, & d'en tuer le moins qu'il seroit possible. Ils firent après cela les mêmes menaces que l'Assemblée de Philadelphie, à ceux qui se départiroient de ces résolutions.

Les Habitans de Maryland, l'autre grande Colonie au tabac, ne le cédèrent en rien aux Virginiens ; & les deux Carolines dont l'existence sembloit entièrement dépendre du transport de leurs denrées, ne montrèrent pas moins de fermeté.

Ainsi l'acte pour la condamnation du port de

Boston,

Boston, & ceux qui l'accompagnoient, avoient excédé tous les présages du parti de l'opposition. Ils avoient allumé le Continent de l'Amérique depuis un bout jusqu'à l'autre, & réuni toutes les Colonies dans la même cause. On tenoit par-tout le même langage; ou, si le langage étoit différent, on prenoit les mêmes mesures. Tout le monde étoit du même avis par rapport à la nécessité d'avoir un Congrès Général, de ne pas se soumettre aux taxes imposées par le Parlement Britannique, & de suspendre tout commerce avec l'Angleterre jusqu'à ce que l'Amérique en général, & la Province de Massachuset en particulier, fussent entièrement délivrées des maux dont elles étoient accablées. 1774.

A *Newport* dans *Rhode-Island* la flamme étoit plus grande que dans plusieurs autres provinces. Il parut un papier violent dont le titre étoit : *Joins, ou meurs.* Dans ce papier, l'état de Boston étoit représenté comme un siège & comme une invasion des Colonies.

Les Généraux du Despotisme, dit-il, forment à présent les lignes de circonvallation autour des boulevards de notre liberté, & il n'y a que l'union, la fermeté & la persévérance qui puissent nous préserver, nous & notre postérité, de l'esclavage cent fois pire que la mort.

Ce qui rendoit cette association des Colonies

1774. plus dangereuſe, c'eſt que ce n'étoit point une faction d'une Nobleſſe turbulente & opprimée, qu'il eſt facile d'appaiſer en gagnant quelques-uns des Chefs. Ce n'étoit point non plus une combinaiſon de Marchands ou de Négocians, qui, plus attentifs à leur intérêt particulier qu'à celui du public, auroient pu être corrompus, ou déſunis par la diſtribution de quelques commiſſions, ou de quelques contrats : au contraire, la plus grande oppoſition aux meſures du Gouvernement étoit alors de la part des propriétaires.

Dans l'Amérique Anglaiſe, les terres ſont diviſées en petites portions, & procurent à ceux qui les poſsèdent, cette médiocrité de condition ſuffiſante pour produire des hommes forts & des eſprits vigoureux; mais rarement ces ſuperfluités ſi fatales aux nations les plus policées.

Les propriétaires Américains ſont à-peu-près ce que ſont aujourd'hui nos Fermiers Français, avec cette différence, que les terres qu'ils cultivent leur appartiennent, & qu'ils jouiſſent du droit ineſtimable de ſe taxer eux-mêmes par le moyen de leurs Repréſentans. Ce n'eſt donc pas ſans raiſon qu'ils ſont ſi grands amateurs de la liberté. Ce corps étoit trop nombreux pour être corrompu, & trop hardi pour être mepriſé ſans danger.

Il eſt vrai que le Gouverneur reçut des adreſſes 1774.
de quelques perſonnes qui ſe diſoient attachées au Gouvernement, & déſapprouvoient la conduite de leurs confrères ; mais ces perſonnes ne compoſoient pas la centième partie de la Nation, & leurs adreſſes ne ſervoient qu'à induire le Miniſtère en erreur, en lui faiſant croire qu'il avoit beaucoup de partiſans.

Cependant la ville de Boſton étoit dans un état déplorable. Quelques grandes que fuſſent les contributions des Colonies pour la ſoulager, il eſt viſible que, dans une ville qui contenoit plus de vingt mille habitans, qui n'avoient d'autres moyens de ſubſiſter que le commerce, le tariſſement de cette grande ſource devoit cauſer bien de la misère. Les riches même n'en étoient pas exempts ; car leurs richeſſes conſiſtant en quais, magaſins, hangards, & différentes ſortes de machines, deſtinées au commerce dans un grand port, elles n'étoient pour lors d'aucune valeur. Ils ſouffroient néanmoins les maux dont ils étoient accablés avec une conſtance admirable. Il eſt vrai que la pitié des autres Colons, & la tendreſſe avec laquelle ils en étoient traités, ne contribuoient pas peu à les fortifier dans leur réſolution.

Les Habitans de la ville de *Marblehead*, leurs voiſins, qui étoient du nombre de ceux qui de-

1774. voient le plus profiter de leur ruine, au lieu de ſe prévaloir de leur malheur, firent paroître un exemple de générosité peu commun. Ils offrirent aux Boſtoniens leurs magaſins & leurs quais, promirent d'aſſiſter au chargement & au déchargement de leurs marchandiſes, & de faire toutes leurs affaires à *Marblehead*, ſans exiger la moindre récompenſe; mais ils les exhortèrent en même-tems à perſévérer dans cette patience & dans cette réſolution qui les avoient toujours caractériſés.

Peu après l'arrivée du Général Gage dans ſon Gouvernement, deux régimens d'infanterie, & un détachement d'artillerie avec du canon, avoient débarqués, & étoient campés ſur la Commune de Boſton. Ces troupes furent peu-à-peu renforcées par pluſieurs régimens d'Irlande, de la Nouvelle York, d'Halifax & de Quebec. Il eſt aiſé de concevoir que l'arrivée & la poſition de ces troupes n'étoient pas fort agréables aux Colons. Le mécontentement augmenta bien plus, quand ils virent une garde placée ſur l'iſthme qui joint la preſque-iſle au Continent. La cauſe, ou le prétexte de cette garde, étoit pour empêcher la déſertion des ſoldats.

Ce procédé ne ſervit qu'à faire voir aux Boſtoniens le ſecours qu'ils pouvoient attendre en cas de beſoin; car le bruit s'étant répandu par

haſard, ou peut-être avec deſſein, qu'un Ré- 1774.
giment poſté ſur l'iſthme de Boſton, avoit coupé toute communication entre la ville & la campagne, afin de forcer les bourgeois, par famine, à ſe ſoumettre aux conditions qui leur ſeroient propoſées, un nombre conſidérable des habitans du Comté de *Worceſter* prit les armes. Ils envoyèrent enſuite deux meſſagers à Boſton, pour s'informer ſi ce bruit étoit bien fondé. Ceux-ci avoient ordre d'apprendre aux citoyens que, ſi cela étoit véritable, il y avoit pluſieurs milliers d'hommes armés, prêts à voler à leur ſecours, & de les avertir que, quand même ils ſeroient diſpoſés à renoncer à leur liberté, le reſte de la province ne ſe croiroit nullement lié par cette renonciation. Ils ajoutèrent que, par les derniers actes du Parlement, leur charte étoit entièrement annullée, que la liaiſon qui ſubſiſtoit entre la Grande-Bretagne & les Colonies, étoit tout-à-fait rompue, & que conſéquemment ces dernières étoient en liberté de ſe concerter enſemble ſur les moyens les plus propres à leur ſûreté commune.

De toutes les bévues du Miniſtère Anglais, il n'y en a point qui ſoit plus groſſière, ni qui marque plus l'eſprit de parti que celle dont il fut coupable dans un tems auſſi critique. Il ſemble que ſon deſſein étoit de pouſſer les Co-

1774. lons à bout, & de les forcer à adopter des mesures violentes.

On avoit toujours reproché au peuple de la province de Massachuset, de s'attacher plus aux formes extérieures qu'à l'esprit de la Religion, & leurs ennemis les honoroient de l'épithète d'hypocrites. Quand ce reproche auroit été bien fondé, le Gouvernement civil n'a rien à faire avec les consciences; il doit se contenter des apparences. Le Ministère Anglais, dans un tems où les Colonies étoient sur le point de se révolter, par une politique inouie, fit publier un Edit pour l'encouragement de la piété & de la vertu, & la punition du vice, de l'impiété & de *l'hypocrisie*. Le Peuple prit cet édit pour un libelle, & cette insulte augmenta considérablement sa rage, qui nétoit déja que trop grande.

Le Général Gage reçut avec les nouvelles loix, qui arrivèrent au commencement d'Août, une liste de trente Conseillers, qui, suivant les nouveaux règlemens, étoient nommés par le Roi d'une manière contraire à la charte de la province, qui porte qu'ils doivent être choisis par les Représentans du peuple dans chaque Assemblée. Vingt-quatre de ces Conseillers acceptèrent leurs places. Ce nombre étoit suffisant pour faire les affaires du Gouvernement

jusqu'à ce que la place des autres fût remplie 1774.
par une nouvelle nomination de la Cour de Londres ; mais leur autorité ne fut pas de longue durée. La patience du peuple étoit pour lors épuisée. Il devint de jour en jour plus audacieux, & tout avoit l'apparence de guerre.

Dans les Comtés de *Berkshire* & de *Worcester* en particulier, on n'entendoit parler que d'acheter des armes, de se procurer des munitions, de couler des balles, & de tous ces autres préparatifs qui démontrent une résistance déterminée. Tous ceux qui acceptèrent des places sous la nouvelle forme de Gouvernement, ou qui se préparèrent à s'acquitter des fonctions de leurs charges, furent déclarés traîtres à la patrie, & menacés des conséquences que méritoit un nom aussi infâme.

Les habitans du Connecticut, Colonie qui tient à celle de Massachuset, considérant le sort de leurs voisins comme le prélude de ce qui devoit leur arriver, montrèrent encore plus de violence qu'eux.

Les nouveaux Juges ne furent en aucun endroit capables de s'acquitter de leurs fonctions. Les grands & les petits *Juries* refusèrent unanimement de prêter serment, & de commencer aucune affaire.

Pour rendre ce que je viens de dire plus in-

1774. telligible, il faut obſerver que la juſtice n'eſt pas adminiſtrée, ſuivant la Conſtitution de la Grande-Bretagne, de même qu'en France. Chez nous ce ſont les Juges qui, dans les affaires criminelles, condamnent ou abſolvent après avoir écouté les raiſons pour & contre. Chez les Anglais au contraire, le pouvoir des Juges eſt très-limité, & c'eſt à tort qu'ils prennent ce nom, puiſqu'ils n'ont pas le droit de juger. Toute la fonction des Juges dans les affaires eſt d'interroger les témoins, & de donner leur opinion de la cauſe à ce qu'ils appellent un *Jury*.

Les petits *Juries* ſont compoſés de douze perſonnes à-peu-près de même condition que celle que l'on examine, & ſont préſens à toutes les dépoſitions des témoins : après l'examen, les perſonnes ainſi jurées ſe conſultent enſemble, & prononcent l'accuſé coupable ou innocent. Ce dernier, avant qu'on inſtruiſe ſon procès, a droit de refuſer le premier petit *Jury*, ſans donner aucune raiſon de ſon refus ; & enſuite, pourvu qu'il donne des raiſons probables, il peut refuſer chaque individu dont un autre *Jury* eſt compoſé. Les perſonnes ainſi jurées doivent être toutes d'accord pour la condamnation ou l'abſolution de l'accuſé ; & ſi l'une d'entr'elles eſt d'un avis différent, l'affaire demeure en ſuſpens juſqu'à ce que toutes les opi-

nions soient réunies. Cette suspension ne peut 1774.
cependant pas durer long-tems, car les Jurés ne sortent pas de la Cour que l'affaire ne soit décidée, & dans cet intervalle il ne peuvent ni boire ni manger. Si l'accusé est étranger, la moitié des Jurés est composée d'étrangers, si on peut les trouver, & l'autre moitié d'Anglais.

Les grands *Juries*, suivant certains Auteurs, peuvent être composés de vingt-quatre personnes; mais ce nombre n'est pas absolument nécessaire, il suffit qu'il y en ait douze: d'autres soutiennent qu'il ne faut pas plus de vingt-trois, ni moins de treize personnes, pour former un grand *Jury*. Ce sont ces *Juries* qui écoutent les plaintes, & décident d'après cela s'il est à propos ou non d'instruire le procès de l'accusé. Pourvu qu'il s'en trouve douze en faveur du plaignant, on instruit le procès de l'accusé.

Quelqu'équitable que paroisse cette manière d'administrer la justice, elle a néanmoins ses inconvéniens. L'ignorance des Jurés a souvent fait périr l'innocent & absous le coupable; mais il vaut mieux avoir à combattre l'ignorance que l'injustice de ses Juges. Les affaires civiles se traitent à-peu-près de la même manière.

Revenons à présent aux affaires de l'Améri-

1774. que. Tout le monde refusant d'être *Jury*, il étoit impossible aux Juges de faire aucune affaire : les Clercs de la Cour avoient cependant sommé plusieurs personnes de comparoître, & de prêter serment ; mais cette action fut regardée comme un crime si énorme, qu'ils furent obligés de faire un aveu public de leur repentir dans les Papiers de nouvelles, & non-seulement de déclarer qu'ils n'agiroient jamais de cette manière, mais même de dire qu'ils n'avoient pas bien considéré ce qu'ils avoient fait, & que si leurs compatriotes avoient assez de bonté pour leur pardonner la faute qu'ils avoient commise, ils ne se la pardonneroient jamais à eux-mêmes.

A Barrington, & dans quelques autres places, la populace s'assembla en si grand nombre, & remplit tellement les Cours de Justice & leurs avenues, que ni les Juges ni leurs officiers ne purent entrer ; & quand le *Cherif* (1) leur commanda de faire place à la Cour, ils firent réponse qu'ils ne connoissoient point de Cour ni d'établissement indépendant des anciennes coutumes de leur pays, & qu'ils ne se soumettroient à aucun autre à quelque prix que ce fût.

(1) *Chérif* est à-peu-près ce qu'est en France *Grand-Prévôt*.

Les nouveaux Conseillers furent encore plus malheureux : leurs maisons ayant été investies par la foule, ils se trouvèrent réduits à renoncer de bon gré à leurs charges, ou à souffrir toute la fureur d'une populace irritée. La plupart se soumirent à la première condition : quelques-uns furent assez heureux pour se trouver alors à Boston, & d'autres s'y réfugièrent, quoique avec le plus grand danger, après avoir échappé aux poursuites de la populace, qui, se trouvant frustrée de sa vengeance, menaça de détruire leurs maisons & tout ce qui leur appartenoit. 1774.

L'ancienne forme de gouvernement étant abolie par un acte de Parlement, & la nouvelle rejettée par le peuple, il n'y en avoit plus pour lors dans la province, & les habitans se trouvoient réduits à cet état d'anarchie dans lequel on suppose qu'étoient les hommes dans les tems les plus reculés.

L'ordre cependant qui se conserva parmi le peuple,* est réellement digne d'admiration, & sera toujours une preuve des plus convaincantes de l'efficacité d'une longue habitude, & d'une soumission constante aux loix. Excepté l'opposition au nouveau gouvernement, & les excès qui en résultèrent en attaquant & insultant ceux qui en étoient les partisans, il n'y

1774. eut pas d'autre marque ſenſible de la ceſſation des loix.

M. Gage voyant cette eſprit de rebellion, crut qu'il étoit néceſſaire, tant pour la ſûreté des troupes, que pour maintenir le poſte important de Boſton, de fortifier l'iſthme, qui eſt la ſeule communication par terre, entre la ville & le continent. Ce parti ne manqua pas d'augmenter la jalouſie, la mauvaiſe humeur & les ſoupçons qui commençoient à éclater. Mais celui qui ſuivit, excita encore une plus grande alarme.

La ſaiſon étoit arrivée, où l'on avoit coutume de faire la revue de la milice. Le Gouverneur craignit que les Miliciens ne commiſſent des excès, quand ils ſeroient une fois aſſemblés : c'eſt pourquoi il s'empara de toutes les munitions, armes & bagages, qui étoient dans l'arſenal de Cambridge, & les fit tranſporter à Boſton.

Il fit en même tems ſaiſir toute la poudre qu'il y avoit dans les magaſins de *Charles-Town*, & dans ceux de pluſieurs autres places, appartenant une partie à la province, & l'autre à des particuliers.

Cette conduite du Général excita le plus grand mécontentement, le peuple ſe récria. Pluſieurs milliers d'hommes prirent les armes,

& ce ne fut qu'avec la plus grande difficulté que quelques personnes respectables, en qui ils mettoient leur confiance, les empêchèrent de marcher sur le champ vers Boston, pour faire tout restituer, & d'attaquer les troupes en cas de refus. 1774.

Toutes ces mesures du Général Gage, qui étoient aussi inutiles qu'elles étoient imprudentes, prouvent le peu de capacité des Ministres, ou de ceux qu'ils employoient; car si les premiers lui avoient donné ordre d'agir ainsi, ils auroient dû lui donner une force suffisante, afin de pouvoir mettre son autorité à l'abri de toute insulte; si, au contraire, ils avoient laissé au Général la liberté d'agir suivant les circonstances, il fit voir en cette occasion qu'il n'étoit pas grand politique. Au lieu d'exciter la jalousie des Américains, en se saisissant d'une partie de leurs armes & de leurs munitions, il auroit dû au contraire leur témoigner la plus grande confiance, & ne point même leur donner lieu de soupçonner qu'il les croyoit capables de déloyauté, puisque la foiblesse de sa garnison ne le mettoit point en état d'agir avec vigueur.

Quelque tems après, le bruit s'étant répandu dans le Connecticut que Boston étoit attaqué par terre & par mer, & que l'on faisoit un feu

1774. continuel ſur la ville, pluſieurs mille hommes de cette province, auſſi zélés que les habitans de Worceſter, s'avancèrent à la hâte pour porter du ſecours à leurs amis, & ne furent convaincus de leur erreur, qu'après avoir fait une longue marche.

A-peu-près dans le même-tems, une compagnie de jeunes volontaires de Boſton, qu'on appelloit les Cadets du Gouverneur, & qui lui ſervoient de Gardes-du-Corps, quittèrent le ſervice, & rendirent au Général l'étendard qu'il leur avoit donné à ſon arrivée.

La cauſe de ce dégoût pour le nouveau Gouvernement de la part des Cadets, & de l'affront qu'ils faiſoient au Gouverneur, venoit de ce que ce dernier avoit privé M. Hancock, leur Colonel, de ſa commiſſion. Un Colonel de milice, nommé Murray, ayant accepté une place dans le nouveau Conſeil, vingt-quatre Officiers de ſon Régiment, quittèrent le ſervice en un ſeul jour, tant étoit grande la haine que l'on portoit aux nouvelles loix.

La ſaiſie de la poudre, & les fortifications que l'on élevoit ſur l'iſthme de Boſton, produiſirent une Aſſemblée des Députés de toutes les villes du Comté de Suffolk dont cette ville eſt la capitale. On y prit, comme à l'ordinaire, un grand nombre de réſolutions contre l'auto-

rité du Gouvernement ; mais elles furent beaucoup plus violentes que celles qui les avoient précédées. Ceux qui la composoient, après avoir déclaré leur fidélité au Souverain, dirent qu'il étoit de leur devoir, de défendre, par tous les moyens possibles, leurs Religions & leur liberté; que les derniers actes étoient des infractions notoires à ces droits, & que conséquemment la province ne leur devoit aucune obéissance; mais qu'au contraire il falloit les rejetter, comme les attentats criminels d'un Ministère assassin, pour établir un Gouvernement despotique. Ils s'engagèrent à donner assistance aux Cherifs, Jurés, & autres personnes que l'on inquiéteroit, pour refuser d'agir sous les nouveaux Juges. 1774.

Enfin, après avoir déclaré ceux qui avoient accepté des places sous le nouveau Gouvernement, violateurs des droits de la patrie, ils résolurent de les regarder comme leurs plus cruels ennemis, à moins qu'ils ne s'en désissent dans un tems limité. Ils prirent, outre cela, plusieurs autres résolutions; &, entr'autres, ils recommandèrent au peuple de se soumettre avec respect aux mesures qui seroient adoptées par le Congrès Général, de se perfectionner dans l'art de la guerre, & pour cet effet de faire mettre la milice sous les armes toutes les semaines.

Comme il couroit un bruit que plusieurs de

1774. ceux qui s'étoient montrés les plus violens dans le parti de l'oppoſition, devoient être arrêtés & mis en priſon, ils recommandèrent au peuple, en cas que cela arrivât, de ſaiſir les Officiers d'un Gouvernement ſi tyrannique, & de les mettre en lieu de sûreté, juſqu'à ce que les défenſeurs de la patrie fuſſent rendus à leurs parens & à leurs amis. Ils ſe récrièrent auſſi contre les fortifications ſur l'iſthme de Boſton, & contre l'acte de Quebec.

Ce dernier acte paroiſſoit néanmoins fondé ſur l'équité; mais il y a long-tems que cette vertu bannie de la plupart des Cours a fait place à la politique. Celle-ci s'enveloppe quelquefois avec tant d'art du manteau de la juſtice, qu'il eſt même difficile aux gens les plus éclairés de ne pas les confondre.

Le Canada, cédé à l'Angleterre par le dernier traité de paix, devoit, ſuivant ce traité, avoir pleine liberté d'exercer ſa Religion, & de conſerver ſes loix & ſes coutumes. Cet article avoit néanmoins été fort négligé, & les loix Anglaiſes s'étoient inſenſiblement introduites dans ce pays. Cette politique étoit excellente. Par ce moyen les roturiers devenant plus indépendans d'une Nobleſſe preſque toujours altière, étoient plus ſatisfaits de leur nouveau Gouvernement que de celui de France. Cela créoit une diviſion

ſion entre la Nobleſſe & la roture, & mettoit 1774.
les Nobles hors d'état de rien entreprendre contre le Gouvernement Britannique, en cas d'une nouvelle guerre. L'eſprit de rebellion qui régnoit depuis pluſieurs années dans les Colonies Anglaiſes, fit changer de ſyſtême. Le Miniſtère s'apperçut que ſi tout le Canada ſe joignoit avec elles, il ſeroit impoſſible de leur réſiſter; c'eſt pourquoi il rétablit les loix & les coutumes Françoiſes, s'imaginant que des nations, dont les mœurs ſont ſi différentes, ne penſeroient jamais à ſe réunir. Il croyoit d'ailleurs que les habitans des Colonies, composés de pluſieurs ſectes de Proteſtans, qui ont en horreur la Religion Catholique Romaine, refuſeroient de s'allier avec les Canadiens, & que ces derniers, par la même raiſon, ne feroient aucune alliance avec des Proteſtans. Semblables aux Rois de Perſe, qui ſemoient toujours la diviſion entre les Grecs, afin de les empêcher de tourner leurs armes réunies contre eux, les Miniſtres Anglais s'imaginoient par cette manœuvre être toujours maîtres de leurs vaſtes acquiſitions dans le Nouveau-Monde, & lâcher les pays conquis contre leurs établiſſemens, ou leurs établiſſemens contre les pays conquis, lorſque les uns ou les autres feroient paroître un eſprit de ſédition.

1774. L'acte qui rendoit aux Canadiens leurs anciennes loix, fut reçu, il est vrai, avec beaucoup de joie de la part de la Noblesse, qu'il rétablissoit dans sa première autorité ; mais le peuple en général en fut très-mécontent. Cependant l'esprit de subordination qui règne avec plus de force dans les pays où l'on professe la Religion Catholique Romaine, les empêcha d'en venir à une guerre ouverte avec le Gouvernement. Ils ne témoignèrent leur mécontentement qu'en refusant de combattre contre les Colons Anglais, & en leur permettant de marcher librement dans leur pays.

J'ai cru devoir faire cette disgression, pour informer le Lecteur de la nature de l'acte de Quebec, dont les Colonies se plaignent dans toutes leurs Assemblées avec tant d'amertume.

Après toutes ces résolutions, les habitans du Comté de Suffolk firent une recommandation, qui eut pour lors force de loi, aux collecteurs des taxes & autres Receveurs de l'argent public, de ne pas le délivrer, suivant la coutume, au Trésorier, mais de le retenir entre leurs mains, jusqu'à ce que le Gouvernement civil de la province fût rétabli selon son ancienne forme, ou jusqu'à ce que le Congrès Provincial en ordonnât autrement : car, outre le Congrès Général, qu'on appelloit aussi le Congrès du Continent, & qui

devoit s'assembler au commencement du mois 1774.
de Septembre, chaque province avoit un Congrès qu'on appelloit provincial, & qui n'étoit autre chose que l'Assemblée ordinaire sous un autre nom.

Après cette recommandation, ils déclarèrent que, malgré les insultes répétées de la Grande-Bretagne auxquelles ils étoient fort sensibles, ils n'agiroient cependant que sur la défensive, tant que cette conduite seroit conforme à la raison & à leur propre sûreté. Il conclurent enfin, en exhortant les habitans à ne pas s'abandonner à leur ressentiment, à éviter le tumulte & le désordre, &, par une résistance ferme & courageuse, & une constance inébranlable, à convaincre leurs ennemis, que dans une contestation si importante, dans une cause si solemnelle, leur conduite sera telle, qu'elle méritera l'approbation des sages & l'admiration des gens libres & courageux de tous les siècles & de tous les pays.

Le 9 Septembre des Commissaires de l'Assemblée présentèrent au Gouverneur une remontrance au sujet des fortifications qu'il faisoit construire sur l'isthme de Boston. Ils commencèrent par déclarer que, quoiqu'ils se trouvassent lésés par les derniers actes du Parlement, & qu'ils fussent résolus, avec l'assistance du Ciel, de ne jamais s'y soumettre, ils n'avoient aucune intention de

F 2

1774. commencer la guerre avec les Troupes de Sa Majesté. Ils attribuèrent le mécontentement du peuple aux fortifications de l'isthme, à la saisie de la poudre, au canon pointé contre eux, & aux insultes que les soldats faisoient aux passagers, à quoi, dirent-ils, ils étoient encouragés par les Officiers. Ils finirent cette remontrance, en assurant que rien n'étoit capable de procurer la paix & la tranquillité à la province, que la cessation de tous ces maux.

Le Gouverneur fit réponse qu'il n'avoit nullement dessein d'empêcher aucune personne d'entrer dans Boston, & d'en sortir quand bon lui sembleroit; qu'il ne souffriroit pas que les troupes qui étoient sous son commandement insultassent les sujets de Sa Majesté; mais qu'il étoit de son devoir de prévenir la surprise. Il les assura qu'on ne feroit aucun usage du canon, à moins que leurs hostilités ne rendissent ce parti nécessaire.

Avant que les affaires fussent dans un état si critique, M. Gage, par l'avis du nouveau Conseil, avoit donné des ordres pour la convocation de l'Assemblée Générale de la province, qui devoit se tenir au commencement d'Octobre; mais les évènemens qui suivirent, le mécontentement qui régnoit par-tout, la résignation d'un si grand nombre de Conseillers qui ne laissoit aux autres

que très-peu de pouvoir, le portèrent à contrede- 1774.
mander ces ordres par une proclamation, & à remettre l'Assemblée à un tems plus favorable. Les Colons soutinrent que cette proclamation étoit contraire aux loix, & procédèrent à l'élection des Représentans, sans y avoir aucun égard.

Les nouveaux Membres, suivant les ordres donnés, se rendirent à Salem, où ayant attendu un jour sans voir paroître le Gouverneur, ils se déclarèrent eux-mêmes Congrès Provincial. M. Hancock, qui étoit si contraire au parti du Gouverneur, fut élu Président, & on décida que l'Assemblée se tiendroit à Concord, ville située à environ sept lieues de Boston.

Ils commencèrent par envoyer des Commissaires au Gouverneur, pour justifier leur conduite. Ils représentèrent que l'état déplorable de la Colonie avoit rendu l'Assemblée des Représentans du Peuple absolument nécessaire pour savoir leurs opinions, & pour concerter sur les mesures les plus propres à prévenir la ruine qui la menaçoit, & à pourvoir à son salut. Ils dirent que la rigueur de l'acte au sujet du port de Boston, étoit encore augmentée par la manière dont on l'exécutoit. Ils se plaignirent du nombre de troupes qui arrivoient tous les jours dans la Capitale, des batteries formidables que l'on éle-

1774. voit ſur l'iſthme de Boſton, ce qui tendoit à mettre en danger la vie, la liberté, & les biens non-ſeulement des Boſtoniens, mais des habitans de toute la Province. Enfin ils prièrent le Gouverneur de ceſſer ſes opérations ſur l'iſthme, & de rétablir ce poſte à ſon état naturel.

Le Général, qui ne vouloit pas reconnoître la légitimité de leur Aſſemblée, ne ſavoit d'abord s'il devoit leur répondre; cependant la néceſſité des tems prévalut. Il fit paroître la plus grande indignation de ce qu'on pouvoit avoir l'idée que des troupes Anglaiſes vouluſſent attenter à la vie, à la liberté, ou s'emparer des biens de qui que ce fût, ſinon de ceux qui étoient ennemis déclarés. » La Grande-Bretagne, » dit-il, ne ſauroit concevoir le noir deſſein » de réduire, de gaiété de cœur, aucun peuple » dans l'eſclavage. Malgré la manière avec la» quelle les troupes ſont traitées, quoiqu'on » leur refuſe tout ce qui eſt néceſſaire à leur » conſervation, elles n'ont pas encore témoigné » le reſſentiment que l'on devroit juſtement at» tendre d'une conduite auſſi indigne. » Il mit enſuite devant les yeux des Députés du Congrès, que, tandis qu'ils ſe plaignoient d'altération dans leur chartre par les actes du Parlement, ils agiſſoient eux-mêmes d'une manière contraire à cette chartre, en s'aſſemblant malgré le Gou-

verneur. Il finit, en les avertissant de prendre 1774.
garde aux écueils qui les environnoient, & de se désister de leurs procédés.

Les affaires étoient alors si embrouillées, que tous les partisans du Gouvernement, pour éviter la fureur du peuple, avoient été obligés de prendre refuge dans Boston. Les Chefs de la douane, ainsi que leurs Commis, avoient aussi jugé convenable d'abandonner leurs quartiers à Salem, & de transporter l'appareil d'une douane dans une place à laquelle un acte de Parlement avoit interdit tout commerce. C'est ainsi que d'un côté les nouveaux actes, & de l'autre la résistance du peuple, contribuoient à anéantir toute apparence de Gouvernement de Législation, & de réglemens pour le commerce.

A l'approche de l'hiver, le Général ordonna qu'on bâtît des casernes de bois pour éviter ces dissentions que l'animosité des habitans & des soldats ne manqueroit pas de causer, si ces derniers étoient logés chez les bourgeois ; mais ce projet fut fortement combattu. Les Elus & les Comités ordonnèrent aux ouvriers de quitter cet ouvrage, quoiqu'il se fît aux dépens du Roi ; & ce ne fut qu'avec la plus grande difficulté que le Général se procura ces logemens.

Il eut encore moins de succès lorsqu'il voulut se procurer des couvertures. Aucun marchand de

1774. *New-York*, d'où il avoit deſſein de les tirer, ne voulut en fournir. Ils dirent tous qu'ils ne vendroient aucune marchandiſe aux ennemis de leur patrie.

Tout tendoit à augmenter les ſoupçons, la défiance, & les animoſités entre la Grande-Bretagne & ſes Colonies. Les Boſtoniens étoient, ou, du moins, prétendoient être dans des alarmes continuelles. Ils ſe trouvoient environnés de ſoldats qu'ils haïſſoient, & qui, de leur côté, les déteſtoient. Les ſoldats ſe regardoient comme au milieu des ennemis, & avoient autant à craindre du dedans que du dehors. Chaque parti faiſoit les plus belles proteſtations du monde, & paroiſſoit également méfiant. Une nouvelle circonſtance contribua encore plus à augmenter le mécontentement des bourgeois. Un détachement de matelots des vaiſſeaux de guerre qui étoient dans le port, débarqua pendant la nuit, & encloua tous les canons dans une des principales batteries de la ville.

Cependant les Membres du Congrès Provincial continuoient toujours leurs ſéances. Les réſolutions qu'ils prenoient ayant toute l'efficacité de loix par l'obéiſſance du peuple, ils paroiſſoient effectivement avoir fondé une eſpèce de nouveau Gouvernement. Sous le nom de recommandation, ils réglèrent la milice & les fonds

publics, firent acheter des armes, & assignèrent 1774.
un jour pour rendre grace au Ciel de l'union qui subsistoit entre les Colonies. Toutes ces mésures engagèrent le Général Gage à publier une proclamation, dans laquelle, quoiqu'indirectement, il les accusoit de trahison & de rebellion. Par cette proclamation il étoit défendu aux habitans de la Province de se conformer aux requêtes, recommandations, directions & résolutions de cette Assemblée illicite.



CHAPITRE III.

PENDANT que ces choses se passoient dans la province de Massachuset, les douze autres Colonies, comprenant toute l'étendue de pays depuis la Nouvelle Ecosse jusqu'à la Géorgie, nommoient des Députés pour le Congrès Général qui se tint à Philadelphie le 5 Septembre. Tels étoient les effets des mesures que l'on avoit prises de réduire l'Amérique en la divisant. La connoissance des intentions du Ministère fit que douze Colonies, qui se querelloient souvent, touchant leurs limites & une infinité d'autres raisons, & dont la Religion, les mœurs, & les coutumes étoient si différentes, résolurent de s'assembler à une Diète générale, & commencèrent alors à sentir leur importance par cette réunion.

Plusieurs d'entr'elles avoient donné des instructions à leurs Députés avant qu'ils partissent pour le Congrès. Dans ces instructions, les Colons faisoient les plus grandes protestations de loyauté & de fidélité au Roi, d'affection pour la Grande-Bretagne, & de reconnoissance pour les bienfaits qu'ils en avoient reçus. Ils désa-

vouoient entièrement toute idée d'indépendance 1774.
ou de ſéparation, reconnoiſſoient les prérogatives de la Couronne, & déclaroient qu'ils ſeroient toujours prêts à expoſer leur vie & leurs biens pour les maintenir, tant qu'elles ſeroient conformes à la Conſtitution de l'Empire.

Les débats du Congrès furent très-ſecrets, & il n'a encore paru que ce que les Membres ont jugé à propos d'apprendre au Public. Le nombre des Députés montoit à cinquante-un, qui repréſentoient les Colonies de *Neuw-Hampshire*, de *Maſſachuſet*, de *Rhode-Iſland* & des Plantations de la Providence, du *Connecticut*, de la Nouvelle York, de la Nouvelle *Jerſey*, de Penſylvanie, des Pays-Bas de la *Delaware*, de *Maryland*, de la Virginie, de la Caroline Septentrionale, & de la Méridionale.

Le premier acte public du Congrès fut une déclaration qui parut le 17 Septembre, par laquelle les Membres de cette Aſſemblée approuvoient la conduite des habitans de Maſſachuſet. Ils exprimoient, dans les termes les plus pathétiques, combien ils étoient ſenſibles aux ſouffrances de leurs compatriotes dans cette province. Ils louoient la ſageſſe & le courage avec lequel ils s'étoient oppoſés aux meſures du Miniſtère, approuvoient les réſolutions propoſées par le Comté de Suffolk, & recommandoient

1774. au Public de s'y conformer avec ardeur. Cela fut aussi-tôt publié & envoyé à cette province; avec une résolution unanime de la part des Colonies, de continuer leurs contributions pour le soulagement de leurs compatriotes de Boston, tant que cela seroit nécessaire.

Ils ne se contentèrent pas d'approuver l'opposition aux derniers actes du Parlement; mais ils déclarèrent que, si on faisoit usage de la force pour les mettre en exécution, toute l'Amérique devoit donner du secours aux Bostoniens, & que, s'il étoit absolument nécessaire de transporter ces derniers dans la campagne, tout le monde contribueroit à les dédommager des pertes qu'ils pourroient faire.

Ils recommandèrent aux habitans de Massachuset de suspendre l'administration de la justice, puisqu'elle ne pouvoit être administrée d'une manière légale, jusqu'à ce qu'on sût l'effet de la requête du Congrès pour la révocation des actes qui annulloient leur chartre. Ils disoient que quiconque accepteroit une commission du nouveau Gouvernement, ou agiroit sous son autorité, devoit être regardé avec horreur, & considéré comme l'instrument de ce despotisme qui se préparoit à détruire des droits que Dieu, la nature & les traités avoient accordés à l'Amérique. Ils conseilloient néanmoins

au peuple de Maſſachuſet de ſe conduire paiſi- 1774.
blement envers le Général & les troupes poſtées à Boſton, tant que cela s'accorderoit avec leur sûreté; mais de ſe tenir toujours prêt à agir ſur la défenſive. On voit par-là qu'ils approuvoient les dernières réſolutions du Comté de Suffolk, touchant la milice & l'armement de la province. Ils conclurent par une déclaration, que tranſporter, ou attenter de tranſporter aucune perſonne au-delà des mers, ſous prétexte de faire ſon procès pour des offenſes commiſes en Amérique, étoit une action contraire aux loix de l'Empire, qui juſtifieroit toute réſiſtance & repréſailles.

Ces réſolutions étant approuvées, le Congrès écrivit une lettre au Général Gage, dans laquelle, après une répétition de griefs, il déclara la réſolution ou étoient les Colonies de s'unir entr'elles, pour s'oppoſer aux derniers actes du Parlement, & pour tâcher de conſerver leurs droits; qu'en conſéquence elles avoient choiſi les Membres du Congrès comme les gardiens de leurs libertés, & de leurs privilèges; que ces derniers voyoient avec le plus grand chagrin, que, tandis qu'ils prenoient des meſures paiſibles pour effectuer une réconciliation cordiale avec la Grande-Bretagne, Son Excellence agiſſoit avec toute l'apparence d'hoſtilités,

1774. & d'une manière qui n'étoit pas même autorisée par ces actes cruels.

Ils représentèrent que cette conduite ne pouvoit tendre qu'à irriter les Colons, quelques disposés qu'ils fussent à la paix, & à les forcer à commettre des hostilités qui pourroient détruire tous les efforts du Congrès pour rétablir l'harmonie, & les plonger dans les horreurs d'une guerre civile. Pour prévenir ces maux, & ne pas réduire les Américains au désespoir, pleinement convaincus de leurs bonnes intentions envers les troupes du Roi, pourvu qu'ils soient eux-mêmes en sûreté, ils supplient le Général de discontinuer les fortifications sur l'isthme de Boston, d'empêcher qu'on enlève le bien des particuliers, de réprimer l'insolence des soldats, & de laisser une communication libre entre la ville & la campagne.

Ils publièrent ensuite une déclaration des droits, auxquels les Colonies Anglaises de l'Amérique Septentrionale prétendoient, en vertu des loix immuables de la nature, de la forme du Gouvernement Britannique, &, outre cela, des chartres qui leur avoient été accordées.

Ils dirent que leurs ancêtres étoient des sujets libres au tems de leur émigration, qu'ils pouvoient prétendre à tous les privilèges des Anglais, & qu'ils n'avoient point perdu ces droits en

quittant leur patrie. Ils firent voir que le fondement de la liberté dans tous les pays libres, consiste dans le droit qu'a le peuple de participer au Gouvernement. Enfin ils ajoutèrent que, comme les Colons n'étoient pas représentés dans le Parlement Britannique, & qu'il y avoit même plusieurs raisons qui empêchoient cette représentation, ils n'avoient d'autre moyen de conserver leur liberté qu'en retenant un pouvoir exclusif de législation dans tout ce qui regarde la police intérieure de leur pays, sujet seulement à la négative du Souverain. 1774.

Pour contre-balancer l'étendue de ce pouvoir législatif qui paroissoit ne laisser au Parlement aucun moyen de préserver l'union entre les Colonies & la Grande-Bretagne, ils déclarèrent que, par nécessité & par égard pour les intérêts des deux nations, ils se soumettroient de bonne grace à tous les actes du Parlement qui regarderoient leur commerce extérieur, & qui tendroient de bonne-foi à conserver l'avantage de ce commerce à l'Angleterre exclusivement; mais ils rejettèrent entièrement toute idée de taxe intérieure ou extérieure, pour lever un revenu en Amérique sans le consentement de leurs Assemblées.

Ils dirent ensuite que les Colons devoient avoir le même privilège que les Anglais d'être

1774. examinés par leurs Pairs. Ce qui donna lieu à cette déclaration, c'est que, lorsque les *Juries* refusèrent d'agir, on avoit menacé les Américains de les priver de ce privilège, & de les faire transporter en Angléterre, pour y être jugés par des *Juries* Anglais.

Ils ajoutèrent qu'ils avoient droit aux bénéfices de tous les Statuts de la Grande-Bretagne, qui existoient au tems de leur établissement, aux immunités & aux privilèges qui leur avoient été accordés par la chartre du Roi; qu'ils pouvoient s'assembler d'une manière paisible, examiner leurs griefs, supplier Sa Majesté de leur faire justice; & que toutes les poursuites, proclamations, &c. pour empêcher ces procédés, étoient illicites. Ils soutinrent qu'il étoit contraire aux loix de l'Empire de maintenir une armée dans les Colonies en tems de paix; qu'il étoit essentiel à la Constitution Britannique que les branches qui constituoient la *législature* fussent indépendantes l'une de l'autre, & que conséquemment il étoit préjudiciable à la liberté de l'Amérique que l'exercice du pouvoir législatif dépendît d'un Conseil nommé par le Roi, & qui n'existoit que pendant son bon plaisir.

Ils finirent en protestant que les articles ci-dessus mentionnés étoient des droits auxquels ils prétendoient; que nulle puissance du monde

ne

ne pouvoit avec justice les leur ôter, ni même 1774.
les altérer, ou les abréger sans leur consentement.

Ils firent après cela l'énumération de onze actes de Parlement passés pendant le règne de George III, qu'ils déclarèrent autant de violations des privilèges des Américains; & ils assurèrent que la révocation de ces actes étoit absolument nécessaire pour retablir l'harmonie entre la Grande-Bretagne & les Colonies.

Une partie des résolutions du Congrès que nous avons déjà rapportées, & de celles qui suivent, n'est qu'une répétition de ce qui avoit été déterminé auparavant dans les Assemblées Provinciales; mais comme elles deviennent ici les résolutions de toute la Nation, nous avons mieux aimé être coupables de répétition que d'omission.

Entre les actes du Parlement qui subirent la censure du Congrès, celui de Quebec ne fut pas oublié. Le but de cet acte, dit-il, est de continuer la Religion Catholique Romaine dans le Canada, d'abolir les loix équitables de l'Angleterre, & de réduire ce pays dans l'esclavage. Une si grande différence de Religion, de Loix, & de Gouvernement ne peut être que très-dangereuses aux Colons Anglais, leurs voisins, qui

1774. ont prodigué leur trésor & exposé leur vie pour la conquête de cette province.

Après avoir ainsi exposé leurs droits & leurs griefs, les Membres du Congrès déclarèrent que le moyen le plus efficace, le plus court, & le plus paisible pour obtenir justice, c'étoit de ne plus faire venir de marchandises de la Grande-Bretagne, & de n'y rien transporter de l'Amérique. Ils firent donc une convention entre eux, qu'ils s'engagèrent tous d'observer, ainsi que leurs Constituans.

Le premier article de cette Convention contient une résolution de ne plus recevoir de marchandises des Isles Britanniques après le 1 Décembre, d'interdire toute entrée au thé des Indes Orientales de quelque partie du monde qu'on puisse le transporter, de ne plus se servir des denrées des Isles Occidentales appartenant à l'Angleterre, de ne plus tirer de vin de Madeire, ni d'indigo de l'étranger.

Le second, une promesse de discontinuer le commerce de Nègres, de ne plus louer de vaisseaux, ni vendre de marchandises à ceux qui étoient engagés dans ce commerce.

Le troisième contient une résolution de discontinuer absolument l'usage du thé, & de toutes marchandises Anglaises au mois de Mars de

l'année ſuivante, excepté de celles dont nous 1774.
parlerons à l'article dixième.

L'article quatrième fixe le tems de la ceſſation de tranſporter les marchandiſes des Colonies en Europe au 10 Septembre de l'année 1775, après quoi ſi les actes de Parlement dont nous avons parlé ne ſont pas révoqués, il ne ſera plus permis que de tranſporter du riz.

Le cinquième exhorte les Négocians Anglais à ne point embarquer de marchandiſes pour les Colonies en violation de cette aſſociation, ſous peine d'être à l'avenir privés de tout commerce avec elles.

Le ſixième avertit les Armateurs de navires de donner ordre à leurs Capitaines de ne point recevoir à bord les marchandiſes prohibées.

Le ſeptième eſt une recommandation aux habitans d'augmenter le nombre de leurs moutons autant que cela ſera poſſible.

Le but du huitième eſt d'encourager la frugalité, l'économie, & l'induſtrie ; de faire fleurir l'agriculture, les arts, & les manufactures ; de défendre les appareils pompeux, les jeux, & les divertiſſemens ; de diminuer la dépenſe des funérailles ; de diſcontinuer la coutume de donner des gants & des écharpes, & de ne porter pour marque de deuil autre choſe qu'un crêpe ou un ruban.

1774. Le neuvième ordonne aux Marchands de l'Amérique de vendre leurs denrées aux prix ordinaires, sans profiter de la situation des affaires.

Le dixième article semble, en quelque sorte, adoucir la rigueur du premier, & permet aux Négocians de tirer des marchandises pendant deux mois de plus, si cela leur est agréable, à condition, cependant, qu'ils seront obligés de délivrer toutes celles qui arriveront depuis le mois de Décembre jusqu'au mois de Février, entre les mains des Commissaires de la place où elles arriveront. Ces marchandises devoient ensuite être vendues sous leur inspection, & les profits être employés au soulagement des Bostoniens. Tout ce qui arriveroit après ce tems-là devoit être renvoyé sans le débarquer, & même sans le dépaqueter.

Les trois articles suivans regardent la nomination des Commissaires pour empêcher la violation des articles précédens, & pour publier les noms des infracteurs dans la gazette, comme ennemis de leur patrie. Ils servent aussi à régler la vente de leurs manufactures, & à empêcher qu'on ne profite de la rareté des denrées.

Par le quatorzième & dernier article, toute Colonie ou Province qui refusera d'entrer dans la grande Association, ou qui, par la suite,

violera cette convention, est déclarée ennemie 1774.
de la liberté de l'Amérique, & tout commerce
avec elle est absolument interdit.

Les Membres du Congrès signèrent tous cette Association, & les articles ci-dessus furent unanimement approuvés. Ils résolurent ensuite que le Congrès Général s'assembleroit au même endroit le 10 Mai suivant, à moins qu'ils ne fussent délivrés des maux dont ils se plaignoient, & ils recommandèrent à toutes les Colonies de choisir des Députés le plutôt possible. Ils rendirent après cela grace, au nom de leurs Constituans, à tous ces nobles avocats de la liberté, qui avoient, en Angleterre, défendu avec tant de générosité, quoique sans succès, la cause de l'Amérique, tant en Parlement que hors du Parlement.

Ils dressèrent ensuite une requête au Roi, un mémoire au peuple de la Grande-Bretagne, une lettre circulaire aux Colonies, & une autre aux habitans du Canada.

La requête au Roi est une énumération de leurs griefs; ils se plaignent de ce qu'on maintient une armée dans les Colonies en tems de paix, sans le consentement de leurs Assemblées; de ce que cette armée & une force maritime sont employées pour exiger le paiement des taxes; de ce que les Commandans & les Briga-

1774. diers-Généraux ont un pouvoir absolu en Amérique, & de ce que le Général en chef de l'armée est, en tems de paix, nommé Gouverneur d'une Colonie. Ils disent que les appointemens des gens en place sont considérablement augmentés, & que les places se multiplient tous les jours; que les Juges de l'Amirauté ont le pouvoir de prendre leurs appointemens sur les effets qu'ils condamneront, & les Commis de la douane celui d'enfoncer les portes & d'entrer dans les maisons des particuliers sans l'autorité du Magistrat civil; que les Juges dépendent entièrement de la Couronne, tant pour leur salaire que pour la durée de leurs commissions; que les Conseillers sont sur le même pied; que les humbles requêtes du peuple ont été inutiles; que leurs Agens ont été maltraités; que leurs Assemblées ont été plusieurs fois & injurieusement cassées, & que leur commerce a été chargé d'impôts inutiles. Ils rappellent ensuite tous les actes de Parlement passés pendant le règne de George III pour lever un revenu en Amérique, & pour étendre le pouvoir des Cours de l'Amirauté au-delà des bornes. Ils ajoutent que, par ce moyen, on les a dépouillés de leurs biens, on les a privés plusieurs fois du Jugement par des *Juries*, suivant leur ancienne coutume, on a fait des confiscations énormes pour de très-lé-

gères offenſes, & demandé caution à des propriétaires avant que de leur permettre de défendre leurs droits. 1774.

Ils ſe déchaînent contre l'acte qui remet en vigueur un Statut d'Henri VIII, peu favorable aux Colons, & contre un autre du Roi régnant, par lequel les habitans des Colonies ſont, en différens cas, privés du jugement de leurs Pairs. Ils parlent enſuite des trois derniers actes par rapport à Boſton, aux provinces de Maſſachuſet & de Quebec, & de l'acte pour maintenir une armée dans l'Amérique Septentrionale.

Cette requête contient, cependant, les plus grandes proteſtations de fidélité & d'attachement au Souverain, d'amour & de reſpect pour l'Etat. Ils attribuent leurs ſentimens à la liberté dont ils ont hérité de leurs ancêtres, & au Gouvernement ſous lequel ils ſont nés, & diſent que la néceſſité ſeule les a forcés à les déclarer. Ils ſe promettent en même tems un accueil favorable de la part d'un Souverain, dont l'illuſtre Famille doit ſa couronne à de ſemblables principes. Ils aſſurent que c'eſt du malheureux ſyſtême adopté depuis la concluſion de la guerre de 1756, que procèdent les dangers, les jalouſies, & les animoſités des deux nations, & ils défient leurs ennemis les plus invétérés de prouver que les querelles qui ſubſiſtent entre les Co-

1774. lonies & la Grande-Bretagne exiſtoient avant ce tems, ou qu'elles provinſſent d'autres cauſes.

Ils proteſtent qu'ils ne demandent que la paix & la liberté; qu'ils n'ont aucune envie de diminuer les prérogatives de la Couronne, & qu'ils ne deſirent aucun nouveau privilège. Ils diſent qu'ils s'efforceront toujours de maintenir l'autorité royale, & de conſerver l'union entre eux & l'Angleterre. Ils prennent enſuite à témoin l'Etre ſuprême, devant qui les cœurs de ſes créatures ſont à découvert, que leurs conſeils n'ont eu d'autre influence que la crainte de la ruine qui les menace. Enfin, ils concluent, en implorant Sa Majeſté au nom de toute l'Amérique, & en la priant par tout ce qu'il y a de plus ſacré, de ne pas ſouffrir, pour ſa propre gloire, qui ne peut conſiſter qu'à rendre ſes ſujets heureux, & à maintenir l'union entre eux, pour l'intérêt de ſa Famille qui dépend de ſon attachement aux principes qui l'ont miſe ſur le Trône, pour la ſûreté & le bien-être de ſes Etats qui ſont menacés des plus grandes calamités, comme père bienfaiſant de tous ſes peuples unis par les mêmes loix, la même fidélité, la même foi, & le même ſang, quoique demeurant dans des pays différens, de ne pas ſouffrir que cette union, cimentée par tant de liens, ſoit rompue dans l'eſpérance de quelques avantages incertains, &

qui, en cas qu'on les obtienne, ne pourront jamais compenser les maux que causera cette acquisition. Cette requête fut signée de tous les Membres du Congrès. 1774.

Dans leur mémoire au peuple de la Grande-Bretagne, ils donnent les plus grandes louanges à leurs ancêtres communs; mais loin de parler en faveur des Anglais de ce siècle, ils les accusent, au contraire, d'être honteusement dégénérés. Ils disent qu'étant nés avec les mêmes droits, la même liberté, & la même forme de Gouvernement qui leur a été transmise par les mêmes ancêtres, & confirmée par les traités les plus solemnels, il n'est pas surprenant qu'ils refusent d'abandonner ces avantages à des gens (les Ministres) dont les prétentions n'ont aucun fondement, & qui les persécutent, afin de pouvoir assujettir avec plus de facilité les habitans des Isles Britanniques, lorsqu'ils seront maîtres de l'Amérique.

Ils font ensuite les plaintes ordinaires, prétendent qu'ils sont opprimés, insultés, faussement accusés, & que ce qu'ils se doivent à eux-mêmes & à leur postérité, à l'intérêt des Anglais, & au bien-être de l'Empire, les engage à s'adresser à ces derniers sur ce sujet important.

Après une répétition des griefs dont il est fait mention dans la requête au Roi, ils rappellent

1774 l'état heureux de l'Empire, avant la conclusion de la guerre de 1756, & les avantages que les Anglais tiroient alors du systême adopté pour le Gouvernement des Colonies; avantages qu'ils leur accordoient de bon cœur, parce que ce systême étoit conforme à la Constitution. Ils ajoutent qu'ils regardoient la Grande-Bretagne comme leur mère, & qu'ils étoient heureux de pouvoir contribuer à sa prospérité & à sa grandeur. Ils en appellent à ses habitans, pour rendre témoignage de leur fidélité & de leur attachement aux intérêts communs de l'Etat.

Ils les font souvenir de ce qu'ils firent dans la guerre de 1756. Nous nous sommes embarqués, disent-ils, sans craindre ni les maladies, ni la mort, pour aller dans des climats mal-sains, afin d'avancer le succès de vos armes. Vous avez vous-même reconnu notre zèle; vous nous avez remboursé des sommes considérables que nous avions, de votre propre aveu, avancées au-delà de notre part, & même de nos forces.

Ils demandent, après cela, à quoi ils doivent attribuer ce changement soudain de la part du Gouvernement, & ce systême d'esclavage préparé depuis le commencement de la paix, tems d'où ils datent les taxes imposées sur les Colonies. Ils assurent que, bien loin d'être employé pour le bien de l'un ou de l'autre pays, cet

argent a été prodigué à des favoris, & à des créatures du Miniſtre. Ils proteſtent qu'ils ont de tout tems été, & ſeront toujours prêts à contribuer à tout ce qui ſera néceſſaire pour le ſoutien de leur Gouvernement; & que quand le beſoin de l'Etat l'exigera, ils fourniront avec plaiſir, comme ils ont fait ci-devant, leur quote-part d'hommes & d'argent. 1774.

Ils examinent enſuite le ſyſtême du Miniſtre pour les réduire dans l'eſclavage, & déduiſent les conſéquences qui s'enſuivront en cas qu'il réuſſiſſe. Ils font voir que cela ne ſervira qu'à augmenter les dettes de la nation, & à diminuer le commerce. Ils s'efforcent avec art de rendre cette cauſe celle de la Grande-Bretagne, ainſi que la leur, en démontrant que le ſuccès du Miniſtère ſeroit auſſi funeſte à la liberté des Bretons qu'à celle des Américains. Eſt-ce qu'un Miniſtre, demandent-ils, avec les armées qui auront ſervi à nous mettre dans l'eſclavage, ne peut pas de même aſſujettir les Anglais? Vous direz peut-être, continuent-ils, que vous ceſſerez de payer ces armées; mais l'Amérique ainſi réduite, ſera plus que ſuffiſante pour fournir au Miniſtère des troupes & de l'argent pour en former de nouvelles; & n'eſpérez point qu'après nous avoir rendus eſclaves, nous refuſions de vous réduire à la même condition. En un mot,

1774. ils avertiſſent les habitans de la Grande-Bretagne de prendre garde de tomber eux-mêmes dans le précipice préparé pour les Colonies.

Après avoir nié les crimes dont on les accuſoit, ſavoir, d'être ſéditieux & de viſer à l'indépendance, ils diſent néanmoins, que ſi les habitans de la Grande Bretagne ſont déterminés à ſouffrir que leurs Miniſtres ſe jouent des droits du genre-humain; ſi, ni la voix de la juſtice, ni le pouvoir des loix, ni les principes de la conſtitution, ni les ſuggeſtions de l'humanité, ne ſont capables de les empêcher de répandre le ſang humain dans une cauſe auſſi impie, ils ſont bien-aiſes de leur apprendre qu'ils ne ſe ſoumettront jamais à être *abatteurs de bois* ou *tireurs d'eau* pour aucune nation du monde. Ils propoſent enſuite qu'on les remette dans la même ſituation où ils étoient à la concluſion de la guerre, & aſſurent que cela rétablira l'harmonie entre les deux pays. Ils témoignent le plus grand regret à cauſe des réſolutions qu'ils ont été obligés d'adopter, & ſur-tout de la ſuſpenſion de commerce, qui ne peut manquer d'être préjudiciable à leurs amis de la Grande-Bretagne & d'Irlande.

Ils diſent que la néceſſité, premier principe de la loi naturelle, qui eſt de penſer à ſon propre ſalut, les a forcés à tenir cette conduite. Ils blâ-

ment la nonchalance des Anglais, & ce peu 1774.
d'attention qu'ils font à leurs intérêts, puisque depuis plusieurs années ils se sont aveuglément soumis aux volontés du Ministre. Ils parlent ensuite de la condamnation du port de Boston, disent que le même sort les attend, & que, pour cette raison, ils tâcheront de vivre sans commerce; qu'ils auront recours à la fertilité de leur terroir, qui leur fournira en abondance non-seulement toutes les choses nécessaires à la vie, mais même plusieurs superfluités. Enfin ils mettent toute leur espérance pour le rétablissement de l'harmonie & de l'amitié entre les Colons & les Bretons dans la magnanimité & la justice de la nation Anglaise, en choisissant un Parlement dont la sagesse, l'indépendance & le zèle patriotique puisse mettre leurs droits à l'abri, pour me servir de leurs expressions, *des attentats criminels de Ministres scélérats & de Conseillers mal intentionnés, tant publics que privés.* Ces derniers mots s'adressoient à Mylord Bute, qui n'avoit alors aucune place dans le Gouvernement, & que l'on croyoit toujours à la tête des affaires.

De tous les papiers publiés par le Congrès, il n'y en a point qui découvre plus l'habileté de ceux qui le composoient, que leur rescrit adressé aux Canadiens.

1774. Ils commencent par leur faire voir le droit qu'ils avoient aux avantages de la Constitution Anglaise, en devenant sujets de la Grande-Bretagne, droit qui leur a été depuis confirmé par une proclamation du Roi en 1763. Ils attribuent au Ministère présent cet abus audacieux de l'autorité royale, en les privant de leurs privilèges. Ils disent que, comme ils vivent dans un siècle où des Ministres scélérats ont violé les traités & les obligations les plus sacrées, & que les Canadiens, élevés sous un autre Gouvernement, ont malicieusement été tenus dans l'ignorance des avantages de celui dont ils viennent d'être privés, ils pensent qu'il est de leur devoir de les leur faire connoître.

Ils citent ensuite plusieurs passages du Marquis de Beccaria & de Montesquieu; &, comme ce dernier étoit Français, ils ont l'adresse de le prendre pour Juge, & de regarder son autorité comme irréfragable. Ils expliquent, après cela, tous les privilèges du peuple Anglais. Sous leur Gouvernement, disent-ils, le pauvre est à l'abri de l'oppression du riche, le riche de celle de l'homme puissant, l'homme paisible de celle de l'homme violent, le tenancier ne craint point l'injustice de son Seigneur, ni l'industrieux de perdre le fruit de son travail; en

un mot, personne n'est sujet aux caprices de 1774.
ses Supérieurs.

Ils soutiennent que, sans cela, un peuple ne sauroit être libre & heureux, & que c'est à ces privilèges que les Colonies Anglaises doivent leur état d'aisance & de prospérité. Ce sont ces droits inestimables, ajoutent-ils, qu'un Ministère indigne s'efforce de nous ravir à main armée, & que nous avons unanimement résolu de défendre jusqu'à la mort.

Ils mettent encore une fois devant les yeux des Canadiens, qu'ils ont droit à ces privilèges, & qu'ils devroient en jouir. Ils leur demandent ensuite ce que le dernier acte de Parlement leur offre au lieu de ces privilèges : après quoi ils examinent l'acte de Quebec, & s'efforcent de prouver qu'il ne leur laisse aucun droit civil, puisque les loix mêmes qu'ils avoient avant la conquête, sont sujettes à être altérées, & qu'un Gouverneur, accompagné d'un conseil entièrement dépendant du Ministère Anglais, peut en faire de nouvelles. Ils disent que, par ce moyen, le pouvoir de la législation, ainsi que celui de disposer des fonds publics & de leurs propres biens leur étant ôté, ils sont dans un état d'esclavage, & vivent sous le Gouvernement le plus despotique.

Après avoir fait plusieurs remarques sévères

1774. ſur cet acte, & l'avoir mis ſous un point de vue qui étoit capable de le rendre odieux non-ſeulement aux Canadiens, mais même à l'univers entier, ils font voir que le Miniſtre de la Grande-Bretagne, non content de les opprimer, a encore l'inſolence de leur faire le plus grand affront. Car, continuent-ils, il s'imagine que vous êtes dans une ignorance invincible, & tout-à-fait incapables de comprendre la teneur d'une loi ſi contraire à vos intérêts, & que, par reconnoiſſance pour un prétendu bienfait, vous prendrez les armes pour l'aider à nous mettre dans l'eſclavage, & par-là vous vous attirerez la haine & le ridicule du monde entier. Il penſe que vous n'êtes pas capables de prévoir les ſuites inévitables d'un tel procédé, & que, par ce moyen, vous perdrez ſans reſſource, tout eſpoir de jamais recouvrer votre liberté. Car, ajoutent-ils, l'imbécillité même ne ſauroit croire que, lorſque les courtiſans auront accompli leur deſſein, ils vous traiteront avec moins de cruauté que nous qui ſommes ſortis du même ſang qu'eux.

Ils leur recommandent enſuite de s'en rapporter au célèbre Monteſquieu, dont l'autorité eſt reſpectée de toute l'Europe. Ils ſuppoſent que ce grand homme ſoit encore vivant, & que, conſulté par les Canadiens ſur le parti qu'ils

ont

ont à prendre, après une dissertation sur l'état d'esclavage & de liberté, il leur fait cette réponse : Mes amis, vous n'êtes qu'un petit peuple en comparaison des voisins puissans qui vous tendent les bras. Vous devez donc saisir cette occasion avec ardeur, & la regarder plutôt comme une faveur du Ciel, que comme l'ouvrage des hommes. Il vous est certainement plus avantageux d'avoir le reste de l'Amérique Septentrionale pour amis que pour ennemis. La nature a joint votre pays à celui des Colonies Anglaises, & vous devez aussi réunir vos intérêts politiques. Si vous agissez raisonnablement, la conquête du Canada, loin de vous être nuisible, n'aura servi qu'à vous procurer la liberté; mais si vous prenez d'autres résolutions, votre conduite sera accompagnée de maux irréparables. 1774.

La différence de Religions entr'eux & les Canadiens, étoit une objection qu'il falloit aussi résoudre, & c'est à quoi ils ne manquèrent pas. Ils citent l'exemple des Cantons Suisses, dont les uns sont Catholiques Romains, & les autres Protestans, qui vivent cependant dans la plus grande union, & qui, par ce moyen, ont été capables de repousser tous les efforts que l'on a faits pour les priver de leur liberté.

1774. Ils déclarent qu'ils n'exigent pas qu'ils commencent des hostilités contre leur Souverain, commun; mais qu'ils les prient seulement de consulter leur propre gloire & leur bien-être, & de ne point souffrir que la crainte les fasse devenir les instrumens de la cruauté & du despotisme d'un Ministère infâme.

Ils concluent, en les informant que le Congrès avoit résolu, d'un consentement unanime, de regarder la violation des droits des Canadiens comme celle des Colonies, qu'ils seront invités à leur association, dont le but est de s'assurer de leurs droits & de leurs privilèges, & d'établir une union durable avec la Grande-Bretagne, fondée sur les principes ci-devant mentionnés.

Dans l'adresse aux Colonies, ils déclarent que, suivant leur devoir, ils ont examiné avec délibération, justice & impartialité, les causes des troubles présens, la conduite de la Grande-Bretagne, & celle de l'Amérique; &, qu'après cet examen, ils sont réduits à l'alternative désagréable, ou de se taire & d'abandonner l'innocence, ou de censurer publiquement la conduite de ceux qu'ils voudroient respecter. Ils préfèrent cependant le bien-être de leur patrie à toute autre considération.

Après avoir fait une récapitulation de tous les

actes du Parlement, depuis 1764, ils demandent la raison des hostilités commises contre Boston & la Province de Massachuset, tandis que les autres Provinces ne s'étoient pas moins opposées au pouvoir du Ministère, & qu'elles demeuroient dans la tranquillité. Cette conduite, disent-ils, est remplie d'artifice, & il est aisé de voir quel en est le but. Par-là le Ministre s'imagine irriter la Province de Massachuset, & la forcer à commettre des violences qui pourront déplaire au reste des Colonies, ou engager le Peuple Anglais à approuver ses cruelles mesures, & la vengeance qu'il médite. Si, au contraire, l'esprit pacifique de cette Province ne produit pas l'effet desiré, il espère que les autres Colonies seront tellement intimidées, qu'elles abandonneront la cause commune, &, par leur désunion, deviendront une conquête facile. Ils font une répétition des motifs de l'acte de Quebec, s'étendent ensuite sur l'importance de leur commission, & montrent de quelle manière ils s'en sont acquittés. 1774.

Ils prétendent que les procédés de la Grande-Bretagne auroient autorisé d'autres mesures de leur part ; mais qu'ils ont été bien-aises de maintenir la réputation des Colonies qui se sont toujours signalées par leur attachement au Souverain, & qu'ils ont voulu témoigner leur loyauté,

1774. quoiqu'ils fussent menacés des plus grands dangers. C'est pourquoi ils disent qu'ils sont résolus de présenter encore une fois à Sa Majesté les humbles requêtes de ses fidèles sujets de l'Amérique. L'affection, ajoutent-ils, que nous avons pour la Nation dont nous tirons notre origine, nous donne lieu d'espérer qu'elle a les mêmes égards pour nous. Nous desirons avec ardeur que les liens qui nous unissent, ne soient jamais rompus, & c'est ce qui nous a engagés à adopter des mesures modérées.

Ils promettent de ne pas commencer les hostilités, & de demeurer sur la défensive, à moins que l'inattention & la négligence du Peuple Anglais ne permettent à leurs cruels ennemis de se servir des forces de l'Etat pour poursuivre leur systême tyrannique. Ils disent qu'ils ont choisi une méthode d'opposition qui laisse un chemin ouvert à la réconciliation, & qu'ils sont toujours prêts à faire la paix avec leurs concitoyens de la Grande-Bretagne. Ils déplorent la nécessité absolue qui les force à une interruption de commerce, ce qui ne peut être que très-préjudiciable aux habitans des Isles Britanniques; mais ils espèrent que ceux-ci ne les accuseront pas de mauvaise intention, s'ils font réflexion qu'ils sont eux-mêmes sujets à ces inconvéniens.

Ils ajoutent que les violences du Ministère

ont cauſé dans l'Etat des convulſions auxquelles 1774.
ils ne pouvoient s'attendre, & qu'ils combattent pour cette liberté tant de fois l'objet des contentions de leurs ancêtres.

Ils concluent, en obſervant que les Anglais auront bientôt une occaſion de déclarer leurs ſentimens au ſujet de leur cauſe, qu'ils mettent leur confiance dans la piété & la généroſité qui les ont toujours diſtingués, & qu'ils ne peuvent ſe perſuader que les défenſeurs de la vraie Religion & des droits du genre-humain, veuillent prendre les armes contre leurs Concitoyens Proteſtans en faveur de leurs ennemis ſecrets, dont les intrigues depuis pluſieurs années, n'ont d'autre but que de ſapper les fondemens de la liberté civile & religieuſe.

Ces actes publics étant paſſés, les Membres mirent fin à la ſéance le 26 Octobre, après avoir continué leurs conférences pendant cinquante-deux jours.

Les *Tories* ont fait leurs efforts pour dépriſer ces actes du Congrès, & les *Whigs* en ont parlé avec enthouſiaſme. Il paroît que ſi l'on examine, ſans partialité, la conduite des Membres de cette Aſſemblée, l'énergie & la force de leurs écrits, l'adreſſe avec laquelle ils flattent les paſſions de ceux à qui ils parlent, on ne pourra s'empêcher d'a-

1774. vouer qu'elle étoit composée de gens sages & éclairés.

Pendant que ces choses se passoient en Amérique, le Peuple de la Grande-Bretagne étoit dans une espèce de léthargie. Depuis six à sept ans que ces disputes avoient commencé, on avoit tant écrit pour & contre les mesures du Ministère, que le sujet étoit épuisé, & le peuple fatigué. D'ailleurs les pensionnaires de la Cour avoient tellement embrouillé la matière, que les moins éclairés ne savoient plus distinguer de quel côté étoit la justice.

Le Ministre, par le moyen des places qu'il avoit sagement distribuées aux cadets de Noblesse, avoit attiré dans son parti leurs frères aînés. Les particuliers dont le bien-être dépendoit des Seigneurs, étoient forcés d'approuver publiquement les mesures du Gouvernement. Ceux qui dépendoient des Membres des Communes, dont la plupart étoient aussi dévoués au Ministère, se trouvoient obligés de faire la même chose. Les gens modérés, désespérant de pouvoir résister au torrent, se contentoient d'être spectateurs oisifs. En un mot, l'on n'entendoit que quelques Sénateurs que le Ministère avoit irrités, ou qu'il n'avoit pas jugé à propos de corrompre.

Tout le monde attendoit cependant avec impatience l'élection d'un Nouveau Parlement. Cette

éle&tion, qui ſe fait ordinairement tous les ſept 1774.
ans, n'avoit point été faite depuis près de ſix ans.

Le Miniſtère s'apperçut bien que le tems de la durée du préſent Parlement étoit alors trop court pour mettre ſes projets en exécution. Quelques meſures qu'il eût adoptées, elles pouvoient être défaites par un autre Parlement. Il étoit ſûr d'ailleurs que le parti de l'Oppoſition feroit tous ſes efforts pour gagner le deſſus, &, quelque grand que fût le nombre des partiſans de la Cour, le parti adverſe n'étoit pas mépriſable. Attendre juſqu'au tems ordinaire de l'élection, c'étoit donner loiſir à ſes adverſaires de gagner les électeurs, & d'avoir par-là un avantage égal à ſes partiſans. Outre cela, bien des Anglais auroient pu, avant ce tems-là, s'appercevoir de ſon deſſein, & abandonner un parti qu'ils avoient embraſſé de bonne-foi, comme le plus juſte. Il profita du pouvoir qu'a le Roi de caſſer ſon Parlement, & après cette caſſation, il fit ſur le champ procéder à l'élection d'un nouveau. Par ce moyen, les Membres de l'Oppoſition qui ne s'attendoient nullement à cette manœuvre, n'eurent pas le tems de ſolliciter les voix des électeurs; au lieu que les amis du Miniſtre, informés de ſon deſſein, avoient travaillé

1774. à se concilier les esprits. Malgré cela, plusieurs des anciens Membres perdirent leurs places; mais la majorité se trouva toujours du côté de la Cour. Le Ministère ainsi victorieux commença à suivre avec vigueur son plan, qui étoit de soumettre les Colonies à l'autorité de la Grande-Bretagne. Pour cet effet, le 30 Novembre, le Roi informa son Parlement, que le même esprit de désobéissance prévaloit dans la province de Massachuset, & demanda son assistance pour ramener ces séditieux dans le devoir.

Mylord Chatham, que l'on n'avoit point vu depuis plusieurs années au Parlement, vint alors dans la Chambre des Pairs, où il fit un long discours en faveur des Américains, qui finit par ces paroles remarquables : *Si les Ministres continuent de donner ainsi de mauvais conseils au Roi, je ne dis point qu'ils soient capables d'aliéner l'affection de ses sujets; mais je suis persuadé que la Couronne ne vaudra plus bientôt la peine d'être portée. Je ne dis point que le Roi soit trahi; mais je soutiens que le Royaume est ruiné.*

La présence de ce grand homme fit quelque impression sur les esprits; mais il avoit perdu beaucoup de sa popularité, & d'ailleurs le parti de la Cour étoit trop puissant pour qu'on pût y résister. Cela n'empêcha pas, cependant, qu'il

ne proposât un bill de réconciliation; mais il 1774.
fut rejetté par une majorité de soixante-une voix contre trente-deux. Dans cette division, le Duc de Cumberland, frère du Roi, vota pour la Minorité, ou contre le Gouvernement.

Le Ministère produisit, quelque tems après, une esquisse des mesures qu'il avoit dessein de suivre, qui étoient, d'envoyer une force considérable en Amérique, d'arrêter le commerce des Colonies avec l'étranger, & de leur interdire la pêche sur le Banc de *Newfoundland* (1) jusqu'à ce qu'elles rentrassent dans le devoir.

La requête du Congrès fut, quelque tems après, présenté au Roi par l'Agent des Colonies; mais elle ne fut pas mieux accueillie que celles qui l'avoient précédée. On suivit le même plan, & par une conséquence nécessaire, les Colons furent déclarés rebelles par un acte de Parlement. Plusieurs circonstances engageoient les Ministres à précipiter cette déclaration. Les *Whigs*, qui, comme nous l'avons dit plus haut, avoient donné la Couronne d'Angleterre à la maison de Brunswick, & l'avoient protégée contre les efforts des partisans des Stuarts, reprochoient toujours aux *Tories* les rebellions qu'ils avoient excitées. Ils se plaignoient amère-

(1) Terre-Neuve.

1774. ment de ce que les anciens ennemis du Roi étoient à la tête du Gouvernement, tandis que ses serviteurs zélés, ceux qui avoient exposé leurs fortunes & leur vie pour le soutien de sa famille, étoient indignement négligés. Ces plaintes n'étoient pas sans fondement; & quoique les rebellions, excitées par les *Tories*, fussent plutôt dignes de louanges que de blâme dans l'opinion des gens éclairés, puisqu'elles prouvoient leur attachement à la cause qu'ils avoient embrassée, ce souvenir ne pouvoit être que désagréable aux héritiers de George I. Les Américains étant déclarés rebelles, leurs partisans devenoient ennemis du Roi, & étoient sujets au même reproche qu'ils faisoient à leurs adversaires.

Le Ministère s'assuroit, par ce moyen, de la faveur du Prince, qui, après cette déclaration, avoit besoin de son assistance, & de celle de ses partisans : en un mot, la brèche entre les *Whigs* & la famille régnante étoit encore plus considérable que celle qu'il y avoit eu entre les *Tories*. Cette politique d'un Ecossais devoit certainement affermir l'autorité de ces derniers, & ruiner le crédit des premiers, qui ne pourroient jamais le recouvrer, à moins qu'il n'y eût une révolution dans l'Empire. La conquête de l'Amérique rendroit ceux-là à jamais chers à leur

Souverain, & sa perte augmenteroit la haine du 1774.
Monarque contre ceux-ci, que leurs adversaires accusoient d'être les promoteurs de la rebellion; de sorte que, quelque fût l'évènement de cette guerre, les *Tories* ne pouvoient qu'acquérir une augmentation de pouvoir.

Tandis que ces choses se passoient en Angleterre, les affaires devenoient de plus en plus critiques en Amérique. Les résolutions du Congrès avoient rassuré les timides, & dissipé les doutes des circonspects. Ces résolutions étoient devenues le symbole des Colonies, & tout le monde obéissoit avec zèle aux recommandations de cette Assemblée. L'unanimité qui régnoit par-tout le Continent étoit étonnante; les Assemblées de villes ou de provinces, les Juges, les *Juries*, tenoient le même langage, & toutes leurs actions tendoient au même but. C'étoit une chose étrange de voir les habitans de pays riches, accoutumés au luxe & aux superfluités de la vie, renoncer tout d'un coup à ces charmes séduisans, & se contenter du simple nécessaire. Il n'étoit pas moins digne d'admiration de voir le négociant abandonner les avantages du commerce, le fermier souffrir patiemment la perte des fruits de son industrie, le matelot, & une infinité de personnes dépendantes du commerce, résigner, sans murmure, les moyens de leur subsistance,

1774. pour se fier aux bontés précaires du riche & de l'opulent. Telle étoit la situation de l'Amérique.

L'on attendoit, cependant, beaucoup de la requête du Congrès Général au Roi, & de *l'adresse* au peuple Anglais; & ces espérances, plus que tout autre chose, contribuèrent à empêcher les violences qui eurent lieu par la suite. Néanmoins les principaux habitans & les gens expérimentés, furent d'avis qu'il falloit se préparer pour le pis-aller. Les Colonies Méridionales commencèrent à s'armer, ainsi que les Septentrionales, & à exercer leur milice. Aussi-tôt qu'elles eurent connoissance de l'édit qui défendoit le transport d'armes & de munitions en Amérique, elles prirent des résolutions pour prévenir le manque de ces articles.

Pour cet effet, afin de ne pas entièrement dépendre de l'étranger pour une denrée si nécessaire, elles firent bâtir des moulins & des manufactures, tant à Philadelphie que dans la Virginie, pour faire de la poudre à canon. Elles encouragèrent autant qu'il fut possible la fabrique d'armes de toute espèce, & promirent un bénéfice considérable à ceux qui leur fourniroient ces objets.

A-peu-près dans le même tems, M. Gage publia une proclamation contre le Congrès de la province de Massachuset; mais elle n'eut pas le moindre

effet sur les procédés de cette Assemblée, ni sur 1774.
la conduite du peuple, qui obéit implicitement à toutes ses recommandations. Comme il y avoit des courriers qui alloient & venoient continuellement de ce Congrès au Congrès Général, il est probable que les mesures du premier étoient dirigées par le dernier.

La situation critique de la Capitale étoit un objet de considération. Il n'étoit pas facile de déterminer de quelle manière pourvoir au salut de ses habitans, & empêcher qu'elle ne devînt nuisible à toute la province, si l'on étoit obligé d'en venir aux extrémités. La ville de Boston, tant par sa situation que par les fortifications que le Général avoit fait construire sur l'isthme qui la joint au Continent, étoit déja passablement forte, & pouvoit, outre cela, être fortifiée, de manière qu'avec l'assistance de quelques vaisseaux de guerre, il auroit presque été impossible de la réduire. Le Gouverneur avoit en son pouvoir d'y retenir les bourgeois comme dans une prison, & de les garder pour otages de la conduite des habitans du reste de la province.

Plusieurs expédiens avoient été proposés pour remédier à ces maux. L'un d'eux étoit simplement de faire quitter la ville aux Bostoniens, d'y mettre ensuite le feu, d'estimer leurs possessions, & de les dédommager de leurs pertes;

1774. mais il n'étoit pas facile de mettre ces résolutions en exécution. Le seul moyen qui paroissoit devoir être efficace, étoit de fondre sur les troupes, & de les attaquer ouvertement; mais les Colons ne vouloient pas encore en venir à ces extrémités. Plusieurs des principaux bourgeois quittèrent cependant la ville, sous prétexte de craindre la violence des soldats, ou d'être envoyés en Angleterre pour des offenses supposées.

Vers la fin du mois de Décembre, le Congrès Provincial ayant fait tout ce qui étoit alors nécessaire, se sépara, & assigna le mois de Février suivant pour le tems de son Assemblée. Cette séparation donna lieu aux amis du Gouvernement de paroître en quelques endroits, & de faire leurs efforts pour s'opposer au torrent. Il y eut en conséquence plusieurs associations où l'on prit les résolutions de se défendre mutuellement, & de ne point avoir égard aux recommandations du Congrès; mais le parti contraire étoit si nombreux, que ses efforts n'aboutirent à rien.

Aussi-tôt que la nouvelle de la proclamation qui défendoit le transport d'armes & d'autres munitions de guerre dans les Colonies, fut parvenue à *Rhode-Island* (1), le peuple s'empara de toute

(1) Isle de Rhode.

l'artillerie appartenant au Roi, qui montoit 1774.
à environ quarante pièces de canons de différens calibres. Le Capitaine d'un des vaisseaux de guerre ayant demandé au Gouverneur de l'Isle la raison de ce procédé, celui-ci, qui étoit un patriote zélé, lui répondit sans marchander, que les habitans s'étoient emparés du canon pour empêcher qu'il ne tombât entre les mains des troupes du Roi, & qu'ils avoient dessein de s'en servir pour repousser les premiers efforts de quiconque auroit l'audace de les attaquer. L'Assemblée de *Rhode-Island* passa aussi plusieurs résolutions pour se procurer des munitions par tous les moyens possibles, aussi-bien que pour discipliner la milice, & armer les habitans.

La province de *New-Hampshire*, qui avoit jusqu'ici fait paroître plus de modération qu'aucune autre de la Nouvelle-Angleterre, ne fut pas plutôt informée de ce qui s'étoit passé à *Rhode-Island*, des résolutions de leur Assemblée, & de l'édit qui y avoit donné lieu, que le même esprit s'empara du peuple. Une troupe de gens armés s'avança, le 14 Décembre, vers un petit fort appellé Guillaume & Marie, & s'en rendit facilement maître. La possession de cette place leur fournit de la poudre suffisamment pour se mettre en état de défense.

L'arrivée du discours du Roi au Parlement, & de la réponse de cette Assemblée au Souverain,

1774. augmenta encore les animosités. Il parut alors qu'il n'y avoit plus moyen de se réconcilier. Il est remarquable que tous les actes passés pour intimider les Américains, produisoient un effet contraire. Plus la Grande-Bretagne paroissoit déterminée à maintenir son autorité, plus les Colons étoient résolus à s'y opposer.

L'Assemblée de Pensylvanie fut la première qui ratifia d'une manière solemnelle les actes du Congrès Général, & qui élut des Députés pour l'année suivante.

Les autres Provinces suivirent son exemple; & les résolutions du Congrès Général furent presque unanimement approuvées. Celle de *Maryland* assigna une somme d'argent pour acheter des armes & des munitions.

Un Congrès Provincial qui se tint quelque tems après à Philadelphie, passa un grand nombre de résolutions pour l'encouragement des manufactures les plus nécessaires, telles que celles de sel, de poudre à canon, de salpêtre & d'acier. Il déclara qu'il desiroit avec ardeur que la paix fût rétablie entre les Colonies & l'Angleterre; mais que, puisque le Ministre de cette nation étoit absolument déterminé à employer la force pour les assujettir au joug de la tyrannie, il étoit de leur devoir de lui résister, & de défendre à tout hasard leur vie & leur liberté.

L'Assemblée

L'Assemblée de la Nouvelle-York fut cependant une exception au reste du Continent. 1775.
Le 10 Janvier elle commença à procéder aux affaires de la province ; & après de longs débats sur la question d'approuver ou de désapprouver les mesures du Congrès Général, la majorité, quoique petite, se trouva en faveur du Gouvernement. Les Membres exposèrent ensuite les griefs de la province, dans le dessein de les présenter au Roi & au Parlement. Ils avoient été engagés à agir de cette manière par le Lieutenant-Gouverneur, qui leur avoit fait espérer de réussir. Car, comme le Ministère Anglais ne vouloit point du tout écouter les requêtes du Congrès Général, qu'il traitoit d'Assemblée illicite, il paroît que ce moyen étoit le seul qui restât pour tenter encore une fois la voie de la douceur. Mais l'espérance de succès qui avoit, sans doute, été cause de leur détermination, fut trompée.

Les Membres du Congrès Provincial de Massachuset s'assemblèrent, le 1 Février, à Cambridge, & suivirent exactement le plan que leurs prédécesseurs avoient tracé. Ils dirent que, suivant ce qu'ils apprenoient de tous côtés, le Ministre méditoit la ruine de leur province, parce qu'ils avoient refusé, ainsi que les autres Colonies, de se soumettre à l'esclavage le plus

1775. ignominieux, & que le renfort de troupes que l'on attendoit ne confirmoit que trop ce qu'ils avoient avancé. C'eſt pourquoi ils ſupplièrent la milice en général, & les *Minute-men* en particulier, dans des conjonctures auſſi critiques, de n'épargner ni tems, ni peine, ni argent, pour ſe perfectionner dans l'art militaire. On eſt, ſans doute, ſurpris de voir ici une nouvelle eſpèce de ſoldats appellés *Minute-men.* Ce terme, compoſé de deux mots Anglais, dont le premier ſignifie *minute*, & le ſecond *hommes*, veut dire hommes à la minute. Par *Minute-men* ils entendoient un certain nombre de miliciens choiſis, qui devoient ſe tenir prêts à marcher à la première alarme, & leur activité prouva, par la ſuite, qu'ils méritoient ce nom.

Ils paſſèrent enſuite pluſieurs réſolutions pour l'encouragement des fabriques d'armes à feu & de bayonnettes, & renouvellèrent les défenſes qu'avoient faites leurs prédéceſſeurs, de fournir aux troupes de Boſton les choſes néceſſaires au ſervice militaire.

Il arriva à-peu-près dans ce tems-là une lettre du Secrétaire d'Etat, pour le département des Colonies, qui circula dans toutes les provinces. Elle défendoit, ſous peine d'encourir la diſgrace du Roi, d'élire de nouveaux Députés pour le Congrès Général; mais elle ne fut d'au-

cune utilité, & l'on procéda par-tout aux élections, même dans la province de la Nouvelle-York. 1775.

Cependant tout étoit fort tranquille à Boston. Les recommandations du Congrès contribuoient autant à cette tranquillité que les vaisseaux de guerre, dont le port étoit plein, & les troupes postées dans la ville. Ce calme étoit, néanmoins, très-précaire. La patience des deux partis étoit, pour-ainsi-dire à bout, les esprits étoient violemment agités, & la moindre étincelle pouvoit produire un incendie.

M. Gage ayant appris qu'il y avoit à Salem plusieurs pièces de canon de fonte, envoya, le 26 Février, un détachement aux ordres d'un Lieutenant-Colonel, dans un bateau de transport, pour s'en saisir, & les apporter à Boston. Les troupes débarquèrent à *Marblehead*, & s'avancèrent vers Salem; mais elles n'y trouvèrent point de canons. S'imaginant qu'on les avoit fait sortir de la ville à la nouvelle de leur approche, elles résolurent de marcher plus avant dans la campagne, dans l'espérance de les atteindre.

Dans cette poursuite elles arrivèrent à une petite rivière, sur laquelle il y avoit un pont-levis, que les paysans, assemblés en grand nombre sur la rive opposée, levèrent aussi-tôt pour

1775. les empêcher de passer. L'officier leur ordonna de baisser le pont; mais ils refusèrent absolument d'obéir, disant que ce n'étoit pas un grand-chemin, & qu'il n'avoit pas droit de passer par-là. Car, jusqu'au dernier moment, les Colons tinrent le langage de la paix, & fondèrent leur opposition sur les loix. Là-dessus l'Officier voulut se servir d'une chaloupe qui étoit de son côté, afin de prendre possession du pont; mais plusieurs villageois, qui se trouvoient du même côté de la rivière, s'appercevant de son intention, sautèrent sur-le-champ dans la chaloupe, & la percèrent à coups de haches. Ceci occasionna quelques coups de poing entr'eux & les soldats.

Un Français sera d'abord surpris de voir des soldats, armés de toutes pièces, se battre à coups de poing; mais il cessera de l'être, quand il fera réflexion que la forme du Gouvernement Britannique est bien différente de celle de France. Chez nous, un ordre du Roi oblige le sujet à prêter ses effets pour le service de l'Etat; chez les Anglais, le Roi, même en payant, n'a pas droit de se servir des effets d'un particulier, à moins que celui-ci ne le lui permette. La chaloupe appartenant aux paysans, ils avoient, sans doute, droit de la détruire, & si l'Officier avoit fait tirer, on étoit dans le cas de lui faire son procès. Il paroît d'ailleurs que le Général avoit donné ordre d'éviter la

violence ; car le Miniſtère auroit été bien-aiſe 1775.
que les Américains euſſent commis les premières hoſtilités, afin d'avoir un prétexte plauſible aux yeux des Anglais de les attaquer à main armée.

Le Commandant des troupes étoit cependant réſolu à paſſer, & les autres auſſi réſolus à s'oppoſer à ſon paſſage. Un Eccléſiaſtique qui étoit préſent empêcha l'effuſion de ſang, & fit voir à l'Officier les conſéquences funeſtes qui s'enſuivroient s'il faiſoit uſage de la force. S'appercevant enfin que le principal objet de ce dernier étoit le point-d'honneur, qui ne lui permettoit pas de retourner, & qu'il étoit trop tard pour continuer ſa marche, il perſuada aux payſans de baiſſer le pont. Les troupes en prirent auſſi-tôt poſſeſſion, & le Lieutenant Colonel s'étant avancé avec un détachement un peu plus avant dans la campagne, retourna preſque auſſi-tôt à bord du bateau de tranſport. Telle fut la fin de cette première expédition.

Il eſt viſible que la paix de l'Empire ne tenoit plus qu'à un fil bien foible, & que la moindre violence de la part des troupes étoit capable de le rompre. Depuis l'acte de Parlement, qui privoit les Colonies de leurs chartres, & qui exemptoit le militaire des cours de juſtice de l'Amérique, les ſoldats étoient regardés comme autant

1775. de tyrans, & leurs moindres mouvemens excitoient la plus grande jalousie. La résistance des villageois avoit, d'un autre côté, irrité ces derniers; car, depuis ce tems-là, ils vécurent plus mal que jamais avec les Bostoniens.

Le tems s'approchoit où des maux beaucoup plus grands devoient faire oublier toutes ces petites querelles. Le Colons avoient amassé une quantité considérable d'armes & de munitions dans Concord, ville située à environ sept lieues de Boston, où se tenoit alors le Congrès Provincial. Le Général détacha les Grenadiers & l'Infanterie légère, sous le commandement du Lieutenant-Colonel Smith & du Major Pitcairn, pour s'en rendre maîtres. Quelques-uns prétendent que le but de cette expédition étoit de se saisir de MM. Hancock & Adams, ces grands défenseurs de la liberté, qui firent par la suite tant de bruit.

Ce détachement composé d'environ neuf cens hommes s'embarqua dans des chaloupes la nuit du 18 au 19 Avril, & ayant remonté pendant quelque tems *Charles River* (rivière Charles), débarqua à une place appellée *Phips's Farm* (ferme de Phips), d'où il marcha en grand silence vers Concord.

Plusieurs officiers à cheval examinoient en

même tems les chemins, & se saisissoient de tous ceux qu'ils rencontroient. Malgré toutes ces précautions, le bruit de plusieurs coups de canon & le son des cloches leur découvrirent que l'alarme étoit déjà dans le pays. Les habitans commencèrent effectivement à s'assembler dans les villes & dans les villages d'alentour avant le point du jour. Les canons qu'ils avoient entendus étoient placés de distance en distance, afin de donner l'alarme, de sorte qu'en fort peu de tems toute la province pouvoit être avertie de son danger. 1775.

Les troupes arrivèrent à Lexington à cinq heures du matin, où elles trouvèrent une compagnie de milice sous les armes dans une prairie près du grand chemin. Là-dessus un officier de l'avant-garde s'approcha, en disant : *Retirez-vous, rebelles ; mettez bas les armes, & retirez-vous.* Les soldats le joignirent aussi-tôt en poussant des cris de *vive le Roi.* Il y eut d'abord quelques coups de tirés irrégulièrement, qui furent suivis d'une décharge générale, qui tua huit miliciens & en blessa plusieurs autres.

Voilà le premier sang qu'il y eut de répandu dans cette guerre. Chaque parti prit ensuite beaucoup de peine pour prouver qu'il n'étoit pas l'agresseur ; chose de peu de conséquence, puis-

1775. que les affaires en étoient à un point où il falloit qu'elles se décidassent à la pointe de l'épée.

Il est néanmoins reconnu depuis, de manière à n'en pouvoir plus douter, que ce furent les Anglais qui attaquèrent les Américains, & que le Major Pitcairn donna le signal en tirant le premier coup de pistolet.

Après cette affaire, M. Smith continua sa marche vers Concord, & envoya six compagnies d'Infanterie légère, pour s'emparer de deux ponts au-delà de la ville, dans le dessein, peut-être, d'empêcher que les munitions n'en sortissent, ou de prévenir la fuite de ceux qu'il avoit ordre d'arrêter, si toutefois il avoit de pareils ordres. Un corps de milice, posté sur une hauteur dans le chemin, se retira à leur approche, & passa sur l'un des ponts, dont les troupes prirent aussi-tôt après possession. Pendant ce tems-là le reste du détachement, arrivé dans Concord, commença à s'acquitter de sa commission, en enclouant trois canons de fer, détruisant quelques fusils & affûts, & jettant dans la rivière quelques barils de farine, de poudre à canon, & de balles. Sur ces entrefaites les miliciens qui s'étoient retirés de la hauteur, appercevant plusieurs feux dans la ville, retournèrent vers le pont qu'ils venoient de passer, & qui étoit dans

leur chemin. Là-deſſus l'infanterie légère ſe retira du côté de Concord, & leva le pont. Les miliciens s'avancèrent toujours, évitant néanmoins toute apparence d'hoſtilité, & faiſant ſemblant de vouloir paſſer comme d'autres voyageurs. Alors les ſoldats firent feu, & tuèrent deux hommes. Les miliciens firent auſſi feu de leur côté, & il y eut une eſcarmouche dans laquelle les premiers eurent le deſſous, & furent obligés de ſe retirer, ayant pluſieurs hommes de tués & de bleſſés, un Lieutenant & quelques ſoldats de faits priſonniers. 1775.

Tout le pays fut bientôt en alarme, & les Anglais ſe trouvèrent attaqués de tous côtés. Les eſcarmouches ſe ſuccédèrent les unes aux autres, & le feu continua tout le long du jour. Depuis Concord juſqu'à Lexington, marche d'environ deux lieues, les troupes furent terriblement harraſſées, non-ſeulement par la milice qui les pourſuivoit, mais par ceux qui étoient dans les maiſons, derrière les murailles & les haies; tout le chemin étant bordé de gens armés.

Heureuſement pour les Anglais, le Général prévoyant le danger du ſervice, avoit, de grand matin, détaché Mylord Percy à la tête de ſeize compagnies d'infanterie, & d'un corps de ſoldats de marine, avec deux pièces de campagne, pour ſoutenir le Lieutenant-Colonel Smith. Ces trou-

1775. pes arrivèrent à Lexington au moment où ce dernier retournoit de Concord. Cette circonſtance fut d'autant plus fortunée, que le premier détachement n'avoit plus de munitions; mais en ſuppoſant que les munitions ne lui euſſent pas manqué, ſa perte paroiſſoit inévitable, étant encore à cinq lieues de Boſton, & entouré d'ennemis, il auroit infailliblement été taillé en pièces, ou fait priſonnier.

Ce ſecours, & ſur-tout le canon, donna au premier détachement le tems de reprendre haleine à Lexington, choſe dont il avoit grand beſoin, & les pièces de campagne empêchèrent les Américains d'avancer ſi près; mais auſſi-tôt que les troupes reprirent leur marche, ils recommencèrent à les haraſſer, & le danger augmentoit continuellement, le nombre des ennemis devenant de plus en plus conſidérable. Enfin elles arrivèrent ſur le ſoir à *Charles-Town*, d'où elles paſſèrent ſur-le-champ à Boſton, ſous la protection de l'artillerie d'un vaiſſeau de guerre. Elles étoient dans le dernier épuiſement, ayant fait ce jour-là plus de dix lieues.

Après une action qui dura depuis le matin juſqu'au ſoir, il eſt naturel de s'imaginer que le carnage devoit être grand de part & d'autre; il ne fut cependant pas conſidérable : ce qui doit être attribué à ce que les Américains, dans

le commencement, n'étoient qu'en petit nombre, & à la bonne conduite de Mylord Percy, qui, à son arrivée, posta les troupes si avantageusement, & se servit si à propos des pièces de campagne, qu'il ne leur permît pas de le suivre de si près. Une retraite de cinq lieues, faite avec tant d'ordre & si peu de perte, dans un pays couvert, où chaque haie & chaque buisson offroit des ennemis cachés, fera toujours honneur à ce Seigneur, si l'on considère, outre cela, que le nombre de ceux qui le poursuivoient, déjà deux fois plus grand que sa petite armée, s'augmentoit à chaque instant, & que ses troupes étoient extrêmement fatiguées. 1775.

Les Anglais eurent soixante-cinq hommes de tués, & cent quatre-vingt-six de blessés. Entre ces derniers étoient M. Smith, un autre Lieutenant-Colonel, & plusieurs Officiers. Deux Lieutenans, & environ vingt-cinq soldats, furent faits prisonniers.

Les Américains n'eurent que cinquante hommes de tués, & soixante de blessés, en comptant ceux qui étoient tombés par le premier feu.

Il y avoit dans cette action environ deux mille hommes des meilleures troupes d'Angleterre; &, quoique le nombre des Américains qui les attaqua, fût beaucoup plus grand, il est visible que c'étoit mal-à-propos qu'on accusoit ces

1775. derniers de manquer de courage. Quelques Seigneurs avoient dit en plein Parlement, que les Colons étoient une bande de poltrons, qu'un seul régiment suffiroit pour parcourir les Colonies d'un bout à l'autre, & que la vue d'un bonnet de grenadier étoit capable de mettre une armée Américaine en fuite. L'expérience prouva le contraire, & fit voir aux habitans de la Grande-Bretagne, qu'il y a du courage ailleurs que chez eux.

Chaque parti, comme nous l'avons déjà dit, accusa ses adversaires de la plus grande inhumanité; plaintes ordinaires dans les guerres civiles. Il peut se faire que les soldats dans la chaleur de l'action, & animés par l'esprit de vengeance, commettent quelques cruautés; mais les Nations policées ont, depuis long-tems, renoncé à la coutume barbare d'insulter leurs ennemis vaincus. Il faut néanmoins convenir que les guerres civiles sont toujours plus cruelles que les autres, & se font avec plus d'animosité. La vérité exige même que nous déclarions que les Anglais, dans le cours de ces querelles, furent coupables de bien des cruautés, & se départirent de cet esprit de tolérance & d'humanité, qui les avoit toujours distingués dans les guerres antérieures. Il ne faut cependant pas accuser la Nation entière de ces excès. Il y avoit en Angle-

terre une infinité de gens qui gémissoient des coups portés à leurs concitoyens de l'Amérique, & qui blâmoient ouvertement la conduite des partisans du Ministère. 1775.

L'affaire de Lexington fit prendre les armes à toute la Province, &, quoiqu'il y eût plus de troupes qu'il n'en falloit pour investir Boston, ce ne fut qu'avec difficulté qu'on persuada à ceux qui s'avançoient de tous côtés, de s'en retourner chez eux. Le corps de milice qui étoit devant cette ville, montoit, à ce que l'on dit, à vingt-deux mille hommes, sous le commandement des Colonels Ward, Pribble, Heath, Prescot & Thomas, qui agissoient alors comme Généraux. Ces Officiers établirent leurs quartiers à Cambridge, & formèrent une ligne d'environ dix lieues, qui s'étendoit depuis Roxbury jusqu'à Mystick, qu'ils fortifièrent avec de l'artillerie. Ils furent bientôt après joints par le Colonel Putnam, brave Officier Américain, qui avoit acquis de l'expérience & de la réputation dans les deux dernières guerres contre la France. Celui-ci campa avec un gros détachement de troupes du Connecticut, de manière à pouvoir secourir, s'il étoit nécessaire, ceux qui étoient devant la ville.

En même-tems, le Congrès Provincial, qui

1775. se tenoit alors à *Water-Town*, prépara une *adresse* aux habitans de la Grande-Bretagne, dans laquelle il fit un détail exact des particularités de la dernière affaire. Le contenu de cette adresse n'est qu'une répétition de ce que nous avons déjà dit. Les membres de cette Assemblée s'efforcent de prouver que ce sont les Anglais qui ont commencé l'attaque à Lexington & à Concord, & finissent par déclarer qu'ils ne se soumettront jamais à la tyrannie du Ministère. Prenant aussi le Ciel à témoin de la bonté de leur cause, ils déclarent qu'ils sont résolus d'être libres. Ce Congrès passa un acte pour le maintien d'une armée, fixa la paie des Officiers & des soldats, & publia des loix pour le militaire.

Le défaut d'argent dans les Colonies, étoit une chose qui sembloit devoir arrêter le progrès de la rebellion, & détruire à la longue toutes les mesures de leurs Assemblées, pour s'opposer au Gouvernement Britannique; mais les Membres qui les composoient, étoient des gens sages, prévoyans & intrépides, que rien ne pouvoit abattre. Ils formèrent une banque de billets, & engagèrent la foi de la Province pour le paiement de ces billets. Tout le monde fut obligé de les recevoir au lieu d'argent, & ceux qui

d'abord firent quelque difficulté, furent regardés 1775.
comme ennemis de la patrie, & exposés au ressentiment du parti dominant.

Le 5 Mai, le Congrès de Massachuset déclara que le Général Gage, par sa conduite, s'étoit rendu indigne de servir cette Colonie en qualité de Gouverneur, ou en quelque autre qualité que ce fût, & que conséquemment on ne lui devoit plus aucune obéissance; mais qu'au contraire il falloit le regarder comme l'ennemi du pays.

Comme le tems de la séance de cette Assemblée expiroit au 30 Mai, ses Membres firent procéder à l'élection d'un nouveau Congrès, qui devoit se rendre le 31 du même mois à la même place.

L'affaire de Lexington excita la plus grande indignation dans les autres Colonies, & elles se préparèrent à la guerre avec autant d'ardeur que si l'ennemi avoit été à leurs portes. Le courage que la milice avoit fait paroître dans ce premier essai, & l'avantage qu'elle s'imaginoit avoir obtenu sur des troupes réglées, ne lui donnoit pas peu de vanité. Ceux qui avoient péri dans l'action, étoient en même-tems regrettés avec les plus grandes marques de douleur, & honorés comme des martyrs qui s'étoient sacrifiés pour la défense de leur patrie. Les cruautés attribuées aux troupes du Roi, que les Chefs du

1775. parti oppoſé eurent ſoin de faire publier ; augmentèrent encore la haine & la violence des Colons. Dans quelques endroits, ils ſaiſirent les magaſins, & à la Nouvelle Jerſey, ils s'emparèrent du tréſor public, dont ils employèrent une partie à la ſolde de leurs troupes.

Mylord North, alors premier Miniſtre, avoit formé un plan de réconciliation, qu'il fit préſenter aux différentes Colonies ; mais il fut univerſellement rejetté, & c'étoit à quoi le Miniſtre s'attendoit. Le but de cette meſure étoit de faire voir aux Anglais que ce n'étoit pas le Miniſtère qui vouloit la guerre, mais les Colons qui refuſoient la paix. Les gens éclairés s'apperçurent bien de cette fineſſe ; &, quoique les penſionnaires de la Cour s'efforçaſſent de juſtifier, dans tous leurs écrits, la conduite de leurs patrons, ils ne purent tromper que les ignorans.

Cependant le Général & ſes ſoldats, bloqués dans Boſton, & ne pouvant plus recevoir de proviſions fraîches, commençoient à ſentir les incommodités d'un ſiège. Les bourgeois étoient réduits à tirer des vivres des magaſins du Roi, & c'eſt ce qui engageoit les aſſiégeans à faire tous leurs efforts pour empêcher qu'il entrât la moindre choſe dans la ville, eſpérant que le défaut de proviſions obligeroit le Gouverneur à laiſſer

ſortir

fortir les habitans, ou au moins les femmes & les enfans; demande qui lui avoit été faite plufieurs fois. 1775.

Il eft probable que ce qui engageoit M. Gage à retenir les Bostoniens, c'eft qu'il les regardoit comme des otages néceffaires pour la sûreté de la place, & peut-être pour celle de l'armée. Quoi qu'il en foit, il capitula enfin avec eux, & leur offrit la liberté de fortir de la ville avec leurs effets, à condition qu'ils abandonneroient leurs armes. Ceux-ci acceptèrent la propofition; mais, à leur grand étonnement, le Général refufa d'accomplir la capitulation de fon côté, lorfqu'ils fe trouvèrent défarmés. Quelque chofe que l'on puiffe dire pour excufer ce manque de foi, il eft certainement digne de blâme. Si, comme le veulent les partifans de la Cour, on ne doit rien à des rebelles, pourquoi traiter publiquement avec eux? Pourquoi leur faire des promeffes qu'on n'a pas deffein de tenir? Cette conduite du Chevalier Gage fut, fans doute, plus utile aux Chefs de la rebellion, que s'il avoit tenu fa parole; car tous les actes de pardon qui parurent enfuite, furent regardés par les Colons comme autant de pièges qu'on leur tendoit, & ceux qui s'étoient engagés dans cette guerre, ne trouvèrent plus de sûreté que dans leur perfévérance.

1775. Le Général permit cependant à quelques bourgeois de sortir quelque tems après ; mais ils furent obligés de laisser tous leurs effets, de sorte que des gens qui avoient jusqu'ici vécu fort à leur aise, se trouvoient tout d'un coup réduits à la dernière indigence.

Le Congrès Général se plaignit amèrement des souffrances des Bostoniens à cet égard. Les passe-ports, dit-il, ont été distribués de telle manière, que les familles étoient divisées. Le père étoit obligé d'abandonner un fils, le fils son père, la tendre épouse un époux chéri, & la mère éplorée, de confier à la générosité de ses ennemis une fille qui faisoit ses délices. Cette manière d'agir ne fait pas du tout d'honneur à ceux qui étoient à la tête des affaires.

Le Congrès Général s'assembla le 10 Mai à Philadelphie, & ses mesures confirmèrent les Colons dans leurs résolutions. Il commença par donner des ordres pour lever une armée, & établit une banque de papier pour servir au paiement des troupes. Les Colonies-Unies (tel fut le nom qu'elles prirent alors) se rendoient cautions pour réaliser la valeur des billets.

Il défendit qu'on fournît des provisions aux pêcheurs Anglais; &, pour rendre cette mesure plus efficace, il ne fut plus permis de transporter la moindre chose dans les Isles, ou au-

tres places qui n'étoient pas de la grande alliance. Cette prohibition, dont on n'avoit pas le moindre soupçon en Angleterre, ne donna pas peu d'embarras à ceux qui pêchoient sur le Banc de *Newfoundland* (1), de sorte que, pour prévenir une famine, plusieurs vaisseaux furent obligés de revenir en Irlande chercher des provisions pour porter à leurs concitoyens. 1775.

La Nouvelle-York, nonobstant la modération qu'elle avoit fait paroître jusqu'ici, ne fut pas moins irritée que le reste des Colonies à la nouvelle de la dernière affaire. Les habitans élurent aussi-tôt un Congrès Provincial; mais comme on attendoit de jour en jour des troupes d'Irlande, & que ce pays peut être attaqué par mer, sa situation étoit des plus critiques.

Sur ces entrefaites quelques régimens du Connecticut arrivèrent dans le voisinage de la Capitale, en apparence pour la protéger, & véritablement pour soutenir le parti du Congrès; car cette force n'étoit pas suffisante pour défendre la ville en cas qu'elle eût été attaquée par mer.

Les bourgeois s'adressèrent donc au Congrès Général, pour savoir ce qu'ils devoient faire à l'arrivée des troupes. Le Congrès leur conseilla de se tenir sur la défensive tant que cela s'accorderoit avec leur sureté, & de permettre aux

(1) Terre-Neuve.

1775. soldats de rester dans leurs casernes, tant qu'ils se comporteroient d'une manière paisible; mais de ne pas souffrir qu'ils élevassent des fortifications, ou qu'il coupassent la communication entre la ville & la campagne, &, si on les attaquoit, de repousser la force par la force. En un mot, il leur dit de se préparer pour le pis-aller, de s'assurer d'une retraite pour les femmes & les enfans, de prendre les armes & les munitions des magasins, & de tenir sur pied un corps de troupes suffisant pour pouvoir se défendre.

Ces recommandations furent suivies avec beaucoup d'exactitude. Toutes les mains inutiles sortirent de la ville; & bientôt cette place, autrefois si florissante, n'eut plus l'apparence que d'un triste désert. Il fut même proposé de la réduire en cendres en cas que cela se trouvât nécessaire; mais heureusement pour *New-York*, les troupes que l'on y attendoit débarquèrent à Boston, où l'on en avoit alors plus de besoin.

Pendant que ces choses se passoient dans cette province, plusieurs personnes de Massachuset, d'un esprit plus entreprenant, avoient secrettement formé un dessein des plus hardis, & dont la réussite devoit être de la dernière utilité aux Colonies. C'étoit la surprise de Ticonderoga, de *Crown-Point*, & de plusieurs autres

fortereſſes, ſituées ſur les grands lacs qui commandent les paſſages entre les Colonies Anglaiſes & le Canada. Quelques-uns diſent que ceux qui partirent pour cette expédition, n'avoient aucun ordre de leurs ſupérieurs, & que dans leur chemin, ils rencontrèrent d'autres perſonnes en marche pour le même objet, ſans qu'il y eût eu aucune combinaiſon entre eux. Il eſt cependant plus probable qu'ils étoient envoyés par quelque Membre du Congrès, quoique cela ne fût pas public. Quoi qu'il en ſoit, les Colonels Eaſton & Ethan Allen, à la tête de deux cens quarante hommes, ſurprirent, avec beaucoup d'adreſſe, les petites garniſons de *Crown-Point*, & de Ticonderoga. Ces deux forts, qui étoient de la dernière importance, & qui avoient tant coûté aux Anglais dans la guerre de 1756, furent pris ſans qu'il y eût une goutte de ſang répandue. Les Américains trouvèrent dans ces fortereſſes deux cens pièces de canon, un nombre conſidérable de mortiers, de bombes, & quantité d'autres proviſions qui leur furent pour lors d'un grand ſervice. Ils s'emparèrent auſſi de deux vaiſſeaux qui leur donnèrent le commandement du lac Champlain, & ils trouvèrent des matériaux & des agrès ſuffiſamment pour en bâtir pluſieurs autres. 1775.

Le 25 Mai, les Lieutenans-Généraux Howe,

1775. Burgoyne, & Clinton, arrivèrent d'Angleterre à Boston, avec un corps considérable de soldats de marine, & de troupes réglées. Plusieurs autres régimens d'Irlande les suivirent de près, de sorte que les forces qui étoient alors dans cette Capitale, paroissoient formidables. Il est visible que les affaires ne pouvoient pas rester long-tems dans cette situation. Rien de remarquable n'étoit pourtant arrivé depuis le commencement du blocus, excepté quelques petites escarmouches entre différens partis, qui vouloient enlever le bétail sur les petites Isles qui sont dans la baie de Boston. Ces escarmouches offroient un spectacle varié de vaisseaux, de chaloupes, & de soldats engagés en même tems par terre & par mer. Dans plusieurs de ces engagemens les Anglais furent obligés de se retirer avec perte; &, dans le dernier, d'abandonner un bâtiment armé, qui fut brûlé par les Américains.

Nonobstant les renforts arrivés de la Grande-Bretagne, avec trois Généraux que l'on regardoit comme très-actifs, les troupes demeurèrent encore quelque tems dans l'inaction. Il est probable que les Colons, après l'affaire de Lexington, fiers de leur succès, auroient sur le champ donné l'assaut à la ville, s'ils n'avoient appréhendé pour leurs compatriotes qui y étoient renfermés. Cette entreprise auroit cependant

coûté cher, si elle avoit réussi. D'ailleurs le nombre de vaisseaux de guerre, dont cette presqu'isle étoit environnée, l'artillerie formidable qui la défendoit, & la bonté des troupes qui formoient sa garnison, en rendoient la réussite très-douteuse. D'un autre côté, les Généraux Américains ne vouloient pas exposer leurs nouveaux soldats à être repoussés. La moindre défaite auroit eu des suites funestes : non-seulement ils n'étoient pas encore aguerris, mais outre cela, le Gouvernement qu'ils servoient n'avoit pas de fondement solide. La moindre chose étoit capable de rompre l'union des Colonies, c'est pourquoi les Officiers tâchoient d'arrêter l'ardeur des troupes, certains que Boston ne pourroit pas long-tems résister aux incommodités d'un siège. 1775.

LE 8 JUIN, le Congrès Général déclara que l'union entre la Grande-Bretagne & la province de Massachuset ne subsistoit plus, puisque la chartre de Guillaume & de Marie étoit violée, & recommanda aux habitans d'établir un nouveau Gouvernement, de choisir un Gouverneur, des Conseillers, & une Chambre d'assemblée, suivant le pouvoir donné dans cette chartre. Il fit aussi défense de recevoir ou de négocier aucune lettre-de-change, ou billets à ordre pour les Officiers tant de l'armée que de la marine, ou de leur fournir de l'argent, sous

1775. quelque prétexte que ce fût. Il ordonna, outre cela, de ne point donner de provisions à l'armée, ni aux vaisseaux tant de guerre que de transport, employés dans le service Britannique. Il établit en même tems une poste aux lettres pour toutes les Colonies, dont il donna, peu de tems après, la direction au célèbre M. Franklin, connu sous le nom de Docteur Franklin, & depuis Ministre Plénipotentiaire des Etats-Unis à la Cour de France, que le Gouvernement d'Angleterre avoit privé de cet emploi. L'on voit par-là que, sous le nom de recommandations & d'avis, les Membres du Congrès avoient effectivement établi une nouvelle forme de Gouvernement.

Le 12 Juin, M. Gage publia un édit par lequel Sa Majesté Britannique offroit un pardon à tous ceux qui mettroient bas les armes, & s'en retourneroient tranquillement chez eux, excepté à *Samuel Adams* & à *Jean Hancock*, dont les offenses, à ce que l'on disoit, étoient trop grandes pour être susceptibles d'aucune grace. Suivant cet édit, ceux qui refuseroient de profiter de la bonté du Souverain, devoient être regardés comme traîtres & rebelles, ainsi que ceux qui les protégeroient, leur donneroient des secours, ou correspondroient avec eux. Les loix militaires furent mises en vigueur au lieu des loix civiles,

jusqu'à ce que le calme fût rétabli dans le pays. 1775.
Cette proclamation n'eut pas plus d'effet que celles qui l'avoient précédée, & à-peu-près dans le tems où M. Hancock étoit déclaré indigne de pardon, il fut choisi Président du Congrès Général. Elle fut néanmoins regardée comme le prélude de la guerre, & les deux partis s'y préparèrent en conséquence. Le poste de *Charles-Town*, ville située sur le bord de *Charles-River*, où Rivière-Charles, qui la sépare de Boston, avoit jusqu'ici été négligé des deux partis. Les Américains jugèrent à propos de s'en emparer, parce qu'il étoit fort avantageux, soit qu'ils eussent dessein d'agir sur l'offensive ou sur la défensive. C'est pourquoi la nuit du 16 au 17 Juin, ils envoyèrent un corps de troupes avec le plus grand secret pour fortifier *Bunker's-Hill*, éminence qui étoit sur l'isthme qui joint la presqu'isle au Continent. Cette presqu'isle ressemble à celle sur laquelle Boston est située, avec cette différence que l'isthme de *Charles-Town* est beaucoup plus large, & que *Bunker's-Hill* est une éminence plus considérable qu'aucune de celles de Boston. Les deux villes ne sont séparées que par *Charles-River*, rivière d'environ un demi-quart de lieue.

Les troupes employées à ce service conduisirent leurs ouvrages avec tant d'ordre & de silence,

1775 que, quoique la preſqu'iſle fût environnée de vaiſſeaux de guerre, elles ne furent pas entendues de toute la nuit, & leur diligence fut ſi grande, qu'à la pointe du jour, elles avoient élevé une redoute, des retranchemens conſidérables, & un parapet, qui étoit à quelques endroits à l'épreuve du canon. La vue de ces fortifications alarma d'abord le vaiſſeau de guerre le *Lively*, & le bruit de ſes canons attira la ville, le camp & la flotte, pour contempler une choſe qui paroiſſoit un prodige. Il ſe fit alors un feu continuel d'artillerie; on jetta quantité de bombes, tant des vaiſſeaux que des batteries flottantes, & d'une hauteur, dans la preſqu'iſle de Boſton. Une pareille artillerie auroit été capable d'ébranler la fermeté de ſoldats aguerris, & cependant on prétend que les Colons ſouffrirent ce feu épouvantable avec la dernière intrépidité, & continuèrent leurs travaux ſans s'en embarraſſer.

Vers midi le Général Gage fit embarquer un corps de troupes ſous le commandement du Général Howe, & du Brigadier-Général Pigot, pour déloger les Américains. Ce corps conſiſtoit en dix compagnies de grenadiers, & en douze d'infanterie légère, avec un train d'artillerie. Les troupes débarquèrent ſans oppoſition ſous le canon des vaiſſeaux de guerre. Les deux Généraux trouvèrent les ennemis en ſi

grand nombre, & si fortement retranchés, 1775.
qu'ils envoyèrent demander du renfort avant de commencer l'attaque. Ils furent joints peu après par quelques compagnies d'infanterie légère & de grenadiers, & un bataillon de soldats de marine, le tout ensemble formant un corps de plus de deux mille hommes.

L'attaque commença par un feu roulant d'artillerie, sous lequel les troupes s'avancèrent à petits pas, & s'arrêtèrent plusieurs fois pour donner le tems aux canons de détruire les travaux des Américains, & de les mettre eux-mêmes en confusion. Ceux-ci envoyèrent un détachement dans les maisons de *Charles-Town*, pour couvrir leur droite, de sorte que le Général Pigot, qui commandoit l'aîle gauche des Anglais, & à qui on attribua le succès de la bataille, étoit tout à la fois engagé avec ceux de *Charles-Town*, & les retranchemens. Il ne fut cependant pas long-tems dans ce double embarras; car, bientôt après, il fit mettre le feu à la ville, & elle fut réduite en cendres. Cet action, suivant le rapport que m'a fait un Officier qui s'y est trouvé, représentoit une des scènes des plus terribles de la guerre.

Sur notre gauche, dit-il, nous avions la perspective épouvantable d'une ville en flammes, & de l'artillerie de Boston, qui faisoit un feu

1775. continuel sur les retranchemens des Américains. On voyoit sur le haut des maisons & des clochers de cette dernière ville, une foule de peuple que la curiosité avoit attirée pour être présent au spectacle d'une bataille. Nos oreilles étoient étourdies du feu roulant des vaisseaux, dont nous étions presque entourés, & devant nous nous avions l'ennemi. Les Colons soutinrent ce feu continuel d'artillerie & de mousqueterie avec une fermeté incroyable, & permirent aux troupes du Roi de s'avancer tout près de leurs retranchemens avant de tirer un seul coup. Alors ils commencèrent à faire un feu épouvantable, qui coucha par terre un grand nombre d'Officiers & de soldats. Les Anglais furent d'abord mis en désordre, & le Général Howe resta tout seul pendant quelques secondes. La plupart des Officiers qui étoient auprès de sa personne, furent tués ou blessés. On dit qu'il conserva dans cette occasion, le plus grand sang-froid ; mais, malgré son courage, il lui auroit été difficile de rallier les troupes épouvantées.

Le Général Clinton, qui dans ce moment arrivoit de Boston, par une manœuvre habile les ramena presque sur-le-champ à la charge ; &, revenues de leur frayeur, elles attaquèrent les retranchemens avec la plus grande intrépidité, la bayonnette au bout du fusil, & les for-

cèrent presque par-tout. Quoique la plupart des Américains n'eussent point de bayonnettes, & qu'ils eussent tiré toutes leurs munitions, plusieurs d'entre eux combattirent en désespérés, & on ne put les chasser de leurs travaux qu'avec beaucoup de difficulté. Ils furent à la fin obligés de se retirer par l'isthme de *Charles-Town*, qui étoit enfilé du canon du vaisseau de guerre le *Glasgow*, & de deux batteries flottantes, mais ils ne souffrirent que très-peu de cette artillerie formidable, quoique son aspect eût empêché quelques compagnies, envoyées à leur secours, de faire leur devoir. Ainsi finit l'affaire sanglante de *Bunker's-Hill*, qui coûta plus aux Anglais que ne valoit le poste dont ils s'emparèrent, & qui ne leur fut par la suite d'aucune utilité. 1775.

Ils eurent dans cette action deux cens vingt-six hommes de tués, entre lesquels étoient un Lieutenant-Colonel, deux Majors, sept Capitaines, & neuf autres Officiers, outre huit cens vingt-huit blessés, dont soixante-dix étoient Officiers : les plus regrettés d'entre les morts furent le Lieutenant-Colonel Abercrombie, & M. Pitcairn, Major des soldats de marine, dont la bravoure lui avoit mérité l'estime de ses compatriotes ; MM. Williams & Spendlow, dont le dernier mourut quelque tems après de ses blessures, & qui avoit donné plusieurs preuves de sa

1775. valeur. Il est certain que les troupes Anglaises se comportèrent dans cette occasion, avec le courage le plus intrépide. Le Général, & les Officiers ne s'épargnèrent pas plus que les simples soldats, & eurent tous occasion de se distinguer. On ne peut nier non plus que les Américains, qui n'étoient qu'une milice mal disciplinée, mal armée, & peu accoutumée au feu, n'aient donné des preuves de la plus grande fermeté, & de la résolution la plus déterminée à s'opposer aux mesures du Gouvernement.

Les vainqueurs trouvèrent cinq pièces de canon, & environ trente hommes de blessés, que les Colons avoient laissés derrière eux. La perte de ces derniers, suivant la relation qui fut ensuite publiée par le Congrès de la Province, étoit peu considérable, en comparaison de celle de leurs ennemis, ne montant qu'à quatre cens cinquante hommes, tant tués que blessés, & faits prisonniers. Leurs adversaires soutinrent que cette relation étoit fausse, & que, pour cacher le nombre de leurs morts, ils les enterroient durant l'action, chose qui paroît étrange, & qui n'est pas même probable. Celui de leurs Officiers que les Américains regrettèrent le plus, fut le Médecin Warren, qui, agissant alors comme Général-Major, étoit Commandant de ce parti, & qui fut tué en combattant vaillam-

ment à leur tête. Ce brave homme, qui s'étoit 1775.
distingué par son mérite, ses talens & son éloquence, étoit alors Président du Congrès Provincial; quittant la voie paisible de sa profession, il montra qu'il étoit aussi propre au métier de la guerre qu'à l'étude, & répandit généreusement son sang pour la défense de sa patrie. Ils perdirent, outre cela, plusieurs Officiers, & entre autres un Lieutenant-Colonel, qui mourut de ses blessures dans les prisons de Boston.

Chaque parti crut s'être acquis beaucoup d'honneur dans cette action. Les Royalistes dirent qu'ils avoient battu des troupes trois fois aussi nombreuses qu'eux, couvertes par des retranchemens considérables, qu'ils avoient emportés l'épée à la main. D'un autre côté, les Américains maintinrent que les ennemis étoient au nombre de trois mille, tandis qu'ils n'étoient eux-mêmes que mille cinq cens hommes; que ce petit corps soutint vaillamment leur attaque, & les repoussa plusieurs fois avec perte, malgré l'artillerie formidable qu'ils avoient débarquée, & le feu continuel des vaisseaux & des batteries flottantes qu'ils avoient souffert depuis le matin, & qui les avoit empêchés d'achever leurs ouvrages.

L'esprit de parti qui règne toujours dans les

1775. guerres civiles, empêche qu'on ne sache au juste le nombre des combattans. L'ambition des Anglais, qui s'imaginent avoir les troupes les plus courageuses de l'univers, ne leur permet guère d'avouer qu'ils aient été battus, & leur fait toujours augmenter le nombre de leurs ennemis, tandis que ces derniers, par le même motif, s'efforcent d'obscurcir la gloire des premiers. J'ai cependant parlé à plusieurs Officiers, que j'ai tout lieu de croire impartiaux, qui m'ont assuré que les deux armées étoient à-peu-près égales en nombre. Quoi qu'il en soit, les Américains ne furent pas du tout découragés de l'évènement de cette bataille. Ils avoient montré beaucoup d'activité & d'habileté dans la construction de leurs lignes, & non pas moins de constance à les défendre. Ils dirent que, quoiqu'ils eussent perdu un poste, ils avoient autant gagné, que s'ils avoient remporté la victoire la plus complette, puisqu'ils ôtoient tous moyens d'agir sur l'offensive à une armée envoyée pour les assujettir.

Ils continuèrent le blocus de Boston, & ne furent pas peu satisfaits de ce que cette dernière action avoit réfuté les calomnies de ceux qui les accusoient de manquer de courage & de résolution.

Depuis ce tems-là les Anglais demeurèrent maîtres

maîtres de la presqu'isle, & fortifièrent *Bunker's-Hill*, de sorte que les forces de Boston furent divisées, & eurent deux garnisons à maintenir. Cela fut en quelque sorte avantageux aux soldats, parce qu'ils étoient plus au large; mais cet avantage étoit contre-balancé par l'augmentation du service. Leur situation étoit réellement désagréable & humiliante. Assiégés & insultés par un ennemi qu'ils avoient coutume de mépriser, ils étoient privés de provisions fraîches, chose dont ils avoient le plus grand besoin, tandis que les assiégeans avoient tout en abondance. Les mauvaises nourritures & la viande salée dont ils étoient obligés de se servir, la chaleur du climat dans cette saison de l'année, & la dureté du service, remplirent insensiblement les hôpitaux, de sorte que le nombre de malades & de blessés montoit à 1600; il n'y en eut cependant que fort peu qui moururent. 1775.

Les Américains, aussi-tôt après l'affaire de *Bunker's-Hill*, firent d'autres retranchemens au-delà de l'isthme de *Charles-Town*, de sorte que les troupes furent également investies dans cette presqu'isle comme elles l'étoient à Boston. Ils étoient infatigables, & garnissoient les postes les plus avancés de leurs lignes, de fortes redoutes & d'artillerie; ils avancèrent même leurs ouvrages jusqu'aux fortifications de

1775. l'Isthme de Boston, &, avec autant d'intrépidité que d'adresse, brûlèrent un corps-de-garde avancé des Anglais. Comme ces derniers avoient abondance de munitions, il ne les épargnèrent pas : ils lancèrent quantité de bombes, & firent un feu terrible sur les ouvrages des Colons ; mais cela n'eut d'autre effet que de les accoutumer à cette sorte de service. Ceux-ci au contraire, qui n'avoient guère de poudre, la ménageoient autant qu'il étoit possible.

Un régiment de dragons qui arriva d'Irlande, & qui ne sortit jamais de la ville, ne servit qu'à augmenter les besoins des habitans & de la garnisons. Le foin qui croissoit dans les petites Isles de la Baie de Boston, devint alors un objet de la plus grande considération, & les Colons firent tous leurs efforts pour priver leurs ennemis de cette ressource, ils se procurèrent un grand nombre de chaloupes, & étant maîtres du rivage & des entrées de la Baie, ils brûlèrent, détruisirent, ou enlevèrent, malgré la vigilance des vaisseaux de guerre, la plus grande partie de ce fourrage. Ces entreprises occasionnèrent plusieurs escarmouches, & les Américains devinrent à la fin si hardis, qu'ils mirent le feu au fanal qui étoit dans une isle à l'entrée du port, quoiqu'il y eût un vaisseau de guerre à environ un quart de lieue de l'endroit. Les Anglais envoyèrent ensuite des charpentiers

avec une eſcorte de ſoldats de marine pour conſtruire un autre fanal, mais ils furent tous tués ou enlevés. 1775.

Pluſieurs compagnies de ſoldats de marine débarquèrent le long des côtes, & s'efforcèrent de ſe procurer par force les proviſions qu'on leur refuſoit, de ſorte que c'étoit plutôt un pillage qu'une guerre régulière. D'un côté on voyoit des matelots enlever le bétail des payſans, & de l'autre ces derniers tâchant de conſerver ce qui leur appartenoit. Dans ces différens engagemens les Anglais furent quelquefois battus, mais ils s'en vengèrent en détruiſant la plupart des petites villes qui étoient le long des côtes.

On s'apperçut alors que l'acte de Quebec n'avoit pas toute l'efficacité qu'on en avoit attendue. Les Canadiens, ſentant ce qu'ils perdoient par l'abolition des loix Anglaiſes, montrèrent beaucoup de répugnance à ſoutenir les projets du Gouvernement Britannique. M. Carleton, Gouverneur du Canada, qui s'étoit flatté de lever une armée conſidérable, & de marcher au ſecours du Général Gage, choſe dont le Miniſtère ſe croyoit ſi certain, que l'on avoit envoyé dans cette province un grand nombre de fuſils & de proviſions de guerre, ſe trouva fruſtré dans ſon attente. Les Canadiens dirent qu'ils ne connoiſſoient pas aſſez la forme du

1775. Gouvernement Anglais pour juger de quel côté étoit la juſtice. Ils ajoutèrent qu'ils s'étoient toujours comportés comme de fidèles ſujets, & qu'ils continueroient de même ; mais qu'il ne leur convenoit nullement de ſe mêler des querelles qui s'élevoient entre la Grande-Bretagne & ſes anciens ſujets. Ce fut en vain que le Gouverneur fit publier un édit pour aſſembler la milice : ils déclarèrent tous qu'ils défendroient la province ſi elle étoit attaquée ; mais ils refuſèrent d'en ſortir, ou de commencer des hoſtilités avec leurs voiſins. M. Carleton s'adreſſa alors à l'Evêque de Quebec, le pria de faire uſage de toute ſon influence, & de publier un mandement pour recommander aux habitans de le ſuivre. Celui-ci s'en excuſa, & dit qu'un tel mandement ſeroit contraire aux Canons de l'Egliſe de Rome. Les Eccléſiaſtiques, au lieu de mandement, firent quelques harangues au peuple, pour l'engager à obéir au Gouverneur : mais elles n'eurent guères d'effet. La Nobleſſe ſeule, qui ſe trouvoit favoriſée par le dernier acte, fit paroître du zèle contre les Colons ; mais n'étant pas ſoutenue du reſte des habitans, elle n'étoit pas bien formidable.

Le Miniſtre ne réuſſit pas mieux dans un projet qu'il avoit formé pour réduire les Américains. Pluſieurs Agens répandus parmi les Sauvages qui

habitent les derrières des Colonies, tâchèrent de 1775.
les engager par des présens à attaquer leurs voisins de ce côté-là. Il semble que la Providence étoit déclarée en faveur des Colons; car ces Sauvages, qui sont toujours prêts à prendre la hache, furent sourds à toutes les propositions qu'on put leur faire, & déclarèrent qu'ils vouloient demeurer neutres. Ils se servirent à-peu-près des mêmes raisons que les Canadiens, dirent qu'ils ne comprenoient rien à ces querelles, assurèrent qu'ils en étoient fort fâchés; mais qu'il ne leur convenoit pas de se mêler des différends qui arrivoient entre frères. Cela étoit un objet de trop grande importance pour être méprisé du Congrès : c'est pourquoi il employa des gens habiles pour cultiver ces dispositions favorables de la part des Indiens, & ils réussirent si bien, que les Agens du Gouvernement furent ensuite obligés de chercher leur salut dans la fuite. On prétend même que plusieurs races d'Indiens s'offrirent de prendre les armes en faveur des Colons, & que ces derniers les prièrent de demeurer neutres.

L'édit du Général Gage n'avoit fait qu'augmenter l'animosité, l'indignation, & la rage. Le Congrès, en réponse à cet édit, publia, le 6 Juillet, une espèce de manifeste semblable à ceux des Potentats de l'Europe, quand ils ont

1775. envie de déclarer la guerre, aſſignant les raiſons qui les ont forcés à prendre les armes, & prenant le Ciel & la terre à témoin de la juſtice de leur cauſe. Dans la longue liſte de ces cauſes prétendues, les Membres de cette Aſſemblée font mention des hoſtilités dernièrement commiſes, & des efforts faits par le Gouvernement pour exciter les Canadiens & les Sauvages à fondre ſur eux. Ils accuſent le Général Gage de perfidie, de cruauté, & de manque de foi, parce qu'il n'avoit pas tenu parole aux habitans de Boſton. Ils parlent auſſi fort librement des troupes du Roi, qu'ils accuſent d'avoir brûlé *Charles-Town* par pure méchanceté, & ſans que cela fût néceſſaire.

Ils font enſuite l'énumération de leurs reſſources, & montrent qu'ils peuvent obtenir du ſecours de l'étranger, ſi cela eſt abſolument néceſſaire. De peur, néanmoins, de porter ombrage à ceux des habitans de la Grande-Bretagne qui étoient en leur faveur, ils diſent qu'ils n'ont pas deſſein de rompre l'union qui avoit ſi long-tems ſubſiſté entre eux; qu'au contraire ils ſouhaiteroient la voir rétablie. Ils ajoutent qu'ils ne ſont pas encore réduits à cette reſſource déſeſpérée; qu'ils n'ont pas levé des armées dans les vues ambitieuſes de ſe ſéparer de la Grande-Bretagne, & d'établir un Gouvernement indé-

pendant; qu'ils ne combattent pas pour la gloire, ni pour conquérir, mais pour défendre leur liberté. Ce manifeste fut lû avec beaucoup de solemnité à la tête de l'armée qui bloquoit Boston, & reçu avec les plus grandes démonstrations de joie. 1775.

Ils écrivirent, après cela, une remontrance au peuple Anglais, une aux Irlandais, & une requête au Roi. Tous ces écrits sont de la dernière élégance, & ne le cèdent en rien aux déclarations que font les Puissances de la terre dans les occasions solemnelles.

La Georgie se joignit enfin à la grande alliance. Un Congrès Provincial s'étant assemblé au mois de Juillet; toutes les résolutions des deux Congrès Généraux y furent approuvées, & cinq Députés choisis pour être présens à celui qui se tenoit alors. Depuis ce tems, les Américains donnèrent à leur association le nom des Treize Colonies-Unies.

Sur ces entrefaites, le Congrès Général, conformément au desir du peuple, nomma M. Washington, qui jouissoit d'une fortune considérable à la Virginie, & qui avoit acquis beaucoup d'expérience dans la guerre de 1756, entre la France & l'Angleterre, Général en chef de toutes les forces des Colonies. Il donna aussi le rang de Généraux-Majors à MM. Artemus-

1775. Ward, Charles Lee, Philippe Schuyler, & Iſraël Putnam, & celui d'Aide-Major-Général à M. Gates. Le Congrès fixa enſuite la paie des officiers & des ſoldats, & par une politique raffinée, leur fit de plus grands avantages que le Gouvernement Britannique.

Les Généraux Washington & Lee arrivèrent au camp devant Boſton au commencement de Juillet. Ils reçurent les plus grands honneurs par-tout où ils paſſèrent, & furent eſcortés par un grand nombre de jeunes gens de famille qui ſervoient comme volontaires. Les Congrès Provinciaux de la Nouvelle-York & de la province de Maſſachuſet les haranguèrent publiquement.

Lee & Gates étoient Anglais, & s'étoient diſtingués au ſervice de leur patrie dans la guerre précédente; mais ils avoient quitté l'Angleterre pour différentes raiſons. Le premier, au commencement des troubles, ayant eu à ſe plaindre de la conduite des Miniſtres, avoit renvoyé ſa commiſſion, & s'étoit retiré en Amérique dans le deſſein de prendre parti pour les Colons. Le dernier étoit un vieillard vénérable qui avoit depuis long-tems renoncé à la vie militaire, & qui vivoit tranquillement ſur ſes terres dans la province de Virginie avec ſon épouſe, qui étoit Américaine, lorſqu'il fut appellé pour défendre

les droits d'un pays qu'il regardoit alors comme 1775.
sa patrie.

L'esprit militaire étoit à un si haut point, que tout le monde ne pensoit qu'à la guerre, & ne s'occupoit que de ses préparatifs. Les gens de famille qui ne pouvoient pas obtenir de commission servoient avec ardeur comme volontaires, & faisoient le devoir de simples soldats. On dit même que plusieurs jeunes *Quakers*, ou Trembleurs, oubliant les principes de leur religion, qui leur recommande la patience, formèrent un régiment à Philadelphie, où ils s'appliquèrent avec assiduité à apprendre l'exercice.

Rien ne marque plus jusqu'à quel point étoit portée l'ardeur militaire, que *la Compagnie de vieillards*. Cette Compagnie étoit composée de quatre-vingt Allemands établis dans le Nouveau-Monde, qui avoient servi dans leur patrie ou dans d'autres royaumes de l'Europe. Leur Capitaine étoit âgé de près de cent ans. Ce bon vieillard avoit quarante ans de service, & s'étoit trouvé dans dix-sept batailles. Le Tambour avoit quatre-vingt-quatre ans. Au lieu de coquarde ces soldats portoient un crêpe noir, pour témoigner leur chagrin de ce que, dans un âge si avancé, ils étoient obligés de retourner à la profession des armes pour défendre un pays qui leur avoit accordé un asyle contre l'oppres-

1775. ſion qui les avoit forcés d'abandonner le leur.

Les femmes mêmes donnèrent des preuves de leur zèle pour la cauſe commune. Dans le Comté de Briſtol en Penſylvanie, elles firent une collecte pour lever un régiment, travaillèrent elles-mêmes les drapeaux, & y mirent des deviſes de leur compoſition. La dame qui les préſenta fit un diſcours fort éloquent, qu'elle conclut en recommandant aux officiers & aux ſoldats de ne pas abandonner l'étendard des dames, s'ils vouloient qu'elles ſe rangeaſſent ſous leurs bannières.

Le blocus de Boſton continuoit cependant toujours, & les troupes ainſi que les habitans de cette malheureuſe ville ſouffroient conſidérablement. Le nombre des ſoldats, trop grand pour la petiteſſe de la place, les chaleurs de l'été qui dans ce pays-là ſuccèdent ſoudainement à des froids rigoureux, & les mauvaiſes proviſions dont on étoit obligé de faire uſage, avoient donné la fièvre, le flux, ou le ſcorbut à la plupart de ceux qui y étoient renfermés.

Sur ces entrefaites le Congrès Général, réſolu d'agir ſur l'offenſive, & de profiter de la foibleſſe des ennemis du côté du Canada ainſi que de la bonne volonté de ſes habitans, envoya un corps de trois mille hommes dans ce pays-là, ſous la conduite des Généraux Schuyler & Mont-

gomery. On avoit fait conſtruire à Ticondé-roga & à *Crown-Point* un nombre ſuffiſant de bateaux pour tranſporter ces troupes par le lac Champlain à la rivière Sorel, qui eſt compoſée du ſurplus des grands lacs, & qui ſe décharge dans le fleuve Saint-Laurent. La moitié de cette petite armée n'étoit pas encore arrivée, lorſque Montgomery apprit à *Crown-Point* que pluſieurs vaiſſeaux armés, qui étoient au fort Saint-Jean ſur la rivière Sorel, ſe préparoient à entrer dans le lac, & à leur couper paſſage. Là-deſſus il marcha à la hâte vers l'iſle aux Noix, qui eſt ſituée à l'embouchure de cette rivière, & prit des meſures néceſſaires pour empêcher le paſſage de ces vaiſſeaux : Schuyler, étant en même tems arrivé d'Albany, publia une déclaration pour exciter les Canadiens à ſe joindre à eux. Les deux Généraux s'avancèrent enſuite vers le fort Saint-Jean, qui eſt à environ quatre lieues de l'iſle, dans l'eſpérance qu'il ne feroit qu'une foible réſiſtance; mais le feu du fort, & les préparatifs que l'on faiſoit pour les recevoir, leur démontrèrent qu'ils s'étoient trompés dans leur attente. Cela fut cauſe qu'ils débarquèrent à une diſtance conſidérable, dans un pays marécageux, plein de bois & de rivières. Dans cette ſituation ils furent attaqués par un grand nombre d'Indiens, ce qui, joint à leur manque d'artil-

1775.

1775. lerie, chose absolument nécessaire pour la conduite d'un siège, les obligea à retourner à leur premier poste dans l'isle aux Noix, pour y attendre le renfort dont ils avoient besoin. Schuyler, qui agissoit comme Général en chef, retourna, après cette retraite, à Albany, pour y conclure avec les Indiens un traité qu'il négocioit depuis long-tems. Il se trouva ensuite tellement occupé d'ailleurs & affligé de maladies, que tout le poids de la guerre tomba sur Montgomery, homme d'un génie supérieur pour le service militaire. Son premier soin fut de détacher les Indiens du service de M. Carleton, & lorsque les renforts qu'il attendoit furent arrivés avec de l'artillerie, il se prépara à faire le siège du fort Saint-Jean. La garnison de cette place consistoit en deux régimens qui avoient abondance de provisions, de munitions, & de canons. Des partis Américains étoient répandus dans les pays d'alentour, où ils avoient été reçus à bras ouverts par les Canadiens, qui se joignirent à eux en grand nombre, & leur procurèrent tout le secours possible, soit en transportant leur artillerie, soit en leur fournissant les provisions dont ils avoient besoin.

Pendant que Montgomery assiégeoit le fort Saint-Jean, un homme entreprenant nommé Ethan Allen, qui, sans avoir aucune com-

miſſion du Congrès, avoit eu part à la priſe 1775.
de Ticondéroga & de *Crown-Point*, brûlant d'envie de ſe ſignaler, forma la réſolution de ſurprendre la ville de Montréal : il partit donc à la tête d'un petit nombre de Colons & de Canadiens, ſans en donner avis au Général en chef, & ſans profiter de l'aſſiſtance qu'il auroit pu ſe procurer des partis détachés. L'évènement répondit à la témérité de l'entrepriſe ; car le 25 Septembre étant rencontré près de la ville par la milice & quelques troupes réglées, il fut battu & fait priſonnier avec quarante de ſes compagnons, le reſte s'échappa dans les bois. Allen & les autres priſonniers furent mis aux fers par ordre du Général Carleton, & dans cet état envoyés en Angleterre à bord d'un vaiſſeau de guerre ; mais on les renvoya peu de tems après en Amérique.

Le défaut de munitions retardoit cependant les progrès de Montgomery ; car de toutes les opérations militaires il n'y en a point qui demande plus de poudre & de boulets que le ſiège d'une place ; mais un heureux évènement le tira de cet embarras. Il y avoit plus avant dans la campagne un petit fort appellé Chamblé, & qui paroiſſoit couvert par le fort Saint-Jean. Le Général s'en rendit facilement maître, & y trouva des proviſions en abondance ; mais l'article de la plus

1775. grande conséquence fut la poudre dont il avoit grand besoin. On en prit cent vingt barrils, & cela facilita le siège de Saint-Jean, qui avoit jusqu'ici langui faute de munitions.

Cinq cens hommes de troupes réglées & deux cens Canadiens formoient alors la garnison de Saint-Jean. Ils souffrirent les fatigues & les incommodités d'un long siège avec beaucoup de constance & de résolution. Pendant ce tems-là le Général Carleton faisoit tous ses efforts pour assembler des forces suffisantes pour secourir la place. Le Colonel Maclean, d'un autre côté, levoit un régiment de montagnards Ecossais, qui avoient quitté leur patrie pour s'établir dans le Nouveau-Monde, mais que les troubles avoient empêché d'accomplir leur dessein. Il étoit posté avec ces Ecossais, & quelques Canadiens, près de l'endroit où la Sorel tombe dans le fleuve Saint-Laurent. M. Carleton étoit à Montréal, où, avec bien de la peine, il avoit assemblé environ mille hommes, la plupart Canadiens, & quelques Officiers Anglais. Son dessein étoit de joindre M. Maclean, & de marcher sur le champ au secours de Saint-Jean; mais en voulant quitter l'isle de Montréal, il fut attaqué à Longueuil par un parti d'Américains, qui repoussa les Canadiens, & mit fin à cette entreprise. Un autre parti avoit forcé le Colonel Maclean jusqu'à

l'embouchure de la rivière Sorel, où les Canadiens ayant eu avis de la défaite du Général, l'abandonnèrent aussi-tôt, & il fut obligé de se sauver comme il put vers Quebec avec ses Ecossais. En même tems Montgomery poussoit le siège avec la plus grande vigueur; il avoit avancé ses travaux jusqu'au corps de la forteresse, & il se préparoit à la prendre d'assaut. Les assiégés montroient de leur côté la plus grande ardeur à défendre la place; &, quoique les provisions commençassent à leur manquer, ils faisoient paroître le même courage qu'au commencement du siège. 1775.

Sur ces entrefaites, la nouvelle de l'affaire de Longueuil, & les prisonniers qu'on y avoit faits, arrivèrent au camp. Aussi-tôt Montgomery chargea l'un d'entr'eux d'une lettre pour le Major Preston, dans laquelle il lui disoit que, n'ayant plus alors aucun espoir de secours, il ne devoit pas hésiter à rendre le fort, qu'une résistance obstinée seroit inutile, & ne serviroit qu'à augmenter l'effusion du sang. Le Major demanda un délai de quelques jours, dans l'espérance de recevoir du secours; mais cela lui fut refusé à cause de la rigueur de la saison. Il s'efforça aussi d'obtenir que la garnison eût la liberté de s'en retourner en Angleterre; mais il ne réussit pas mieux. Montgomery ne voulut leur accorder que les honneurs

1775. de la guerre, qu'ils méritoient, dit-il, à cause de leur bravoure, & ils furent obligés de se rendre prisonniers le 3 Novembre. Il leur donna aussi la liberté d'emporter leur bagage & leurs effets, permit aux Officiers de garder leurs épées, & promit de leur faire rendre leurs autres armes à la fin de ces querelles.

Dans toutes les occasions, ce Général se comporta toujours avec la plus grande politesse, & eut les plus grands égards, tant pour les Officiers de Sa Majesté Britannique, que pour les simples soldats. Les prisonniers furent envoyés dans la campagne dans des places de sûreté. On trouva dans le fort Saint-Jean un train d'artillerie considérable, avec beaucoup de provisions de guerre.

Après la retraite du Colonel Maclean, les troupes, qui l'avoient réduit à cette nécessité, élevèrent à la hâte des batteries à l'endroit où la rivière Sorel se joint au fleuve Saint-Laurent, pour empêcher le passage d'un grand nombre de vaisseaux que le Général Carleton avoit à Montréal. Ils construisirent aussi pour cet effet plusieurs radeaux, & quelques batteries flottantes. Ces mesures empêchèrent effectivement le passage de l'armement du Général, & ses bateaux furent plusieurs fois repoussés par les Américains, de sorte qu'après la prise de Saint-Jean,

comme

comme Montgomery s'avançoit vers Montréal, 1775.
la situation de M. Carleton, soit dans cette ville ou à bord des vaisseaux, paroissoit également critique.

Le danger fut bientôt augmenté par l'arrivée de ce premier Général. Les principaux habitans de Montréal, tant Anglais que Français, offrirent de capituler; mais Montgomery rejetta leur proposition, en disant, que la place n'étant pas en état de défense, ils n'avoient pas droit à une capitulation. Il leur envoya néanmoins une lettre dans laquelle il déclaroit que, l'armée Américaine dédaignant tout acte d'oppression & de violence, & n'ayant pris les armes que pour la cause de la liberté, il s'engageoit à maintenir dans la possession paisible de leurs biens les bourgeois de Montréal, ainsi que les Communautés religieuses. Il donna sa parole d'honneur que les habitans ne seroient point du tout gênés dans l'exercice de leur Religion, & dit, qu'il espéroit qu'un Congrès Provincial régleroit d'une manière durable les droits civils & religieux des Canadiens. Il promit qu'on établiroit le plutôt possible des Cours de Justice, suivant la Constitution Britannique, & consentit à plusieurs autres propositions, autant qu'elles lui parurent raisonnables, ou qu'il étoit en son pouvoir de les ac-

1775. complir. Après ces assurances, il prit possession de la ville le 13 Novembre.

La perte du Canada paroissoit, pour lors, inévitable. Il n'y avoit dans Quebec qu'une poignée de troupes réglées ; & la prise du Général Carleton sembloit assurée. La fortune en ordonna pourtant autrement ; car dans le tems où les vaisseaux armés n'avoient plus aucune espérance de pouvoir pénétrer dans le fleuve Saint-Laurent, & que Montgomery préparoit à Montréal de l'artillerie & des bateaux pour les attaquer de ce côté-là, & les forcer sur les batteries, M. Carleton trouva moyen de se rendre à Quebec.

Il s'embarqua dans une chaloupe, dont les rames étoient enveloppées de laine, afin d'éviter le bruit, & dans l'obscurité de la nuit passa, sans être apperçu, entre les gardes & les batteries de l'ennemi. Comme il étoit impossible de sauver les vaisseaux, le Général Prescot, à qui M. Carleton en avoit laissé le commandement, fut obligé de capituler.

Par cette capitulation, tout l'armement que les Anglais avoient sur la rivière, qui consistoit en onze bateaux armés, & ceux qui étoient à bord, tombèrent entre les mains des Américains. M. Prescot, plusieurs Officiers & volontaires Canadiens, & cent vingt soldats Anglais,

furent faits prisonniers de guerre, outre les matelots. 1775.

A son arrivée à Quebec, le Gouverneur trouva que cette ville étoit menacée d'un autre côté. Pendant que Montgomery faisoit la guerre sur les lacs, M. Arnold avoit formé une entreprise, que sa nouveauté, le courage, & la constance avec laquelle elle fut conduite, rendront à jamais digne de mémoire. Ce brave homme pénétra dans le Canada par une route jusqu'alors inconnue, & que l'on avoit toujours regardée comme impraticable. Il partit du camp de Boston vers le milieu de Septembre, à la tête d'environ onze cens hommes, & se rendit au port de Newbury, qui est situé à l'embouchure de la rivière Merrimac. On y avoit préparé des vaisseaux pour les conduire par mer à l'embouchure de la rivière Kennebec, dans le Comté de *New-Hampshire*, voyage d'environ quarante lieues.

Le 22 du même mois, il embarqua ses troupes & ses provisions à *Gardener's-Town* sur deux cens bateaux, & remonta cette rivière avec beaucoup de difficulté. La Kennebec a un courant rapide, & un lit plein de rochers & d'écueils. Outre un grand nombre de chûtes d'eau que l'on trouve dans le cours de cette rivière, il y a plusieurs endroits où elle s'engloutit dans

1775. la terre, & un, entr'autres, où on ne la revoit de quatre lieues. Dans ce passage les bateaux étoient souvent remplis d'eau ou renversés, & par conséquent les soldats perdirent une partie de leurs armes & de leurs provisions. Aux places où la Kennebec se perd dans la terre, les troupes étoient non-seulement obligées de décharger & de recharger, mais même de porter les bateaux sur leurs épaules. Cette partie du détachement qui n'étoit point employée sur la rivière marchoit le long de ses rives; les troupes formoient ainsi trois divisions, se rassembloient tous les soirs, & campoient ensemble. Leur marche par terre n'étoit pas plus agréable. Outre qu'il falloit qu'ils passassent par d'épaisses forêts, des pays marécageux, des montagnes escarpées, & des précipices, ils étoient quelquefois obligés de se frayer un chemin pendant l'espace de plusieurs milles à travers les buissons & les bruyères. Leur progrès n'étoit donc pas fort rapide. Ils ne faisoient pas plus de trois lieues par jour, & souvent ils n'en pouvoient faire qu'une. La fatigue & le travail continuel firent que plusieurs d'entr'eux tombèrent malades, ce qui n'augmenta pas peu leurs difficultés. Enfin les provisions devinrent si rares, qu'ils furent obligés de manger les chiens qu'ils avoient emmenés avec eux.

Arrivés à la source de la Kennebec, ils renvoyèrent leurs malades, & un Colonel saisit cette occasion pour s'en retourner avec sa division, sous prétexte du défaut de vivres, sans en donner avis au Commandant en chef. Par cette désertion, & le nombre de malades, le détachement d'Arnold fut réduit à environ un tiers de son premier nombre. Il continua cependant avec sa constance ordinaire; &, après avoir traversé une chaîne de montagnes, qui s'étend le long de ce Continent, & du haut desquelles on voit les rivières à droite & à gauche prendre des directions entièrement opposées, il arriva enfin à la source de la Chaudière. Cette rivière, après avoir traversé une partie du Canada, tombe dans le fleuve Saint-Laurent, près de Quebec. Leurs difficultés commencèrent pour lors à diminuer, & le 3 Novembre, l'avant-garde retourna avec des provisions. Ils découvrirent, peu de tems après, une maison qui étoit la seule qu'ils eussent vue depuis trente un jours, ayant, pendant ce tems-là, passé à travers un désert affreux, sans rencontrer la moindre figure humaine. 1775.

Les Canadiens les reçurent avec la même bonne volonté qu'ils avoient reçu les troupes de Montgomery dans le voisinage de Montréal. Ils leur fournirent toutes sortes de provisions,

1775. & leur procurèrent tous les secours qui étoient en leur pouvoir. M. Arnold publia aussi-tôt une *adresse* au Peuple, signée du Général Washington, de la même nature que celle qui avoit été publiée par Schuyler & Montgomery. Les habitans du Canada étoient invités à se joindre aux autres Colonies, & à se ranger sous l'étendard de la liberté. Ils étoient informés que ces détachemens n'étoient pas envoyés dans leur pays pour piller ; mais pour les protéger & les encourager. On les prioit de ne point abandonner leurs habitations, & de ne pas avoir peur de leurs meilleurs amis ; mais de leur donner toute l'assistance possible. Le Général promettoit aussi de faire bien payer les provisions qu'ils fourniroient.

Quebec étoit alors dans un état très-foible ; il n'y avoit d'autres troupes dans la ville que les Ecossais de M. Maclean, & ce n'étoient que des recrues. Les habitans Anglais, à qui l'acte de Quebec étoit odieux, n'étoient point d'accord avec la Noblesse Française, qui approuvoit les mesures du Gouvernement. Les roturiers Français étoient pour la plupart indécis, & desiroient probablement le succès des Colons. Telle étoit la situation de cette place, quand Arnold se présenta à la pointe Levy. Heureusement pour la

ville, il y avoit le fleuve à passer, & les ba- 1775.
teaux étoient de l'autre côté, sans quoi peut-être, dans la première surprise, il se seroit rendu maître de cette capitale. Les Canadiens lui fournirent en peu de jours des canots en abondance; &, malgré la vigilance des frégates & des vaisseaux de guerre qui étoient sur la rivière, il la passa dans une nuit obscure, & débarqua sain & sauf avec sa petite armée; mais le moment critique étoit passé. Les bourgeois, tant Anglais que Français, alarmés à la vue du danger, & craignant pour les richesses considérables qui étoient dans la ville, s'étoient alors réunis pour sa défense. Ils avoient demandé des armes, & on leur en avoit fourni. Les matelots avoient débarqué, & étoient aux batteries pour servir l'artillerie. Les assiégés étoient beaucoup plus nombreux que les assiégeans, & ces derniers n'avoient point d'artillerie. Le seul espoir d'Arnold étoit donc fondé sur la révolte des habitans: &, frustré dans cette attente, il n'avoit plus d'autre parti à prendre, que d'intercepter les provisions, & d'attendre l'arrivée de Montgomery. C'est pourquoi, après avoir paru pendant quelques jours sur les hauteurs auprès de la ville, & envoyé deux Parlementaires pour sommer les habitans de se rendre, voyant que ces derniers tiroient sur ses messagers, & ne vouloient aucu-

1775. nement traiter avec lui, il se retira pour faire rafraîchir son détachement.

Le Général Montgomery, ayant trouvé à Montréal une quantité considérable de draps & de marchandises de laine, étoit, pendant ce tems-là, occupé à faire rhabiller ses soldats, qui avoient beaucoup souffert de la rigueur du climat, faute de ces denrées. Nonobstant l'apparence flatteuse de ses succès, sa situation n'étoit pas du tout agréable; & il falloit un génie comme le sien pour surmonter les difficultés qui sembloient naître sous ses pas. Conduire & gouverner une armée de nouveaux soldats levés à la hâte, est une chose qui demande les plus grands talens, dans les pays même où l'obéissance & la discipline sont bien établies. Son armée étoit composée de gens qui, par leurs principes, leurs coutumes & leurs mœurs, étoient ennemis de la subordination. Il falloit les mener à travers des déserts où ils devoient souffrir la faim, la soif, & toutes sortes de misères. Arrivés au théâtre de la guerre, il étoit nécessaire de réprimer leur licence, de peur d'irriter les Canadiens; & il ne pouvoit en même tems observer une discipline rigide, de peur de causer une révolte. Outre cela ils n'étoient enrôlés que pour un certain tems, suivant la coutume des Colonies; & comme ce tems étoit près d'expirer, il n'y avoit que le nom

de leur Général, l'amour de la liberté, & l'attachement qu'ils avoient pour sa personne, qui fussent capables de les retenir. 1775.

Le Général Carleton arriva à Quebec à peu-près dans le tems que M. Arnold venoit de quitter ses environs, & il prit sur le champ les mesures nécessaires pour mettre la ville en état de défense. Il en fit d'abord sortir tous ceux qui refusèrent de prendre les armes, eux & leurs familles. La garnison étoit de quinze cens hommes, y compris les habitans qui faisoient le service; nombre fort peu capable de défendre des ouvrages aussi étendus, en supposant même qu'il fût composé des meilleures troupes, si les assiégeans n'avoient pas été également foibles. Il n'y avoit de troupes réglées que les Ecossais du Colonel Maclean & une compagnie d'un autre régiment: le reste étoit composé de milice Française & Anglaise, de quelques soldats de marine, & d'environ quatre cens cinquante matelots appartenant aux frégates & aux navires marchands qui étoient dans le port. Ces derniers, accoutumés au service de l'artillerie, formoient la principale force de la place.

Montgomery, ayant laissé garnison à Montréal & dans les forts, & envoyé des détachemens dans différentes parties de la province, pour encourager les Canadiens & se procurer des provisions,

1775. s'avança avec le reste de ses troupes & le canon qu'il put trouver, pour joindre Arnold. Malgré les mauvais chemins, & la rigueur du climat, il marcha néanmoins avec tant de diligence, qu'il arriva le 5 Décembre devant Quebec.

A son arrivée, il écrivit une lettre au Gouverneur, dans laquelle il exagéroit le nombre de ses troupes, exposoit la foiblesse de la place, démontroit l'impossibilité d'obtenir du secours, & le sommoit de se rendre sans délai, pour éviter les conséquences funestes d'un assaut, ses soldats victorieux, disoit-il, étant irrités du mauvais traitement qu'ils avoient reçu de lui en plusieurs occasions. Quoique l'on tirât sur la personne qui devoit porter cette lettre, & sur tous ceux qui se présentèrent pour parler au Commandant, Montgomery trouva moyen de lui en faire parvenir une de la même nature; mais ni les menaces, ni le danger, ne produisirent aucun effet sur la fermeté du Gouverneur.

Les forces du Général Américain n'étoient guères plus nombreuses ni mieux disciplinées que celles qui étoient dans la ville. Il fondoit donc son espoir de succès sur la parade de ses préparatifs, & sur la violence de ses attaques, ou il s'imaginoit peut-être fatiguer la garnison par des alarmes continuelles. Dans ce dessein il commença, avec cinq petits mortiers, un bom-

bardement qu'il continua pendant plusieurs jours, 1775.
& qui mit d'abord la garnison en désordre ; mais l'intrépidité du Gouverneur, & le courage des principaux Officiers, l'activité des soldats de marine & des matelots, dissipèrent bientôt la crainte des habitans, & ils se comportèrent ensuite avec la plus grande bravoure. Ils souffrirent patiemment toutes les incommodités d'un siège, firent, sans murmurer, le service dur auquel leur petit nombre les obligeoit, & montrèrent en tout beaucoup de constance & de résolution.

Peu de jours après, Montgomery ouvrit une batterie de six pièces de canon à environ sept cens toises des murailles ; mais ses boulets étoient trop petits pour faire aucune impression. Les fatigues & les misères que les Américains souffrirent dans cette occasion, tant à cause de la petitesse de leur armée, que de la rigueur du climat, sont incroyables. Il y avoit alors une grande quantité de neige sur la terre, & le tems étoit si froid, qu'il paroissoit impossible à la nature humaine de pouvoir résister à sa rigueur en pleine campagne. Il n'y avoit que leur ardeur pour la cause qu'ils défendoient, & l'estime qu'ils avoient pour leur Général, qui fussent capables de leur faire endurer toutes ces choses. Si cependant ces souffrances étoient de

1775. longue durée, il y avoit à craindre qu'ils ne perdissent à la fin patience. D'ailleurs le tems de l'engagement de plusieurs d'entr'eux étoit expiré, & ils pouvoient demander à s'en retourner, ce qui auroit entièrement ruiné la petite armée.

Dans ces circonstances, Montgomery jugea qu'il falloit faire quelque chose de décisif, ou que ses succès passés ne seroient d'aucun avantage à la cause qu'il avoit embrassée, ou du moins que sa réputation en souffriroit. Il savoit que les Américains regarderoient Quebec comme pris, dès qu'ils sauroient qu'il étoit devant la ville. Leur espoir de succès étoit fondé sur la haute opinion qu'ils avoient de son habileté & de son courage. C'est pourquoi il aima mieux tout risquer que de leur faire perdre cette opinion. Donner l'assaut à une place, dont la garnison étoit aussi nombreuse que l'armèe des assiégeans, paroîtra sans doute une entreprise téméraire, sur-tout si l'on considère que la haute ville est une de ces forteresses que l'on appelle communément imprenables; mais les grandes ames ne calculent ordinairement pas bien le danger; &, lorsqu'il s'agit d'acquérir de la gloire, elles n'entrent pas dans un détail minutieux des difficultés qu'il y a à l'obtenir. Il est certain que les plus illustres exploits militaires ont dû leur suc-

cès à un noble mépris des formes ordinaires. La fortune, en dépit de l'orgueil des hommes, a toujours été, & ſera toujours, l'arbitre de la guerre. Montgomery, ſe fiant donc plus à la fortune qu'à toute autre choſe, ſe détermina à prendre la ville par eſcalade. 1775.

Pendant qu'il faiſoit les préparatifs néceſſaires, on dit que la garniſon fut informée de ſon deſſein par quelques déſerteurs, & qu'il s'apperçut par ſes mouvemens, qu'elle ſavoit non-ſeulement le plan général, mais même la manière dont il devoit être mis en exécution. Cela occaſionna un changement total dans ſes diſpoſitions, & c'eſt peut-être à cette circonſtance que l'on doit attribuer les évènemens ſuivans.

Quoi qu'il en ſoit, il réſolut de tenter cette dangereuſe entrepriſe le dernier jour de l'année 1775, de grand matin. Il avoit diſpoſé ſa petite armée en quatre diviſions, dont deux devoient conduire de fauſſes attaques contre la haute ville, tandis que lui & Arnold en feroient de réelles ſur la baſſe. Par ce moyen l'alarme devoit être générale dans les deux villes, & étoit capable de décontenancer les ſoldats les plus expérimentés. Depuis le fleuve Saint-Laurent juſqu'au baſſin, tout paroiſſoit également en danger.

Environ ſur les cinq heures, Montgomery, à la tête des troupes de la Nouvelle-York, (la

1775. neige tombant à gros flocons) s'avança contre la baſſe ville à Anſe de mer, ſous le Cape Diamant ; mais quelques difficultés qui ſe trouvèrent ſur ſon paſſage, donnèrent le tems à la garniſon de s'appercevoir de ſon approche, & l'alarme fut donnée. Il continua cependant ſa marche par une gorge étroite ſous un rocher ſuſpendu en l'air, & ayant du côté du fleuve un précipice. S'étant emparé de la première barrière, il pouſſa hardiment vers la ſeconde, avec quelques-uns de ſes plus braves Officiers & de ſes ſoldats. Cette barricade étoit plus forte que la première. Il y avoit pluſieurs canons pointés, chargés à grappes. Le feu de cette artillerie, ainſi que de la mouſqueterie, mit fin aux ſuccès de cet homme entreprenant, & à la fortune de ſon parti dans le Canada. Le Général lui-même, ſon Aide-de-camp, & tous ceux qui étoient près de ſa perſonne, furent tués. Le commandement tomba alors ſur M. Campbell, qui fit ſur le champ battre la retraite. Les Américains l'accuſèrent d'avoir cédé trop aiſément à la première impreſſion.

En même tems, M. Arnold, & ces ſoldats, qui s'étoient ſignalés par leur marche mémorable ſous ſon commandement, ſoutenus de quelques pièces d'artillerie, ſe préſentèrent devant cette partie de la ville appellée le *Saut-au-Ma-*

telot. Ayant pénétré jusqu'à Saint-Roques, ils 1775.
attaquèrent une petite batterie, qui étoit bien défendue, & l'emportèrent après une action très-vive qui dura plus d'une heure, & dans laquelle ils perdirent beaucoup de leurs gens. Arnold lui-même eut la jambe fracassée, & on fut obligé de le reporter au camp. Sa place fut néanmoins bien remplie par la valeur des Officiers & la résolution de ses soldats, qui, ignorant le malheur de Montgomery, étoient si loin d'être découragés par leur propre perte, qu'ils s'avancèrent avec vigueur, & s'emparèrent d'une autre barrière.

La garnison, revenue de sa première surprise, & débarrassée des autres côtés, eut le tems d'examiner la situation de la division d'Arnold, & de s'appercevoir qu'il étoit facile d'empêcher sa retraite. Pour se retirer, ses troupes étoient obligées de passer à environ cinquante pas des murailles de la ville, exposées, pendant long-tems, au feu de toute la garnison. Pour rendre leur perte plus certaine, un détachement considérable sortit, avec plusieurs pièces de campagne, par une porte qui commande ce passage, & les attaqua furieusement par derrière, tandis qu'elles n'étoient déjà que trop occupée à se défendre contre les ennemis qui fondoient alors sur elles de tous côtés. Dans

1775 ces circonſtances déſeſpérées, ſans eſpoir de retraite, attaquées de toutes parts, malgré leur poſition déſavantageuſe & le nombre de leurs adverſaires, elles combattirent avec la plus grande intrépidité pendant trois heures; mais elles furent à la fin obligées de ſe rendre priſonnières de guerre.

Le Général Carleton les traita avec beaucoup d'humanité, conduite qui fut d'autant plus admirée, qu'il paſſoit pour un homme très ſévère. L'inimitié qu'il avoit contre Montgomery ceſſa après ſa mort, & les vainqueurs honorèrent ſon corps de toutes ſortes de marques de diſtinction. Il fut enterré à Quebec avec les honneurs militaires dûs à un brave ſoldat. Les Américains perdirent dans cette occaſion, tant en tués qu'en bleſſés & priſonniers, plus de la moitié de leurs forces; car, dans une lettre qu'Arnold écrivit peu de tems après au Congrès, il manda qu'il ne lui reſtoit pas plus de ſept cens hommes.

Telle fut la fin de Richard Montgomery, qui périt à la fleur de ſon âge, en défendant la cauſe de la liberté. C'étoit un Irlandais de très-bonne famille. Ayant épouſé une Américaine, & acheté une terre à la Nouvelle-York, il ſe regardoit comme Américain, & ſe croyoit obligé de défendre les droits des Colonies. Il s'étoit fait

honneur

honneur dans la guerre de 1756, & il possé- 1775.
doit, outre les talens militaires, une infinité de belles qualités, qui lui avoient créé un grand nombre d'amis. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'il fut également regretté des deux partis.

En Amérique, on le regarda comme un martyr qui étoit tombé en combattant pour les droits du genre-humain; en Angleterre, les Orateurs les plus éloquens le comblèrent de louanges en plein Parlement, & déplorèrent son triste sort. L'un d'entr'eux sur-tout, qui avoit avec lui partagé les dangers de la guerre de 1756, répandit abondance de larmes, en rappellant leur ancienne amitié. Le Ministre lui-même ne put s'empêcher d'admirer ses vertus, quoiqu'il condamnât la cause dans laquelle il étoit engagé.

Après cette défaite, les assiégeans quittèrent aussi-tôt leur camp, & se retirèrent à une lieue de la ville, où ils fortifièrent leurs quartiers du mieux qu'ils purent, appréhendant d'être poursuivis & attaqués par les assiégés. Mais le Gouverneur fit alors paroître autant de prudence & de modération, qu'il avoit montré de courage & d'intrépidité. Content d'avoir mis la ville en sûreté, il ne voulut point hasarder le sort de la Province par aucune entreprise téméraire. Il

1775. attrendit avec patience les secours de la Grande-Bretagne.

M. Arnold étoit alors Général en Chef de l'armée du Canada, & sa blessure ne lui permettoit guère de pouvoir remplir un emploi si difficile dans les circonstances où étoient ses troupes. La constance des soldats fut cependant étonnante. Ils avoient perdu leur Général, en qui, pour-ainsi-dire, ils mettoient toute leur confiance, leurs meilleurs Officiers, & les plus braves de leurs compagnons; l'espérance de secours étoit fort éloignée; les Canadiens, qui se rangent ordinairement du parti du plus fort, pouvoient les abandonner, & même se déclarer en faveur de leurs ennemis; d'ailleurs ils n'étoient pas accoutumés aux froids rigoureux du Canada, & il y avoit alors quatre pieds de neige sur la terre; toutes ces difficultés ne les rebutèrent point. Arnold, qui s'étoit déjà distingué par sa persévérance & son intrépidité dans une marche qui est assurément des plus extraordinaires, découvrit en cette occasion, toute la vigueur d'un esprit déterminé, & un génie plein de ressources. Battu & blessé comme il étoit, il posta tellement ses troupes, qu'il les rendit encore formidables.

Il dépêcha ensuite un messager à Montréal pour dire à M. Wooster d'amener du secours,

& de venir prendre le commandement ; mais 1775.
comme cela ne pouvoit être exécuté tout d'un coup, il ſupporta, en attendant, avec la plus grande fermeté, les difficultés dont il étoit environné. Ce Général infatigable ſe faiſoit porter ſur une litière dans les endroits où ſa préſence paroiſſoit néceſſaire, & ſa bleſſure ne l'empêchoit pas de donner ſes ordres avec le plus grand ſang-froid. Depuis ce tems-là le ſiège fut, pendant quelques mois, changé en blocus, & M. Arnold trouva en effet moyen d'empêcher qu'il entrât des proviſions dans la ville.



CHAPITRE IV.

PENDANT que ces choſes ſe paſſoient au Canada, les habitans de la Virginie en vinrent auſſi à une guerre ouverte avec leur Gouverneur. Les Virginiens, comme nous l'avons déjà dit, étoient auſſi violens dans leurs procédés que les autres Colonies, & peut-être plus libres à déclarer ouvertement leurs ſentimens.

Ils avoient été des premiers à envoyer des Députés au Congrès Général, & à approuver ſes meſures. Néanmoins la plus grande tranquillité régnoit dans la province ; & , quoique leur Aſſemblée eût été caſſée, & qu'il ne leur fût plus permis de lever la milice, choſe qui les mettoit dans le plus grand danger, puiſque le nombre d'eſclaves eſt dans ce pays-là fort conſidérable, ils avoient toujours eu toutes ſortes d'égards pour le Comte de Dunmore leur Gouverneur.

Le danger où ils ſe trouvoient fit cependant qu'ils aſſemblèrent un Congrès Provincial au mois de Mars. Les Membres de cette Aſſemblée, ſous prétexte d'une ancienne loi (1), prirent auſſi-tôt

(1) Il y avoit une ancienne loi qui permettoit à la Vir-

des mesures pour équipper la milice, & recommandèrent à chaque Comté de lever une compagnie de volontaires, pour mettre le pays en état de défense. 1775.

Cette conduite alarma Mylord Dunmore ; il donna ordre au Capitaine d'un vaisseau de guerre, qui étoit dans la rivière de *James*, de débarquer pendant la nuit avec un détachement de soldats de marine, pour saisir la poudre qui étoit dans le magasin de Williamsbourg, capitale de la province, & la transporter à bord de son navire.

Quelque secrette que fût cette expédition, les bourgeois s'en apperçurent le lendemain matin, & l'air mystérieux que l'on avoit affecté, augmenta la consternation & l'alarme. Chacun courut sur le champ aux armes, dans l'intention de se faire rendre la poudre. Le Maire & le Corps-de-ville empêchèrent pourtant qu'on en vînt aux extrémités, & présentèrent eux-mêmes une *adresse* au Gouverneur, dans laquelle ils redemandèrent

---

ginie de lever la milice en cas d'invasion & de soulèvement parmi les Nègres. Comme cette loi étoit sujette à beaucoup d'inconvéniens, on en avoit donné une autre, qui permettoit de lever la milice pendant un certain nombre d'années, à l'expiration desquelles on pouvoit la renouveller, si on jugeoit à propos. Ce tems étant alors expiré, & Mylord Dunmore ne voulant pas permettre qu'on la renouvellât, les Virginiens agirent suivant l'ancienne loi.

1775. la poudre comme devant leur être rendue avec justice, puisqu'elle appartenoit à la province. Ils firent ensuite voir à quoi ils seroient exposés, s'il arrivoit un soulèvement parmi leurs esclaves; chose qu'on avoit alors lieu d'appréhender, puisqu'on leur ôtoit les moyens de se défendre.

Le Gouverneur avoua que c'étoit par son ordre qu'on avoit saisi la poudre, & dit qu'à cause d'une révolte qu'il y avoit dans une Colonie voisine, ne la croyant pas en sûreté dans le magasin, il l'avoit fait transporter ailleurs; mais il donna sa parole d'honneur que s'il y avoit un soulèvement, elle leur seroit aussi-tôt rendue. Il ajouta qu'on l'avoit transportée pendant la nuit pour ne point causer d'alarme, parut fort surpris de ce que le peuple avoit pris les armes, & représenta qu'il n'étoit pas alors prudent de mettre la poudre entre ses mains.

Quelque effet que produisît cette réponse sur l'esprit des Magistrats, ils firent ensorte de dissiper la populace, & il ne se passa rien de violent. Mais sur le soir le bruit s'étant répandu que plusieurs détachemens des vaisseaux de guerre s'avançoient vers la ville, les habitans s'assemblèrent, & passèrent toute la nuit sous les armes, comme s'ils avoient craint les attaques d'un ennemi. Depuis ce tems-là ils augmentèrent leurs patrouilles, & firent paroître une résolution déterminée à ne plus souffrir

qu'on touchât au magasin. Ce qui augmenta en- 1775.
core leurs soupçons, c'est qu'ils s'apperçurent
qu'on avoit dépouillé de leurs platines la plupart des fusils qui étoient dans l'arsenal.

Cette mesure de Mylord Dunmore, qui fut la cause de tant de troubles, étoit tout-à-fait inutile; car il y avoit si peu de poudre dans le magasin, qu'elle ne pouvoit être d'un grand service aux Virginiens en cas de révolte. Il en avoit fait saisir quinze demi-barrils de cinquante livres chacun, & il en restoit encore six de la même espèce.

Le Gouverneur fut fort irrité de la conduite des bourgeois, qui paroissoient vouloir s'opposer à son autorité à main armée; & dans la colère, il laissa échapper des menaces qu'il auroit dû taire dans les circonstances où étoient les affaires. Il dit, qu'il planteroit l'étendard du Roi; qu'il affranchiroit les nègres, & les armeroit contre leurs maîtres; & bien d'autres choses de cette nature. De pareilles expressions répandirent non-seulement l'alarme par toute la Colonie, mais excitèrent une espèce d'horreur pour le Gouvernement, & donnèrent de violens soupçons de ses desseins.

On peut voir que la précipitation & l'imprudence de la plupart des Gouverneurs contribuèrent à élargir la brêche entre la Grande-Bretagne & ses Colonies. En montrant envers les

1775. Américains un esprit de défiance, & en saisissant leurs munitions, ils ne faisoient que les irriter, sans que cela pût être d'aucun service à la Grande-Bretagne; au contraire, les personnes violentes, & qui souhaitoient une révolution, prenoient avantage de cette conduite pour persuader aux Colons qu'on avoit dessein de les assujettir, & qu'il étoit absolument nécessaire de se mettre en état de défense; de sorte qu'en les privant de trois à quatre cens livres de poudre, on ne faisoit que les exciter à en faire venir une plus grande quantité, & à résister plus ouvertement à leurs Gouverneurs. La conduite de M. Gage avoit fait prendre les armes à toute la Nouvelle-Angleterre, & celle de Mylord Dunmore eut à-peu-près le même effet sur la Virginie.

Cependant il se tint des Assemblées dans différens Comtés. Les mesures du Gouverneur au sujet de la poudre, & ses menaces, y furent universellement blâmées dans les termes les plus sévères. Plusieurs habitans du Comté d'Hanovre, & de ceux des environs, ne se contentèrent pas d'exprimer leur mécontentement par des paroles; ils s'assemblèrent en troupes armées, & s'avancèrent vers la Capitale, sous la conduite de M. Henry, Membre du Congrès Général, dans le dessein d'obtenir non-seulement la restitution de la poudre, mais même de s'emparer du trésor

public, & de le mettre en lieu de ſûreté, dans 1775. la crainte qu'il n'eût le même ſort que le magaſin. Les Magiſtrats de Williamsbourg entrèrent en négociation avec eux, quand ils furent à quelques milles de la ville. Le Receveur-Général de la Colonie ſe fit caution que la valeur de la poudre leur ſeroit rendue, & les bourgeois ſe chargèrent de garder le tréſor public. Sur cette aſſurance ils ſe retirèrent chez eux.

Le Gouverneur publia alors une proclamation, par laquelle Henry & ſes partiſans furent accuſés de rebellion, & les habitans de la province traités de mécontens, qui avoient envie de changer la forme de leur Gouvernement. Cette proclamation ne ſervit qu'à augmenter la haine & les animoſités. Dans pluſieurs Aſſemblées, la conduite d'Henry & de ſes partiſans, fut fort applaudie, & il fut réſolu de les dédommager au riſque de ce qu'elles avoient de plus cher, des pertes, des ſouffrances, & des injures qu'ils pourroient encourir, à cauſe de leur conduite paſſée.

Mylord Dunmore avoit alors, à l'aide d'un détachement de ſoldats de marine, fait un fort de ſon palais, & l'avoit entouré d'artillerie. On peut juger que cette conduite n'étoit pas fort agréable aux bourgeois. Les ſoupçons s'accrurent de part & d'autre; chaque démarche, chaque meſure, excitoit des jalouſies.

1775. Les choses étoient dans cette situation, quand le Gouverneur convoqua soudainement l'Assemblée le 1 Juin. Il avoit pris cette résolution en conséquence des ordres qu'il avoit reçus d'Angleterre, pour proposer le plan conciliateur de Mylord North, dont nous avons parlé. Il mit alors en usage toute son éloquence pour persuader aux Membres d'accepter les conditions qu'on leur offroit. C'est pourquoi, dans son discours, il s'étendit sur les dispositions favorables du Parlement Britannique envers les Colonies, sur la modération, l'équité, & la tendresse, qui lui faisoient faire ces avances, afin d'en venir à une heureuse réconciliation. Il insista sur-tout sur la justice, qu'elles contribuassent à la défense commune, & fussent chargées d'une partie des fardeaux publics.

Il observa que, comme la somme n'étoit pas spécifiée, elles avoient une occasion de montrer leur générosité, & que ce qu'elles donneroient seroit regardé comme un don gratuit dans toute l'étendue du terme; qu'elles montreroient par-là leur respect pour le Parlement, & témoigneroient leur fidélité & leur attachement au Souverain. Il prit aussi beaucoup de peine pour leur persuader que si elles acceptoient les conditions offertes, elles obtiendroient indubitablement le soulagement des griefs dont elles se plaignoient.

L'Assemblée examina sur le champ le Bill du 1775.
Ministère, & M. Jefferson, à présent Ministre Plénipotentiaire des Etats-Unis à la Cour de France, proposa la réponse qu'on devoit faire au Gouverneur. Il y eut de grands débats à ce sujet; mais il eut assez de crédit pour la faire approuver, malgré l'opposition de quelques Membres timides & chancelans, qui auroient souhaité qu'on tînt un langage différent.

Dans cette réponse il est dit, que comme ce Bill ne faisoit que changer la méthode d'oppression, les Virginiens ne pouvoient point en accepter les conditions. On ajoutoit qu'ils ne formoient néanmoins qu'une partie de l'empire, & qu'ils laissoient la décision de cette affaire au Congrès Général. Ils laissoient aussi à ce Congrès le soin d'exposer leurs griefs, auxquels Mylord Dunmore avoit assuré qu'on feroit attention. Ils concluoient par la déclaration suivante. « Nous » nous sommes servis de tous les moyens imaginables pour obtenir du soulagement à nos » maux; nous avons remontré au Parlement, » & nos remontrances ont produit de nouvelles » injures. Nous avons, pour-ainsi-dire, accablé » notre Souverain de nos humbles requêtes, & » il n'a pas daigné nous répondre; nons en avons » appellé à la justice & à l'honneur de la Nation

1775. » Britannique, & les efforts qu'elle a faits en » notre faveur, ont jusqu'ici été sans effets.

L'Assemblée élut ensuite des Commissaires, pour examiner les causes des derniers troubles, & la condition du magasin, afin de prendre des mesures nécessaires pour le faire remplir. Quoique le magasin appartînt à la Colonie, c'étoit cependant le Gouverneur qui y mettoit un garde, de sorte qu'il falloit s'adresser à lui pour pouvoir y entrer. Pendant qu'on argumentoit sur ce sujet, quelques personnes de la ville & des environs en enfoncèrent les portes, & emportèrent une partie des armes. Les Commissaires, après avoir fait leur visite, rapportèrent, que presque tout le reste de la poudre avoit été enfoui dans la cour du magasin, où elle avoit été fort endommagée par la pluie; que l'on avoit ôté les platines des mousquets, & que l'on avoit planté dans le magasin des fusils à ressort, sans en donner aucun avis. Cette dernière circonstance enflamma encore plus les esprits, & augmenta le désordre.

Quoique le rapport de la réponse de l'Assemblée n'eut pas encore été fait en forme au Gouverneur, il trouva moyen de savoir ce qu'elle contenoit; & voyant que d'ailleurs les esprits étoient en fermentation à cause de l'affaire du

magaſin, il jugea à propos de ſe retirer, la nuit du 8 Juin, lui, ſa femme, & toute ſa famille, à bord d'un vaiſſeau de guerre, appellé le *Fowey*, qui étoit alors dans la rivière d'York. Il laiſſa un meſſage au Corps-de-ville pour informer les bourgeois qu'il avoit cru devoir ſe mettre en lieu de ſûreté, étant pleinement convaincu que lui & ſa famille étoient continuellement en danger de devenir victimes de la fureur d'une populace aveugle; que, loin de vouloir interrompre leur ſéance, il eſpéroit qu'ils examineroient les affaires importantes qui leur étoient propoſées; qu'il rendroit la communication entre lui & la Chambre auſſi facile & auſſi commode qu'il ſeroit poſſible, & qu'il penſoit qu'il leur ſeroit plus agréable d'envoyer quelques-uns de leurs Membres pour lui parler quand l'occaſion le demanderoit, que de changer la place de l'Aſſemblée, afin d'être plus près de lui. Il les aſſura qu'il s'acquitteroit comme à l'ordinaire des devoirs de ſa charge, & de la bonne diſpoſition où il étoit de rétablir l'harmonie entre la Grande-Bretagne & ſes enfans. 1775.

Ce meſſage du Gouverneur produiſit un reſcrit du Conſeil & du Corps-de-ville, dans lequel ils déclarèrent qu'ils ne croyoient pas qu'il y eût dans la province aucune perſonne capable de commettre un crime auſſi énorme. Ils témoi-

1775. gnèrent le plus grand chagrin de ce que Sa Grandeur ne les avoit pas informés de ses craintes avant de prendre ce parti, puisqu'ils auroient saisi les moyens nécessaires pour détruire la cause de son inquiétude. Ils dirent qu'ils appréhendoient que son absence ne servît qu'à augmenter le mécontentement du peuple, qui malheureusement n'étoit déjà que trop grand. Ils l'assurèrent qu'ils adopteroient de bon cœur toute mesure qu'il lui plairoit de proposer pour la sûreté de sa famille; observant en même tems qu'il étoit impraticable de traiter les affaires publiques avec promptitude, tant que Sa Grandeur résideroit si loin de l'Assemblée, & dans un endroit si peu commode. Ils conclurent enfin en le suppliant de retourner au palais avec son épouse & sa famille, protestant que cela donneroit beaucoup de satisfaction à toute la province, & que c'étoit le moyen le plus probable de calmer les appréhensions du peuple.

Mylord Dunmore leur envoya, le 10, une réponse, dans laquelle il dit, que le soulèvement du peuple, & les menaces qu'il avoit faites, ne prouvoient que trop que la crainte qu'il témoignoit étoit bien fondée. Il se plaignit, outre cela, de la conduite du Corps-de-ville; il accusa les Magistrats d'avoir autorisé les procédés violens de la populace, particuliè-

ment dans l'affaire du magaſin, qui avoit été 1775
forcé & pillé en préſence de quelques-uns d'entr'eux ; il dit, qu'au lieu de faire mettre en priſon ceux qui avoient été coupables d'un pareil attentat, ils s'étoient contentés de faire reſtituer une partie des armes ; il ajouta que les Commiſſaires de l'Aſſemblée avoient fait une démarche dont les conſéquences étoient des plus alarmantes, en nommant des gardes ſans ſon approbation ou ſon conſentement, ſous prétexte de protéger le magaſin, & qu'ils montroient un deſſein formé d'uſurper le pouvoir exécutoire, & de renverſer la Conſtitution.

Il déclara enſuite, que le ſeul moyen de lui procurer la ſûreté qu'ils propoſoient, c'étoit de le rétablir dans les pleins pouvoirs de ſa commiſſion, d'ouvrir les cours de juſtice, & de rétablir la force des loix, de déſarmer les compagnies de volontaires, & toute autre perſonne qui agiſſoit contre l'autorité légitime ; de faire rendre ſur le champ les armes & les proviſions du Roi ; & , ce qui n'étoit pas moins eſſentiel, de faire leurs efforts pour convaincre le peuple de ſon aveuglement, en lui donnant eux-mêmes l'exemple de la ſoumiſſion ; de bannir cette malice & cet eſprit de parti, qui les faiſoit perſécuter ceux qui, par devoir ou par affection pour leur Souverain &

1775. leur patrie, s'oppoſoient aux réſolutions des Aſſemblées, ou qui différoient de la multitude en opinions politiques. Voilà, dit Mylord Dunmore, ce qu'il eſt néceſſaire de faire pour la sûreté de tous les partis. Il ajouta que pour en venir à ces fins, & pour terminer les affaires importantes de la ſeſſion, il promettoit d'aller à la ville d'York, s'ils vouloient eux-mêmes s'y rendre.

Il conclut, en leur repréſentant, qu'à moins qu'ils n'euſſent un deſir ſincère de profiter de l'occaſion que le Parlement leur offroit, d'établir la liberté de leur patrie ſur des fondemens ſolides & permanens, ſon retour à Williamsbourg ſeroit auſſi inutile au peuple, que dangereux pour lui; mais que, ſi leurs procédés démontroient cette heureuſe diſpoſition, il retourneroit avec la plus grande ſatisfaction; & que s'ils lui fourniſſoient des moyens de contribuer à leur félicité, & d'être le médiateur d'une réconciliation entr'eux & l'autorité ſuprême, il regarderoit cet évènement comme le plus heureux de ſa vie.

Cette concluſion n'étoit guère capable de diminuer l'aigreur que les différentes accuſations, contenues dans cette longue épître, avoient excitée. Le Corps-de-ville lui préſenta auſſi-tôt une remontrance

remontrance pleine d'amertume, dans laquelle 1775.
les Magiſtrats s'efforcerent de réfuter tous ſes arguments. Ils repréſentèrent la tranquillité du peuple avant l'enlèvement de la poudre, & avant les menaces que Sa Grandeur avoit faites d'affranchir les eſclaves. Ils dirent que c'étoit à tort qu'on les accuſoit de mauvaiſe intention & de déloyauté ; rappellèrent la félicité dont ils jouiſſoient ſous ſes prédéceſſeurs, & l'union qui avoit toujours ſubſiſté entre les Colons & leurs Gouverneurs.

Ils attribuèrent ce bonheur à ce que, dans ce tems-là, on ne donnoit aucun crédit aux fauſſes inſinuations des vils flatteurs qui tâchent de gagner la faveur des Grands par les calomnies les plus groſſières, & que l'on expoſoit aux Miniſtres l'état véritable des affaires. Ils faiſoient alluſion par ces derniers mots, à deux lettres que Mylord Dunmore avoit envoyées au Comte de Darmouth, & qui, comme celles de M. Hutchinſon, étoient, je ne ſais comment, tombées entre les mains des Colons. Ces lettres, qui ne parloient pas du tout en leur faveur, furent déclarées injurieuſes, injuſtes, fondées ſur de fauſſes informations, & contenant des accuſations dont on n'avoit aucune preuve.

Ils dirent cependant qu'ils étoient bien loin de vouloir inſinuer que Sa Grandeur fût capable

1775. de faire à dessein de faux exposés; mais qu'il étoit probable qu'elle avoit trop de confiance en des personnes mal intentionnées. Ils justifièrent ensuite leur conduite au sujet de la milice, des patrouilles établies pour garder le magasin, & des autres circonstances qui avoient donné lieu à ces querelles.

Le 14 ils présentèrent au Gouverneur la réponse de l'Assemblée. Cette réponse, comme on a pu le voir, n'étoit guère faite pour l'appaiser.

Dans cet état de méfiance & de mauvaise humeur des deux côtés, il y avoit tous les jours quelque nouvelle querelle; chaque incident offroit un nouveau sujet d'altercation, de sorte qu'il y avoit une correspondance continuelle entre le Corps-de-ville & le vaisseau de guerre le *Fowey*. C'étoit une chose singulière de vouloir gouverner une Province, sans oser y mettre les pieds.

A la fin les bills nécessaires étant prêts, & la saison fort avancée, le Conseil & les bourgeois prièrent Mylord Dunmore de venir les signer, & mettre fin à la session. Ils observèrent que son absence du siège du Gouvernement avoit beaucoup retardé les affaires, & que, quoiqu'ils se fussent soumis à l'incommodité d'envoyer souvent leurs Membres à quatre lieues, pour conférer avec Son Excellence à bord d'un vaisseau de guerre, ils pensoient qu'il étoit tout-à-fait incom-

patible avec la Conſtitution de l'Empire, & contraire aux uſages établis, de lui préſenter les bills dans tout autre lieu que la Capitale. 1775.

Mylord Dunmore leur répondit avec hauteur, inſiſta ſur le droit qu'il avoit de les convoquer en tout autre endroit quelconque de la Province, où les circonſtances rendoient leur préſence néceſſaire; il obſerva enſuite que, comme il n'étoit pas informé de tous les procédés de leur Aſſemblée, quand bien même il ſeroit enclin à riſquer encore une fois ſa perſonne parmi eux, il ignoroit qu'ils euſſent aucun bill d'importance à lui préſenter, & que, s'ils en avoient de tels, il ne ſavoit pas s'il pourroit y donner ſon conſentement.

Pour obvier à ces objections, l'Aſſemblée lui envoya les bills à bord du *Fo ey*, afin qu'il les examinât. Le Gouverneur approuva la plupart des bills, & déſapprouva celui qui impoſoit un droit ſur l'entrée des eſclaves, droit qui devoit ſervir au paiement des troupes employées contre les Indiens.

Sur cette objection, le Corps-de-ville lui préſenta une requête qui finit par les prières les plus preſſantes, afin qu'il retournât à Williamsbourg. Les Magiſtrats dirent qu'ils eſpéroient qu'il ne craindroit plus rien pour ſa perſonne;

1775. mais que, s'il étoit poſſible qu'il eût encore de pareilles appréhenſions, ils engageoient leur honneur, & tout ce qu'il y avoit de plus ſacré, pour ſa ſûreté. Ils ajoutèrent cependant que, s'il perſiſtoit toujours dans la même réſolution de ne point débarquer, ils ſeroient bien-aiſes qu'il accordât une commiſſion pour ſigner les bills qu'il approuvoit.

Mylord Dunmore continua dans les mêmes ſentimens, & répondit, qu'il avoit plus de raiſons que jamais de ſe croire en danger dans la ville de Williamsbourg. C'eſt pourquoi il les avertit qu'il ſeroit prêt à recevoir l'Aſſemblée le lundi ſuivant à l'endroit de ſa réſidence, pour ſigner les actes qu'il approuveroit.

Cette réponſe mit fin à toute correſpondance entre le Gouverneur & la Colonie. Il étoit ridicule de vouloir faire venir à bord d'un vaiſſeau de guerre, les Repréſentans d'une grande Province. D'ailleurs, ils auroient eu autant à craindre dans ce navire, que Son Excellence à terre.

Les Membres, ſur cette réponſe, déclarèrent que la requête de Mylord Dunmore étoit dérogatoire à leurs droits & privilèges, que les délais qu'il avoit apportés pour contrarier leurs procédés, & les réponſes ambigues qu'il avoit faites à leurs *adreſſes*, ne marquoient que

trop qu'il méditoit quelque attaque dangereuse 1775.
contre les habitans de la Virginie. C'est pourquoi ils les avertirent de se préparer à défendre leurs droits & leur liberté. Protestant ensuite la plus grande fidélité au Roi, & le plus grand attachement pour la Grande-Bretagne, ils terminèrent la session. Telle fut la fin du pouvoir Anglican dans la Virginie, qui arriva le 18 Juillet.

Des Commissaires furent aussi-tôt choisis pour suppléer à la place de l'Assemblée; & le Peuple ayant une entière confiance en eux, ils eurent un pouvoir sans bornes dans les affaires publiques. Ceux-ci prirent sur le champ des mesures pour lever des troupes, & mettre la Colonie en état de défense. Pendant qu'ils faisoient ces démarches dangereuses, ils publièrent un manifeste pour justifier leur conduite, dans lequel ils démontrèrent la nécessité qu'il y avoit de lever une armée pour mettre leur vie, leur liberté & leurs biens en sûreté. Ils conclurent, en disant que, comme ils étoient résolus de défendre leurs privilèges à tout hasard, ils maintiendroient ces troupes tant qu'elles paroîtroient nécessaires à leur conservation; mais qu'ils les réformeroient aussi-tôt que l'Amérique seroit rétablie dans son état de tranquillité.

Soit que le Gouverneur comptât sur le soulè-

1775. vement des eſclaves, ſoit qu'il crût que les partiſans du Miniſtère étoient en plus grand nombre, il ſe détermina à ne point perdre de vue le pays qu'il avoit ceſſé de gouverner. Ayant donc été joint par ceux des *Tories*, qui, s'étant rendus odieux au peuple, ne pouvoient plus demeurer dans leur patrie, & par pluſieurs nègres fugitifs; ſoutenu d'ailleurs par les frégates qui étoient ſur ces côtes, il s'efforça d'établir une force maritime, capable de tenir toujours le pays en alarme, par le moyen des belles rivières dont cette riche province eſt arroſée. Dans cette intention il arma pluſieurs vaiſſeaux de différentes grandeurs, dans l'un deſquels il fit ſa réſidence, ne débarquant jamais que comme ennemi. Cette force n'étoit cependant capable que de déſoler les côtes, ſans rendre aucun ſervice eſſentiel. Il eſt vrai qu'ils étoient, en quelque ſorte, forcés de piller; car, comme les Colons ne vouloient pas fournir de vivres à ceux qui étoient à bord, il falloit qu'il s'en procuraſſent par force, ou qu'ils mouruſſent de faim. Les Virginiens prétendent que, tant qu'ils ne prirent que les choſes néceſſaires à la vie, le reſpect qu'ils avoient pour le rang & la qualité de leur Gouverneur, ne leur permit pas de lui réſiſter; mais ils commencèrent bientôt une guerre ouverte. Les perſonnes ſuſpectes furent ſaiſies, & menées à bord des vaiſſeaux, les plantations dé-

truites, les nègres enlevés & les maisons brûlées. 1775.
Dans une de ces expéditions, Mylord Dunmore détruisit & enleva un grand nombre de canons de fer qui, à ce qu'il pretendoit, étoient là pour servir à la rebellion : les Colons assurent au contraire que c'étoient des canons de vaisseaux. Cela fit qu'ils envoyèrent quelques détachemens de leurs nouvelles troupes pour protéger les côtes ; & depuis il s'ensuivit une petite guerre de pillage, incapable d'être d'aucune utilité, ou de faire le moindre honneur, dans laquelle à la fin chaque goutte d'eau étoit acheté au péril de la vie.

Le Gouverneur s'étant procuré quelques soldats de différens côtés, s'efforça, le 25 Octobre, de brûler la ville d'Hampton, dont la situation est fort importante. Il paroît que les habitans soupçonnoient son dessein ; car ils avoient coulé plusieurs bateaux à l'entrée du port, & s'étoient tellement préparés, que les vaisseaux ne purent approcher, & qu'il fût conséquemment impossible de débarquer le jour que l'attaque commença. Les matelots se firent cependant un passage à travers les bateaux pendant la nuit, & commencèrent une furieuse canonade le lendemain matin ; mais dans ce moment critique les Hamptoniens furent délivrés de leurs appréhensions & de leur danger, par l'arrivée d'un déta-

1775. chement de *Minute-men* de Williamsbourg, qui avoient marché toute la nuit pour venir à leur secours. Ceux-ci, joints aux habitans, attaquèrent si vivement les vaisseaux avec leur mousqueterie, qu'ils furent obligés de quitter leur poste avec précipitation, ayant plusieurs hommes de tués, & un allège de pris.

Quelque tems après cette affaire (le 7 Novembre) il publia un édit, daté à bord du vaisseau le Guillaume, à la hauteur de Norfolk, déclarant que, comme les loix civiles étoient insuffisantes pour prévenir & punir la trahison, les loix militaires seroient désormais mises en usage par toute la Colonie. Par cet édit, il fut ordonné à toute personne capable de porter les armes, de joindre l'étendard de Sa Majesté, sous peine d'être regardée comme traître : les esclaves, blancs ou noirs, appartenant aux rebelles, qui joindroient les troupes du Roi, étoient déclarés libres.

Comme les Virginiens s'attendoient à cette mesure, l'affranchissement des nègres causa moins de surprise, & fit probablement moins d'effet, que si on n'en avoit rien dit auparavant. La nouvelle de cette déclaration excita cependant la plus grande horreur dans toutes les Colonies, & ce projet fut même condamné dans plusieurs royaumes de l'Europe. On dit que c'é-

toit diſſoudre les liens de la ſociété, & encou- 1775.
rager les plus barbares de l'eſpèce humaine à commettre les crimes les plus horribles & les cruautés les plus atroces; que c'étoit confondre l'innocent avec le coupable, le ſujet loyal avec le rebelle, & donner un exemple très-dangereux au Nouveau-Monde. Il eſt vrai qu'armer les nègres d'Afrique, & les autoriſer à combattre contre les blancs ſur un pied égal, étoit une action qui pouvoit avoir des ſuites funeſtes : car, quoique la différence de couleur, conſidérée par les yeux de la raiſon & de la philoſophie, ne donne droit à aucun privilège; tant que le commerce, le luxe, & l'avarice rendront l'eſclavage un des objets principaux du ſyſtême de toutes les Puiſſances de l'Europe, qui poſsèdent des colonies en Amérique, il eſt certain que l'idée de prééminence doit toujours être conſidérée comme une politique néceſſaire.

Cet édit, & la préſence de Mylord Dunmore, produiſirent leur effet dans la ville de Norfolk, & dans les pays d'alentour, où pluſieurs des habitans étoient attachés au Gouvernement. Quelques centaines de blancs & de noirs joignirent le Gouverneur, & d'autres qui refusèrent de prendre les armes, abjurèrent publiquement le Congrès, & tous ſes actes. Cette bonne diſpoſition lui donna, ſans doute, l'eſpoir

1775. de pouvoir lever une force considérable, & d'être capable, sans aucune autre assistance, de soumettre une partie de la province par l'autre. Mais cette espérance flatteuse ne fut pas de longue durée. Il reçut bientôt avis qu'un détachement de Virginiens s'avançoit vers lui avec beaucoup de diligence. Afin de protéger les amis du Gouvernement, il prit possession d'un poste appellé le Grand-Pont (*the Great-Bridge*), qui est à quelques milles de Norfolk, & qui étoit de la dernière importance, puisque c'est le seul passage par où l'on puisse venir à la ville. Il construisit un fort en-deçà du pont, qu'il munit d'artillerie, & rendit aussi formidable que le tems le permettoit. Nonobstant la loyauté des habitans de ce pays-là, qui composoient deux petits Comtés, ses forces n'étoient pas considérables. Il n'avoit que deux cens hommes de troupes réglées, y compris quelques grenadiers, & un corps de volontaires de Norfolk. Le reste étoit un ramas de blancs & de noirs, qui n'avoient aucune discipline. Les Américains, sous le commandement du Colonel Woodford, se fortifièrent à une portée de canon du camp du Gouverneur. Ils avoient en face une chaussée étroite, qu'il falloit nécessairement passer pour parvenir à leurs ouvrages, de sorte que les deux partis sembloient n'avoir point de surprise à craindre.

Les deux armées restèrent dans cette position 1775.
pendant quelques jours ; mais les Anglais prirent enfin la résolution de surprendre les Colons dans leurs retranchemens. Le 9 Décembre, avant le jour, le Capitaine Fordyce, à la tête des grenadiers, qui étoient au nombre de soixante, commença l'attaque. Les troupes passèrent hardiment la chaussée ; & avec un sang-froid, & une intrépidité, qui excitèrent d'abord l'étonnement de leurs ennemis, marchèrent courageusement jusqu'aux retranchemens, la bayonnette au bout du fusil. Outre que leur front étoit exposé à tout le feu des Américains, elles étoient encore enfilées par une autre partie des fortifications. Le Capitaine Fordyce, & plusieurs de ses soldats, furent tués ; le Lieutenant, & quelques-autres, furent faits prisonniers. Les grenadiers qui échappèrent, prisonniers ou autres, furent tous blessés. Le feu de l'artillerie du fort donna le tems au reste des troupes de se retirer, & d'emporter même plusieurs de leurs morts. Le Capitaine Fordyce fut enterré par les vainqueurs avec les honneurs militaires, & les prisonniers Anglais furent traités avec beaucoup d'égards ; mais les gens du pays qui avoient joint Mylord Dunmore, n'eurent pas lieu d'être contens de la réception qu'on leur fit.

Les Royalistes, la nuit suivante, abandonnè-

1775. rent leur poste au Grand-Pont, laissant derrière eux quelques pièces de canon, & un peu de provisions.

Mylord Dunmore, voyant qu'il n'y avoit plus d'espérance de ce côté-là, s'embarqua avec toute sa suite, qui étoit alors fort augmentée, & laissa Norfolk à la merci de ses ennemis. Plusieurs de ceux qui étoient attachés au Gouvernement, se réfugièrent aussi sur les vaisseaux, où ils portèrent ce qu'ils purent de leurs effets; de sorte qu'il avoit alors une flotte considérable, quant au nombre des bâtimens & du monde qui étoit à bord; mais c'étoient des navires sans force, remplis de gens plus propres à causer de l'embarras, qu'à rendre service. Les Colons prirent aussi-tôt possession de la ville, & la flotte s'éloigna de cet endroit.

Pendant ce tems-là, on agitoit le projet de lever une armée sur le derrière des Colonies, & principalement de la Virginie, & des deux Carolines, où l'on croyoit trouver un grand nombre de Royalistes. On espéroit aussi que quelques races d'Indiens se joindroient à ces derniers, & que par ce moyen, ils pourroient non-seulement causer beaucoup d'embarras aux Américains, mais même former une jonction avec le Gouverneur. L'auteur de ce projet étoit un nommé Conelly, de la Province de Pensyl-

vanie, homme actif & entreprenant, & qui sem- 1775.
bloit fait pour une pareille entreprise. Son dessein étant approuvé de Mylord Dunmore, il entra en négociation avec les Indiens de l'Ohio, & avec ses amis, sur le derrière de la Virginie. Cette négociation fut accompagnée de beaucoup de difficultés & de dangers; mais elle lui réussit à souhait. Après cela, il retourna vers le Gouverneur, qui l'envoya à Boston avec des lettres de créance. Le Général Gage lui donna nne commission de Colonel-Commandant, & promit de lui procurer du secours au tems marqué. On avoit dessein de faire servir à l'exécution de ce projet, les garnisons que les Anglais avoient à *Détroit*, & dans les autres forts sur les derrières des Colonies, avec leur artillerie & les munitions. Conelly espéroit aussi tirer quelque secours du Canada, au moins en Officiers & en volontaires. Il avoit pouvoir de donner toutes les commissions, il devoit avoir la direction entière de la nouvelle armée, &, aussi-tôt qu'elle seroit en état d'entrer en campagne, il avoit ordre de marcher par la Virginie, de manière à joindre Mylord Dunmore au mois d'Avril, dans le voisinage d'Alexandrie, sur la rivière de Potowmac, où Son Excellence devoit amener une force maritime suffisante, & les autres choses nécessaires. L'intention de Conelly étoit aussi de cou-

1775. per la communication entre les Colonies Méridionales & les Septentrionales.

Jusqu'ici cet homme entreprenant n'avoit pas mal réussi. Il avoit les plus belles apparences du monde que son plan auroit une heureuse fin; mais en passant par Maryland, & lorsqu'il étoit prêt à atteindre le théâtre sur lequel il devoit agir, la vigilance, ou plutôt l'esprit méfiant de quelques Commissaires, frustra tout d'un coup toutes ses espérances. Il fut arrêté, lui, & deux de ses compagnons qui voyageoient avec lui, sur des soupçons. Ses papiers découvrirent tout le complot. Le plan général du dessein, une lettre du Gouverneur à un des Chefs des Indiens, & d'autres preuves authentiques qu'il avoit sur lui, ne laissèrent pas le moindre doute sur ses intentions. Les papiers furent publiés dans les gazettes par le Congrès, & les trois aventuriers envoyés en prison.

Les Américains se trouvant alors maîtres de la ville de Norfolk, & du pays des environs, commencèrent, sous prétexte de représailles, à persécuter les Royalistes qui étoient restés dans le pays. Il paroît, à la vérité, que, lorsque ces derniers avoient été les plus forts, ils n'en avoient pas trop bien agi envers ceux qui différoient avec eux en opinions politiques : malheur attaché à presque toutes les guerres civiles, dans

lesquelles les inimitiés sont beaucoup plus grandes 1775.
entre les deux partis, qu'entre deux nations étrangères qui combattent pour la gloire.

Ceux qui s'étoient réfugiés à bord des vaisseaux ne recevant plus de secours des pays voisins, avoient beaucoup de peine à se procurer des vivres, & se trouvoient dans le plus grand besoin. Sur ces entrefaites, la frégate la *Liverpool* arriva d'Angleterre, sur quoi le Gouverneur envoya demander aux Colons s'ils vouloient fournir des provisions aux vaisseaux de Sa Majesté. Ces derniers l'ayant refusé, & faisant un feu continuel sur les bateaux de la partie de la ville qui est près du port, il fut déterminé de la détruire.

Mylord Dunmore fit avertir les habitans de se retirer avec leurs effets, & l'attaque commença le premier jour de l'année 1776. Une furieuse canonnade de la frégate la *Liverpool*, & de trois autres vaisseaux armés, secondée de quelques détachemens de matelots & de soldats de marine, qui débarquèrent pour mettre le feu aux maisons les plus proches du rivage, réduisit bientôt cette belle ville en cendres. Dans cette occasion il y eut plusieurs personnes de tuées & de blessées de part & d'autre. Tel fut le sort de la malheureuse ville de Norfolk, la plus considérable de toute cette Colonie pour le commerce, & qui etoit si florissante avant ces troubles, qu'en deux ans de tems, les rentes des

1775. maisons étoient augmentées d'un quart. On fait monter à 7,000,000 tournois la perte essuyée dans la ruine de cette place. Quelque nécessaire que parût cette action, ce devoit être un emploi bien désagréable à un Gouverneur de brûler une des plus belles villes de son Gouvernement. Les Colons détruisirent alors toutes les plantations qui étoient à portée des vaisseaux, dans le dessein de priver ceux qui étoient à bord des moyens de subsister, & d'obliger les habitans à se retirer, avec leur bétail & leurs effets, plus avant dans la campagne.

La situation des autres Gouverneurs en Amérique n'étoit pas beaucoup plus agréable que celle de Mylord Dunmore. Dans la Caroline Méridionale, Mylord Guillaume Campbell ayant, dit-on, entré en négociation avec les Indiens, & excité les habitans des derrières de cette Colonie, qu'on appelle Régulateurs, à prendre parti pour le Gouvernement Britannique, eut le malheur d'être découvert avant que son projet pût être exécuté. Cette découverte excita tellement la colère du peuple, qu'il fut obligé d'abandonner *Charles-Town*, & de se retirer à bord d'un vaisseau de guerre qui étoit dans la rivière, & il ne retourna pas davantage au siège de son Gouvernement.

En même tems, M. Drayton, Juge de la

Cour

Cour supérieure, & l'un de Chefs de l'Opposi- 1775.
tion, marcha avec des troupes contre les Régulateurs, & conclut un traité avec leurs Chefs, par lequel ils s'engageoient à ne donner aucun secours aux Anglais, & à demeurer neutres pendant la guerre.

Un Conseil de treize personnes fut ensuite élu pour le Gouvernement de la province, & un Comité de quatre-vingt-dix-neuf pour assister le Conseil, lorsque l'occasion le demanderoit. Comme ils reçurent alors avis qu'on préparoit en Angleterre un armement contre cette Colonie, ils mirent tout en usage pour la mettre en état de défense, pour discipliner les troupes, se procurer des armes & de la poudre, & sur-tout pour fortifier *Charles-Town.*

M. Martin, Gouverneur de la Caroline Septentrionale, suivoit les mêmes mesures que Mylord Campbell; mais il étoit beaucoup plus actif & plus violent. Il n'eut cependant pas plus de succès. On l'accusa de fomenter une guerre civile, & de vouloir exciter un soulèvement parmi les nègres, sur quoi il fut déclaré ennemi de l'Amérique par le Congrès Provincial, & il fut défendu à toute personne de correspondre avec lui. Il répondit à ce procédé par une proclamation d'une longueur extraordinaire; mais le Congrès déclara que c'étoit un libelle sédi-

1775. tieux, rempli de malice, de scandale, & d'impertinence, & la condamna à être brûlée par la main du bourreau.

Le Gouverneur, espérant pouvoir lever une force considérable, tant parmi les Régulateurs que parmi les habitans de la province, dont plusieurs étoient Ecossais, commença à fortifier son palais à *Newbern*, afin qu'il servît tout à la fois de garnison & de magasin. Mais comme il faisoit amener des canons pour accomplir son dessein, cette mesure excita un tel soulèvement parmi le peuple, qu'il fût obligé d'abandonner son palais, & de se sauver à bord d'un navire, qui étoit dans la rivière du Cap *Fear*.

Les habitans découvrirent alors de la poudre, des boulets, des balles, & d'autres provisions de guerre, enfouies dans le jardin & dans la cour du palais, ce qui servit à augmenter leur rage, chacun regardant ces provisions comme un complot contre sa propre vie.

Cette province avoit déjà adopté les mêmes mesures que la Caroline Méridionale, tant pour le Gouvernement de la Colonie, que pour lever une armée, se procurer des armes & des munitions. Le Congrès Provincial envoya une remontrance au peuple de la Grande-Bretagne & d'Irlande, à-peu-près de la même nature que celles que nous avons déjà vues, faisant toujours

les plus grandes protestations de loyauté, & té- 1775.
moignant le desir le plus ardent d'en venir à une heureuse réconciliation.

M. Gage, Généralissime des troupes Britanniques dans le Nouveau-Monde, étant retourné en Angleterre, au commencement d'Octobre, le commandement fut laissé au Chevalier Howe, qui publia bientôt après une proclamation, par laquelle il déclaroit que ceux qui tâcheroient de quitter la ville de Boston sans permission, devoient être punis comme déserteurs; &, en cas qu'ils parvinssent à s'échapper, condamnés comme traîtres, & leurs biens confisqués. Par une autre, qui parut peu après, il fut permis aux habitans de sortir, à condition qu'ils n'emporteroient qu'une certaine somme d'argent. Ceux qui aimèrent mieux rester, furent obligés de signer une association, par laquelle ils s'offroient à défendre la ville, & le Général arma ceux qu'il jugea à propos, leur fit apprendre l'exercice, & les soumit à la discipline militaire. Les autres payèrent leur part en argent.

Comme le tems de l'enrôlement des soldats qui assiégeoient Boston étoit près d'expirer, des Commissaires du Congrès Général furent envoyés au camp, afin de prendre avec le Général Washington les mesures nécessaires pour les empêcher de s'en retourner chez eux. Ils n'eurent pas

1775. beaucoup de peine à s'acquitter de leur commission; car toute l'armée se rengagea volontairement pour un an. De toutes les difficultés que les Américains eurent à combattre dans leur établissement d'une force militaire, rien ne leur causa tant d'embarras que le défaut de poudre: car quoiqu'ils s'appliquassent avec la plus grande diligence à se procurer du nitre, & les autres objets nécessaires pour la composition de cette matière, il est visible que les progrès de leur industrie devoient être lents, & ses effets fort éloignés. Ils n'avoient pas encore établi de commerce avec les Puissances de l'Europe, ni pris les mesures qui leur ont depuis procuré des provisions de guerre en abondance. La disette de poudre étoit si grande, qu'on dit qu'à l'affaire de *Bunker's-Hill*, les soldats n'avoient plus un seul coup à tirer. L'armée qui étoit devant Boston en eut aussi, pendant un certain tems, un si grand besoin, que rien n'étoit capable d'empêcher qu'elle fût dispersée, que l'ignorance où étoient les Anglais de leur condition. Ils mirent pourtant en usage tous les moyens imaginables pour suppléer à ce besoin, & entr'autres expédiens, ils firent acheter sous main, & sans qu'on en eût le moindre soupçon, toute la poudre qu'il y avoit sur la côte d'Afrique, dans les navires qui font le commerce de nègres. Ils pillèrent

aussi un magasin dans l'isle de Bermude, d'où 1775.
ils en prirent cent barrils; en quoi ils furent secrettement favorisés par les habitans, qui prétendirent néanmoins n'en avoir eu aucune connoissance.

La ville de Falmouth, située dans la partie septentrionale de la province de Massachuset, ayant encouru l'indignation de l'Amiral, à cause d'un mât de navire que ses habitans refusèrent de laisser embarquer, fut condamnée à être réduite en cendres. L'Officier qui commandoit les vaisseaux en cette occasion, donna deux heures aux bourgeois pour pourvoir à leur salut; mais, sous prétexte d'une négociation, par laquelle ils promettoient de rendre leur artillerie & leur mousqueterie, à condition que la ville fût épargnée, ils obtinrent jusqu'au lendemain matin. Cette promesse n'étoit pourtant que pour gagner du tems. Ils transportèrent pendant la nuit autant de leurs effets qu'il leur fut possible, & refusèrent ensuite de la tenir.

Le 18 Octobre, à neuf heures du matin, les vaisseaux commencèrent une furieuse canonnade, qui dura pendant tout le jour. On tira dans la ville plus de trois mille boulets, sans compter les bombes & les carcasses. Les matelots débarquèrent pour achever la ruine de la place; mais

1775. ils furent repouſſés avec perte. La principale partie de la ville qui étoit le long du rivage, compoſée d'environ cent trente maiſons, deux cens ſoixante-dix-huit magaſins, une égliſe nouvellement bâtie, l'hôtel-de-ville, & la bibliothèque publique, furent toutes réduites en cendres. Environ cent des plus mauvaiſes maiſons échappèrent à l'incendie à la faveur de leur diſtance du port; mais elles furent fort endommagées.

Le ſort de Falmouth accélera probablement la réſolution hardie de l'Aſſemblée de la province de Maſſachuſet. Le 13 Novembre, elle paſſa un acte pour accorder des lettres de marque & de repréſailles, & pour établir des cours d'Amirauté, afin de juger les vaiſſeaux Anglais qui tomberoient entre leurs mains. Dans cet acte, il eſt déclaré que l'intention des Américains eſt uniquement de protéger leurs côtes & leur navigation; & le pouvoir de faire des priſes, ne s'étend qu'aux vaiſſeaux employés à fournir des proviſions aux armées qui les attaquent.

Pendant l'été, le Docteur Franklin avoit été occupé à dreſſer un plan pour former une confédération & une union perpétuelle entre les Colonies qui étoient déja aſſociées, avec la liberté d'y admettre celles de Quebec, de Saint-Jean, de la Nouvelle-Ecoſſe, des deux Flo-

rides, & de Bermude. Ce plan contenoit des règles pour leur Gouvernement, en tems de paix & en tems de guerre, par rapport aux Puissances étrangères, & à chaque Colonie en particulier. Il devoit être soumis à l'inspection de toutes les Assemblées; &, si les articles qu'il contenoit en étoient approuvés, elles devoient donner pouvoir à leurs Délégués de les ratifier au Congrès suivant. En ce cas, leur confédération devoit rester ferme & immuable jusqu'à ce qu'elles fussent soulagées de leurs griefs, jusqu'à ce que les habitans de Boston & de *Charles-Town* fussent dédommagés de leurs pertes, qu'elles fussent remboursées des frais de la guerre, & que les troupes Anglaises fussent rappellées d'Amérique. Quand ces évènemens auroient lieu, les Colonies renoueroient leur ancienne amitié avec la Grande-Bretagne, faute de quoi la confédération devoit être perpétuelle. 1775.

Le Docteur proposa son plan au Congrès; mais il fut obligé d'agir avec beaucoup de circonspection, & de représenter cette mesure comme éloignée, quoiqu'il assurât qu'elle seroit absolument nécessaire si les Ministres de la Grande-Bretagne persistoient dans leur opiniâtreté à vouloir réduire les Colonies dans l'esclavage. Tous les Membres du Congrès n'étoient pas

1775. également clairvoyans. Il y en avoit beaucoup qui espéroient encore pouvoir se réconcilier avec l'Angleterre, & d'autres qui n'agissoient qu'avec timidité. On délibéra pour savoir si on recevroit le plan dans l'Assemblée, & il fut à la fin résolu qu'on le laisseroit sur la table pour l'examen de la Chambre, à condition cependant que cette résolution ne seroit point mise dans les Journaux.

Les Membres du Congrès déclarèrent que, comme la récolte de l'Amérique étoit cette année fort abondante, & beaucoup plus que suffisante pour la consommation de ses habitans, si les actes du Parlement, au sujet de leur commerce, n'étoient pas révoqués dans l'espace de six mois, à dater du 20 Juillet, les douanes seroient fermées, & les ports des Colonies ouverts à toutes les nations qui voudroient protéger leur commerce, francs de tous droits pour toutes sortes de marchandises, excepté du thé, ou celles qui viendroient de la Grande-Bretagne, & de ses dominations. Pour encourager davantage les étrangers à entrer en commerce avec les Colons, ils promirent de maintenir, autant qu'il seroit en leur pouvoir, la liberté de ce commerce pendant deux ans, quoiqu'il pût arriver, soit qu'ils se réconciliassent avec

les Anglais, ou non, & autrement, tant que 1775.
les nouvelles loix existeroient.

Ils suspendirent, outre cela, sans plus tarder, la résolution qu'ils avoient prise, de ne point recevoir de marchandises de l'Europe, en faveur des vaisseaux qui apporteroient de la poudre, du nitre, du soufre, de bons fusils avec des bayonnettes, ou des canons de fonte. Ces vaisseaux devoient recevoir la valeur de leur cargaison en marchandises.

Le 6 Décembre, le Congrès Général publia une déclaration en réponse à l'édit du Roi, pour supprimer la sédition & la rebellion, qui avoit paru à *Saint-James* au mois d'Août. Dans cet écrit, les Membres nient que les Colons soient coupables de trahison & de rebellion, crimes dont ils étoient accusés : ils font ensuite plusieurs remarques critiques sur une clause de cet édit, qui défend au Peuple Anglais, sous les peines les plus sévères, d'avoir aucune correspondance avec les Américains, & de leur donner aucun secours. Non contens cependant de ces observations critiques, ils protestent, au nom des habitans des Colonies-Unies, que quelque punition que leurs ennemis infligent sur les personnes qui sont en leur pouvoir, pour favoriser, aider & protéger la cause de la liberté de l'A-

1775. mérique, la pareille ſera rendue à ceux qui favoriſeront, aideront, ou protégeront le ſyſtême tyrannique du Miniſtère, & qui tomberont entre leurs mains.



1775.

CHAPITRE V.

QUITTONS pour un tems le continent du Nouveau-Monde, & transportons-nous dans cette isle fortunée, où il est permis au Philosophe de déclarer librement ses pensées, au Politique de découvrir les crimes des Ministres, & au peuple de s'opposer aux tyrans. Heureux Bretons, si vous connoissiez le prix de ce que vous possédez, & si, toujours animés de l'amour de la patrie, vous aviez le courage de résister en tous tems aux appas séducteurs que l'on offre à votre intégrité !

Le Ministère Anglais qui, comme nous l'avons dit, avoit à sa dévotion la majorité du Parlement, poussoit avec vigueur son plan favori de soumettre l'Amérique. Argent, vaisseaux, soldats, provisions, il n'avoit qu'à parler, ses demandes étoient autant de loix auxquelles les supposés Représentans du Peuple obéissoient avec le plus grand zèle.

Les Membres de l'Opposition n'épargnoient rien de leur côté; pour s'opposer à ses mesures, & pour faire voir au Roi que la majorité du Parlement ne composoit pas la majorité de la Nation, ils engagèrent les principales villes du Royaume à présenter des requêtes à Sa Majesté,

1777. pour la prier de discontinuer les hostilités. Le Trône se trouva bientôt accablé de requêtes ; mais celle de la ville de Londres fit sur-tout beaucoup d'éclat, & pensa avoir des suites funestes. C'étoit la coutume que le Roi fût assis sur le Trône pour recevoir les pétitions des citoyens de cette Métropole, & le Chambellan les ayant avertis que Sa Majesté ne recevroit plus désormais de leur part aucune requête sur le Trône, à moins qu'elle ne fût celle de tout le Corps-de-ville, cette conduite causa la plus grande fermentation. Les Magistrats formèrent là-dessus un grand nombre de résolutions, & entr'autres il fut déclaré, que quiconque donnoit de pareils avis au Roi, étoit ennemi des droits du sujet, parce qu'ils tendoient à empêcher les plaintes du peuple de parvenir jusqu'au Souverain, à prévenir le soulagement de leurs maux, & à aliéner l'affection des Anglais de la Maison de Brunswick.

Ils travaillèrent ensuite à une autre requête, qui fut conçue en des termes beaucoup plus violens que celles qu'ils avoient déjà présentées, dans laquelle, entr'autres choses, ils prièrent Sa Majesté de considérer la triste situation de ses peuples, puisqu'ils n'avoient plus rien à attendre de l'Amérique, que des gazettes pleines de sang, & des listes affreuses de leurs frères

égorgés. Ils accusèrent aussi le Grand-Conseil & les Ministres, & finirent en demandant la dissolution du Parlement, & un changement total dans le Ministère. Il fut ensuite résolu que cette requête ne seroit présentée que sur le Trône; après quoi les Chérifs allèrent demander à Sa Majesté quand il lui plairoit de la recevoir. On leur fit réponse que le Roi la recevroit le lendemain à son lever, sur quoi l'un des Chérifs répliqua que c'étoit la résolution du *Lord*-Maire & des autres Magistats, que leur pétition ne fût présentée que sur le Trône. Le Roi leur fit dire sur le champ, qu'il étoit toujours prêt à recevoir les requêtes de ses sujets; mais qu'il étoit meilleur juge que personne de l'endroit où il devoit les recevoir. 1775.

Les Magistrats ordonnèrent que cette réponse fût mise dans les archives de la cité, après quoi ils firent les déclarations suivantes: (1) » le Roi » est obligé d'écouter les plaintes de son peuple, » & en cela il ne lui fait aucune grace, puisque » c'est un droit qu'il ne sauroit lui disputer; la » réponse de Sa Majesté est un refus évident » de vouloir lui accorder ce droit; un pareil » refus rend inutile le droit de présenter des » requêtes au Trône, reconnu & établi au tems » de la Révolution; & le conseiller direct ou

(1) Wilkes étoit alors Lord-Mayor.

1775. „ indirect de ce refus, est ennemi de la félicité „ & de la sûreté du Souverain, ainsi que de la „ paix & de la liberté du peuple. „

Ils firent ensuite imprimer leur pétition, & ordonnèrent aux Chérifs d'en donner une copie au Roi en mains propres, signée du Greffier. Cela fut exécuté; mais ils n'eurent aucune réponse.

Le Ministre, pour contre-balancer ces *adresses* tâcha aussi d'en procurer en faveur de ses projets, dans les villes où il avoit du crédit; mais il n'en put obtenir que de quelques petites places, & même dans ces endroits elles n'étoient signées que de la lie du peuple. La ville de Manchester est la plus considérable qui ait approuvé la guerre d'Amérique. Ce n'étoit partout que cabales; les Papiers de nouvelles étoient remplis d'argumens pour & contre, & les écrivains aux gages de la Cour tâchoient, sinon de réfuter leurs adversaires par des raisons solides, au moins d'éblouir les yeux de la populace par des phrases pompeuses.

M. Penn, ci-devant Gouverneur de Pensylvanie, & l'un des descendans de ce fameux Penn, premier fondateur de cette Colonie & de la secte appellée *Quakers* ou Trembleurs, arriva à-peu-près dans ce tems-là à Londres, avec une requête signée de tous les Membres du Con-

grès, qu'il donna à Mylord Dartmouth pour 1775.
être présentée au Roi. Cette requête étoit écrite dans les termes les plus soumis, & représentoit les Colons comme ayant un desir sincère de se réconcilier avec la Grande-Bretagne. Les gens pacifiques espèroient alors voir bientôt terminer ces malheureuses dissensions si préjudiciables à la félicité de l'empire ; mais toutes leurs espérances s'évanouirent, en apprenant que le Ministre pour le département de l'Amérique avoit dit à M. Penn, qu'on ne feroit aucune réponse à la pétition du Congrès.

Il n'étoit pas à croire que l'ame du Conseil, & un Ecossais sur-tout, peuple qui pousse ordinairement la persévérance à l'excès, eût abandonné son systême dans un tems où il avoit surmonté les plus grandes difficultés, & s'étoit procuré les moyens les plus probables de le mettre en exécution. Après avoir inutilement tenté d'obtenir vingt mille Russes de la Sémiramis du Nord, & la brigade Ecossaise qui est au service d'Hollande, le Ministre avoit enfin réussi dans ses négociations avec quelques petits Princes Allemands, despotes qui sont toujours prêts à donner leurs soldats au plus offrant, & qui n'ont d'autre ressource pour soutenir le faste de leurs cours, que la vente du sang de leurs sujets. Le Landgrave, & le Prince Héréditaire d'Hesse-Cassel, avec le

1775. Duc de Brunswick, avoient promis de lui fournir environ dix-sept mille hommes, à des conditions pourtant qui marquoient bien le besoin des Anglais. Ces derniers devoient payer sept louis par homme, & outre cela fournir des subsides considérables à ces petits Souverains. Les troupes entroient à la solde d'Angleterre, immédiatement après le traité, & les subsides devoient continuer deux ans après qu'elles seroient retournées dans leur pays. Quelque exorbitantes que paroissent ces conditions, elles furent néanmoins acceptées avec joie.

Vers la fin de la saison, le Gouvernement avoit fait une dépense immense pour envoyer des provisions de toute espèce à l'armée qui étoit bloquée dans Boston. Comme le défaut de provisions fraîches étoit un des plus grands maux que les soldats eussent à souffrir, ce fut un des premiers objets du Ministre d'y porter remède : il fit donc embarquer tout vivans 5000 bœufs, 14,000 moutons, & un nombre prodigieux de cochons. Il fit, outre cela, acheter un nombre incroyable de légumes, qui furent accommodés pour le voyage, & 10,000 tonneaux de forte bierre. On envoya aussi 180,000 boisseaux de charbon, outre beaucoup de fagots. Les difficultés qu'il y avoit d'envoyer des provisions des Isles Britanniques à une armée qui étoit à plus de

mille lieues, les dangers qu'il falloit courir en traversant un océan immense, outre le risque d'être pris par les corsaires Américains, les frais de transport joints aux dépenses de toutes les denrées nécessaires, paroissoient des raisons plus que suffisantes pour engager la Cour de Londres à céder aux demandes des Colonies; mais, comme je l'ai déjà avancé, l'opiniâtreté est un des plus grands défauts des Ecossais; & malheureusement pour la Grande-Bretagne, c'étoit un homme de cette nation qui tenoit le gouvernail de l'Empire. Outre les sommes considérables qu'exigeoient les provisions ci-dessus mentionnées, il falloit encore de la farine, du grain, & des viandes salées. L'on fit aussi passer pour les besoins contingens des troupes près de 12,000,000 de livres tournois en espèce, d'Espagne & de Portugal. 1775.

Il sembloit qu'avec de pareils secours l'armée seroit amplement pourvue, & que l'on n'entendroit plus les plaintes importunes des militaires au sujet de la mauvaise qualité des provisions; mais il n'arriva point la moitié de ces rafraîchissemens dans Boston. Soit par la négligence des Ministres, ou par des accidens qu'on n'avoit pu prévoir, les vaisseaux de transport ne furent prêts à faire voile, que lorsque l'année étoit si fort avancée, que leur passage étoit pour-ainsi-dire impraticable. Cela fit qu'ils furent retenus par les

1775. vents contraires sur les côtes d'Angleterre, & tellement tourmentés par des tempêtes, que la plupart de leurs cochons & de leurs moutons moururent, de sorte qu'on ne voyoit dans la Manche que les carcasses flottantes de ces animaux : une grande partie des légumes fut aussi gâtée. Leur condition ne fut pas plus agréable quand ils s'approchèrent du Nouveau-Monde ; car les vents périodiques, ayant alors commencé à souffler, les empêchèrent de gagner les côtes du Continent, & les jettèrent dans les isles où plusieurs arrivèrent dans un triste état : d'autres, qui avoient gagné les côtes avec beaucoup de difficultés, furent pris, ou par les corsaires Américains, ou dans les ports & criques où ils s'étoient mis à l'abri du mauvais tems. Le petit nombre qui arriva à Boston avoit battu les mers pendant trois ou quatre mois, & conséquemment leur cargaison étoit fort endommagée.

Le Ministère, après avoir fait déclarer les Américains rebelles, avoit une autre ressource pour décourager les Membres de l'Opposition. Il faisoit remplir les Papiers nouvelles par ses écrivains, de prétendus complots, de conspirations formées, de trahison, & de mille autres choses de cette nature. Les uns disoient qu'on avoit intercepté plusieurs lettres de quelques-unes des principales personnes du royaume; écrites aux Membres du Congrès; d'autres, que la Tour

feroit bientôt remplie de ces promoteurs de la 1775.
Rebellion ; on alloit même jufqu'à décrire quelques Sénateurs, qui, à ce que l'on prétendoit, n'oferoient plus paroître au Parlement. La Cour ne s'en tint pas à ces infinuations ; il fut un jour annoncé dans la gazette, qu'un appellé M. Sayre, Américain de naiffance, & alors Banquier à Londres, avoit été envoyé à la Tour par le Secrétaire d'Etat, pour crime de lèze-Majefté. On croyoit d'abord que le crime dont M. Sayre étoit accufé, c'étoit d'avoir fait des remifes d'argent en Amérique, ou d'avoir correfpondu avec les rebelles ; mais on ne fut pas peu furpris quand on fut la nature de l'offenfe dont il étoit accufé. Un Officier aux gardes qu'il recevoit chez lui avec beaucoup de bonté, & à qui il avoit donné plufieurs fois à dîner, déclara au Comte de Rochford que M. Sayre avoit formé le deffein de fe faifir de la perfonne du Roi dans fon paffage à la Chambre des Pairs, de le mener enfuite à la Tour, & de renverfer toute la forme du Gouvernement. Les moyens dont il devoit fe fervir pour exécuter ce projet, étoient de diftribuer une fomme d'argent à quelques fergens des gardes afin de les corrompre ; & ceux-ci devoient à leur tour corrompre une partie de leurs foldats, avec lefquels, en préfence de plus de 20,000 perfonnes qui font toujours affemblées ce jour-là,

1775. ils auroient conduit le Roi à la Tour. Les gardes de la Tour, ſuivant le rapport de l'accuſateur, ſeroient cotrompus de la même manière. Quelque abſurde que fût un pareil deſſein, le Secrétaire d'Etat affecta d'y ajouter foi, fit ſaiſir le Banquier & tous ſes papiers, & après l'avoir confronté avec l'Officier, l'envoya ſur le champ à la Tour. Une pareille accuſation en France ſe feroit terminée par la mort de l'accuſateur ou de l'accuſé; mais ce qu'il y a de ſingulier, c'eſt que ni l'un ni l'autre ne fut puni. M. Sayre fut peu de tems après reconnu innocent, & le Secrétaire d'Etat condamné à lui payer la ſomme de 20,000 livres tournois, & on n'entendit plus parler de l'Officier; preuve évidente que ceci n'étoit qu'un tour du Miniſtre, afin d'inſpirer de la terreur.

A l'ouverture du Parlement qui ſe fit le 25 Octobre, le Roi vint, comme à l'ordinaire, débiter une courte harangue à cette Aſſemblée, dont le but eſt toujours qu'il lui faut de l'argent pour fournir aux dépenſes de l'Etat. Il ſe plaignit de l'eſprit de rebellion qui régnoit dans les Colonies, expoſa ſes intentions de forcer les rebelles à rentrer dans le devoir, déclarant pourtant qu'il étoit prêt à leur pardonner dès qu'ils reconnoîtroient leur erreur; parla des Hanovriens qu'il avoit envoyés dans les garniſons de Gibraltar & de Mahon, afin de ſe ſervir des troupes

Anglaises dans le Nouveau-Monde, & finit en 1775.
disant que, suivant les apparences des affaires de l'Europe, & les assurances qu'il avoit reçues des différentes Puissances de cette partie du monde, les mesures qui seroient adoptées par le Parlement ne seroient interrompues par aucune Puissance étrangère.

Cette harangue ne fut pas du goût du parti de l'Opposition. Il y eut des débats terribles dans les deux Chambres, au sujet de la réponse qu'on y devoit faire. Le projet sur-tout d'envoyer des troupes étrangères dans une partie des dominations de la Grande-Bretagne, sans le consentement du Parlement, fut déclaré contraire aux loix de l'Empire; mais toutes ces disputes ne servirent qu'à faire voir dans la Chambre des Pairs l'éloquence du Duc de Richmond, du Marquis de Rockingham, & de plusieurs autres Seigneurs respectables; & dans la Chambre des Communes, celle de M. Burke & de M. Fox. Le parti de ces Messieurs étoit trop petit pour s'opposer à celui du Ministère, qui, dans une division, avoit toujours deux voies contre une. Enfin la harangue du Roi fut approuvée, & on lui fit la réponse la plus gracieuse. Les Communes dirent qu'elles étoient prêtes à sacrifier leur vie & leurs fortunes pour le service de Sa Majesté, & pour l'aider à soumettre ses sujets rebelles.

1775. Dix-neuf Pairs protestèrent cependant contre cette réponse, & assignèrent les raisons suivantes comme les causes de leur protestation : « parce que » la guerre est injuste, contraire à la saine politique ; » que l'exécution en est très-dangereuse, & les con» séquences funestes ». Ils condamnèrent dans les termes les plus forts la conduite du Ministère, pour avoir rejetté les requêtes des Colonies, & paru douter de leur loyauté. Ils dirent qu'il étoit de la plus grande absurdité de ne point croire leurs propres sujets, & d'ajouter foi aux ennemis naturels de l'Empire, voulant dire les Français ; que ces derniers regardoient avec plaisir les forces de la Grande-Bretagne capables, étant réunies, de porter la terreur au milieu de leurs dominations, s'entre-détruire ; que chaque évènement étoit une victoire pour eux ; que les hôpitaux mêmes remplis de blessés étoient pour eux des triomphes journaliers, & d'autant plus grands, qu'ils ne risquoient ni hommes ni argent.

Ils censurèrent le dessein d'employer des troupes étrangères dans le service Britannique, comme disgracieux & dangereux, & finirent par ces mots : *c'est pourquoi nous ne pouvons donner notre consentement à une réponse capable de tromper Sa Majesté, & de faire croire au Public que cette Chambre a une confiance entière en des Ministres qui ont induit le Parle-*

ment en erreur, déshonoré la Nation, perdu les Colonies, & qui nous ont plongés dans une guerre civile tout-à-fait contraire à nos intérêts les plus chers, & sur les principes les plus injustes, répandant inutilement le sang de milliers de nos compatriotes. 1775.

Cette protestation n'empêcha pas le Ministre de déclarer quelque tems après, au Parlement, qu'il auroit besoin pour l'année prochaine de vingt-huit mille matelots, & de cinquante-cinq mille hommes pour le service de terre, & que la dépense de ces derniers monteroit à plus de 44,000,000 liv. tournois. Il y eut là-dessus encore de furieux débats; mais quand on en vint à la division des voix, le Ministre l'emporta par une majorité de plus de deux contre une.

Il se fit alors un changement dans plusieurs départemens du Ministère; &, entr'autres, Mylord George Germaine, depuis Vicomte Sackville, fut fait Secrétaire d'Etat pour les Colonies, au lieu du Comte de Darmouth, qui fut nommé Garde des Sceaux.

Quoique le parti de l'Opposition fût presque toujours sûr d'être accablé par la grande majorité qui étoit du côté du Gouvernement, & qu'il n'eût encore obtenu aucune de ses demandes; le Duc de Richmond proposa dans la Chambre des Pairs, qu'il étoit convenable d'examiner M.

1775. Penn. Les raiſons que ce Seigneur & ſes amis avancèrent pour ſoutenir cette propoſition, parurent ſi juſtes, que le parti adverſe, malgré ſa répugnance à un pareil projet, fut après quelques mauvais argumens, obligé de céder à l'évidence; & en conſéquence M. Penn parut dans la Chambre haute, pour y ſubir un examen. Ce gentilhomme étoit peut-être la perſonne la plus capable de donner toutes les informations néceſſaires au ſujet de l'état & de la diſpoſition des Colonies. Il connoiſſoit preſque tous les Membres du Congrès, avoit été Gouverneur de la Penſylvanie, réſidoit dans la ville où ſe tenoit cette Aſſemblée, & avoit eu toutes les occaſions, par le moyen de ſes amis & de ſes connoiſſances, de ſavoir la façon de penſer des Colons. C'étoit d'ailleurs un homme de beaucoup de jugement, & incapable de vouloir favoriſer l'indépendance des Colonies, puiſqu'un pareil évènement n'auroit fait que diminuer ſa fortune, & les privilèges de ſa famille.

Nous mettrons ici devant les yeux de nos Lecteurs la partie la plus intéreſſante de cet examen, qui ſe fit par demandes & par réponſes. M. Penn nia abſolument que le Congrès eût formé aucun deſſein d'indépendance. Il déclara que les Membres de cette Aſſemblée avoient été élus d'une manière légitime; que c'étoit des

gens reſpectables, capables de découvrir les ſentimens des Colons, & qu'ils avoient en effet découvert les ſentimens de leurs Conſtituans; que chaque province vouloit être gouvernée par ſes propres déciſions; que les Américains ne faiſoient la guerre que pour la défenſe de ce qu'ils croyoient leur liberté; que l'eſprit de réſiſtance étoit général, & qu'ils s'imaginoient être capables de maintenir leurs droits contre les armes de la Grande-Bretagne; que la Penſylvanie ſeule contenoit environ ſoixante mille hommes en état de porter les armes; que vingt mille d'entre eux s'étoient déjà engagés à ſervir ſans paie, & qu'ils avoient été armés & incorporés avant ſon départ. 1775.

Lorſqu'on lui demanda quelle ſorte de gens étoient ces volontaires, il répondit qu'ils étoient les perſonnes les plus riches de l'endroit. Il ajouta qu'on avoit levé depuis quatre mille cinq cens *Minute-men* dans la province, qui devoient recevoir la paie auſſi-tôt qu'on auroit beſoin de leurs ſervices; que les Colons avoient des moyens & des matériaux en abondance pour fondre des canons de fer; qu'on fondoit des canons de fonte à Philadelphie, & qu'on y faiſoit d'autres armes en perfection; que les Colonies étoient fort mécontentes de l'accueil qu'avoient eu leurs requêtes précédentes; mais

1775. qu'elles comptoient beaucoup sur celle qu'il avoit apportée; qu'on la regardoit comme le symbole de la paix, & que ses amis l'avoient félicité de ce qu'il en étoit le porteur; qu'il étoit à craindre qu'elles ne fissent des alliances avec des Puissances étrangères, &, qu'une fois ces alliances formées, il seroit après cela difficile de les rompre. On lui demanda encore si les habitans des différentes provinces étoient alors dans un état de liberté? Il répondit qu'ils croyoient l'être. Si les plus opulens d'entre le peuple ne préféroient pas un état de liberté sous le Gouvernement Britannique à celle dont il jouissoient alors? Il dit qu'ils préféroient le Gouvernement Anglais à tout autre, pourvu que leurs droits demeurassent entiers, & que, nonobstant leur résolution de soutenir le parti du Congrès, ils desiroient se réconcilier avec la Grande-Bretagne. Il ajouta, que si la requête qu'il apportoit étoit rejettée, les gens les plus sensés de Philadelphie étoient d'avis qu'il n'y avoit plus aucun moyen de réconciliation. Le reste de l'examen roule sur l'acte du timbre, & d'autres actes du Parlement ci-devant mentionnés. Il ne faut pas oublier pourtant qu'un des Ministres lui demanda le degré de subordination que les Colonies vouloient reconnoître; à quoi il répondit, qu'il croyoit qu'elles reconnoîtroient

l'autorité impériale de la Grande-Bretagne, mais 1775.
non point en fait de taxes.

Ce qu'il y a de plus remarquable, c'eſt que depuis l'arrivée de M. Penn, aucun des Secrétaires d'Etat n'avoit daigné s'informer de la ſituation des affaires en Amérique, & que, ſans le Duc de Richmond, il ſeroit probablement retourné ſans avoir eu audience. Cela prouve bien que les Miniſtres apparens avoient un plan tracé, qu'ils étoient obligés de ſuivre aveuglément. C'eſt ce qui leur fut reproché dans les termes les plus ſévères par les *Whigs*, qui dirent qu'ils agiſſoient comme des machines, ſans avoir la liberté d'examiner la juſtice, la convenance & les conſéquences des meſures qu'ils ſuivoient.

Après l'examen, le Duc de Richmond donna ſon avis à la Chambre, & dit, que la requête du Congrès pouvoit ſervir de fondement à la conciliation des malheureuſes querelles qui ſubſiſtoient entre la Grande-Bretagne & l'Amérique. Cette propoſition fut admirablement bien ſoutenue par ce Seigneur & ſes amis. Ils démontrèrent la néceſſité d'une réconciliation à tous égards, ſoit par rapport à la ſituation même de l'Angleterre, ſoit par rapport à celle des Colonies, ou des Puiſſances étrangères : ils dirent qu'il n'y avoit rien à eſpérer de cette guerre que carnage, déſolation, une augmentation de dépenſe, une dimi-

1775. nution de revenu, & toutes les calamités ordinaires des guerres civiles. Ils représentèrent les difficultés insurmontables que l'on trouveroit, si l'on avoit dessein de faire absolument la conquête de l'Amérique. Ils représentèrent la force naturelle d'un pays qui est rempli de forêts épaisses, de marais fangeux, & par-tout entrecoupé de larges rivières; l'impossibilité de fournir des provisions de la Grande-Bretagne à une armée capable d'effectuer un pareil dessein, & le peu d'espoir qu'il y avoit de trouver des vivres sur les lieux, en cas que les Colons persistassent dans la même résolution; les avantages que ces derniers retiroient d'être dans leur patrie, où ils auroient tous les secours nécessaires, & la connoissance du pays, dont chaque gorge & chaque défilé leur fourniroit autant de forteresses, & chaque forêt une retraite assurée. Ils ajoutèrent, que parcourir une province, saisir, piller, ou détruire quelques-unes de leurs villes, ne seroient d'aucune utilité à l'Angleterre, quoique cela fût désavantageux aux Américains; que la domination des Anglais ne continueroit que tant qu'ils auroient des troupes dans les pays conquis; qu'aussi-tôt qu'ils quitteroient une Colonie pour en assujettir une autre, la première se révolteroit encore, & qu'ainsi il n'y auroit jamais de fin.

À ce tableau frappant des dangers qu'il y avoit à courir, & des difficultés qu'il y avoit à surmonter dans la poursuite de cette guerre, ils comparèrent les avantages de la paix, & firent voir que la requête des Colonies offroit une occasion favorable d'éviter tant de maux. Ils dirent que, cette occasion une fois perdue, on ne la retrouveroit peut-être jamais; que la Providence sembloit mettre au pouvoir des Ministres les moyens de sauver leur patrie de la ruine qui la menaçoit, sans choquer ouvertement leurs passions & leurs préjugés, puisqu'ils pouvoient alors, sans déshonneur & sans blesser leur orgueil, abandonner ces idées d'autorité & de dignité, qui les avoient jusqu'ici aveuglés. 1775.

Ils observèrent ensuite que, comme suivant le discours des courtisans, il ne s'agissoit plus à présent de lever un revenu en Amérique, la question de réconciliation devenoit moins compliquée; que le grand objet en discussion étoit de connoître les prétentions de la Grande-Bretagne, & ce que l'Amérique vouloit accorder; qu'il paroissoit que les prétentions de la première étoient la suprématie & un pouvoir législatif au sujet du Gouvernement extérieur des Colonies, & des règlemens pour leur commerce; que ces droits étoient suffisamment établis par les

1775. loix paſſées avant l'année 1763, & par l'acte de la navigation; que comme les Américains étoient prêts à retourner dans le même état où ils étoient avant 1763, le ſeul objet de contention qui reſtoit, étoit au ſujet des loix qui avoient été faites depuis ce tems-là.

Ils ſoutinrent que la requête du Congrès offroit une belle occaſion de ſe réconcilier : enſuite ils déclarèrent expreſſément qu'ils ne deſiroient point qu'on fît aucune conceſſion dérogatoire à l'honneur de la Grande-Bretagne. Les Repréſentans du peuple de l'Amérique, dirent-ils, ſupplient Sa Majeſté de rappeller ſes troupes, ce qui doit être conſidéré comme une prière pour une ſuſpenſion d'armes. Ce qu'ils veulent comme préliminaires, c'eſt la révocation de quelques actes, par leſquels il faut entendre ceux qui les privent de leur pêche, de leur commerce & de leurs chartres. Ils ne font pas mention de la révocation des loix paſſées avant 1763, & il eſt probable qu'ils n'auroient jamais exigé pareille choſe. Il ſeroit cependant juſte & néceſſaire de les reviſer, & de révoquer celles qui ne ſont point équitables.

Les Colons, pourſuivirent-ils, comme bien d'autres en pareilles circonſtances, font dans la chaleur de la diſpute, monter leurs prétentions plus haut qu'ils ne l'auroient fait de ſang-froid,

& dans une position plus heureuse. Montrons-nous enclins à soulager les maux dont ils sont accablés, & on les verra faire des concessions eux-mêmes avec plus de promptitude qu'il n'est possible de se l'imaginer. Allons au-devant de la réconciliation qu'ils proposent aujourd'hui, & nous pourrons ensuite les engager à faire tout ce que nous voudrons. 1775.

Le parti de la Cour prétendit qu'il étoit impossible de reconnoître la requête du Congrès, sans abandonner la souveraineté du Parlement Britannique; que traiter avec une Assemblée illégitime, qui étoit alors en armes, c'étoit autoriser ses procédés, & reconnoître ses membres comme les Représentans légitimes d'un Etat indépendant. S'ils étoient sujets, ils ne pouvoient s'assembler & délibérer que d'une manière conforme à la Constitution; & s'ils ne l'étoient pas, il seroit ridicule de traiter avec eux, puisqu'ils prétendoient l'être.

Les Avocats du Ministère nièrent ensuite qu'on eût entièrement abandonné le dessein de lever un revenu en Amérique; mais, en supposant, continuent-ils, qu'on ait fait cette concession, on ne doit pas conclure que, parce que la Grande-Bretagne a abandonné l'exercice de son autorité dans un certain cas, elle l'ait aussi abandonné en tout. Les Américains nient le

1775. droit de ſuprématie de ce royaume, de la manière la plus poſitive; car ils s'y oppoſent dans toutes les occaſions où il ne s'accorde point avec leurs vues traîtreſſes, & leurs deſſeins ſéditieux. Ils refuſent d'obéir à toutes les loix qui ne leur plaiſent pas, & ont enſuite l'effronterie de nous dire qu'ils reconnoiſſent l'autorité légiſlative de la Grande-Bretagne, ne lui permettant pas, en même-tems, d'exercer cette autorité.

Quelques Seigneurs des plus violens, ſoutinrent que la requête étoit une entrepriſe inſidieuſe & traîtreſſe, pour en impoſer au Roi & au Parlement; que, tandis que les Membres du Congrès tenoient un langage reſpectueux, & faiſoient de belles proteſtations dans leurs *adreſſes* au Peuple de la Grande-Bretagne & d'Irlande, ils inſultoient le Parlement, refuſoient de reconnoître ſon autorité, & s'efforçoient d'exciter une rebellion dans l'Empire, en invitant les ſujets de ces Royaumes à ſe joindre à eux pour s'oppoſer aux loix & au Gouvernement. Ils ajoutèrent qu'il n'y avoit point d'autre parti à prendre avec ces indignes rebelles, que d'adopter les meſures les plus promptes pour les ſubjuguer & les punir de leurs crimes.

Il y en eut auſſi quelques-uns, quoique le nombre fût petit, qui s'efforcèrent de prouver

que

que le témoignage de M. Penn étoit partial. 1775.
A la fin les voix étant recueillies entre dix & onze heures du soir, il s'en trouva trente-trois pour la proposition du Duc de Richmond, & quatre-vingt-six pour le parti du Ministre.

Malgré les efforts des Patriotes pour la paix, le Parlement passa encore plusieurs actes, qui annonçoient qu'il étoit absolument déterminé dans le cabinet de continuer la guerre avec plus de vigueur, entr'autres un acte pour autoriser le Roi à lever la milice, & un second pour interdire tout commerce avec les Colonies. Par ce dernier, il fut aussi déclaré que tous les vaisseaux Américains pris sur la haute mer, ou dans les ports, seroient au profit des preneurs, pourvu que ceux-ci fussent au service de Sa Majesté Britannique. Cet acte annulla, outre cela, les loix au sujet du port de Boston, & de la pêche sur le Banc de Terre-Neuve, parce qu'elles devenoient pour lors insuffisantes, & même inutiles; il donna pouvoir au Roi de nommer des Commissaires, non-seulement pour accorder des pardons à ceux qui voudroient rentrer dans le devoir, mais encore pour s'informer des griefs dont les Colonies se plaignoient, & laissa à la discrétion de ces Commissaires le droit de déclarer, si telle ou telle Province étoit rebelle, ou sous la protection de la Grande-Bretagne.

1775. A-peu-près dans ce tems-là M. Burke proposa dans la Chambre des Communes qu'on examinât M Delancey, homme de considération, à *New-York*, & qui avoit été obligé de passer en Angleterre, parce qu'il désapprouvoit les mesures du Congrès ; mais cette proposition fut rejettée : sur quoi les patriotes, pour se moquer de cette opiniâtreté à refuser toute information, proposèrent qu'il falloit en venir à la résolution suivante : » Qu'il est inutile à cette » Chambre d'être informée de l'état actuel des » Colonies, de la disposition de leurs habitans, » & des effets probables de l'acte prêt à passer, » cette Chambre étant déjà suffisamment instruite » de toutes ces choses. » Je ne vois pas ce qui pouvoit donner lieu à ce refus de la part du Ministère, sinon qu'il ne vouloit pas qu'on sût la vérité : car M. Delancey étant d'un parti contraire à celui du Congrès, n'auroit certainement rien dit en faveur de cette Assemblée, que ce qui étoit véritable.

Tout homme impartial pouvoit aisément voir que les vues du Ministre étoient d'étendre les prérogatives de la Couronne aux dépens de la liberté du sujet. Ce qui se passa en Irlande, ne laisse aucun doute sur ce que je viens d'avancer. Le Vice-Roi de ce Royaume envoya à la Chambre des Communes un écrit signé de sa main,

pour la prier, au nom du Roi, d'accorder quatre 1775.
mille hommes au Gouvernement pour le service de l'Amérique, disant en même-tems aux Membres de cette Assemblée, que pendant l'absence de ces troupes, ils cesseroient de pourvoir à leur dépense, & que, comme l'Irlande se trouveroit par ce moyen, fort affoiblie, s'ils le jugeoient à propos, Sa Majesté remplaceroit ces soldats avec un nombre égal de troupes étrangères Protestantes, qui ne seroient point non plus à la solde des Irlandais. Il n'y a rien de plus clair, que le but de cette proposition étoit de sapper les fondemens de la Constitution, en introduisant dans ce royaume des étrangers, sans consulter le Parlement de la Grande-Bretagne; car quoi de plus absurde que de payer pour huit mille hommes, tandis qu'on n'en a que quatre? Ne pouvoit-on pas aussi-bien envoyer les troupes étrangères en Amérique, & laisser les Irlandais chez eux? Quelque grande que fût l'influence du Ministre, cette tentative ne lui réussit cependant pas. Les Communes d'Irlande accordèrent les quatre mille hommes qu'on leur demandoit; mais refusèrent de recevoir des soldats étrangers. Elle lui causa aussi beaucoup d'embarras dans le Parlement de la Grande-Bretagne; car le 15 Février 1776, M. Townshend se plaignit de la conduite du Vice-Roi, dans la Chambre des Communes, en ces termes: « Le

1775. » Comte d'Harcourt, Vice-Roi d'Irlande, en » violation des privilèges, & en dérogation à » l'honneur & à l'autorité de cette Chambre, a » envoyé, le 23 Novembre, à la Chambre des » Communes d'Irlande, un message signé de sa » main à cet effet ». Il en lut ensuite le contenu; après quoi il proposa qu'on choisît des Commissaires pour examiner cette affaire, & en faire ensuite leur rapport à la Chambre. Cette proposition, quoique fort bien soutenue par les Membres de l'Opposition, eut le même sort que celles qui l'avoient précédée, c'est-à-dire qu'elle fut rejettée par une grande majorité.

Malgré toutes ces défaites, Messieurs de la minorité ne se rebutoient pas. A peine avoient-ils perdu un poste, qu'ils en attaquoient un autre avec une nouvelle ardeur. Quelques jours après, M. Fox, avec son éloquence ordinaire, proposa qu'il étoit nécessaire d'élire un Comité pour examiner les causes du mauvais succès des armes de Sa Majesté en Amérique, & de la défection des Canadiens. Il dit qu'il n'avoit pas dessein de faire une récapitulation des causes de la malheureuse guerre d'Amérique; qu'il ne vouloit pas remonter à la source d'où ces causes tiroient leur origine; qu'il éviteroit de dire la moindre chose sur un systême dont le but étoit évidemment de renverser la forme du Gouvernement libre de l'Empire Britannique, parce

que ces assertions pourroient être disputées ; mais 1775.
qu'il exposeroit à l'attention de la Chambre, des faits connus & incontestables. Il ajouta qu'il ne parleroit pas de la justice ou de l'injustice des projets du Ministère ; qu'au contraire, il vouloit bien accorder pour le moment qu'ils fussent parfaitement justes : mais après avoir fait toutes ces concessions, il déclara que c'étoit son intention d'examiner les moyens que les Ministres avoient employés pour rendre efficaces les résolutions qu'ils avoient prises. Il dit qu'il avoit dessein de faire son examen depuis l'année 1774, tems où les actes coercitifs avoient commencé. Il fonda la justesse de sa proposition sur les assurances répétées, & la certitude qu'il y avoit quelque part de la mauvaise conduite, de l'incapacité ou de la négligence ; & qu'il falloit que les fautes dont on se plaignoit, & les conséquences qui en résulroient, fussent attribuées aux Ministres, ou aux Commandans des forces de Sa Majesté.

Il démontra qu'il n'y avoit point d'alternative ; que les premiers avoient formé des projets qui n'étoient point praticables ; ou si ces projets l'étoient, qu'ils n'avoient point fourni les moyens de les mettre en exécution ; ou que les derniers avoient fait de grandes fautes, & étoient conséquemment incapables de s'acquitter de leur commission. Dans l'une ou l'autre de ces posi-

1775. tions, continua-t-il, il est à propos de savoir qui est coupable ; ou, s'ils le sont tous, il est absolument nécessaire, avant qu'il soit trop tard, & que la Nation devienne la victime de leur mauvaise conduite, & de leur incapacité, que cette Chambre soit entièrement informée de ce dont il s'agit, afin de trouver les moyens de remédier au mal, quand elle saura que les uns étoient aussi peu capables de former des plans d'opérations, que les autres de les exécuter.

Il ajouta, que comme il avoit abandonné tout autre sujet de dispute pour simplifier la question présente, il espéroit que tout Membre indépendant seroit de son avis, & soutiendroit sa proposition.

Il ne voyoit pas, continua-t-il, quelle raison on pouvoit alléguer pour refuser d'y donner son approbation : car si les Ministres n'étoient pas des plus coupables, ils embrasseroient avec le plus grand plaisir une occasion de justifier leur conduite, & de faire voir au Public que les disgraces & les malheurs de la Nation, & le mauvais emploi des sommes immenses qu'elle avoit généreusement fournies, n'étoient point le résultat de leur ignorance, ni de leur incapacité, ou de leur manque d'intégrité. Il soutint que la justice publique exigeoit un pareil examen; que ceux qui avoient été accusés, avoient droit d'ê-

tre entendus, & de défendre leur cause; que, 1775.
tenir cachées les informations nécessaires à leur justification, c'étoit faire une insulte à la Nation, & commettre un acte d'injustice envers des particuliers; qu'il n'y avoit que les coupables qui pussent desirer d'éviter cet examen, & qu'aucun des Officiers de Sa Majesté, tant sur terre que sur mer, n'étoit assuré de conserver son honneur un seul moment, si sa réputation étoit ainsi sacrifiée pour cacher, protéger, ou pallier l'ignorance, les bévues, & l'incapacité des autres.

M. Fox entra ensuite dans le détail des mesures que l'on avoit prises, pour forcer les Américains à se soumettre à l'autorité de la Grande-Bretagne; il peignit avec les couleurs les plus frappantes, & mit sous le point de vue le plus clair, pour me servir de ses propres expressions, *la folie du Cabinet, & l'ignorance des Gens en place.* Il fit voir que les plans d'opérations avoient été formés avec incapacité, & exécutés avec peu de conduite; & finit en reprochant à la majorité des Membres cet acquiescement honteux & servile aux volontés des Ministres; acquiescement, ajouta-t-il, qui n'avoit jamais auparavant déshonoré les Conseils de la Grande-Bretagne, ni peut-être d'aucune autre Nation.

1775. Le parti de la Cour se trouva fort embarrassé dans ce débat. Les Ministres & leurs Avocats n'étoient pas d'accord entr'eux dans leur défense. Les uns se rejettoient sur les Officiers inférieurs; d'autres avouoient franchement qu'il étoit vrai qu'on avoit fait peu de chose, qu'on avoit soutenu de grandes pertes, & qu'on avoit commis des fautes considérables; mais tout cela devoit être attribué aux Américains, & non pas aux Ministres. Un jour viendroit où les rebelles paieroient cher leur opiniâtreté. Cette forme de défense est vraiment risible. D'autres disoient que les Colons avoient abusé de la clémence de la Grande-Bretagne, & du desir que cette dernière avoit d'en venir à une réconciliation; que tandis qu'elle retenoit la rigueur de ses châtimens, & qu'elle s'efforçoit de rétablir l'harmonie, la rebellion avoit acquis plus de force, & les Rebelles s'étoient préparés à la guerre; que par ce moyen, on avoit perdu une année en négociations inutiles; mais que cela feroit toujours honneur à la Nation Britannique, en convaincant l'univers de la douceur, de la patience, & de la justice de son Gouvernement, tandis que, d'un autre côté, les Rebelles incorrigibles qui s'y opposoient, seroient à jamais couverts d'infamie.

D'autres prétendirent que ce n'étoit pas le

tems de faire un pareil examen; qu'il falloit attendre jusqu'à la fin de la guerre; que plusieurs des Officiers, que l'on vouloit examiner, étoient alors hors du royaume, & s'efforcoient, par leur conduite, de remédier aux maux dont on se plaignoit, & de faire oublier les fautes qu'ils avoient pu commettre. D'autres furent tout-à-fait du sentiment des Membres de l'Opposition, & blâmèrent fortement les mesures que l'on avoit jusqu'ici suivies; mais parurent fort satisfaits de ce qu'on avoit changé de système, & se promirent les conséquences les plus heureuses de la vigueur avec laquelle on avoit résolu d'agir contre l'Amérique. 1775.

La dispute continua avec chaleur jusqu'à près de trois heures du matin, on en vint alors à la division des voix, & il s'en trouva cent quatre pour la proposition de M. Fox, & deux cens quarante pour le parti contraire.

Il y eut encore d'autres débats par rapport aux traités avec les Princes Allemands, qui s'étoient engagés à fournir des troupes; mais la majorité se trouva toujours pour la Cour.

Le Ministre pour le département de la guerre avertit la Chambre à-peu-près dans ce tems-là, qu'il demanderoit bientôt une somme de 20,000,000 tournois, pour défrayer les dépenses extraordinaires des forces de terre, depuis le 9

1775. Mars 1775, jusqu'au 31 Janvier 1776. Une somme si considérable, dépensée en si peu de tems, parut *extraordinaire* aux Membres de l'Opposition. Ils attaquèrent de nouveau les Ministres avec la plus grande fureur, & parurent pour un tems les accabler sous la solidité de leurs argumens. Ils examinèrent les Journaux de la Chambre, & firent voir que ni la glorieuse campagne de 1704, qui avoit sauvé l'Empire d'Allemagne, ni celle de 1760, qui avoit acquis à l'Angleterre le vaste Continent de l'Amérique Septentrionale, n'avoit tant coûté que la honteuse compagne de Boston en 1775. Ils s'efforcèrent de prouver par différens calculs que le maintien d'une misérable armée de huit mille cinq cens hommes, enfermés dans Boston, & qui mouroient presque de faim, avoit, en moins d'un an, coûté à la Nation à raison de 2,200 liv. tournois par homme. Ils demandèrent comment il seroit possible de faire subsister une armée de cinquante mille hommes en Amérique au même taux, sans compter la dépense qu'exigeoit la marine.

Toutes les figures de rhétorique furent mises en usage pour peindre avec les plus vives couleurs le règne glorieux de la Reine Anne, les victoires du grand Malborough, & les succès de la guerre de 1756. Les murs de la Chambre retentirent des noms fameux des Godolphins &

des Pitts, tandis que toute la force du ridicule, 1775.
& les ironies les plus piquantes étoient employées pour faire le contraste de ce qui étoit arrivé du tems de ces grands hommes, avec ce qui se passoit alors. Blenheim & Schellenbourg furent mis en comparaison avec *Lexington* & *Bunker's-Hill*, & la rivière Mystic avec le Danube.

Les Ministres, voyant que les mauvaises raisons qu'ils alléguoient ne faisoient qu'augmenter la force du torrent, au lieu de la diminuer, se rejettèrent à la fin sur la sanction du Parlement. Ils dirent qu'ils avoient agi, depuis le commencement de cette dispute, non-seulement avec la concurrence, mais même avec l'approbation du Parlement; qu'ils ne l'avoient pas cherchée, mais qu'ils l'avoient trouvée; que c'étoit un legs de leurs prédécesseurs, & dont le Parlement étoit déjà en possession quand ils furent appellés au Ministère; que, quand il plairoit à cette Assemblée de changer de conduite & d'opinion, ou d'abandonner les mesures qu'elle avoit jusqu'ici suivies, ils étoient prêts à acquiescer à tout ce qu'elle jugeroit à propos; mais que tant qu'ils auroient la confiance & l'approbation de la majorité de cette Assemblée, ils n'abandonneroient jamais le dépôt qui leur avoit été confié, & continueroient de faire leur devoir

1775. à tout haſard ; qu'il n'y avoit que deux choſes à demander, ſavoir, ſi l'argent avoit été employé d'une manière convenable, & ſi les meſures qui en avoient occaſionné la dépenſe étoient néceſſaires ? Qu'on répondroit à la première en tems & lieu, & que le Parlement avoit déjà donné ſon approbation à la ſeconde ; que quant à la mauvaiſe apparence de la campagne, cela provenoit de la même origine que les autres malheurs de la Nation, une trop bonne opinion des Américains ; qu'on n'auroit jamais pu croire qu'ils fuſſent aſſez méchans pour ſe joindre à la rebellion des habitans de la province de Maſſachuſet, ni conſéquemment pour bloquer les troupes du Roi dans Boſton, & empêcher qu'elles reçuſſent des proviſions dont il y avoit abondance dans la province ; qu'à préſent les moyens vigoureux qu'on avoit adoptés ouvroient un chemin à l'abondance, & qu'on ne ſeroit plus obligé d'envoyer toutes les proviſions d'Europe ; qu'aujourd'hui à la vérité, il n'étoit que trop vrai que cela fût néceſſaire, & que quelle que fût la dépenſe, ils ne pouvoient pas laiſſer mourir l'armée de faim, & renoncer à la cauſe ; & que la généroſité avec laquelle ils avoient été aſſiſtés dans cette ſeſſion, les mettroit en état d'agir déconomie dans la ſuivante. Enfin la détermination fut qu'on accordât l'argent deman-

dé, & les Patriotes n'eurent que le plaisir de ridiculiser leurs adversaires. 1775.

Cette grande majorité qui avoit jusqu'ici tout emporté devant elle, ne fut pas capable d'empêcher le Duc de Grafton de faire un nouvel effort pour une réconciliation. Il proposa donc, que, pour prévenir une plus grande effusion de sang, & pour montrer le desir que le Roi & le Parlement avoient de rétablir la paix dans toutes les dominations de l'Empire, on publiât un édit, déclarant que si les Colonies, dans un certain tems, avant ou après l'arrivée des troupes destinées pour l'Amérique, présentoient une requête au Général en chef, ou aux Commissaires, faisant mention des droits auxquels elles prétendoient, & des griefs dont elles se plaignoient, Sa Majesté, en pareil cas, consentiroit à une suspension d'armes, & que son Parlement l'avoit autorisée à les assurer que leur requête seroit reçue, examinée, & qu'on y feroit réponse. Les principaux motifs de cette proposition de la part du Duc étoient, à ce qu'il dit, que le Ministre pour le département des Colonies avoit déclaré, que le systême du Gouvernement étoit de forcer les Colons à se soumettre sans condition, & qu'il avoit lui-même reçu avis, que deux Français avoient été en conférence avec le Général Washington dans

1775. ſon camp, & qu'il les avoit envoyés au Congrès. Après de longs débats, cette propoſition fut rejettée. Le Miniſtre eut par-tout le deſſus, excepté dans l'établiſſement d'une milice Ecoſſaiſe qu'il vouloit faire, & qui excita beaucoup de jalouſie parmi les Anglais. Peu de jours après, le Roi mit fin à la Seſſion (le 23 Mai) en remerciant ſes fidelles Communes de la libéralité avec laquelle elles avoient fourni aux dépenſes de la guerre, & en les aſſurant qu'il n'y avoit aucun changement dans le ſyſtême politique des différentes Puiſſances de l'Europe.



CHAPITRE VI.

LE délai des transports, & les autres accidens qui leur étoient arrivés, comme on a pu voir dans le Chapitre IV, avoient réduit les troupes dans Boston, à la plus grande nécessité. Pour comble de malheur, elles avoient quelquefois la mortification de voir prendre, à l'entrée du port, des navires chargés de provisions qui venoient à leur secours, tandis que les courans, les vents, ou d'autres circonstances, empêchoient les vaisseaux de guerre de leur donner aucune assistance. La perte de ceux qui étoient chargés de charbon, fut sur-tout sévèrement sentie dans un pays où les froids sont rigoureux, & dans une place où les provisions d'hiver étoient alors fort rares. Si la condition des soldats étoit misérable, celle des habitans étoit réellement digne de pitié. Retenus contre leur volonté, & n'ayant plus aucune correspondance avec leurs amis, ils souffroient, outre la misère & le besoin, les injures & le mauvais traitement du militaire.

Les provisions de guerre commençoient aussi à diminuer dans Boston, & les viandes salées devinrent à la fin fort rares.

Les troupes campées à *Bunkers'-Hill*, obligées

1776. de coucher, pendant l'hiver, dans des tentes, avoient souffert considérablement de la neige & des vents piquans qui dominent dans ces pays-là durant cette saison. Le voisinage de l'ennemi rendoit d'ailleurs le service très-fatiguant, tant pour les Officiers que pour les simples soldats. Pour procurer du feu à l'armée, le Général avoit fait abattre plusieurs maisons que les bourgeois avoient abandonnées; mais il ne savoit comment faire pour obtenir des vivres. Il envoya quelques vaisseaux à la Barbade, où, avec le secours du Gouverneur, ils obtinrent une cargaison de provisions. Cela déplut cependant si fort aux habitans de cette isle, qu'ils présentèrent une *adresse* au Roi, dans laquelle ils firent un détail de leur situation, & se plaignirent amèrement de la conduite de leur Commandant.

Leurs plaintes n'étoient pas, à la vérité, mal fondées; car ayant à nourrir quatre-vingt mille nègres, & environ vingt mille blancs, & se trouvant alors privés des secours qu'ils recevoient ordinairement de l'Amérique, ils étoient exposés eux-mêmes à une famine. Il avoit aussi essayé de tirer des vivres de la Georgie, & pour cet effet, avoit envoyé un vaisseau armé & plusieurs bateaux de transport, & un détachement de soldats de marine, pour obtenir du riz

&

& d'autres provisions, de force, ou de bonne volonté; mais la milice prit aussi-tôt les armes, & ne voulut pas permettre aux soldats de débarquer, ni aux vaisseaux d'avoir aucune correspondance à terre. Pendant les disputes qui s'élevèrent à ce sujet, plusieurs Officiers Américains furent retenus à bord, & on refusa même de les relâcher; sur quoi les Georgiens élevèrent à la hâte plusieurs batteries sur les bords de la rivière, & commencèrent à canonner les vaisseaux Anglais, qui, de leur côté, firent feu sur les batteries. Dans cet engagement, il y eut plusieurs personnes de tuées de part & d'autre; & six navires chargés de provisions, dont les Royalistes s'étoient emparés, furent brûlés; de sorte que cette expédition n'eut aucun succès. 1775.

Tandis que les assiégés souffroient toutes ces misères, les assiégeans, au contraire, avoient tout en abondance dans leur camp. Ils attendoient avec impatience la gelée, qui commence ordinairement dans ce pays-là au mois de Janvier, & qui couvre de glace toute la surface des rivières, parce qu'ils espéroient qu'elle les rendroit non-seulement capables de prendre la ville, mais même de détruire toute la flotte. Ils furent cependant frustrés dans leur attente; l'hiver fut

1776. cette année-là extrêmement doux, & ne produisit aucun des effets qu'ils desiroient.

L'arrivée de la harangue du Roi à son Parlement, & la nouvelle de l'accueil que l'on avoit fait à la requête du Congrès, excitèrent en même-tems la plus grande fureur, & on dit que la harangue fut publiquement brûlée dans le camp. Les Colons à cette occasion, changèrent leurs drapeaux rouges, & en prirent d'autres avec treize raies, comme une marque du nombre & de l'union des Colonies.

Les corsaires Américains, quoique petits & méprisables, devenoient cependant plus nombreux de jour en jour, & n'avoient pas mal réussi contre les vaisseaux de transport & de provisions. Entre autres prises, ils en firent une qui fut de la dernière importance pour leurs opérations militaires. Ce fut un bateau de transport, qui s'étoit écarté de la flotte, dans lequel il y avoit, outre un grand mortier d'une nouvelle construction, plusieurs pièces de canon de fonte, un nombre prodigieux d'armes & de munitions, avec toutes sortes d'outils & de machines nécessaires à un camp.

L'inaction dans laquelle les deux armées avoient resté pendant quelques mois, fut inter-

rompue au commencement de Mars. Le Congrès ayant reçu avis de ce qui ſe paſſoit en Angleterre, & des troupes Allemandes priſes à la ſolde de la Grande Bretagne, donna ordre au Général Washington de faire de vigoureux efforts pour s'emparer de la ville de Boſton, afin d'être en liberté de s'oppoſer aux nouveaux dangers qui menaçoient les Colonies. En conſéquence, la nuit du deux au trois, les Américains ouvrirent une batterie à un endroit appellé *Phipp's-Farm*, d'où ils commencèrent à canonner & à bombarder la ville; ce qu'ils continuèrent pluſieurs nuits de ſuite. Pendant que l'attention de la garniſon étoit occupée de ce côté-là, on ne fut pas peu ſurpris de voir paroître, le cinq au matin, des ouvrages conſidérables de l'autre côté, ſur la hauteur de Dorcheſter. Ces ouvrages avoient été faits la nuit du quatre, & on y ouvrit bientôt une batterie de canons de vingt-quatre, & une batterie à bombes. Pluſieurs Officiers Anglais ont avoué que la promptitude avec laquelle les Colons travailloient, étoit extraordinaire, & que l'apparence ſoudaine & inattendue de leurs travaux avoit quelque reſſemblance à l'enchantement, & à ces actions merveilleuſes dont les Romans Orientaux ſont remplis. 1775.

La ſituation de l'armée devint alors fort cri-

1775. tique. Les nouveaux ouvrages, & ceux qui ſeroient indubitablement élevés ſur les collines voiſines, commanderoient entièrement la ville, une partie du port & du rivage, rendroient une retraite dangereuſe, & la communication entre les troupes poſtées ſur l'iſthme de Boſton & le corps de l'armée extrêmement difficile.

Dans ces circonſtances, il n'y avoit point d'autre parti à prendre, que d'abandonner la ville, ou de déloger les ennemis de leurs retranchemens, & de détruire leurs ouvrages. Le Général Howe adopta la dernière réſolution, & prit les meſures néceſſaires pour faire embarquer le même ſoir cinq régimens, avec les troupes légères & les grenadiers. Une terrible tempête, qui s'éleva ſur le ſoir, l'empêcha cependant d'accomplir ſon deſſein, & prévint probablement la perte d'une partie de ſon armée.

Il n'étoit pas ſurprenant que le Chevalier Howe voulût haſarder beaucoup, avant de ſe ſoumettre à l'indignité d'abandonner la ville. L'honneur de la Nation & le ſien propre y étoient intéreſſés. Il commandoit des forces que l'on avoit déclarées en plein Parlement capables de parcourir toute l'Amérique : les troupes de Boſton étoient les meilleures troupes d'Angleterre, & elles avoient une artillerie formi-

dable. Il étoit donc fort humiliant d'abandonner 1775.
une ville qui avoit été la cause de la guerre, à une milice peu disciplinée, & que les soldats avoient toujours méprisée. Quoi qu'il en soit, ces braves gens étoient tellement environnés, que leur courage ne pouvoit être ici d'aucune utilité, & n'auroit peut-être servi qu'à avancer leur ruine.

Le Général étoit néanmoins résolu, & le jour d'après la tempête on se prépara pour la même expédition; mais on s'apperçut que les Américains avoient élevé de nouveaux ouvrages, & les avoient si bien fortifiés, qu'il étoit impossible de les forcer. Le seul parti qu'il y avoit à prendre, étoit donc d'abandonner la ville, & de faire embarquer les troupes, l'artillerie & les provisions. Cette ressource n'étoit pas même sans danger & sans difficulté. Ce qu'il y a de singulier, c'est que les Américains continuèrent fort tranquilles dans leurs retranchemens, & ne firent pas le moindre mouvement pour empêcher l'embarquement, ni même pour harasser l'arrière-garde. Il est à croire qu'il y avoit un accord secret entre les deux Généraux, & que M. Washington s'offrit de ne pas inquiéter les Anglais, à condition que ces derniers ne détruiroient point la ville. Les Ministres désavouèrent cependant, dans les deux Chambres, qu'il

1775. y eût eu aucun traité avec les rebelles; mais on attribue ce désaveu à leur orgueil : car on avoit placé dans les maisons des matières combustibles, afin d'y mettre le feu en cas de besoin, & l'on assure que les élus eurent permission de sortir, & de conférer avec M. Washington sur ce sujet.

Malgré cette convention, l'embarquement ne put se faire sans désordre & sans perte, quoique l'on employât dix jours pour cela. Quinze mille familles attachées au Gouvernement, & qui, par leur conduite passée, avoient encouru la disgrace de leurs compatriotes, ne servirent qu'à embarrasser les bateaux de transport. Les Officiers, qui s'imaginoient passer l'hiver à Boston, avoient acheté beaucoup d'effets pour rendre leur situation moins désagréable : ils ne purent trouver à s'en défaire; & le Général souffrit qu'ils les emportassent avec eux, pensant qu'il eût été cruel de les leur faire abandonner.

Les soldats étoient continuellement de service, & les voitures de la ville étoient la plupart employées par les habitans qui vouloient la quitter. Tout le monde avoit ses embarras particuliers; les malades, les blessés & les femmes augmentoient le trouble & la confusion; c'étoit une scène pitoyable. Le Chevalier Howe fit paroître dans cette situation malheureuse beaucoup

de fermeté & de patience. Il y eut bien des murmures. Le défaut de provisions, & les mauvais succès, engendrent toujours du mécontentement dans une armée; le mécontentement se communique aisément, & devient en peu de tems général. Il y avoit des jalousies entre le matelots & les soldats, les uns attribuant leurs souffrances aux autres. 1776.

Le voyage d'Halifax qu'ils entreprenoient, étoit alors des plus critiques. Cette côte en tout tems dangereuse, l'étoit encore plus dans cette saison sujette aux tempêtes, & le nombre de navires qui montoit à cent cinquante, augmentoit les difficultés. Il étoit aussi à craindre que les grands vents de Nord-Est, qui prévalent dans ce tems de l'année ne les jettassent dans les isles; & ils n'avoient pas assez de provisions pour un pareil passage. Pour comble de maux, le pays où ils alloient étoit stérile, & peu capable de leur fournir ces rafraîchissemens dont ils avoient si grand besoin. Il étoit d'ailleurs fort désagréable aux soldats de penser, qu'après ce long voyage, quelque heureux qu'il fût, ils étoient fort éloignés du lieu de leur destination. Ils alloient à l'extrémité septentrionale du Continent, & l'endroit où ils avoient besoin étoit à la méridionale, ou au moins entre les deux. La nécessité n'a point de loi, les regrets furent inutiles.

1776. Comme l'arrière-garde s'embarquoit, le Général Washington entra dans la ville, tambour battant; &, dans tout le triomphe de la victoire, il fut reçu par les habitans qui reſtoient, & ceux qui avoient abandonné la ville du tems du Général Howe, avec toutes les démonſtrations de joie imaginables, & avec toutes les marques de reconnoiſſance qu'il eſt poſſible de témoigner à un libérateur. L'Aſſemblée de la province lui fit auſſi des remercîmens. Sa réponſe fut modérée, & convenable à ſon état.

Les Royaliſtes avoient été obligés de laiſſer derrière eux une artillerie conſidérable, & beaucoup de proviſions. Le canon, qui étoit à *Bunker's-Hill*, & ſur l'iſthme de Boſton, n'avoit pu être emporté. Le tems ne leur avoit pas permis de le détruire. Ils en jettèrent à la vérité quelques pièces dans la rivière, ainſi que quelques mortiers; mais les bourgeois les repêchèrent peu de tems après.

Telle fut la fin du ſiège de Boſton. La Colonie de Maſſachuſet ſe trouva par ce moyen délivrée des horreurs de la guerre, & en liberté d'adopter toutes les meſures qu'il lui plairoit pour ſa propre ſûreté.

La flotte parut encore ſut l'horiſon pendant plus de huit jours; mais en revanche leur paſſage d'Halifax fut plus court & plus fortuné qu'on avoit

lieu de l'espérer. L'Amiral laissa plusieurs vais- 1776.
seaux de guerre pour protéger les navires qui arriveroient d'Angleterre ; mais, malgré cette précaution, la grande étendue de la baie, & le nombre de petites isles & de criques, qui offroient un asyle aux corsaires Américains, firent que ces derniers eurent une ample récolte, & prirent plusieurs bâtimens qui étoient encore dans l'ignorance que la ville eût changé de maîtres.

Comme plusieurs mouvemens des Américains, & particulièrement les postes qu'ils occupoient dans les isles voisines du château Guillaume, démontroient un dessein d'attaquer cette forteresse, & que par ce moyen, ils auroient été capables de bloquer tous les vaisseaux de guerre dans le port, & d'empêcher d'ailleurs que la ville ne fût attaquée par mer, le Général Howe jugea à propos de faire sauter les fortifications qu'il y avoit dans l'isle avant son départ.

Le jour même que le Général Washington prit possession de la capitale de Massachuset, il avoit détaché plusieurs régimens pour la Nouvelle-York, craignant que les ennemis n'eussent quelque dessein sur cette Colonie. Les troupes du Roi n'étoient néanmoins guère en état de former aucune entreprise. L'armée du Chevalier Howe n'étoit pas de plus de neuf mille hommes, capables de s'acquitter du service, & , outre cela elle n'avoit

1776. point de provisions. Les effets des Bostoniens, qui l'avoient accompagné à Halifax, y furent vendus, & l'argent employé pour le service public. Les bourgeois suspects, qui avoient mieux aimé rester que de s'exposer à perdre leurs biens, ou peut-être la vie sur une mer orageuse, furent examinés, & ceux que l'on trouva coupables furent condamnés comme traîtres à la patrie, & leurs biens furent confisqués. On procéda de même envers les absens.

Rien cependant n'occupa plus les habitans de Boston, & ceux de la province en général, que le desir de mettre cette ville en état de défense, & d'empêcher, s'il étoit possible, une répétition de ces maux qu'ils avoient soufferts. Pour cet effet ils travaillèrent avec beaucoup de diligence à fortifier la ville & le port. Ils firent venir des Ingénieurs pour ordonner les ouvrages, & chaque habitant consacra deux jours par semaine au travail.

Pendant que ces choses se passoient dans la Nouvelle-Angleterre, Arnold continuoit le blocus de Quebec avec beaucoup de difficulté. Les renforts n'arrivoient que lentement, & les Canadiens, qui sont fort inconstans, étoient découragés, & commençoient à l'abandonner. Il paroît que le Congrès n'avoit pas encore assez de ressources pour ménager tant d'affaires en même-tems. Les Américains qui joignirent le Général eurent beau-

coup à ſouffrir dans leur marche ; mais ils endu- 1776.
rèrent toutes ces ſouffrances avec leur conſtance accoutumée.

M. Carleton de ſon côté tâchoit de tromper tous les efforts des Colons. La vigilance avec laquelle il faiſoit garder la ville, ne lui laiſſoit rien à appréhender d'une ſurpriſe, & il étoit préparé contre la force. Les habitans étant privés de l'aſſiſtance de la campagne, éprouvoient pourtant bien des maux.

Comme la ſaiſon approchoit où les ſecours d'Angleterre devoient arriver, les Américains devinrent plus actifs dans leurs opérations, & renouvellèrent le ſiège. Ils ouvrirent des batteries, & envoyèrent pluſieurs brûlots pour détruire les navires qui étoient dans le port ; mais toutes ces entrepriſes n'eurent aucun effet, quoiqu'elles fuſſent conduites avec beaucoup d'habileté. Ils avoient deſſein de prendre la ville par eſcalade pendant que l'attention de la garniſon ſeroit attirée du côté du feu. Les échelles furent toutes prêtes, & les ſoldats ſous les armes pendant pluſieurs jours, pour profiter du moment favorable en cas de la réuſſite des brûlots. Quoiqu'ils n'euſſent pas tout le ſuccès deſiré, ils brûlèrent néanmoins une partie des fauxbourgs ; mais il paroît que cette circonſtance fut avantageuſe aux aſſiégés : car les maiſons que l'on fut obligé d'abattre pour arrêter

1776. la fureur du feu, leur fournirent du chauffage, choſe dont ils avoient un extrême beſoin. Sur ces entrefaites, M. Beaujeu, qui avoit aſſemblé un parti de Canadiens pour faire lever le ſiège, fut défait dans ſa marche par un détachement de Républicains.

Ce petit ſuccès n'étoit cependant pas capable de ſoutenir leur courage. Après avoir inutilement eſſayé de mettre le feu à la ville par le moyen de brûlots, en y jettant des bombes, & en la canonnant à boulets rouges, ils commencèrent à déſeſpérer de pouvoir la prendre d'aſſaut, ou de la réduire par un ſiège régulier. Leur artillerie n'étoit pas, à la vérité, ſuffiſante pour le ſervice : d'ailleurs ils n'avoient point d'Ingénieurs expérimentés dans la conduite d'un ſiège. Pluſieurs corps, qu'on avoit envoyés à leur aſſiſtance, avoient été arrêtés dans leur marche par le mauvais tems, les mauvais chemins, & le défaut des choſes néceſſaires à une armée. Dans cet état de découragement, la petite vérole, ce fléau du Nouveau-Monde, & qui fait tant de dégât parmi ſes habitans, parut dans le camp. Cette maladie, que les Américains regardent comme la peſte, produiſit les plus mauvais effets, & il fut preſqu'impoſſible de maintenir la diſcipline.

Dans cette ſituation, ils ſe préparèrent à le-

ver le siège, & M. Wooster, qui étoit alors 1776.
Général en chef, & quelques-uns des principaux Officiers, étoient allés à Montréal pour faire des préparatifs nécessaires pour cela. Cette résolution ne fut pourtant pas assez tôt mise en exécution, pour empêcher qu'ils ne fussent attaqués par les assiégés. Le zèle du vaisseau de guerre l'Isis, & de deux frégates, qui, avec la plus grande résolution, pénétrèrent à travers les glaces, & arrivèrent à Quebec avant que le passage parût praticable, mit M. Carleton en état d'agir sur l'offensive. L'aspect inattendu des navires jetta les assiégeans dans la plus grande consternation, & ce n'étoit réellement pas sans raison; car la communication étoit alors coupée entre leurs différens corps, qui étoient sur les rives opposées de la rivière.

M. Carleton profita aussi-tôt de leur confusion; &, s'étant mis à la tête de quelques troupes qui étoient arrivées dans les vaisseaux, & d'un détachement de soldats de marine, il marcha avec la garnison pour attaquer le camp des Colons. Tout y étoit dans le plus grand désordre; il n'avoient pas même de retranchemens, & ils avoient déjà commencé une retraite. A l'apparition des ennemis ils prirent la fuite avec précipitation, abandonnant leur artillerie, leur bagage, leurs échelles, & tout ce qui pouvoit

1776. les embarrasser. Le Général Carleton voyant qu'il ne pouvoit les joindre, cessa pour quelque tems la poursuite. Plusieurs malades furent faits prisonniers.

En même tems les plus petits vaisseaux Anglais remontèrent la rivière avec tant de promptitude, qu'ils prirent plusieurs bateaux armés, appartenant aux Américains, & reprirent un bâtiment dont ces derniers s'étoient emparés au commencement de l'hiver précédent. Le Canada fut, par ce moyen, délivré des Républicains; &, depuis ce tems-là, ils n'eurent que des pertes de ce côté.

Le Gouverneur, après cette poursuite, donna des ordres qui feront toujours honneur à son humanité. Un grand nombre de malades & de blessés étoient dispersés dans les bois & dans les villages voisins, où ils se tenoient cachés, & étoient exposés à mourir de faim, de peur, ou de leurs maladies. Pour prévenir ces conséquences, il fit publier une proclamation, commandant aux Officiers requis de chercher ces malheureux, & de leur donner tous les secours nécessaires aux dépens du trésor public. Pour donner plus d'effet à cette proclamation, il promit qu'on leur permettroit de retourner chez eux aussi-tôt qu'ils seroient guéris.

Tandis que le Général Carleton donnoit,

dans les environs de Quebec, des preuves de 1776.
ſon humanité, le Capitaine Forſter exerçoit ſa barbarie à quarante-trois milles de Montréal. Il y avoit un détachement de trois cens quatre-vingt-dix hommes, ſous le commandement du Colonel Bedel au côteau des Cèdres. Forſter, avec un corps de ſix cens hommes de troupes réglées, outre les Indiens, s'avança pour les attaquer. Auſſi-tôt que le Colonel Bedel eut connoiſſance de leur approche, il quitta imprudemment ſon poſte pour aller chercher du ſecours à Montréal, & laiſſa le commandement des retranchemens au Major Butterfield. Celui-ci, qui étoit ou traître ou poltron, n'eut pas plutôt apperçu l'ennemi, qu'il propoſa de mettre bas les armes malgré les ſollicitations de ſes Officiers & de ſes ſoldats, quoiqu'il eût abondance de munitions avec deux pièces d'artillerie, & qu'il dût s'attendre à recevoir inceſſamment des renforts. Il ſe rendit, à condition que la garniſon ne ſeroit point miſe entre les mains des Sauvages, & que le bagage ne ſeroit pas pillé; mais ces conditions furent ſi peu obſervées, qu'on livrât ſur le champ les priſonniers aux Indiens, qui les dépouillèrent même de leurs vêtemens. Le Major Sherburne, qui étoit parti de Montréal à la tête de cent hommes, pour ſecourir Butterfield, en attendant que le Briga-

1776. dier-Général Arnold pût le suivre avec des forces plus considérables, débarqua à Quinze-Chênes le lendemain de la prise des retranchemens. N'ayant aucune idée de la conduite de Butterfield, il marcha à la hâte vers les Cèdres, qui ne sont qu'à neuf milles de là; mais à peine eut-il fait cinq milles, qu'il se trouva attaqué de tous côtés. Il se défendit pendant une heure avec courage; mais il fut à la fin obligé de céder au nombre, & de se rendre prisonnier. Ses soldats furent aussi-tôt conduits avec ceux de Butterfield, où ils éprouvèrent toutes sortes de cruautés. Les Indiens les dépouillèrent de leurs habits, & en laissèrent plusieurs dans une isle, exposés à l'inclémence de la saison & au manque de toutes les choses nécessaires à la vie. Ces barbares en mirent ensuite sept à huit à mort de sang-froid, & en firent rôtir un qui respiroit encore.

Ces cruautés font horreur à l'humanité, & servent à démontrer jusqu'à quel point l'ambition & les passions peuvent dégrader les Nations civilisées, puisqu'elles les portent à avoir recours à de pareils alliés.

Cette scène plaisoit sans doute au cruel Forster, puisqu'il profita de la triste situation du Major Sherburne & de ses officiers, pour leur faire signer des conditions injustes, savoir, qu'ils rendroient

droient un nombre égal de prisonniers, & pro- 1776.
mettroient de ne pas servir pendant la guerre.

A peine ce cartel fut-il signé, qu'on apprit que M. Arnold s'approchoit, & qu'il faisoit des dispositions pour attaquer les Anglais. — Là-dessus Forster mena le Major Sherburne au Conseil des Indiens, qui lui dirent qu'il n'arrivoit presque jamais qu'ils tuassent si peu de prisonniers dans leurs guerres; mais qu'il n'avoit qu'à informer le Général Arnold qu'ils mettroient désormais à mort tous ceux qui tomberoient entre leurs mains & massacreroient ceux qui étoient en leur pouvoir, s'il refusoit de ratifier le traité. Arnold ne voulut d'abord faire aucun accord avec Forster puisqu'il avoit déjà violé la capitulation. Dans la crainte néanmoins que les Sauvages ne missent leurs menaces en exécution, il finit par ratifier le cartel, après avoir obtenu qu'il seroit permis aux prisonniers de servir aussi-tôt après l'échange fait.

Vers la fin de Mai, plusieurs régimens des Isles Britanniques, un autre envoyé par le Chevalier Howe, & les troupes de Brunswick, arrivèrent successivement au Canada, de sorte qu'il y avoit alors dans ce pays-là une armée de treize mille hommes. Le rendez-vous général étoit à *Trois-Rivières*, qui est situé entre Quebec & Montréal, & à environ trente lieues de ces deux

1776. villes. Cette place est au Nord du Saint-Laurent, & prend son nom de trois branches de rivières, qui se déchargent dans ce grand fleuve.

Les Colons continuèrent leur retraite jusqu'à ce qu'ils furent arrivés sur les bords de la rivière Sorel, qui tombe dans le fleuve Saint-Laurent à environ cinquante lieues de Quebec, où ils furent joints par les renforts, qui n'avoient pu marcher à leur secours; mais ils étoient alors découragés; &, pour comble de maux, la petite vérole faisoit rage dans leur armée.

Ces circonstances fâcheuses n'eurent aucune influence sur le courage & sur l'intrépidité de leurs Commandans. Ils formèrent la résolution hardie de surprendre les Royalistes à *Trois-Rivières.* Les troupes Anglaises, & celles de Brunswick étoient alors séparées. Il y en avoit un corps à *Trois-Rivières*, sous le commandement du Brigadier-Général Frazer, & un autre à bord des transports, sous celui du Brigadier-Général Nesbit, à quelque distance du premier. Mais le gros de l'armée étoit en plusieurs divisions dans la route de Quebec, les uns à terre, les autres sur l'eau, sous le commandement des Généraux Carleton, Burgoyne, Philips, & Reidesel. La distance de la Sorel à *Trois-Rivières* est d'environ seize lieues, & il falloit passer plusieurs vaisseaux armés, & des bateaux de transport, pleins de

soldats, qui étoient au-dessus de cette dernière 1776.
place.

Malgré toutes ces difficultés, environ deux mille hommes, sous le commandement du Général-Major Thompson, s'embarquèrent à Sorel sur cinquante bateaux; &, rasant la côte méridionale du lac Saint-Pierre, où le fleuve Saint-Laurent est extrêmement large, arrivèrent à Nicolette, d'où ils descendirent dans le fleuve pendant la nuit, & passèrent de l'autre côté, dans l'intention de surprendre les troupes de M. Frazer. *Trois-Rivières* doit plutôt être considéré comme un long bourg, que comme une ville régulière. Le dessein des Américains avoit été de l'attaquer, avant le jour, aux deux extrémités en même tems; &, s'ils avoient réussi, de détruire tous les vaisseaux qui étoient auprès du rivage.

Il falloit trop de circonstances réunies pour la réussite de ce projet. C'étoit une de ces entreprises hardies, qui peuvent devenir fort utiles, mais que rien ne sauroit justifier que des affaires désespérées. Ils arrivèrent une heure trop tard; & quoiqu'ils passassent les vaisseaux armés sans être apperçus, ils furent néanmoins découverts en débarquant, & l'alarme fut donnée. Le terrein où ils prirent terre étoit fort mauvais; ce qui, joint à d'autres difficultés, les mit bien-

1776. tôt en désordre. D'ailleurs M. Frazer étoit prêt à les recevoir ; il avoit fait débarquer plusieurs canons de six, qui firent beaucoup d'effet parmi eux.

Pendant qu'ils étoient ainsi attaqués de front, M. Nesbit, qui étoit plus haut sur la rivière, débarqua ses troupes, & les prit parderrière. Dans cette position, une retraite paroissoit même impossible. Les troupes du Brigadier Nesbit gardoient la rivière pour les empêcher de regagner leurs bateaux, tandis que celles de Frazer les poursuivoient avec leur artillerie. Ils marchèrent entre ces deux feux pendant l'espace de plusieurs milles, à travers un marais fangeux, avec la plus grande difficulté, & dans la dernière détresse. A la fin, les Anglais furent fatigués de les poursuivre, & les bois leur offrirent un abri. Les deux principaux Officiers, & deux cens hommes de leur détachement furent faits prisonniers. La perte des Royalistes ne fut pas considérable.

Les Américains, après leur défaite, ne reparurent plus en force dans le Canada. Toute l'armée étant arrivée à *Trois-Rivières*, les troupes s'avancèrent avec la plus grande diligence par terre & par eau. Quand la flotte parut devant Sorel, elle trouva que les Américains avoient abandonné la place quelques heures auparavant,

détruit les batteries, & emporté leur artillerie & 1776.
les provisions. Un détachement considérable débarqua ici sous le commandement du Lieutenant-Général Burgoyne, & eut ordre de marcher le long de la Rivière Sorel jusqu'à Saint-Jean, tandis que la flotte, avec le reste de l'armée, la remonta jusqu'à Longueuil, place du passage de l'Isle de Montréal à la prairie sur le Continent. On découvrit ici que la ville de Montréal & toute l'isle, étoient abandonnées. Les Colons les avoit évacuées la veille. L'armée fut aussi-tôt débarquée sur le Continent, &, marchant par la prairie, traversa la presqu'isle formée par le fleuve Saint-Laurent & la rivière Sorel, afin de joindre Burgoyne au fort Saint-Jean, où on croyoit que les Américains auroient fait une forte résistance.

Cet Officier, après avoir suivi sa marche le long de la Sorel, arriva devant Saint-Jean le 18 Juin au soir. Il trouva les bâtimens en flammes, & tout ce que les Colons n'avoient pu emporter, détruit. Ils en avoient fait de même à Chamblée, & avoient brûlé tous les vaisseaux qu'ils n'avoient pu traîner jusqu'au lac Champlain, où ils s'embarquèrent sur le champ pour *Crown-Point.* Quoique leur fuite fût précipitée, il n'essuyèrent cependant aucune perte, & le Général Sullivan, qui commandoit la re-

1776. traite, reçut ensuite des remercîmens du Congrès, pour avoir sauvée l'armée dans un tems où elle étoit dans le plus grand péril.

Telle fut la fin de l'expédition du Canada.

Les Anglais emportèrent tout ce qui se trouvoit devant eux jusqu'à ce qu'ils furent arrivés au lac Champlain; mais là leur armée victorieuse fut obligée de s'arrêter : car, comme les Américains étoient maîtres de ce lac, il étoit impossible qu'elle s'avançât vers le midi, à moins que d'avoir un nombre de vaisseaux suffisant pour faire tête à ceux des ennemis. Cette opération demandoit du tems & du travail : car, quoiqu'on eût envoyé six vaisseaux armés de la Grande-Bretagne pour cet effet, les chûtes de Chamblée rendoient les moyens de les conduire au lac Champlain extrêmement difficiles. Il falloit d'ailleurs faire construire un grand nombre d'autres bateaux, tant pour servir de transports que de convoi.

Laissons-les construire leurs vaisseaux, & transportons-nous pendant ce tems-là, dans la rivière du Cap-*Fear*, où nous avons laissé M. Martin, Gouverneur de la Caroline Septentrionale.

Quoique ce Gouverneur eût été obligé de quitter le siège de son Gouvernement, il avoit toujours le même zèle pour le service, & faisoit les mêmes efforts pour soumettre la Caroline.

Il avoit d'autant plus d'espoir de succès, qu'il 1776.
savoit qu'une escadre de vaisseaux de guerre, sous la conduite du Chevalier Parker, avec sept régimens, commandés par Mylord Cornwallis, devoit être partie d'Irlande au commencement de l'année, & que la Caroline Septentrionale seroit le premier objet de cet armement. Il étoit informé d'ailleurs que le Général Clinton, avec un autre détachement, étoit en marche pour les joindre au Cap-*Fear*. Mais, outre toutes ces espérances, il s'étoit lié avec une bande de brigands, qu'on appelle Régulateurs, gens ennemis de tout gouvernement & de toute subordination, qui habitent les derrières des Colonies. Il avoit aussi armé les Ecossais nouvellement arrivés dans la Colonie pour y trouver des établissemens, & avec ces forces il se croyoit en état de réduire les insurgens sans avoir besoin d'autre secours de la Grande-Bretagne. Les Ecossais ne manquent pas de bravoure, & les Régulateurs, par leur manière de vivre, qui ressemble un peu à celle des Sauvages leurs voisins, paroissoient capables d'endurer les fatigues de la guerre.

Le Gouverneur fit distribuer plusieurs commissions parmi eux, & nomma M. Macdonald leur Général. Il fit aussi publier un Manifeste, commandant à toute personne bien affectionnée

1776. de joindre l'étendard du Roi, que le Général Macdonald avoit planté vers le milieu de Février.

Aussi-tôt que le Brigadier-Général Moore apprit qu'ils commençoient à s'assembler à une place appellée *Cross-Creek*, il se mit à la tête des Régimens de Provinciaux qu'il commandoit, & de la milice qu'il put trouver, & marcha à la hâte avec quelques pièces de canon, pour aller à leur rencontre. Quand il fut à quelques milles d'eux, voyant qu'ils étoient beaucoup supérieurs en nombre, il prit possession d'un poste avantageux, appellé *Rockfish-Bridge*, y fit des retranchemens, & le mit en état de défense. Après avoir été quelques jours dans cette position, où il recevoit continuellement des renforts, il apprit que Macdonald s'approchoit à la tête de son armée. Celui-ci envoya une lettre à Moore, contenant le Manifeste du Gouverneur, dans laquelle il lui recommanda de joindre l'étendard du Roi, lui & ses troupes, le lendemain à une heure marquée, ou qu'il seroit dans la nécessité de les regarder comme ennemis.

Le Brigadier-Général savoit que les miliciens étoient en marche de tous côtés, pour venir à son secours; il traîna la négociation en longueur, dans l'espérance d'entourer Macdonald; mais dans sa dernière réponse, il dit, que lui & ses

Officiers ſe croyoient engagés dans la cauſe la 1776.
plus glorieuſe & la plus honorable de l'univers, la défenſe de la liberté du genre-humain. Il accuſa les Ecoſſais d'ingratitude, & les fit ſouvenir de la tendreſſe avec laquelle ils avoient été reçus des Colons. Il reprocha au Général Macdonald, & à quelques-uns de ſes Officiers, leur manque de foi, puiſqu'ils avoient fait ſerment qu'ils n'étoient venus dans le pays, que pour voir leurs amis, ſans avoir deſſein de ſe mêler des affaires publiques. Il leur envoya enſuite, pour contre-quarrer le Manifeſte de M. Martin, un acte du Congrès, & leur dit que, s'ils vouloient le ſigner, ils ſeroient reçus comme amis ; mais qu'ils pouvoient s'attendre au traitement contraire, s'ils refuſoient de le faire.

Macdonald s'apperçut du danger où il étoit d'être entouré ; &, quittant ſoudainement ſon poſte, il s'efforça avec beaucoup d'habileté, par des marches forcées, & en paſſant pluſieurs rivières, de ſe retirer de ce mauvais pas. Les Américains le pourſuivirent néanmoins de ſi près, & s'emparèrent des paſſages avec tant de promptitude, qu'il ſe trouva à la fin dans la néceſſité d'en venir aux mains avec le Colonel Caſwell, qui, avec un corps de milice & de *Minute-men* d'environ mille hommes, avoit pris poſſeſſion d'une place appellée *Moor'es-Creek*-

1776. *Bridge*, où il s'étoit retranché. Les Royalistes étoient beaucoup supérieurs en nombre, ayant une armée d'environ deux mille combattans. Les Ecossais commencèrent l'attaque avec leur impétuosité ordinaire; mais Macleod, leur second Commandant, & quelques-uns des plus braves Officiers, ayant été tués à la première décharge, ils furent tout d'un coup découragés, & prirent la fuite avec précipitation, abandonnant leur Général & leurs principaux Officiers, qui furent tous faits prisonniers.

Cette victoire ne donna pas peu de vanité aux habitans de la Caroline. Ils venoient de montrer que leur Colonie n'étoit pas si foible qu'on se l'imaginoit, puisqu'en moins de dix jours, ils avoient été capables de lever plus de dix mille hommes; mais ce qui augmentoit leur contentement, c'est qu'avec une force inférieure, ils avoient défait des Européens, qui avoient pour eux un souverain mépris. Si ces gens-là n'avoient pas pris les armes avant l'arrivée des troupes d'Irlande, il est plus que probable qu'un pareil soulèvement auroit pu réduire cette Colonie; mais alors entièrement découragés, leurs Chefs envoyés dans différentes prisons, & eux-mêmes dépouillés de leurs armes, & veillés de près, ils ne purent par la suite, être d'aucun service.

Le Congrès envoya, au mois de Mars, une escadre de cinq frégates, sous la conduite de M. Hopkins, aux isles de Bahama, où il enleva l'artillerie & les provisions de guerre de la Providence, la plus considérable de ces isles. Il ne trouva pourtant point de poudre, parce que le Gouverneur l'avoit fait transporter à bord d'un petit vaisseau la veille de son débarquement. Il emmena le Gouverneur & plusieurs autres Officiers prisonniers. Il fit aussi plusieurs prises dans son retour, & rencontra une frégate Anglaise, avec un allège, qu'il attaqua. La frégate s'échappa avec peine, après un long combat; mais l'allège fut pris. 1776.

Pendant ce tems-là, Mylord Dunmore étoit toujours sur les côtes de la Virginie, où il resta une grande partie de l'année, avec ses fugitifs. Cette Colonie étant alors bien gardée, les malheureux qui s'étoient mis sous sa protection, mouroient presque de faim, & souffroient d'ailleurs toutes sortes de misères. La chaleur du climat, le manque de bonne eau, la malpropreté, & la mauvaise odeur de ces petits vaisseaux, dans lesquels ils étoient entassés, occasionnèrent des fièvres putrides, qui en emportèrent un grand nombre. Les nègres sur-tout souffrirent considérablement de cette maladie. Enfin, après diverses aventures, après avoir été chassés de place

1776. en place, & d'une iſle à une autre, par les Virginiens, pluſieurs de leurs vaiſſeaux furent jettés à la côte dans une tempête, & les fugitifs devinrent priſonniers dans leur propre patrie. Le reſte ne pouvant obtenir ni eau, ni proviſions, même au péril de la vie, le Gouverneur ſe détermina bientôt à faire brûler les plus petits navires, & les autres, au nombre de cinquante, firent voile pour la Floride, Bermude, & les iſles où débarquèrent les Royaliſtes. Ainſi finit le projet de ſoumettre la Virginie par le ſoulèvement des nègres; projet qui fut plus préjudiciable qu'utile au Gouvernement Britannique, en inſpirant aux habitans une haine implacable contre leur Gouverneur. On dit que de tous les eſclaves qui s'engagèrent dans cette affaire, il n'en échappa pas un ſeul. Tous périrent, ou par l'épée, ou par les maladies.

Le mauvais tems, les vents contraires, & mille autres accidens qui étoient arrivés aux navires envoyés d'Angleterre, avoient donné le tems aux Colons de défaire leurs ennemis avant qu'ils n'euſſent reçu aucun ſecours; & c'eſt peut-être à ces circonſtances qu'ils ſont redevables de leurs ſuccès.

La plupart des tranſports, comme nous l'avons déjà dit, avoient été trois ou quatre mois à gagner le continent de l'Amérique, tandis qu'il

étoit possible de faire ce voyage en six semaines. 1776.
L'escadre du Chevalier Parker, qui fit voile de Portsmouth vers la fin de l'année 1775, n'arriva au Cap-*Fear* qu'au commencement de Mai 1776, où elle fut retenue jusqu'à la fin du même mois. Le Chevalier trouva dans cet endroit, le Général Clinton, qui avoit déjà été à la Nouvelle-York, & de-là à la Virginie, où il avoit parlé à Mylord Dunmore; & voyant que sa petite armée n'étoit pas capable d'effectuer aucun service, étoit retourné au Cap-*Fear* pour l'attendre.

La saison n'étoit pas des plus favorables pour l'opération des troupes dans ces Colonies. La chaleur excessive avoit déjà rendu un grand nombre de soldats malades, même au Cap-*Fear*, où ils avoient toutes sortes de rafraîchissemens, & presque rien à faire. Il falloit cependant entreprendre quelque chose; & les instructions du Chevalier Parker & de Mylord Cornwallis, étoient d'attaquer *Charles-Town*, capitale de la Caroline Méridionale, en cas que cela pût se faire sans courir de grands risques; car pour lors, le Chevalier Clinton avoit ordre de joindre le Général Howe avec toutes ses forces, & de ne laisser qu'un Régiment ou deux au Cap-*Fear*, comme on pourra le voir à la fin de ce volume, par la lettre du Chevalier à Mylord George

1776. Germaine. Ils connoiſſoient alors fort peu la ſituation du Général Howe, & tout ce que M. Clinton ſavoit de l'évacuation de Boſton, il ne l'avoit appris que dans les Gazettes Américaines.

Au commencement de Juin, la flotte vint mouiller à la hauteur de la barre de *Charles-Town*. Elle étoit compoſée de deux navires, de cinquante canons, de cinq frégates de vingt-huit, d'une de vingt-deux, & d'une autre de vingt, outre deux petits vaiſſeaux armés, & une galiote à bombes.

Le Général Clinton, Mylord Cornwallis, & le Brigadier-Général Vaughan, commandoient les forces de terre. Il eſt à remarquer que, lorſque M. Clinton fit voile pour ſortir de Boſton, le Général Lee partit, à la tête d'un gros détachement de l'armée qui étoit devant cette place, pour défendre la Nouvelle-York des attaques qu'on ſuppoſoit qu'il pourroit faire ſur cette Province. Ayant réuſſi dans cet objet, le Général Clinton fut des plus ſurpris, à ſon arrivée à la Virginie, de trouver Lee dans le même état de défenſe qu'il l'avoit laiſſé à la Nouvelle-York. Lorſqu'il partit pour le Cap-*Fear*, Lee traverſa le Continent avec la plus grande diligence, pour venir au ſecours de la Caroline Septentrionale, & enfin, lorſque la flotte s'avança

vers le midi, cet homme infatigable ſe rendit 1776.
avec la plus grande promptitude à *Charles-Town.*

Le premier objet des Anglais, après avoir paſſé la barre, fut d'attaquer un fort nouvellement bâti au Sud-Oueſt de l'iſle Sullivan, qu'ils appellent *Sullivan's-Iſland.* Ce fort commandoit le paſſage de *Charles-Town*, qui eſt ſitué plus à l'Occident à environ deux lieues, & étoit regardé comme la clef du port de cette ville.

Le Chevalier Clinton, qui étoit alors Général en chef des forces de terre qui devoient coopérer à l'attaque de l'iſle Sullivan, fit débarquer ſes troupes à *Long-Iſland*, (Longue-iſle) place qui eſt ſituée à l'Eſt de *Sullivan's-Iſland*, & qui n'en eſt ſéparée que par une crique, que l'on diſoit guéable à baſſe marée, puiſqu'on n'y comptoit que dix-huit pouces d'eau. Auſſi-tôt que le Chevalier eut pris poſte dans *Long-Iſland*, ſon premier ſoin fut de faire ſonder la crique, & de la ſonder lui-même; mais à ſon grand étonnement, on trouva par-tout ſept pieds d'eau. Pour la paſſer, il falloit alors des bateaux, & le Général n'en avoit que pour embarquer ſix cens hommes à la fois. D'ailleurs, les habitans de la Caroline avoient poſté des troupes avec du canon, au Nord-Eſt de l'iſle Sullivan, où ils avoient

1776. conſtruit des ouvrages pour s'oppoſer aux Royaliſtes.

M. Lee étoit campé ſur le Continent, derrière l'iſle, avec laquelle il avoit communication par le moyen d'un pont de bateaux, de ſorte qu'il étoit toujours à portée d'envoyer des renforts aux troupes qui étoient ſur l'iſle.

Le Chevalier informa ſur le champ le Chef-d'eſcadre de toutes ces particularités, & lui fit dire qu'il ne croyoit pas que les troupes fuſſent capables de lui donner le ſecours dont il s'étoit d'abord flatté; mais que s'il jugeoit à propos de faire l'attaque, il feroit toute diverſion poſſible en ſa faveur, & lui enverroit même deux bataillons de ſon côté, aux ordres du Brigadier-Général Vaughan, pour coopérer avec lui, en cas que cet Officier fût d'avis qu'on pût les débarquer avec ſûreté.

Le Chevalier Parker fit réponſe, qu'il attendoit du Général tout le ſecours qu'il feroit capable de lui donner, & ne repondit rien au ſujet des troupes qui lui étoient offertes. Il paroît que le Chef-d'eſcadre s'imaginoit être ſeul capable de prendre le fort; & la lettre qu'il écrivit à M. Clinton le 25 du mois de Juin, confirme cette opinion; car il lui mande que s'il étoit capable de faire taire les batteries, il avoit deſſein

de

de débarquer des matelots, & des soldats de 1776.
marine, qu'il avoit exercés sous les canons, & de les faire entrer par les embrasures. Il ajoute ensuite que, s'ils réussissent, ils seront en état de garder le fort, jusqu'à ce que le Général envoie autant de troupes qu'il jugera à propos, & qui pourront entrer de la même manière ; il lui envoie même les signaux dont il se servira en cas qu'il en prenne possession. *Voyez à la fin de ce Volume.*

Malgré les difficultés qu'il y avoit de débarquer les troupes sur l'isle de Sullivan, le Général Clinton, qui étoit très-zélé pour le service, & qui avoit d'autant plus de raison de l'être qu'il ne devoit sa Commission qu'au choix du Roi, sans la participation des Ministres, avoit résolu de ne point demeurer spectateur oisif de l'attaque de la flotte ; & le 24, il s'étoit disposé à déloger les Américains de leurs retranchemens sur la pointe de l'Isle ; mais, l'escadre ne pouvant pas attaquer ce jour-là à cause du mauvais tems, ceux-ci quitterent leur premier poste, & se retranchèrent cinq cens pas plus loin dans un terrein fort avantageux, ayant une batterie sur leur droite, & un marais sur leur gauche. Ils rasèrent aussi leurs premiers ouvrages, & en tirent une esplanade ou une espèce de glacis. Tenter de débarquer en face d'un ennemi si bien posté, étoit impraticable,

1776. d'autant plus qu'il n'y avoit pas de canons pour soutenir ses troupes.

Il ne restoit plus alors au Chevalier Clinton qu'une seule ressource, c'étoit d'attaquer la batterie qui étoit sur la pointe d'Haddrel, en débarquant à trois milles de-là : c'est pourquoi il demanda au Chef-d'escadre quelques frégates pour favoriser cette attaque, en coupant la communication entre cette batterie & le corps de l'armée ennemie; mais elles échouèrent toutes, en voulant se rendre à leurs différens postes; de sorte que ce dernier moyen devint aussi impraticable.

Le 28 M. Parker ordonna l'attaque, & la galiote commença dès le matin à jetter des bombes dans le fort, tandis que le reste de l'escadre s'approchoit. Environ sur les onze heures, les vaisseaux de guerre le Bristol & l'Expériment, les frégates l'Active & la Solebay, se placèrent vis-à-vis du fort, & commencèrent une furieuse canonnade. Le Sphynx, l'Actéon, & la Syrène eurent ordre de prendre poste entre le bout de l'isle & *Charles-Town*, en partie pour enfiler les ouvrages du fort; en partie pour couper la communication entre l'isle & le continent, ce qui auroit conséquemment empêché la retraite de la garnison, & le passage du secours qu'on auroit pu lui envoyer; en partie aussi pour que les vaisseaux

employés à l'attaque ne fussent nullement inter- 1776.
rompus, soit par des brûlots ou autrement; & en partie pour favoriser l'attaque du Chevalier Clinton sur la batterie d'Haddrel. Ce dessein ne réussit cependant pas, par la mal-adresse des pilotes, qui firent échouer les frégates sur les bancs qui sont dans la rivière. Il est vrai que le Sphynx & la Syrène se dégagèrent avec beaucoup de difficulté; mais il étoit trop tard, & elles étoient d'ailleurs si fort endommagées, qu'elles ne purent être d'aucun service. L'Actéon ne pouvant se débarrasser, fut brûlé le lendemain par l'équipage, de peur que les provisions qui étoient à bord ne tombassent entre les mains des ennemis.

Le feu roulant de deux navires de cinquante canons, & de deux frégates de vingt-huit, étoit capable d'ébranler la fermeté de l'ennemi le plus brave, & d'intimider les soldats les plus aguerris. Cependant la garnison du fort se comporta avec beaucoup de courage, & répondit à ce feu continuel, par un feu qui n'étoit pas moins terrible. Les matelots Anglais, de la bravoure desquels on ne sauroit disputer, & qui portent même le courage jusqu'à la témérité, ne furent nullement épouvantés de ce rugissement d'artillerie qui les foudroyoit. Ils restèrent fermes à leurs canons, & firent feu avec autant de sang-froid, que s'il n'y avoit pas eu de danger dans le

1776. service. En conséquence, le carnage fut épouvantable, & les navires furent, pour-ainsi-dire, écrasés. Les cables du vaisseau du Chevalier Parker ayant été coupés par les boulets, il demeura durant quelque tems exposé à tout le feu du fort, de sorte qu'il fut presque mis en pièces. On dit même que le tillac fut une fois si bien balayé, qu'il ne restoit plus que le Chef-d'escadre seul, les autres étant ou tués, ou emportés dans la cale, pour y faire panser leurs blessures. Le Capitaine, dont le nom mérite d'être transmis à la postérité à cause de son courage, M. Morris, après avoir reçu plusieurs blessures, refusa de quitter son poste, jusqu'à ce qu'il eût le bras emporté; cet homme courageux mourut quelque tems après. Le Capitaine de l'*Expériment* perdit aussi un bras, & fut tellement blessé, qu'on désespéra d'abord de sa vie.

Les fortifications du fort étant très-basses, & faites de terre & de palmetto, ou palmier nain, l'artillerie Anglaise ne fit pas autant d'impression qu'elle auroit dû faire. D'ailleurs on croit que les navires de guerre étoient mouillés à une trop grande distance de la place, pour pouvoir faire l'effet desiré. On dit pourtant que le feu cessa une fois pendant un tems considérable, de sorte qu'on croyoit que le fort étoit abandonné; mais

les Américains disent de leur côté, qu'il ne fut jamais abandonné, & que la cause du silence de leurs batteries, c'est qu'ils n'avoient plus de poudre, & qu'ils furent obligés d'attendre qu'il leur en vînt du continent. Cette relation paroît véritable, & le feu des navires retarda encore davantage l'arrivée de cette poudre. 1776.

L'action continua jusqu'au soir; &, à dix heures, le Chevalier voyant qu'il n'y avoit point d'espoir de succès, retira ses vaisseaux, après un combat d'environ neuf heures. Le *Bristol* eut cent onze hommes de tués & de blessés, & l'Expériment soixante-dix-neuf. Les frégates souffrirent moins, parce que les Américains s'attachoient aux gros vaisseaux.

Le Colonel Moultrie, qui commandoit dans le fort, ainsi que toute la garnison, reçurent beaucoup de louanges du Général Lee, & de leurs compatriotes, à cause de leur courage.

Au commencement de l'attaque, le bâton du pavillon fut emporté par un boulet de canon, le sieur Jasper, sergent des Grenadiers, sauta immédiatement sur la greve, par une des embrasures, releva le pavillon, & remontant hardiment le parapet à travers une grêle de boulets, l'attacha avec beaucoup de sang-froid, à un autre bâton.

Le Président de la Colonie, pour récompenser

1776. sa bravoure, lui fit présent d'une épée le lendemain de la bataille. Un autre sergent, nommé Macdonald, ayant été mortellement blessé d'un coup de canon, s'écria : » Je meurs pour une cause » bien glorieuse ; mais j'espere qu'elle ne mourra » pas avec moi » Tous les héros dont l'histoire nous fait mention, pouvoient-ils avoir des sentimens plus relevés ?



CHAPITRE VII.

LE Congrès étoit cependant occupé à sonder les dispositions du peuple, & à le préparer à la déclaration d'indépendance. Il avoit envoyé un Manifeste à toutes les Colonies, dans lequel il faisoit un détail des raisons qui rendroient nécessaire le projet de supprimer entièrement l'autorité de la Grande-Bretagne. Il fit voir que les Colonies étoient exclues de la protection de la Couronne, & que toutes les forces des Isles Britanniques, aidées d'auxiliaires Allemands, étoient employées pour les détruire.

C'est pourquoi *le* 30 Mai, il prit la résolution suivante : « Qu'il soit recommandé aux Assemblées respectives, & aux Conventions des » Etats-Unis, où il n'y a point encore de Gouvernement suffisant d'établi pour transiger les affaires, d'adopter la forme de Gouvernement qui » pourra, suivant l'opinion des Représentans du » peuple, le plus contribuer au bonheur & à la » sûreté de leurs Constituans en particulier, & de » toute l'Amérique en général ».

Il nomma aussi un Comité de trois personnes pour préparer un préambule à la résolution ci-dessus, & MM. John Adams, Rutledge, &

1776. R. H. Lee, furent choisis Membres de ce Comité.

En conséquence, le 15 du même mois, le Congrès Général, après avoir considéré l'esquisse du préambule qui avoit été fait par le Comité, y donna son consentement. Ce préambule étoit conçu en ces termes :

» Comme Sa Majesté Britannique, de concert » avec les Pairs & les Communes de la Grande-» Bretagne, a, par un acte du Parlement, exclu » les habitans des Etats-Unis de la protection de » la Couronne, & comme elle n'a point fait de » réponse aux humbles requêtes des Colonies au » sujet des griefs dont elles se plaignent, & à la » demande qu'elles font de se réconcilier avec la » Grande Bretagne, & qu'il n'y a pas lieu de croire » qu'elle veuille en faire ; mais qu'au contraire, » toutes les forces de l'Empire, aidées de mercé-» naires Allemands, sont employées pour la ruine » du bon peuple de ces Colonies ; & comme il pa-» roît absolument incompatible à la droite raison, » & aux consciences des habitans de ces Colonies, » de prêter serment, ou de faire des promesses » de soutenir le Gouvernement de la Grande-» Bretagne, & qu'il est nécessaire que tout exer-» cice d'autorité sous ledit Gouvernement, soit » entièrement supprimé ; & que le Gouverne-» ment sous l'autorité du peuple de ces Colo-

» nies, faſſe tous ſes efforts pour la conſervation 1776.
» de la paix au-dedans, de la vertu & du bon
» ordre, ainſi que pour la défenſe de ſa vie, de
» ſa liberté, & de ſes biens contre les hoſtilités,
» les invaſions, le pillage, & les cruautés de ſes
» ennemis, nous avons réſolu qu'il ſoit recom-
» mandé, &c. »

Il ordonna enſuite que le préambule, & la réſolution du 10 fuſſent publiés.

La Penſylvanie & Maryland s'opposèrent cependant fortement à cette publication ; & quoique ces Provinces deſiraſſent avec ardeur le ſoulagement de leurs maux, elles ne pouvoient penſer ſans horreur à rompre entièrement avec l'Angleterre. Leurs Députés déclarèrent que la réſolution d'indépendance étoit une affaire de trop grande importance pour qu'ils décidaſſent finalement ſur ce ſujet, & demandèrent permiſſion de conſulter leurs Conſtituans. Ceux qui s'oppoſoient à l'indépendance, diſoient que la ſéparation de la Grande-Bretagne ſeroit accompagnée de bien des inconvéniens : ils s'efforçoient de prouver la néceſſité d'un Souverain commun pour gouverner tant de petites Républiques, qui n'étoient pas ſouvent d'accord entr'elles. Ils faiſoient voir d'ailleurs les avantages politiques qu'il y avoit à tirer de l'ancienne union.

Les autres, de leur côté, ſoutenoient que la

1776. liberté étoit le premier bien, & que sans elle tous les autres avantages n'étoient d'aucune valeur. Ils demandoient ce qu'ils avoient à espérer s'ils se soumettoient à une grande armée composée d'étrangers, d'Anglais, de Sauvages, & même de leurs propres esclaves; ils ajoutoient, qu'au moment où ils se soumettroient ils seroient à la merci de leurs ennemis. Pourquoi, continuoient-ils, avons-nous pris les armes? Si c'est pour conserver notre liberté, les mettre bas avant d'être parvenus à ce but, c'est avouer que notre première résistance à la tyrannie du Ministère étoit une rebellion sans cause. Que nous offre-t-on aujourd'hui? Quelle satisfaction nous donne-t-on? On nous promet de nous pardonner, & voilà tout. Avons-nous donc résisté au pouvoir du despotisme, pour en obtenir pardon? Avons-nous pu, dans le principe, être coupables d'une pareille absurdité, ou avons-nous à présent la lâcheté de nous soumettre à de telles conditions? Qu'avons-nous donc à faire, si la Grande-Bretagne est sourde à toutes nos prières, & si elle nous abandonne au pillage, à moins que nous ne devenions ses esclaves? Comment obtiendrons-nous l'objet de notre résistance? Par la guerre seulement, répondoient-ils; il n'y a que la guerre qui puisse conserver nos privilèges. Mais, ajoutoient-ils,

tant que nous reconnoîtrons les prétentions de la Grande-Bretagne, nos Conseils & nos Généraux manqueront d'autorité ; la guerre que nous ferons sera conséquemment irrégulière, foible, & sans la moindre apparence de succès ; nous donnerons des ordres que personne ne sera tenu d'obéir ; il se formera des conspirations & des rebellions, que personne n'aura droit de punir ; d'ailleurs tant que nous nous regarderons comme sujets, aucune Puissance étrangère ne nous donnera du secours contre les machinations de l'Angleterre & de ses Alliés. Ce n'est pas nous, continuoient-ils, qui rompons l'union ; elle est déjà rompue par un acte du Parlement Britannique, &, ainsi abandonnés, toutes les loix divines & humaines non-seulement permettent, mais même exigent que nous choisissions les moyens les plus propres à notre sûreté. 1776.

Le 20, les Membres du Congrès s'assemblèrent en Comité, pour examiner encore une fois l'état des Colonies ; mais il n'y eut rien de déterminé. Ils prirent néanmoins plusieurs résolutions au sujet des fonds publics, & du paiement des dettes de l'Etat. Enfin, après différens débats & différens ajournemens, un Comité de toute la Chambre en vint, le 10 Juin, à cette déclaration, « que ces Colonies-Unies sont » & ont droit d'être des Etats libres & indépen-

1776. » dans ; qu'elles ſont abſoutes de toute fidélité » envers la Grande-Bretagne, & que toute connexion politique entr'elles & l'Empire Britan» nique eſt & doit être abolie ».

Cette réſolution ayant enſuite été rapportée au Congrès, elle excita de grands débats, & il fut enfin décidé d'en différer la conſidération jusqu'au premier Juillet; mais afin de ne pas perdre de tems, il fut arrêté de nommer un Comité pour préparer une déclaration d'indépendance conforme à cette réſolution, en cas qu'elle fût approuvée. En conſéquence, MM. Jefferſon, John Adams, Franklin, Sherman, & R. R. Livingſton, furent choiſis, le 11 du même mois, pour préparer la déclaration d'indépendance, & il y eut auſſi un Comité d'élu pour préparer un plan des traités qu'ils avoient envie de propoſer aux Puiſſances étrangères.

Les Aſſemblées des différentes Colonies étant conſultées à ce ſujet, dirent à leurs Délégués de ſe déclarer pour l'indépendance, excepté celle de Maryland. Dans cette province, qui eſt compoſée de onze Comtés, ſept s'opposèrent à ce projet, & dirent à leurs Députés de donner leurs voix contre la ſéparation; ce qu'ils firent, & ſe retirèrent enſuite du Congrès. L'horreur cependant d'être abandonnée à elle-même, les reproches des autres Colonies, & peut-être la crainte

de leur reſſentiment, la firent bientôt changer de conduite. Elle renvoya ſes Délégués au Congrès, avec de nouvelles inſtructions de faire ce qu'ils jugeroient à propos pour le bien de leur patrie. 1776.

Le 1, le 2 & le 3 Juillet, il y eut encore de grands débats au ſujet de la réſolution d'indépendance; mais les Membres étant à la fin réunis, le Congrès déclara, le 4, l'indépendance des Colonies, & les nomma, *les Etats-Unis de l'Amérique.* Cette déclaration contient toutes les raiſons qui l'ont engagé à prendre ce parti, & ſe trouve à la fin de ce Volume.

On voit que cette grande révolution, qui eſt ſans exemple dans les Annales du monde, fut conduite avec la plus mûre délibération. Les Membres du Congrès étoient des gens ſages & éclairés, qui ne prenoient aucun parti précipité, mais qui étoient fermes & intrépides quand ils avoient une fois pris une réſolution. On peut auſſi voir que leur oppoſition au Gouvernement Britannique étoit fondée ſur les principes les plus évidens de la Conſtitution de l'Empire. Une réſolution étoit la conſéquence d'une autre, juſqu'à ce qu'enfin l'opiniâtreté des Miniſtres les obligea à déclarer les Colonies indépendantes.

Le Miniſtère Anglais, qui étoit réſolu de les ſoumettre à l'autorité du Parlement de la Grande-Bretagne, avoit trois objets en vue

1776. dans la campagne de 1776 ; le premier étoit de recouvrer le Canada, & d'envahir la Nouvelle-Angleterre par la voie des lacs; le second, de faire quelque impression sur les Colonies méridionales ; & le troisième, qui étoit le principal, d'attaquer la Nouvelle-York.

Nous avons déjà vu jusqu'à quel point les deux premiers furent remplis. Au Nord, le Général Carleton avoit entièrement chassé les Républicains du Canada, & étoit occupé à construire des vaisseaux sur le lac Champlain, afin d'envahir la Nouvelle-Angleterre, la campagne prochaine. Il est vrai qu'au Midi les Anglais avoient été repoussés à l'attaque de l'isle Sullivan; mais ils n'avoient perdu que quelques vaisseaux: les troupes n'avoient point du tout souffert, & étoient dans le cas d'attaquer la Caroline au commencement de la saison, d'autant plus qu'on attendoit encore des renforts de la Grande-Bretagne.

Le succès du troisième paroissoit assuré. Les places les plus importantes de la Nouvelle-York étant sur des isles longues & étroites, se trouvoient exposées à l'artillerie de la flotte & aux descentes des troupes Anglaises; &, si elles en faisoient la conquête, les vaisseaux de guerre étoient ensuite capables de les protéger. Sa situation d'ailleurs, qui est au centre des Colonies,

étoit dans le cas de procurer de grands avantages. De-là il étoit également facile de porter la guerre dans la province de Connecticut, ou dans la Nouvelle-Jersey, & dans la Pensylvanie, ou d'envahir ces pays tour-à-tour. 1776.

Par ce moyen le Général Anglais pouvoit à son gré changer le théâtre de la guerre, tandis que la flotte, par la voie de la grande rivière du Nord, harasseroit & ruineroit les pays voisins, sans que les Américains pussent s'y opposer. L'intention étoit aussi de couper la communication entre les Colonies Méridionales & les Septentrionales, si le Général de l'armée du Nord pouvoit pénétrer jusqu'à cette rivière, & joindre le Chevalier Howe. Outre tous ces avantages, *Long-Island*, qui est très-fertile en bleds & en toutes sortes de grains, & qui abonde en bétail, paroissoit suffisante pour l'entretien d'une armée, & la plupart de ses habitans étoient attachés à la cause du Roi.

Ce plan étoit certainement des mieux formés; & si les Généraux employés pour l'exécuter avoient montré autant d'habileté que ceux qui l'avoient tracé, les Etats-Unis feroient encore aujourd'hui partie de l'Empire Britannique; mais ils commirent des fautes impardonnables, & firent même croire à toute l'Europe qu'ils agissoient de concert avec l'ennemi.

1776. Tout ce dont on peut accuser le Ministère, c'est d'avoir envoyé les armemens nécessaires pour exécuter ses projets, lorsque la saison étoit trop avancée; mais cette faute ne retardoit la conquête de l'Amérique que d'une campagne, & pouvoit se réparer au commencement de l'année 1777.

Quelques personnes, qui jugent toujours d'après les évènemens, trouvèrent qu'il auroit mieux valu, la campagne d'ensuite, envoyer l'armée du Général Burgoyne par la voie de la Nouvelle-York, sans l'exposer aux dangers & à la fatigue qu'elle eut à essuyer en passant par des chemins presque impraticables; mais ils ne font pas réflexion que le Canada auroit toujours été menacé d'une nouvelle invasion; que les troupes auroient été obligées de laisser derrière elles la forteresse de Ticondéroga, & que toute communication auroit été coupée entre M. Burgoyne & M. Carleton. Ils ne font pas réflexion qu'en traversant toute l'étendue de pays, depuis le lac George jusqu'à Albany, les Anglais rassuroient les sujets bien affectionnés, & empêchoient ceux qui ne l'étoient pas de prendre parti contre la cause du Roi.

Ce qui fit échouer le plan du Ministère doit être attribué au défaut de concert, & à la jalousie des Généraux. On pourra voir, par la suite de

de cette Histoire, que dans le tems où le Général Howe auroit dû coopérer avec M. Burgoyne, & l'aider à achever la conquête des provinces Septentrionales, il s'embarqua pour le Midi, & laissa ce Lieutenant-Général à la merci des ennemis. On pourra voir aussi que ce dernier s'avança trop avant sans être assuré de secours, & perdit, par son imprudence, l'armée du Nord; ce qui fut une des principales causes de la perte des Colonies. 1776.

La conduite des grands armemens qui étoient nécessaires pour exécuter le plan dont nous venons de parler, fut confiée à Mylord Howe, & au Chevalier son frère. Le premier fut fait Amiral de la flotte, & le second, Général en chef de l'armée. Si les forces de terre, employées à ce service, avoient pu être réunies au commencement de la campagne, elles auroient monté à trente-cinq mille hommes, dont treize mille étoient Hessois & Waldeckers. Une pareille armée d'Européens n'avoit jamais paru auparavant dans le Nouveau-Monde. Si l'on considère d'ailleurs qu'elle avoit une artillerie formidable, des provisions de guerre en abondance, & que les troupes étoient bien disciplinées, on avouera que la réduction de l'Amérique paroissoit inévitable; sur-tout si l'on fait réflexion que les forces du Congrès ne consistoient qu'en une

1776. milice sans expérience, & peu disciplinée, qui avoit été levée à la hâte; qu'elles manquoient d'Officiers expérimentés, & que les munitions n'étoient pas fort abondantes.

Le Général & l'Amiral étoient aussi Commissaires pour rétablir la paix, & avoient le pouvoir d'accorder des pardons à ceux qui mériteroient la faveur du Roi; de sorte que d'une main ils portoient l'olivier, & de l'autre le fer & le feu.

Le Chevalier Howe, après avoir resté deux mois à Halifax, en attendant les secours d'Angleterre, commença à s'impatienter. Il est vrai que sa situation n'étoit pas agréable. Il se trouvoit dans un pays peu capable de lui fournir les provisions dont il avoit besoin, & où il n'y avoit pas même de place pour loger les soldats; car ces derniers restèrent à bord pendant tout ce tems-là. C'est pourquoi, sans attendre l'arrivée de son frère, & des renforts qu'il lui amenoit, il partit d'Halifax avec l'Amiral Shuldam, & toute la flotte, le 10 Juin, & arriva vers la fin du mois à *Sandy-Hook*. Ce promontoire est situé à l'entrée de ce confluent de criques, de rades & de baies, formé par les isles de la Nouvelle-York, des Etats, & de *Long-Island*, par le continent des deux côtés, & par la rivière *Rareton*, & celle du Nord ou d'Hudson.

Dans leur passage, ils furent joints par six

bateaux de transport, chargés de montagnards 1776.
Ecossais, qui avoient été séparés de la grande flotte de Mylord Howe : d'autres tombèrent cependant entre les mains des corsaires Américains, qui prirent quatre cens cinquante soldats dans différens navires.

Le Chevalier trouva l'isle de la Nouvelle-York extrêmement bien fortifiée, & défendue par une artillerie formidable dans les endroits où il étoit possible de débarquer. L'étendue de *Long-Island* ne permettoit pas qu'elle fût si bien gardée ; mais elle étoit néanmoins en état de défense, & il y avoit un camp à l'extrémité la plus voisine de la Nouvelle-York. Les Colons avoient, outre cela, élevé des ouvrages sur les endroits les plus accessibles de la côte, & pris possession de tous les passages qu'il y avoit dans l'isle.

L'isle des Etats, ou *Staten-Island*, étant de moindre importance, les Américains n'y avoient pas fait attention. Le Général jugea à propos d'y débarquer pour attendre son frère ; ce qu'il fit sans opposition, à la grande satisfaction de ceux des habitans qui étoient du parti du Gouvernement, qui avoient beaucoup souffert à cause de leur loyauté. Les troupes furent distribuées dans les villages, où elles trouvèrent abondance de rafraîchissemens, chose dont elles avoient besoin.

A *Sandy-Hook*, le Gouverneur Tryon avoit

1776. joint le Chevalier avec pluſieurs perſonnes qui s'étoient réfugiées avec lui à bord d'un vaiſſeau, & l'avoit informé de l'état & de la diſpoſition de la province, ainſi que des forces de l'ennemi.

A *Staten-Iſland*, il fut auſſi joint par environ ſoixante Royaliſtes de la Nouvelle-Jerſey, qui vinrent pour prendre les armes en faveur du Gouvernement. Il incorpora, outre cela, deux cens miliciens dans cette petite iſle, ce qui donna lieu de croire que, lorſque l'armée ſeroit en état de marcher dans le pays pour protéger les ſujets bien affectionnés, le nombre de ceux qui la joindroient ſeroit ſi grand, qu'il ſeroit impoſſible aux Républicains de réſiſter. Cette eſpérance fut néanmoins trompée, comme nous le verrons dans la ſuite.

L'Amiral Howe parut devant Halifax, environ quinze jours après le départ de ſon frère. Il fit auſſi-tôt voile pour *Staten-Iſland*, où il arriva le 14 Juillet. Son premier ſoin fut d'envoyer à terre une lettre circulaire, adreſſée à tous les anciens Gouverneurs des Colonies, dans laquelle il les informoit des pouvoirs dont il étoit revêtu, & les prioit de les rendre auſſi publics qu'il étoit poſſible pour l'information du peuple. Cette lettre contenoit auſſi une déclaration, par laquelle il inſtruiſoit les Colons que le Gouvernement l'avoit autoriſé, ainſi que ſon frère,

à accorder des pardons à ceux qui, ayant oublié 1776.
leur fidélité, s'étoient joints avec les sujets rebelles de Sa Majesté Britannique, pourvu qu'ils rentrassent dans le devoir.

Dans cette déclaration il montroit, outre cela, le droit qu'il avoit de donner la paix à telle ou telle colonie, province, ville, ou autre place, qui reconnoîtroit son erreur; & qu'en conséquence elle cesseroit d'être sujette aux derniers actes du Parlement. Il promettoit aussi d'avoir beaucoup d'égards pour les personnes qui contribueroient à rétablir la tranquillité publique.

Ces papiers ayant été envoyés au Congrès par M. Washington, furent aussi-tôt publiés dans tous les Papiers de nouvelles, avec une préface de cette Assemblée. Dans cette préface, il est dit, que la déclaration des Commissaires a été publiée, afin de faire voir au Peuple des Etats-Unis la nature de leur commission, & les termes de réconciliation, dans l'attente desquels il avoit si long-tems été amusé par la Cour de Londres; que le petit nombre qui avoit encore quelque espérance dans la justice & la modération de cette Cour, pouvoit alors être convaincu qu'il n'y avoit que la valeur des Américains qui fût capable de conserver leur liberté.

Mylord Howe envoya, outre cela, plusieurs lettres à terre, & entr'autres une, adressée à

1776. G Washington, Ecuyer, que ce Général refusa de recevoir, parce qu'on ne faisoit pas mention du rang qu'il tenoit dans le service des Etats-Unis. Le Congrés approuva hautement cette conduite, & ordonna qu'à l'avenir leurs Officiers ne reçussent aucune lettre, ou autres papiers des ennemis, à moins que l'adresse ne fît mention de leur qualités.

A la fin M. Paterson, Aide-Major-Général, fut envoyé à la Nouvelle-York par le Chevalier Howe, avec une lettre adressée à G. Washington, Ecuyer, &c. &c. &c. Ce Général le reçut avec la plus grande politesse, & ne voulut pas même qu'on lui bandât les yeux pour passer par les fortifications, comme cela s'observe d'ordinaire. M. Paterson lui dit que les deux Commissaires étoient extrêmement fâchés des difficultés qui s'étoient élevées au sujet de l'adresse d'une lettre, l'assura qu'ils avoient beaucoup d'estime pour sa personne, & qu'ils n'avoient pas dessein de manquer au respect dû à son rang; il ajouta qu'il espéroit que les *& cætera* ne laisseroient plus aucun empêchement à leur correspondance. M. Washington répliqua qu'une lettre adressée à une personne en place au sujet des affaires publiques, devoit indiquer sa qualité, qu'autrement on pourroit la regarder comme une lettre particulière; qu'il étoit vrai que les *& cætera* renfermoient tout,

mais qu'on pouvoit aussi les interprêter de la 1776.
manière qu'on vouloit, & qu'il ne recevroit pas une lettre qui lui étoit adressée comme à un particulier, touchant les affaires de l'Etat.

Ils eurent ensuite une longue conférence au sujet des prisonniers de part & d'autre, & des plaintes réciproques qui avoient été faites de leur mauvais traitement. L'Aide-Major-Général parla aussi de l'étendue des pouvoirs des deux frères, & témoigna qu'ils seroient très-charmés de rétablir l'harmonie. Il dit ensuite qu'il espéroit que cette visite seroit le premier pas vers la paix. On lui fit réponse, entre autres choses, qu'il paroissoit que l'autorité des Commissaires ne s'étendoit qu'à accorder des pardons; que ceux qui n'avoient point commis de crime, n'avoient pas besoin de pardon, & que les Colons ne faisoient que défendre des droits incontestables. Le Général reçut M. Paterson avec toute la parade militaire, & la plus grande politesse fut observée de part & d'autre.

Quelque tems avant l'arrivée de la flotte, les Républicains avoient découvert des complots à la Nouvelle-York & à Albany, en faveur du Gouvernement Britannique. Il y eut plusieurs exécutions à ce sujet : un grand nombre des conspirateurs fut mis en prison; & d'autres, abandonnant leurs maisons, dans la crainte d'être

1776. punis, furent condamnés comme ennemis de leur patrie, & leurs biens furent confiſqués. La déclaration d'indépendance avoit alors été publiée dans toutes les Colonies, & on l'avoit reçue avec les plus grandes démonſtrations de joie. Tant de confiance à la veille d'une invaſion, marquoit, ou beaucoup de préſomption, ou une connoiſſance parfaite des reſſources du pays, ou une certitude de recevoir du ſecours des Puiſſances étrangères.

La première diviſion d'Heſſois & des troupes Anglaiſes fit voile pour Halifax, de même que Mylord Howe, ignorant le départ du Chevalier. Par ce moyen, le mois d'Août étoit conſidérablement avancé, avant qu'elle arrivât à *Staten-Iſland.* Les deux frères furent joints à-peu-près dans le même-tems par le Chevalier Parker & le Général Clinton, & par pluſieurs autres Régimens, venant de la Floride & des Antilles.

Toutes les forces étant alors raſſemblées, excepté la moitié des Heſſois, que l'on n'attendoit pas de ſi-tôt, il fut réſolu d'attaquer *Long-Iſland ;* cette entrepriſe paroiſſant plus pratiquable qu'une attaque ſur la Nouvelle-York, & cette iſle étant capable par elle-même de faire ſubſiſter une armée.

La flotte ayant pris des meſures néceſſaires

pour couvrir la descente, l'armée débarqua le 1776.
22 Août, sans opposition, auprès d'Utrecht & de Gravesend au Sud-Ouest de l'isle, & près de la partie la plus étroite du canal qui la sépare de *Staten-Island.*

Le Général Putnam étoit alors campé à une place appellée *Brook-Lyn*, sur la côte septentrionale, ayant à gauche ce qu'ils appellent la Rivière de l'Est, qui sépare *Long-Island* de la Nouvelle-York; à sa droite un terrein marécageux, qui s'étendoit jusqu'à *Gowan's-Cove*, & derrière lui la Baie & l'Isle du Gouverneur (*Governor's-Island*). Ses ouvrages mesuroient la largeur d'une petite presqu'isle. Les armées étoient séparées par une chaîne de montagnes couvertes de bois, qui prennent de l'Orient à l'Occident, & sont appellées par les gens du pays, les Hauteurs de Guana. Pour aller droit à l'ennemi, les Anglais étoient obligés de passer par un village nommé *Flat-Bush*, où commençoient ces montagnes, & près duquel étoit un passage des plus importans. Dans sa marche, l'armée avoit la côte septentrionale de l'isle à sa gauche, la méridionale à sa droite, & *Flat-Bush* étoit presque au centre. M. Putnam avoit envoyé plusieurs détachemens sur les hauteurs, pour garder les passages; &, si les Officiers employés à ce service, avoient été habiles &

1776. vigilans, il auroit été très-difficile aux Anglais de pénétrer.

L'aîle gauche, qui s'étendoit jusqu'à la côte, étoit commandée par le Général Grant; les Hessois, aux ordres du Général Heister, étoient au centre; & le gros de l'armée, sous le commandement de M. Clinton, de Mylord Percy, & de Mylord Cornwallis, tournant à droite, s'avança sur la côte méridionale, jusqu'à un endroit qu'on appelle *Flat-Land.*

Tout étant préparé pour forcer les hauteurs, & marcher vers les lignes de l'ennemi, M. Clinton, à la tête de l'avant-garde, qui étoit composée de l'infanterie légère, des grenadiers, & des chevaux légers, & Mylord Cornwallis, avec le corps de réserve, soutenu de quatorze pièces de canon, commencèrent leur marche le 26 au soir; &, après avoir passé par cette partie du pays qu'on appelle les *New-Lots*, arrivèrent sur le grand-chemin de Bedford à la Jamaïque, qui croise les montagnes, où, tournant à gauche vers la première de ces places, ils prirent possession d'un passage important, qui, par la négligence des Généraux Américains, n'étoit pas gardé. Mylord Percy, avec le gros de l'armée, & dix pièces de campagne, suivoit l'avant-garde à une certaine distance; & le chemin étant ainsi ouvert, toutes les troupes passèrent les hauteurs

ſans bruit & ſans oppoſition, & deſcendirent par 1776.
la ville de Bedford dans le plat pays, qui étoit entre les montagnes & les lignes du Général Putnam.

L'action commença de bonne heure le matin du 27 à *Flat-Bush*, où étoient les Heſſois, & ſur la côte ſeptentrionale, où commandoit M. Grant. Il y eut pendant quelques heures un feu continuel d'artillerie & de mouſqueterie bien ſoutenu de part & d'autre. En même-tems les vaiſſeaux firent pluſieurs mouvemens à la gauche, & attaquèrent une batterie à *Red-Hook*, non-ſeulement pour attirer l'attention de l'aîle droite de l'armée des Américains, qui étoit engagée avec le Général Grant, mais pour les empêcher de s'appercevoir du danger où etoit leur gauche & leur arrière-garde. Ceux qui étoient oppoſés aux Heſſois furent les premiers informés de la marche de l'armée Anglaiſe, & conſéquemment du danger où ils ſe trouvoient d'être entourés. C'eſt pourquoi ils commencèrent à ſe retirer en bon ordre avec leur artillerie, afin de regagner leur camp; mais il étoit déjà trop tard; ils furent interceptés par les Anglais, qui les attaquèrent avec furie, & les firent retourner dans les bois, où ils retrouvèrent les Heſſois, & furent tantôt chaſſés par l'infanterie légère, & tantôt par les dragons. Dans ces circonſtances déſeſpérées, entourés de preſque toute

1776. l'armée ennemie, quelques-uns de leurs régimens passèrent sur le corps aux Anglais, & regagnèrent leurs lignes, d'autres, qui n'étoient pas moins braves, périrent dans cette entreprise; & d'autres se tinrent dans les bois, & échappèrent. La nature du terrein occasionna une infinité d'escarmouches, qui durèrent toute la journée.

La manière dont cette petite armée Américaine se trouva environnée, prouve bien l'ignorance des Officiers qui la commandoient. Leur droite, qui étoit opposée à M. Grant, fut si long-tems à être informée de ce qui se passoit à la gauche, qu'elle fut interceptée dans sa retraite par une partie de ces troupes Anglaises qui avoient passé les hauteurs à Bedford, & qui, après avoir pris leur gauche à revers, avoient traversé dans la matinée, toute l'étendue de pays occupée par les Colons. Ceux qui ne purent gagner les bois furent obligés de se jetter dans ce terrein marécageux à *Gowan's-Cove*, dont nous avons déjà parlé, où plusieurs se noyèrent, & d'autres périrent misérablement dans la boue. Il y en eut beaucoup cependant qui parvinrent par-là jusqu'au camp, quoique le feu de l'ennemi les incommodât terriblement.

On fait monter leur perte dans cette action à trois mille hommes, y compris mille prisonniers. Presque tout un régiment de jeunes gens

de famille de la province de Maryland y fut taillé en pièces. Cette défaite les découragea beaucoup. Ils avoient perdu un grand nombre de leurs plus braves compagnons, & ils perdirent aussi cet esprit de confiance en leur propre valeur, qui est si nécessaire à la victoire. 1776.

De nouveaux soldats, pleins de courage, & dans toute la vigueur de l'âge, peuvent à peine concevoir que la discipline & la connoissance de l'art militaire soient capables de donner tant d'avantage à de vieilles troupes. Dans cette persuasion, s'ils sont commandés par des Officiers habiles, ils feront sans doute des prodiges; car n'étant pas capables de comprendre le danger, & n'ayant pas encore éprouvé les peines que causent les blessures, ils sont ordinairement plus hardis & plus téméraires que les vétérans. Si au contraire ils trouvent, comme dans l'affaire présente, que le courage & la force ne sont d'aucune utilité, & que, tandis qu'ils font les plus grands efforts, ils sont défaits & détruits par des moyens qu'ils ne sauroient comprendre, ils commencent alors à perdre la confiance qu'ils avoient en leur bravoure, & attribuent un pouvoir irrésistible à la discipline & à la connoissance de l'art militaire qu'ils n'ont pas. Ils agissent ensuite avec crainte, & il faut du tems

1776. pour leur faire recouvrer l'eſprit d'entrepriſe qu'ils poſſédoient auparavant.

Les Généraux Américains, pour pallier les fautes qu'ils commirent dans cette action, diſent qu'ils furent mal informés du nombre des ennemis qui débarquèrent, & qu'il y eut de la trahiſon de la part de ceux qui avoient ordre de garder les défilés. Quelles que ſoient les cauſes de leur défaite, il eſt certain qu'un corps d'environ quatre mille hommes fut entouré de toute l'armée Anglaiſe. M. Sulivan, Général-Major, & les Brigadiers-Généraux, Mylord Sterling & Udel, avec dix autres Officiers de l'Etat-Major, furent faits priſonniers. La perte des Anglais & des Heſſois ne fut pas conſidérable. Ils n'eurent que trois cens cinquante hommes de tués & de bleſſés, un Officier & quelques ſoldats de faits priſonniers. L'armée victorieuſe campa le même ſoir en face des lignes de l'ennemi.

Le Général Washington prit le ſeul parti qui lui reſtoit à prendre, quand il vit la ruine inévitable dans laquelle une partie de ſes meilleures troupes étoit enveloppée. Il n'y avoit alors rien autre choſe à faire que de ſauver le reſte de l'armée, qui étoit à *Long-Iſland*. Il ſavoit que le pouvoir ſupérieur de l'artillerie des Royaliſtes

feroit bientôt taire les batteries des Colons, & 1776.
que, ſi leurs lignes étoient forcées, ce qui paroiſſoit très-probable dans l'état de découragement où ils étoient, & d'ailleurs étant inférieurs en nombre & en diſcipline à leurs ennemis, ils ſeroient tous tués, ou faits priſonniers.

S'il leur envoyoit du ſecours de la Nouvelle-York, il riſquoit de perdre cette iſle, qui étoit déjà menacée de tous côtés par la flotte. Outre cela, les vaiſſeaux de guerre n'attendoient qu'un vent favorable pour entrer dans la rivière de l'Eſt, ce qui auroit coupé toute communication entre les deux iſles. Dans cette ſituation critique, il n'y eut plus d'autre reſſource qu'une retraite, & il n'étoit pas bien facile de la faire en préſence d'une armée victorieuſe, campée en face de leurs ouvrages. M. Washington entreprit cependant cette retraite pénible, & l'exécuta avec beaucoup d'habileté.

La nuit du 29, les troupes quittèrent leur camp & marchèrent avec leur bagage, leurs proviſions, & une partie de leur artillerie, vers le rivage: elles s'embarquèrent & paſſèrent à la Nouvelle-York, avec tant d'ordre & de ſilence, que les Anglais n'en eurent pas la moindre connoiſſance. Ils furent ſurpris le lendemain matin de voir les lignes abandonnées, & l'arrière-garde dans ſon paſſage, mais hors de danger. Ceux qui ſont inſ-

1776. truits de la difficulté, de l'embarras, du bruit, & du tumulte que cauſe, même pendant le jour, un mouvement de cette nature, & lorſqu'il n'y a point d'ennemis en préſence, ſeront les premiers à avouer que cette retraite eſt digne d'admiration.

Quelque tems après que les Américains eurent quitté *Long-Iſland*, Mylord Howe envoya M. Sulivan ſur ſa parole au Congrès, avec un meſſage dont voici la ſubſtance :

Il eſt dit que, quoiqu'il ne fût point autoriſé à traiter avec cette Aſſemblée comme telle, il ſeroit cependant bien-aiſe de conférer avec quelques-uns de ſes Membres, qu'il conſidéreroit alors comme particuliers, & qu'il ſe rendroit pour cet effet en tel endroit qu'ils jugeroient à propos; que lui & ſon frère avoient plein pouvoir d'arranger les différends qui ſubſiſtoient entre la Grande-Bretagne & ſes Colonies à des conditions avantageuſes aux deux Nations, & que c'étoit pour obtenir ces pouvoirs qu'il étoit reſté ſi long-tems en Angleterre, ce qui étoit cauſe qu'il n'étoit point arrivé avant la déclaration d'indépendance; qu'il ſouhaitoit que ces diſputes fuſſent terminées à préſent, parce qu'il n'y avoit pas encore eu d'affaire déciſive, & qu'on ne pouvoit point dire que l'une ou l'autre eût été forcée à en venir à un accommodement; que, ſi le Congrès étoit diſpoſé à traiter, on lui

accorderoit bien des choses qu'il n'avoit pas encore 1776.
demandées, & que si dans la conférence il y avoit lieu de compter sur un accommodement, l'autorité de cette Assemblée seroit probablement reconnue.

Les Membres du Congrès firent réponse, qu'étant Représentans des Etats libres & indépendans de l'Amérique, ils ne pouvoient envoyer aucun de leurs Membres pour conférer avec lui comme particuliers; mais que, pleins du desir de rétablir la paix à des conditions raisonnables, ils enverroient un comité de leur Corps, pour savoir s'il avoit pouvoir de traiter avec des personnes autorisées du Congrès, & pour entendre les propositions qu'il avoit à faire.

Le Docteur Franklin, M. John Adams & M. Rutledge ayant été choisispour remplir cette commission, allèrent trouver Mylord Howe à *Staten-Island*. Le rapport que ces Envoyés firent ensuite au Congrès, est à-peu-près ce qui suit :

« Après tout, il n'a point paru à votre Comité » que la commission de Sa Grandeur contienne » aucune autre autorité que celle d'accorder des » pardons, & de déclarer l'Amérique entière, » ou en partie, dans la paix du Roi; car quant » au pouvoir dont Mylord fait mention, de s'in» former de l'état des Colonies, de conférer &

1776. „ de consulter avec qui bon lui semblera, & „ d'informer ensuite les Ministres du résultat de „ ces conférences, qui, pourvu que les Colonies „ se soumettent, pourront faire ou ne pas faire, „ selon qu'ils jugeront à propos, des changemens „ dans les instructions qu'ils ont données au diffé- „ rens Gouverneurs, ou proposer au Parlement la „ révocation des actes dont on se plaint; votre „ Comité a cru que les effets d'un tel pouvoir „ sont trop précaires pour que l'Amérique puisse „ compter là-dessus, si même elle étoit encore „ dans son état de dépendance ».

Il n'y eut plus alors d'espoir de réconciliation, & les deux frères poussèrent la guerre avec vigueur. L'armée Royale n'étant plus séparée de la Nouvelle-York que par la rivière de l'Est, les troupes étoient impatientes de la traverser. Elles se postèrent en conséquence le long de la côte, & élevèrent des batteries pour répondre à celles des Républicains. Une flotte de plus de trois cens voiles, y compris les transports, couvroit la surface des eaux, tandis que les vaisseaux de guerre tournant autour de l'isle, la menaçoient de tous côtés, & étoient continuellement engagés avec quelques-unes des batteries qui la défendoient. Les petites isles, qui sont entre les deux rivages, étoient des objets perpétuels de contestation, jusqu'à ce qu'enfin

les Royalistes, à l'aide des vaisseaux & d'une 1776.
artillerie bien servie, s'emparèrent de celles qui étoient nécessaires à leurs opérations futures. Ainsi il y eut pendant plusieurs jours une furieuse canonnade, de sorte que les Républicains, qui venoient d'échapper au plus grand danger, eurent à peine le tems de revenir de leurs appréhensions.

Tout étant enfin prêt pour une descente, les vaisseaux de guerre firent plusieurs mouvemens dans la rivière du Nord, pour attirer l'attention de l'ennemi de ce côté-là. D'autres endroits étoient également menacés, & les Américains se trouvoient dans la plus grande incertitude de la place que l'on avoit dessein d'attaquer. Comme les Anglais s'étoient emparés de l'isle de Montrésor, près *d'Hell-Gate* (ou Porte d'Enfer), & y avoient élevé une batterie, pour en faire taire une que les Républicains avoient à *Hoarn's-Hook*, il paroissoit qu'ils avoient dessein de débarquer de ce côté-là, environ au centre de l'isle de la Nouvelle-York.

(Le 25 Septembre.) Pendant que les Américains étoient dans cette incertitude, la première division de l'armée, sous le commandement de MM. Clinton, Cornwallis, Vaughan, Leslie & Donop, s'embarqua dans la baie de *New-Town*,

1776. qui s'enfonce fort avant dans *Long-Island*, où elle ne pouvoit point être vue de l'ennemi. Ces Officiers ayant ensuite la protection de cinq vaisseaux de guerre, quand ils entrèrent dans la rivière, s'avancèrent vers la baie de Kepp, où étant moins attendus que dans aucune autre place, les préparatifs n'étoient point si considérables pour s'opposer à leur descente. Il y avoit néanmoins des fortifications & des troupes; mais le feu continuel des navires leur fit bientôt abandonner leurs ouvrages, & les Anglais débarquèrent sans opposition.

Les Américains quittèrent aussi-tôt la ville capitale & leurs postes de ce côté-là, & se retirèrent vers la partie septentrionale, où étoit leur principale force. Ils abandonnèrent quelques pièces d'artillerie, un peu de provisions & de bagage. Il y eut différentes escarmouches, dans lesquelles ils eurent plusieurs hommes de tués & de faits prisonniers. Leur conduite fit voir qu'ils n'avoient pas encore oublié leur dernier échec, & leurs gazettes mêmes avouèrent que plusieurs régimens s'étoient mal comportés.

Les Anglais prirent alors possession de *New-York* (1), & campèrent vers le centre de

(1) La province de la Nouvelle-York est en partie sur

l'iſle, ayant leur droite à *Hoärn's-Hoök* vers 1776.
la rivière de l'Eſt, & leur gauche près de *Blooming-Dale* vers la rivière du Nord, occupant de cette manière toute la largeur de l'iſle, qui eſt d'environ une demi-lieue. Sa longueur eſt de cinq lieues & un quart. Les Américains étoient bien fortifiés à la partie ſeptentrionale de la Nouvelle-York, où ils avoient élevé des ouvrages conſidérables, ſur-tout à *King's-Bridge* (Pont-Royal), par le moyen deſquels ils gardoient leur communication ouverte avec le continent, où il y avoit auſſi des fortifications redoutables, de ſorte que ce paſſage paroiſſoit à toute épreuve. Leurs premières lignes étoient ſur les hauteurs d'Harlem. Le paſſage de Macgowan & les hauteurs de Morris, étoient entr'elles & *King's-Bridge*, & pouvoient être défendues contre une force ſupérieure. Dans cette poſition des deux armées, les eſcarmouches furent fréquentes, & quelques petits ſuccès de la part des Colons

---

le continent, & en partie compoſée d'iſles, dont la plus conſidérable s'appelle la Nouvelle-York. La capitale de cette iſle porte auſſi le même nom; c'eſt pourquoi, pour empêcher que l'iſle ne fût confondue avec la capitale, nous avons jugé à propos d'appeller cette dernière comme les Anglais, *New-York*.

1776. les firent peu-à-peu recouvrer leur première confiance.

Le 20 Septembre, environ cinq jours après que le Chevalier Howe se fut rendu maître de *New-York*, quelques incendiaires, qui étoient restés exprès dans la ville, profitant d'un tems sec & d'un vent frais, y mirent le feu en plusieurs endroits à minuit, afin qu'elle ne fût d'aucune utilité aux vainqueurs Près d'un tiers de cette belle ville fut réduit en cendres; elle auroit été entièrement consumée, sans la promptitude avec laquelle les Soldats & les Matelots lui portèrent du secours. Plusieurs des malheureux, que l'enthousiasme de la liberté avoit excité à cette action, ayant été découverts, furent jettés dans les flammes qu'ils avoient allumées.

Le Général voyant qu'il étoit très-dangereux d'attaquer les Américains du côté de la Nouvelle-York, forma enfin un plan d'opérations pour les obliger à quitter leur position, ou pour les mettre dans le plus grand danger, s'ils s'obstinoient à la garder. Il fit embarquer le 12 Octobre la plus grande partie de l'armée dans des bateaux plats, & entreprit de la faire passer par *Hell-Gate*, passage qui forme une communication avec la rivière de l'Est, qu'on appelle le *Sound*, & qui est extrêmement dangereux; mais qui lui réussit. Les

troupes débarquèrent à *Frog's-Neck*, près de *West-Chester*, ville située sur cette partie du continent de la Nouvelle-York, qui joint à la province de Connecticut. 1776.

Mylord Percy resta avec trois brigades dans les lignes d'Harlem, pour couvrir *New-York*. Plusieurs Officiers expérimentés pensent que M. Washington devoit alors l'attaquer, & qu'il fit une grande faute en manquant cette occasion. Il faut observer cependant que la flotte qui entouroit cette petite isle, qui n'a qu'une demi-lieue de large, auroit été capable de protéger les Anglais: Cette flotte leur fut de la plus grande utilité dans le cours de cette campagne, & contribua plus qu'autre chose au succès de leurs opérations.

L'armée fut obligée de rester quelques jours à *Frog's-Neck*, pour attendre l'arrivée des provisions, & d'un renfort que l'on tiroit de *Staten-Island*. Elle marcha ensuite par *Pelham's-Manor*, à la Nouvelle-Rochelle, qui est située sur la côte du *Sound*. Le Chevalier fut ici joint par quelques chevaux-légers, venant d'Irlande, par la seconde division d'Hessois, commandée par le Général Knyphausen, & par un régiment de Waldeckers.

Le but de cette expédition étoit de couper la communication entre le Général Washington

1776. & les Colonies qui sont à l'Est ; & si, cette manœuvre n'étoit pas capable de l'engager à une bataille, de l'enfermer dans ses fortifications, à l'extrémité septentrionale de la Nouvelle-York. Les Royalistes étoient déjà maîtres de la grande route du Connecticut & de Boston, sur la côte ; mais pour gagner l'autre, il falloit s'avancer vers les *White-Plains*, montagnes remplies de pierres, qui conduisent à un pays encore plus escarpé, & plus difficile. Il fut néanmoins résolu de marcher, & on laissa les Hessois à la Nouvelle-Rochelle, avec le Régiment de Waldeck, afin de conserver les communications, & de recevoir les provisions qu'on y attendoit.

M. Washington s'apperçut du danger où il alloit se trouver. Il vit bien que, s'il continuoit dans sa position, il seroit à la fin forcé de confier le sort de l'Amérique à l'évènement incertain d'une bataille. Il avoit d'ailleurs tout lieu d'appréhender une défaite, &, en ce cas, il n'y avoit plus de retraite. Ses troupes étoient en fort mauvais état, & découragées : le manque de sel & d'autres provisions, joint à la sévérité du service, avoit causé beaucoup de maladies. Il fit donc un grand mouvement, & forma une ligne de petits camps détachés, qui occupoient toutes les hauteurs, depuis la colline de Valentine, qui est auprès de *King's-Bridge*, jusqu'aux *White-Plains*, & jus-

qu'à l'autre grande route du Connecticut. Dans 1776.
cette position, il faisoit face à toute la ligne de l'armée ennemie, ayant devant lui la rivière de Brunx, &, à quelque distance parderrière, celle du Nord. Par ce moyen, le chemin étoit ouvert pour faire passer son bagage & ses provisions, dans le pays élevé. Il laissa garnison dans le fort Washington, dans les lignes d'Harlem, & à *King's-Bridge*.

Cette position fit que le Chevalier Howe s'avança avec beaucoup de précaution, & fort lentement. Cela n'empêcha pas cependant que plusieurs partis Américains ne passassent la rivière de Brunx, afin de le harasser dans sa marche.

Lorsque les Anglais furent près des *White-Plains*, les Colons quittèrent leurs camps détachés, & joignirent leur gauche, qui étoit sur ces hauteurs, où ils campèrent en face des ennemis.

Le 28 Octobre, tout étant préparé pour engager M. Washington à une bataille, l'armée Anglaise marcha de grand matin en deux colonnes vers les *White-Plains*. Sur les onze heures les troupes légères & les chasseurs Hessois, ayant obligé les postes avancés des ennemis de regagner leurs lignes, l'armée se forma, ayant sur sa droite la route de Mamoroneck, à environ un quart de

1776. lieue du centre, & sa gauche vers la rivière de Brunx, à-peu-près à la même distance du camp.

Des partis Américains étoient en possession d'un poste avantageux, séparé de leur grande armée par la rivière de Brunx, & qui en couvroit la droite. Ceux qui occupoient ce poste avoient aussi de front cette même rivière, qui, par le moyen d'un détour, les défendoit de la gauche de l'armée Anglaise. Comme ce poste étoit de la dernière importance au Général Howe pour attaquer les ennemis en flanc, il détacha M. Leslie, à la tête d'une brigade, & le Colonel Donop avec les grenadiers Hessois, pour les déloger. Avant cette attaque le Colonel Rall avoit reçu ordre de passer la Brunx avec un corps d'Hessois, & de prendre une position d'où il pût incommoder les ennemis en flanc, tandis qu'ils seroient engagés avec les autres troupes, dont nous avons parlé. Ceux-ci, après avoir passé la rivière avec difficulté, se formèrent sous le feu des Américains, montèrent ensuite à leurs retranchemens, & les chassèrent de leurs ouvrages.

Ce combat continua néanmoins jusqu'au soir, & ne fut pas mal soutenu de la part des Républicains. Ce poste étant gagné, les grenadiers Hessois eurent ordre de s'avancer sur les hauteurs

à une portée de canon des retranchemens des 1776.
Américains, & deux autres brigades campèrent derrière eux pour les soutenir. La droite & le centre de l'armée gardèrent le terrein où les troupes s'étoient formées. Dans cette position, elles passèrent la nuit dans l'intention d'attaquer les retranchemens de l'ennemi le lendemain matin.

Aussi tôt que le jour parut, on découvrit que M. Washington avoit reculé son camp pendant la nuit, & en avoit considérablement fortifié les lignes. Cela fut cause qu'on différa l'attaque, & qu'on attendit des renforts. Lorsqu'ils furent arrivés, le Chevalier Howe se prépara encore une fois à attaquer l'ennemi, le dernier jour du mois d'Octobre de grand matin; mais une pluie continuelle, qui tomba durant toute la nuit & toute la matinée, empêcha que ce dessein ne fût mis en exécution.

De son côté le Général Américain, qui n'avoit nullement dessein de risquer une bataille, tant qu'il seroit possible de l'éviter, & qui, comme un autre Fabius, regardoit les délais comme autant de victoires; qui savoit d'ailleurs que les escarmouches, dans lesquelles il n'avoit rien à craindre, étoient plus propres à aguerrir ses soldats qu'une action générale, dans laquelle il pouvoit tout perdre, décampa la nuit du 1 Novembre, après

1776. avoir mis le feu au fourrage & aux maisons qui étoient près de ses lignes. Il prit ensuite poste dans un terrein plus élevé, dans le district de *North-Castle.*

Le Général Howe voyant que les Républicains n'avoient point envie de combattre, & que la nature du pays ne lui permettoit pas de les y forcer, résolut de ne plus perdre de tems à une poursuite inutile, & de les déposséder des forts qu'ils occupoient dans l'isle de la Nouvelle-York, chose qu'ils ne pouvoient alors empêcher. Dans ce dessein, le Général Knyphausen passa de la Nouvelle-Rochelle à *King's-Bridge*, d'où il entra dans l'isle, & prit poste au Nord du fort Washington, où les ennemis s'étoient retirés à son approche.

Ce fort est situé à la partie occidentale de l'isle, pas bien loin de *King's-Bridge*, & vis-à-vis le fort Lee, dont il est séparé par la rivière du Nord, le dernier étant dans la province de Jersey. Il est fort peu considérable, & n'est pas dans le cas de soutenir bien long-tems le feu d'une artillerie bien servie. Sa situation est néanmoins avantageuse, & il est difficile de s'en approcher.

L'Armée Anglaise ayant retourné à petites journées le long de la rivière du Nord, campa le 13 Novembre, sur les hauteurs de Fordham,

ayant la rivière de ce nom à ſa droite, & la Brunx 1776.
à ſa gauche. Tout étant enſuite préparé pour l'attaque du fort, M. Magaw, qui en étoit Commandant, fut ſommé de ſe rendre ; mais il répondit qu'il étoit diſpoſé à le défendre juſqu'à la dernière extrémité. Là-deſſus le Chevalier Howe, pour ne point perdre de tems par des approches régulières, réſolut de lui donner un aſſaut général. La garniſon étoit d'environ trois mille hommes, & occupoit des poſtes avantageux autour de la place où elle avoit élevé des ouvrages.

Le 16, quatre attaques furent faites en même tems ; la première au Nord étoit conduite par le Général Knyphauſen, à la tête de deux colonnes d'Heſſois & de Waldeckers ; la ſeconde à l'Eſt, par le Brigadier-Général Mathew, à la tête de quatre bataillons de troupes Anglaiſes, ſoutenus de deux bataillons de grenadiers, & d'un autre régiment, commandés par Mylord Cornwallis. Ces troupes traversèrent la rivière de l'Eſt dans des bateaux plats, après avoir élevé des batteries ſur le rivage oppoſé, pour couvrir leur paſſage & incommoder les Américains, dont les ouvrages s'étendoient juſqu'au bord de l'eau. La troiſième attaque fut faite par Mylord Percy, depuis Duc de Northumberland, à la partie méridionale de l'iſle ; & la quatrième, qui n'étoit qu'une feinte, fut conduite par le Lieutenant-Colonel Sterling, qui paſſa

1776. la rivière de l'Est entre le Brigadier Mathew & Mylord Percy. Toutes ces attaques étoient soutenues d'une artillerie nombreuse & bien servie.

Les Hessois avoient un bois épais à passer, où les Américains étoient avantageusement postés; mais ces derniers étoient en trop petit nombre pour pouvoir résister pendant long-tems. Qu'on se figure trois mille hommes sans espoir de secours, occupés à défendre tant d'ouvrages, attaqués par une grande armée bien disciplinée, & on avouera qu'il est surprenant qu'ils ne se soient pas rendus à la première sommation.

Les Royalistes firent néanmoins beaucoup valoir la prise de ce fort, comme si elle avoit quelque chose d'extraordinaire.

Après la prise de cette place, Mylord Cornwallis passa la rivière du Nord, avec un gros détachement, pour ataquer le fort Lee; mais, à son arrivée, il trouva que la garnison, qui étoit de deux mille hommes, venoit de l'évacuer, ayant abandonné son artillerie, ses tentes, & ses provisions. Les Anglais, après cela, parcoururent les Jerseys, les Américains fuyant partout devant eux, & étendirent leurs cantonnemens depuis la Nouvelle-Brunswick, jusqu'à la Delaware. S'ils avoient passé cette rivière, il n'y a point de doute qu'ils n'eussent pris Philadelphie, tant la consternation étoit grande parmi

les Américains ; mais ces derniers avoient fort prudemment détruit, ou caché tous les bateaux. 1776.

Pendant ce succès dans les Jerseys, le Chevalier Howe détacha le Lieutenant-Général Clinton, à la tête de quatre brigades, avec une Escadre de vaisseaux de guerre, sous le commandement du Chevalier *Peter* Parker, pour attaquer *Rhode-Island.* Cette entreprise réussit au-delà même de leur attente ; car les Colons évacuèrent l'isle à la nouvelle de leur approche, & les Anglais en prirent possession (le 8 Décembre) sans perdre un seul homme.

Etant maîtres de *Rhode-Island*, ils bloquèrent, par ce moyen, l'Escadre de M. Hopkins, qui se trouvoit alors dans le port de la Providence, sur le continent opposé. Les troupes & l'Escadre passèrent l'hiver dans cette isle, où on leur procura des provisions en abondance. L'armée Anglaise avoit jusqu'ici tout emporté devant elle, tandis que celle des Américains avoit souffert des pertes considérables, tant par l'épée que par les désertions, les maladies, & la nature même de l'engagement des soldats, car les Colons ne s'engageoient que pour un an ; &, comme ils sont ennemis de toute contrainte, ils avoient même de la peine à rester si long-tems éloignés de leurs familles. Il n'y en eut que

1776. très-peu qui voulurent contracter un nouvel engagement ; & , dans l'état de découragement où ils étoient, on ne croyoit pas qu'il fût possible à leurs Généraux de paroître à la tête d'une armée la campagne suivante. En un mot, tout favorisoit la cause du Roi , & on s'attendoit à tout moment, à la soumission des principales Colonies.



DÉCLARATION des Repreſentans des Etats-Unis de l'Amérique, aſſemblés dans un Congrès Général.

En CONGRÈS, le 4 Juillet 1776.

QUAND, dans le cours des évènemens humains, il devient néceſſaire à un peuple de rompre les liens politiques qui l'uniſſoient à un autre, & de prendre parmi les Puiſſances de la terre, la place ſéparée & le rang d'égalité auxquels les loix de la nature & celles du Dieu de la nature lui donnent droit de prétendre, le reſpect qu'il doit aux opinions du genre-humain, exige qu'il déclare les raiſons qui le forcent à cette ſéparation.

Nous regardons comme inconteſtables & évidentes, les vérités ſuivantes: que tous les hommes ont été créés égaux, & qu'ils ont été doués par le Créateur, de certains droits inaliénables; que parmi ces droits, ſont la vie, la liberté, & la recherche du bonheur; que pour aſſurer ces droits, les Gouvernemens ont été établis parmi les hommes, & qu'ils tirent leur juſte autorité du conſentement de ceux qui ſont gouvernés; que quand un Gouvernement ne tend point à ces fins, le peuple eſt en droit de le changer, ou de l'abolir, & d'en établir un nouveau,

fondé ſur les principes qui lui paroîtront les plus convenables à ſa ſûreté & à ſa félicité.

La prudence nous dit, à la vérité, qu'on ne doit pas changer, pour des cauſes légères & paſſagères, des Gouvernemens qui ont été long-tems établis; & l'expérience même nous démontre, que les hommes ſont plutôt diſpoſés à ſouffrir tant que les maux ſont ſupportables, que de ſe faire juſtice, en aboliſſant les formes de Gouvernement auxquelles ils ſont accoutumés; mais quand une longue ſuite d'abus & d'uſurpations, tendant invariablement au même but, prouve que l'on a deſſein de les réduire ſous un pouvoir deſpotique, c'eſt leur droit, il eſt même de leur devoir, de rejetter un pareil Gouvernement, & de créer de nouveaux gardiens de leur ſûreté.

Tels ont été les maux de ces Colonies, telle a été leur patience, & telle eſt à préſent la néceſſité qui les oblige à changer leur ancienne forme de Gouvernement. L'hiſtoire du préſent Roi de la Grande-Bretagne, eſt une hiſtoire d'injures répétées, & d'uſurpations qui ont toutes pour objet de réduire ces Provinces ſous le Gouvernement le plus deſpotique. Pour preuve de ce que nous avançons, qu'un monde impartial examine les faits ſuivans :

Il a refuſé de donner ſon conſentement aux

loix les plus salutaires & les plus nécessaires au bien public.

Il a défendu à ses Gouverneurs de passer des loix dont la nécessité étoit des plus pressantes, à moins qu'ils n'eussent auparavant obtenu son consentement, de sorte que les affaires sont demeurées en suspens, & durant cette suspension il les a entièrement négligées.

Il a refusé de passer d'autres loix pour le bien-être de différentes grandes Provinces, à moins que leurs habitans ne renonçassent au droit de représentation dans la *législature*; droit inestimable, & qui n'est formidable qu'aux tyrans.

Il a convoqué des Corps législatifs dans des endroits inaccoutumés, désagréables, & éloignés de leurs archives publiques, dans la seule vue de les obliger, à force de vexations, à se conformer à ses mesures.

Il a souvent dissous les Chambres d'Assemblées, parce qu'elles s'opposoient avec courage à ses invasions sur les droits du peuple.

Il a refusé pendant long-tems, après une pareille dissolution, d'en convoquer d'autres; de sorte que, par ce moyen, l'exercice du pouvoir législatif, qui ne sauroit être anéanti, est retourné entre les mains du peuple; l'Etat demeurant pendant ce tems-là exposé aux invasions du dehors, & à des convulsions au-dedans.

Il s'est efforcé d'empêcher la population de ces Colonies, en mettant des obstacles à l'exécution des loix qui leur permettoient de naturaliser les étrangers, en refusant d'en passer d'autres pour encourager leur émigration, & en augmentant les conditions suivant lesquelles ils pouvoient obtenir des terres.

Il a gêné l'administration de la Justice, en refusant son consentement à des Loix pour établir une autorité judiciaire.

Il a rendu les Juges entièrement dépendans de sa volonté, quant à la jouissance de leurs charges, & le paiement de leurs appointemens.

Il a créé un nombre infini de nouveaux emplois, & envoyé ici des essaims d'Officiers pour tourmenter le peuple, & dévorer sa substance.

Il a entretenu parmi nous, en tems de paix, des armées sur pied, sans le consentement de nos corps législatifs.

Il a affecté de rendre le pouvoir militaire indépendant de l'autorité civile, & même supérieur à elle.

Il a formé une combinaison avec d'autres personnes pour nous soumettre à une Jurisdiction étrangère à notre Constitution, & qui n'est point reconnue par nos loix, en donnant son consentement à leurs prétendus actes de législation;

Pour loger des corps considérables de troupes parmi nous;

Pour les protéger par des procédures illusoires, contre les châtimens des assassinats qu'ils pourroient commettre dans ces Colonies ;

Pour interrompre notre commerce avec toutes les parties du Monde ;

Pour imposer des taxes sans notre consentement ;

Pour nous priver, en plusieurs occasions, des avantages de la procédure par des Jurés ;

Pour nous transporter au-delà des mers pour y être jugés sur des délits prétendus.

Pour abolir dans une province voisine le systême libre des Loix Anglaises, y établir un Gouvernement arbitraire, & en reculer les limites, la rendant par-là un exemple & un instrument capable d'introduire le même pouvoir absolu dans ces Colonies ;

Pour nous priver de nos chartres, abolir nos excellentes loix, & altérer entièrement la forme de notre Gouvernement ;

Pour suspendre notre législation, & se déclarer revêtus de l'autorité de faire des loix pour nous dans tous les cas.

Il a abdiqué le Gouvernement de ces Etats en nous déclarant hors de sa protection, & en faisant la guerre contre nous.

Il a pillé nos mers, ravagé nos côtes, brûlé nos villes, & massacré nos compatriotes.

Et maintenant il transporte de grandes armées de mercenaires étrangers, pour accomplir l'ouvrage de la mort, de la désolation, & de la tyrannie, déjà commencé par des actes de cruauté & de perfidie, dont on trouve à peine des exemples dans les siècles les plus barbares, & qui sont tout-à-fait indignes du Chef d'une Nation civilisée.

Il a forcé nos compatriotes, pris sur la haute-mer, à porter les armes contre leur patrie, à devenir les bourreaux de leurs amis & de leurs confrères, ou à périr eux-mêmes par leurs mains.

Il a excité parmi nous des soulèvemens domestiques, & s'est efforcé de déchaîner contre les habitans de nos frontières les sauvages inhumains & sans pitié, dont la manière de faire la guerre est si barbare, qu'ils n'épargnent ni âge, ni sexe, ni condition.

A chaque époque de ces oppressions nous avons présenté les plus humbles requêtes, afin d'obtenir du soulagement à nos maux; mais on n'a répondu à nos petitions réitérées que par des injures répétées.

Un Prince, dont le caractère est ainsi marqué par toutes les actions qui peuvent désigner un tyran, est incapable de gouverner une Nation libre.

Nous n'avons point non plus manqué d'égards pour nos compatriotes de la Grande-Bretagne; nous les avons avertis de tems en tems des tenta-

tives de leur Gouvernement, pour exercer, ſur nous une juriſdiction illégitime ; nous leur avons rappellé les circonſtances de notre émigration & de nos établiſſemens dans ce pays ci ; nous en avons appellé à leur juſtice & à leur magnanimité ; & nous les avons conjurés, par les liens du ſang qui nous uniſſoient, de déſavouer ces uſurpations qui interromproient indubitablement notre commerce & notre correſpondance avec eux : mais ils ont auſſi été ſourds à la voix de la juſtice & de la parenté. Il faut donc que nous nous ſoumettions à la néceſſité de déclarer notre ſéparation, & que nous les regardions déſormais ainſi que nous regardons le reſte du genre-humain, comme ennemis dans la guerre, & comme amis dans la paix.

En conſéquence, Nous, les Repréſentans des Etats-Unis de l'Amérique, aſſemblés en Congrès, prenant à témoin de la droiture de nos intentions le Juge ſuprême de l'univers, publions & déclarons ſolemnellement, au nom & par l'autorité du bon peuple de ces Colonies, que ces Provinces-Unies ſont, & ont droit d'être, des Etats libres & indépendans ; qu'elles ſont abſoutes de la fidélité qu'elles devoient à Sa Majeſté Britannique ; que toute liaiſon entr'elles & la Grande-Bretagne eſt & doit être rompue ; & que, comme Etats indépendans, elles ont pouvoir de déclarer la guerre & de faire la paix, de former des alliances, d'éta-

blir un commerce; en un mot, de faire tout ce que les autres Etats indépendans ont droit de faire; & pour le soutien de cette déclaration, comptant d'ailleurs sur la protection de la Divine Providence; nous engageons mutuellement nos vies, nos fortunes & notre honneur sacré.

PAR ORDRE DU CONGRÈS,

Signé, JEAN-HANCOCK, Président.

Attesté, CHARLES THOMPSON, Secrétaire.

Noms des Membres du Congrès, au tems de la Déclaration d'Indépendance.

New-Hampshire.	JOSIAH BARTLET. WILLIAM WHIPPLE. MATTHEW THORNTO N.
Massachusets-Bay.	SAMUEL ADAMS. JOHN ADAMS. ROBERT TREATPAINE. ELBRIDGE GERRY.
Rhode-Island.	STEPHEN HOPKINS. WILLIAM ELLERY.
Connecticut.	ROGER SHERMAN. SAMUEL HUNTINGTON. WILLIAM WILLIAMS. OLIVER WOLCOT.
Nouvelle-York.	WILLIAM FLOYD. PHILIP LIVINGSTON. FRANCIS LEWIS. LEWIS MORRIS.

Nouvelle - Jersey.	RICHARD STOCKTON. JOHN WITHERSPOON. FRANCIS HOPKINSON. JOHN HART. ABRAHAM CLARK.
Pensylvanie.	ROBERT MORRIS. BENJAMIN RUSH. BENJAMIN FRANKLIN. JOHN MORTON. GEORGE CLYMER. JAMES SMITH. GEORGE TAYLOR. JAMES WILSON. GEORGE ROSS.
Delaware.	CÆSAR RODNEY. GEORGE READ.
Maryland.	SAMUEL CHASSE. WILLIAM PACA. THOMAS STONE. CHARLES CARROLL DE CARROLLTON.
Virginie.	GEORGE WYTHE. RICHARD HENRY LEE. THOMAS JEFFERSON. BENJAMIN HARRISON. THOMAS NELSON jun. FRANCIS LIGHTFOOT LEE. CARTER BRAXTON.
Caroline Septentr.	WILLIAM HOOPER. JOSEPH HEWS. JOHN PENN.

Caroline Méridion.	EDWARD RUTLEDGE. THOMAS HEYWARD, jun. THOMAS LYNCH, jun. ARTHUR MIDDLETON.
Géorgie.	BUTTON GWINNETT. LIMAN HALL. GEORGE WALTON.



EXTRAIT d'une Lettre du Lieutenant-Général Clinton, à Mylord George Germain, écrite de Long-Island, *dans la Province de la Caroline Méridionale.*

AVANT l'arrivée de votre Lettre, mon dessein étoit (comme votre Grandeur a déjà pû le voir) de partir pour la Baie de *Chesapeak*; mais ayant reçu avis que les ouvrages que les rebelles avoient élevés sur l'isle de *Sullivan*, qui est la clef du port de *Charles-Town*, étoient imparfaits, cela mengagea à consentir à la proposition que me fit le Chef-d'escadre Parker, d'essayer d'enlever cette forteresse par un coup-de-main : je croyois en même-tems qu'il pourroit s'ensuivre des conséquences immédiates qui seroient d'un grand avantage au service de Sa Majesté. Je dis *immédiates*, Mylord, car je n'ai jamais eu dessein d'aller plus loin que l'isle de Sullivan, sans une certitude morale de succès rapide. Nous partîmes donc du *Cap-Fear* le 31 Mai, ayant cet objet en vue, & à quelques lieues de *Charles-Town*, nous fûmes joints par le *Ranger*, vaisseau de guerre, & les autres bateaux de transport appartenant à cette flotte. Je reçus par l'un d'eux

les dépêches de votre Grandeur, en date du trois Mars, qui m'informèrent que c'étoit la volonté du Roi, » qu'en cas qu'à l'arrivée de cet armement au Cap *Fear*, après avoir mûrement » considéré toutes les circonstances, je fusse » d'avis qu'on ne pût rien effectuer en peu de » tems qui fût d'un avantage réel au service, ou » qu'en faisant quelques tentatives, les troupes » de Sa Majesté se trouvassent exposées à une » trop grande perte, soit à cause que la saison » étoit trop avancée, soit pour d'autres raisons, » & qu'il fallût courir des risques d'empêcher les » opérations vers le Nord, je partisse sur le » champ pour joindre le Général Howe avec » toutes mes forces, laissant seulement un Ré» giment ou deux. » Etant d'avis que l'objet que nous avions en vue, étoit de la nature de ceux dont votre Grandeur faisoit mention, & pouvoit se remplir en très-peu de tems, je me résolus à continuer ma route.

Malheureusement il est survenu des délais de toute espèce, occasionnés les uns par des vents contraires, les autres par des tempêtes, & d'autres circonstances qui ont considérablement retardé les opérations de la flotte, de manière même à nous faire prévoir que celles de l'armée pouvoient se convertir, au lieu d'*un coup-de-*

main, en quelque choſe qui reſſembloit plus à un ſiège régulier.

Ces délais ont augmenté les difficultés de mon côté. Néanmoins, après avoir tout examiné, Mylord Cornwallis tomba d'accord avec moi, que nous ne pouvions plus effectivement coopérer avec la flotte, qu'en prenant poſſeſſion de *Long-Iſland*, que l'on nous avoit dit communiquer avec l'iſle Sullivan par un gué paſſable à baſſe marée, &, avec la mer, par des criques navigables par d'aſſez gros bateaux.

Notre premier ſoin, après le débarquement, fut donc de nous aſſurer du gué & de ſa ſituation; mais, à notre grand étonnement, nous trouvâmes que le canal, que l'on nous avoit repréſenté comme ayant dix-huit pouces de profondeur, à marée baſſe, avoit alors ſept pieds d'eau, choſe, dit-on, qui n'eſt point extraordinaire ſur ces côtes ſablonneuſes. Votre Grandeur s'appercevra que cette découverte limita beaucoup nos opérations, & que, quoique ma poſition donnât de la jalouſie à deux objets différens, ſavoir, au continent & à l'iſle de Sullivan, comme je n'avois de bateaux que pour ſix ou ſept cens hommes, je fus réduit à une attaque, ſans être capable de faire la moindre diverſion de l'autre côté.

Dans ces circonſtances, je donnai avis au Chef-d'eſcadre, que, d'après cette découverte, je ne croyois pas qu'il fût poſſible aux troupes de lui donner tout le ſecours dont je m'étois d'abord flatté; mais que lorſqu'il jugeroit à propos de commencer l'attaque, je ferois toute diverſion poſſible en ſa faveur, & que je lui enverrois même deux bataillons pour agir de ſon côté, en cas que lui & l'Officier Général qui devoit les commander, fuſſent d'avis qu'on pût protéger leur débarquement, & les employer enſuite avec avantage. On me fit réponſe que je donnerois tout le ſecours dont je ſerois capable, & nous attendîmes un vent favorable pour commencer l'attaque.

Quoique les rebelles euſſent alors un retranchement & une batterie ſur le bout de l'iſle où j'avois deſſein de débarquer, je crus pouvoir diſpoſer des petits canons que j'avois avec moi, de manière à les déloger, & couvrir le débarquement des troupes; mais des vents contraires empêchant l'attaque de la flotte pendant quatre jours, ils quittèrent leur poſition, & reculèrent leurs retranchemens cinq cens pas plus loin, dans un terrein très-fort, & dont le front étoit beaucoup plus étendu que la langue de ſable étroite ſur laquelle ils s'étoient d'abord placés;

leur droite étant couverte d'une batterie, & leur gauche d'un marais. Ils rasèrent auſſi leurs premiers ouvrages, & en firent une eſpèce de glacis ou d'eſplanade à ceux qu'ils avoient élevés depuis. Cette ſituation, Mylord, avoit une apparence formidable, & il étoit impoſſible qu'une petite armée, (s'avançant par un canal étroit, ſans être aucunement couverte ou protégée) pût tenter de débarquer, à moins qu'on n'eût deſſein de la ſacrifier: c'eſt pourquoi je tournai mon attention vers leur batterie, à la pointe d'Haddrel, & réſolus de débarquer à trois milles de cette batterie. Je priai donc le Chef d'Eſcadre d'ordonner à quelques frégates de coopérer avec moi pour cette tentative, ce à quoi il conſentit; mais comme mes opérations dépendoient en quelque ſorte de celles de la flotte, je ne pus former aucun plan décidé. Le 28 paſſé, vers les onze heures du matin, nous découvrîmes que la flotte s'avançoit pour l'attaque de l'iſle de Sullivan; mais comme, lorſque les vaiſſeaux jettèrent l'ancre, ils me parurent être à une trop grande diſtance, pour pouvoir tirer avantage du feu de leurs hunes, de leurs grappes de raiſin, & de leur mouſqueterie, je craignis qu'on ne pourroit faire aucune impreſſion ſur la batterie. Je m'apperçus auſſi que les trois frégates, (que je

ſuppoſois être deſtinées pour couper la communication des rebelles avec la pointe d'Haddrel, & favoriſer mon attaque ſur la batterie) avoient échoué quelque tems après que les gros vaiſſeaux eurent pris leur ſtation.

Je fis toutes ſortes de démonſtrations & toute diverſion poſſible, par le moyen d'une canonnade. Tandis que les ſables reſtèrent découverts, j'envoyai des bateaux vers la côte; mais ils échouèrent tous : les troupes étoient pendant ce tems-là diſpoſées de manière à tenter une deſcente ſur le continent, ou ſur l'iſle de Sullivan, ſuivant que les circonſtances le demanderoient durant l'attaque.

La flotte continua un feu d'artillerie, ſans aucune apparence favorable, juſqu'à la nuit. Croyant qu'elle renouvelleroit l'attaque le lendemain matin, je fis la meilleure diſpoſition poſſible des petits canons que je pus raſſembler, pour attaquer l'iſle Sullivan lorſque la marée ſerviroit; attaque, à la vérité, qui auroit été contraire à tous les principes militaires, & qui ne pouvoit être juſtifiée, qu'en cas du ſuccès ou de la détreſſe de l'Eſcadre. Mais au point du jour, nous eûmes la mortification de voir qu'elle s'étoit retirée, laiſſant une frégate à la côte, à laquelle on fit enſuite mettre le feu. Dans cette ſituation,

nos

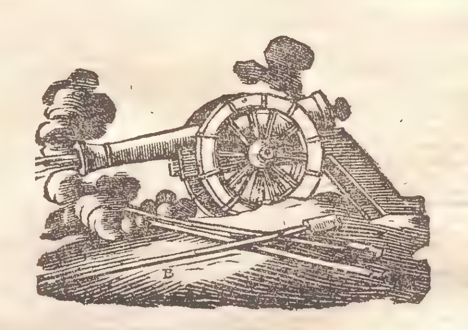
nos foibles efforts ne pouvoient être d'aucun ſecours ; c'eſt pourquoi , étant informé qu'elle avoit beaucoup ſouffert , & que le Chef-d'Eſcadre n'avoit pas deſſein de renouveller l'attaque , je lui fis dire que mon intention étoit de procéder vers le Nord , le plutôt poſſible.

EXTRAIT d'une lettre du Chevalier Parker au Lieutenant-Général Clinton , en date du 25 Juin 1776.

J'AI deſſein , en cas que je faſſe taire les batteries , & qu'elles ſoient fermées (de ſorte qu'elles puiſſent être défendues au dedans) , de débarquer des matelots & des ſoldats de marine , que j'ai exercés à cela , ſous les canons , & de les faire entrer dans les embraſures. Si cela arrive , nous ſeront capables de garder le fort , juſqu'à ce que vous envoyiez autant de troupes que vous jugerez à propos , qui pourront entrer de la même manière. Si nous ſommes aſſez heureux pour prendre le fort , je ferai mettre le pavillon d'union. Vous trouverez ci-inclus quelques ſignaux touchant la manière de débarquer mes matelots & les ſoldats de marine , afin que vous ſachiez à quoi j'en ſuis.

Je ferai ces signaux quand j'aurai fait taire les batteries, quand même je ne serois pas disposé à débarquer.

Fin du Tome premier.



TABLE

DES MATIÈRES

De l'Histoire des Troubles de l'Amérique Anglaise.

INTRODUCTION.

CHAPITRE I.

CHAPITRE II.

CHAPITRE III.

CHAPITRE IV.

CHAPITRE V.

CHAPITRE VI.

CHAPITRE VII.

Fin de la Table.

LIVRES NOUVEAUX

DANS TOUS LES GENRES,

Qui se trouvent à Paris, chez Buisson, *Libraire, rue des Poitevins*, 1787.

(On peut recevoir *franc de port par la Poste* les Livres ci-après, en ajoutant aux prix qui y sont marqués, 5 s. par vol. *in*-12, 10 s. par vol. *in*-8°, & 1 liv. 10 s. par vol. *in*-4°. On affranchit l'argent & la lettre).

Histoire de l'ancienne Grèce, de ses progrès, de ses conquêtes, de sa philosophie, &c. traduite de l'Anglois de Gillies, 1787, tom. 1 & 2 *in*-8°. avec cartes. Les tom. 3 & 4 *paroîtront en Mars*.

De l'aveu des Anglois, l'Ouvrage ci-dessus est leur chef-d'œuvre. On peut consulter à cet égard le Monthly Review, *du mois de Février dernier, & tous les Journaux Anglois de ce tems-là.*

Zoroastre, Confucius & Mahomet, comparés comme Sectaires, Législateurs & Moralistes, avec le tableau de leurs Loix, de leurs Dogmes & de leur Morale; Ouvrage qui a remporté le prix à l'Académie Royale des Belles-Lettres de Paris, par M. *de Pastoret*, 1 vol. *in*-8°. 4. l. 10 s. broch.

Essai sur le Fluide Electrique, considéré comme Agent universel, par feu M. le Comte de Tressan, de l'Académie Françoise, de celles des Sciences de Paris, Londres, &c. 2 vol. *in*-8°. 10 liv. broch. & 12 liv. rel.

Le Bhaguat Geeta, ou Dialogue de Kreeshna & d'Arjoon, traduit du Samscrit, la Langue sacrée des Brahmes, en Anglois, par M. Wilkins, & de l'Anglois en François, par M. Parraud, 1 vol. *in*-8°.

Manière d'Allaiter les Enfans à la main, au défaut de Nourrice, trad. de l'Italien, avec fig., 36 sols broché, *franc de port*.

Mémoire & instruction sur la Culture, l'Usage & les avantages de la racine de Disette; par M. l'Abbé de Commerell, 24 s. *franc par la Poste*.

Observations sur les Bêtes à Laine, dans la Province du Berry, par M. le Chevalier de Lamerville, 1 v. *in*-8°. 3 l. 5 s. broché.

Elémens de Chymie Docimastique, à l'usage des Orfévres, Essayeurs, Affineurs, &c. 1 vol. *in*-8°. 3 liv. 12 sols broché.

Recherches sur les moyens de prévenir la Petite-Vérole na-

turelle, trad. de l'Anglois, 1 vol. *in*-8°. 2 l. 10 ſ. broché.

L'Art de tenir les livres en parties doubles, par J. Jmhooff, vol. *in*-4°. 10 l. broché, 12 l. relié.

Geneviève de Cornouailles, miſe en François par M. de Mayer, 2 vol. broch. 3 liv.

Voyage en Pologne, Ruſſie, Suède, Danemark, &c. par M. Williams Coxe, trad. de l'Anglois, avec des cartes, portraits, plans & figures en taille-douce; 2 vol. *in*-4°. 24 l. broch. & 4 vol. *in*-8°. 18 l. brochés.

Cécile, fille d'Achmet III, Empereur des Turcs, née en 1710, 2 vol. 3 liv.

Caroline de Lichtfield, par Mde. de . . . , publié par le traducteur de Werther, 2 vol. *in*-12, *nouvelle édition, avec des corrections conſidérables*, 3 liv. 12 ſol. broc.

Clariſſe Harlowe, Traduction nouvelle & ſeule complette, par M. le Tourneur, 10 vol. *in*-8°. avec figure, 36 liv. brochés, & 14 vol. *in*-16, & le portrait de Richardſon, 18 liv. brochés. Il y a une édition en papier d'Annonay, 36 liv.

Alexandrine de Ba . . . . . ou Lettres de la Princeſſe Albertine, contenant les aventures de ſon aïeule; 1 vol. broc. 1 l. 10 ſ.

L'Amitié Dangereuſe, ou Célimaure & Amélie, Hiſtoire véritable, écrite au Château de . . . . 2 vol. *in*-12, 3 l. 12 ſ. broc.

Camille, ou Lettres de deux filles de ce ſiècle, traduites de l'Anglois ſur les originaux, 4 vol. *in*-12, broch. 8 liv.

Tableau des révolutions de la Littérature ancienne & moderne, par M. l'Abbé de Cournand, Lecteur & Profeſſeur Royal pour la Littérature Françoiſe, 1 vol. *in*-8°. 3 l. 12 ſ. broch. & 4 liv. 10 ſ. relié.

Le Mari Sentimental, ou le Mariage comme il y en a quelques-uns; ſuivi des Lettres de Miſtris Henley, publiées par ſon amie, & de la juſtification de M. Henley, &c. par l'Auteur de *Camille*, 1 vol. *in*-12, 2 liv. broch.

Délaſſemens de l'Homme ſenſible, par M. d'Arnaud, première année, formant douze parties, *in*-12, 18 l. broch. pour Paris, *& franc de port par la Poſte*, 21 l. On affranchit l'argent & la lettre d'avis.

On ſouſcrit à la même adreſſe pour la ſeconde année.

Vie de Madame de Maintenon, ornée de ſon portrait, 1 vol. *in*-12, 3 l. broch. 3 l. 12 ſ. rel.

Voyage Sentimental, par M. Sterne, traduit par M. Frenais, nouvelle éd. augmentée *des Lettres d'Yorick à Eliza, & d'Eliza à Yorick*, 2 parties *in*-12. 3 liv.

Les Entretiens du Palais Royal, 2 vol. *in*-12, 3 l. broc.

Hiſtoire de Kentuke, nouvelle Colonie à l'oueſt de la Virginie, traduite de l'Anglois, pour ſervir de ſuite aux Lettres d'un Cultivateur Américain, avec une carte, 1 vol. *in*-8°. 3 l. broché, & 4 l. relié.

Bibliothèque Physico-Economique, instructive & amusante, formant 8 vol. *in*-12, ou années 1782, 83, 84, 85, 86 & 1787, avec 22 grandes planches en taille-douce, contenant des Mémoires, Observations-Pratiques sur l'Economie rurale; les nouvelles découvertes les plus intéressantes dans les Arts utiles & agréables; la Description & la figure des nouvelles Machines, des instrumens qu'on y doit employer, d'après les expériences des Auteurs qui les ont imaginées; des Recettes, Pratiques, Procédés, Médicamens nouveaux, externes ou internes, qui peuvent intéresser les hommes & les animaux; les moyens d'arrêter les incendies & autres événemens provenans des vices & de l'altération de l'air; de nouvelles Vues sur plusieurs points d'économie domestique, & en général sur tous les objets d'utilité & d'agrément dans la vie civile & privée, &c. avec des notes originales.

Chaque année se vend seule ou séparément au prix de 2 liv. 12 s. broché, *rendu franc de port par la Poste, dans tout le Royaume*.

Mémoire sur l'usage de la Tourbe & sa cendre, considérée comme engrais, par M. de Ribaucourt, *in*-8°. 1 l. 4 s.

LIVRES SOUS PRESSE.

Abrégé des Transactions Philosophiques de la Société Royale de Londres, rangé par ordre de matières. Ouvrage trad. de l'Anglois & rédigé par M. Gibelin, Membre de la Société Médicale de Londres, &c. 10 vol. *in*-8°. avec des planc. en taille-douce, proposé par souscription. *On ne paie rien d'avance.*

Chaque livraison, composée de 2 vol broc. est de 9 l. & *franc de port par la Poste* dans tout le Royaume, 10 l. Le prix de chaque vol. relié en veau, est de 5 liv. 10 s. La Poste ne se charge que des livres brochés.

Economie Rurale & Civile, ou moyens les plus économiques d'administrer & faire valoir ses biens de Campagne & de Ville; de régler sa maison, sa dépense, ses achats & ventes; d'exécuter ou faire exécuter les ouvrages des Arts & Métiers de l'usage le plus ordinaire; de conserver & rétablir sa santé & celle des Animaux domestiques; d'occuper ses loisirs avec utilité & agrément. Le tout rangé par ordre de matières, &c. 7 vol. *in*-8°. avec des planches en taille-douce, *proposés par souscription*. On ne paie rien d'avance. Le prix de chaque vol. broc. est de 4 liv. pour Paris, & 4 l. 10 s. pour la Province, *franc de port par la Poste.*

Voyage au Cap de Bonne-Espérance, & autour du monde, avec le Capitaine *Cook*, par le Docteur Sparmann, trad. de l'Anglois de Forster, par M. le Tourneur, 3 vol. *in*-8°. avec beaucoup de planches, de cartes & de figures.

— Le même, 2 vol. *in*-4°. Les deux formats paroîtront en Février 1787.

Mémoires Philoſophiques & Hiſtoriques ſur les Climats, les Montagnes, les Rivières, la Navigation, les Mœurs, les Uſages, le Commerce des Habitans des Colonies de l'Amérique Eſpagnole, par Dom Ulloa, Lieutenant-Général des Armées, trad. par M..... 2 vol. *in*-8°.

Juriſprudence du Parlement de Bordeaux, 1 vol. *in*-4°.

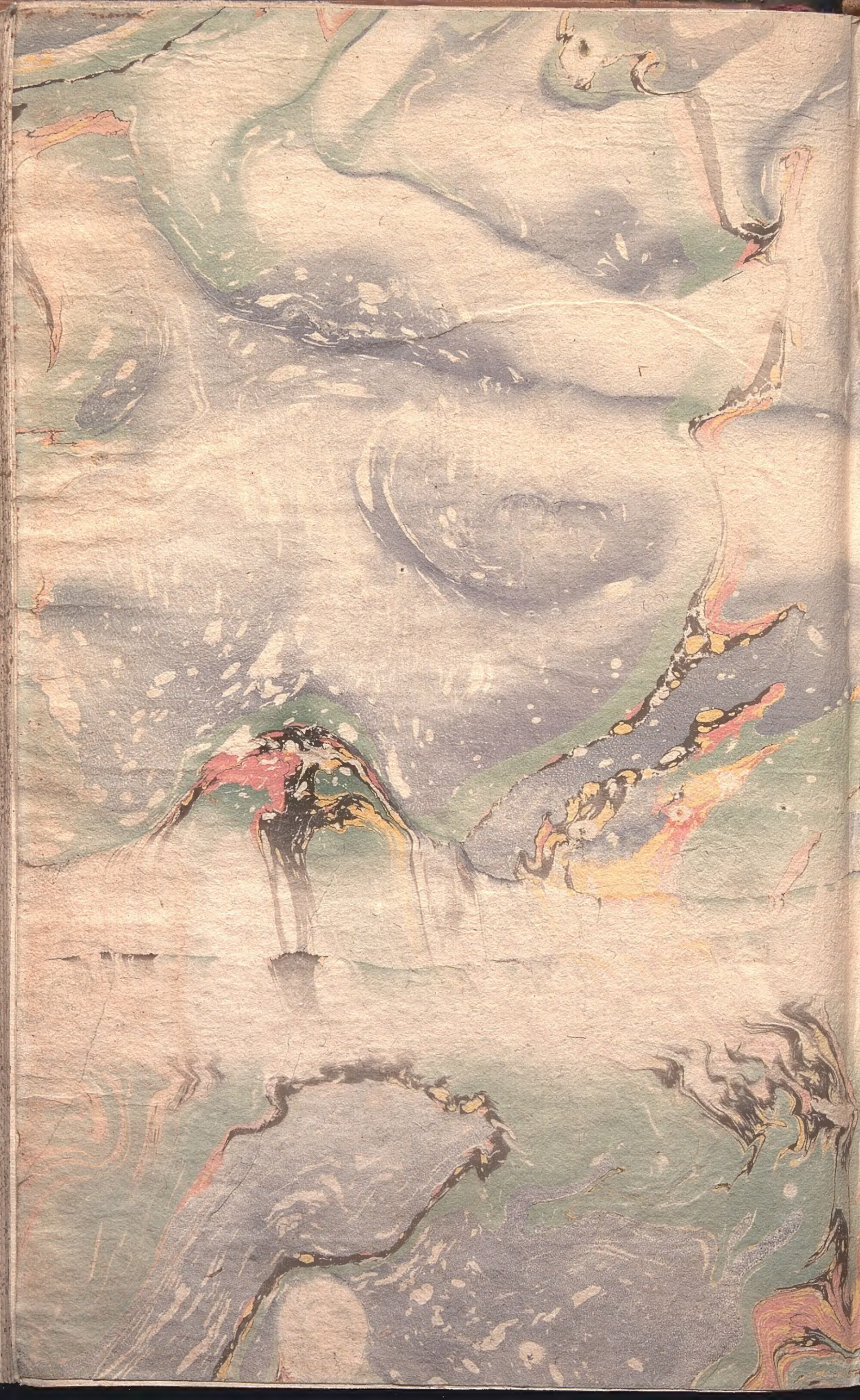
On ſouſcrit à la même adreſſe pour le Journal ſuivant.

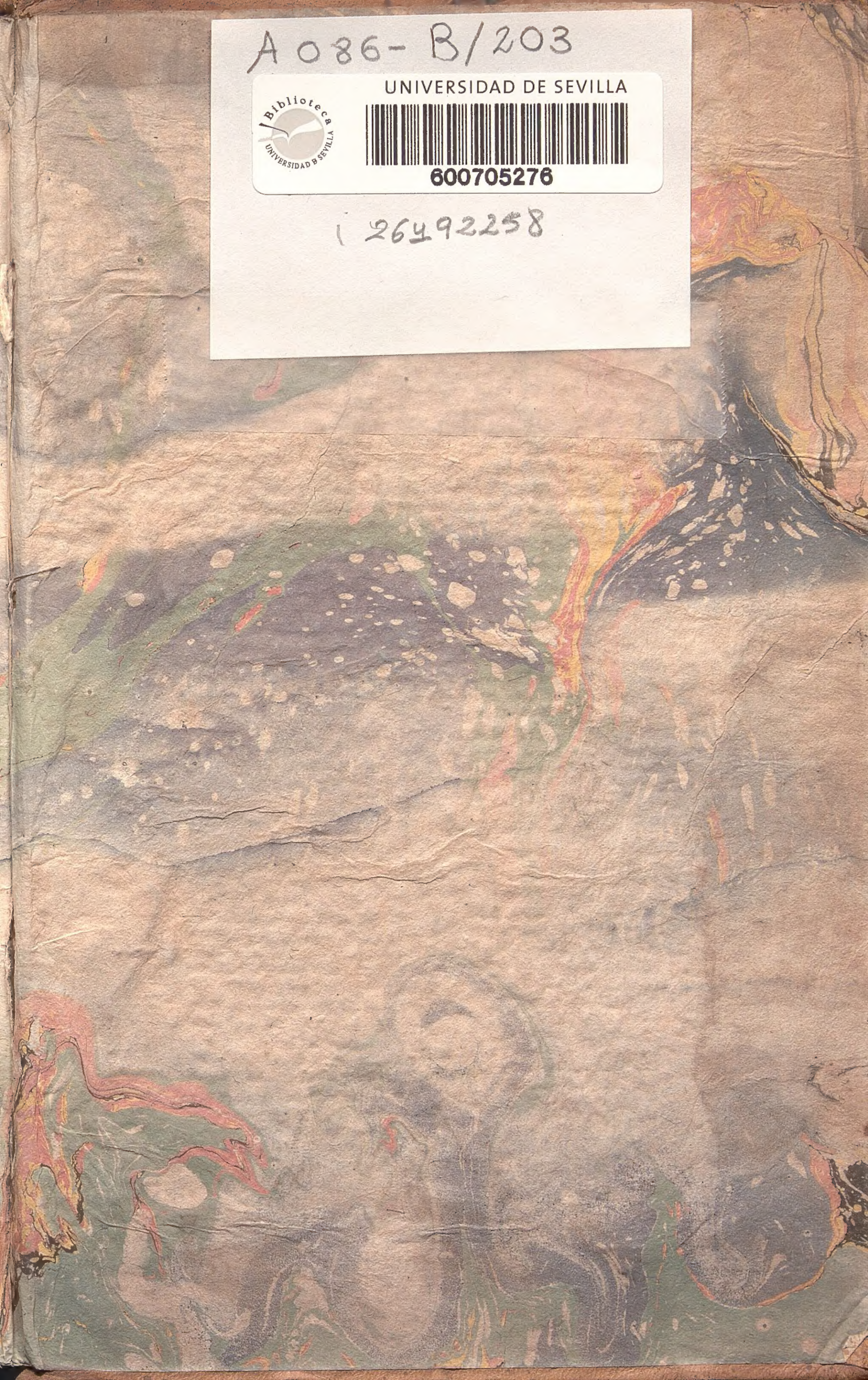
Magaſin des Modes Nouvelles, Françoiſes & Angloiſes, décrites d'une manière claire & préciſe, & repréſentées par des planches en taille-douce enluminées.

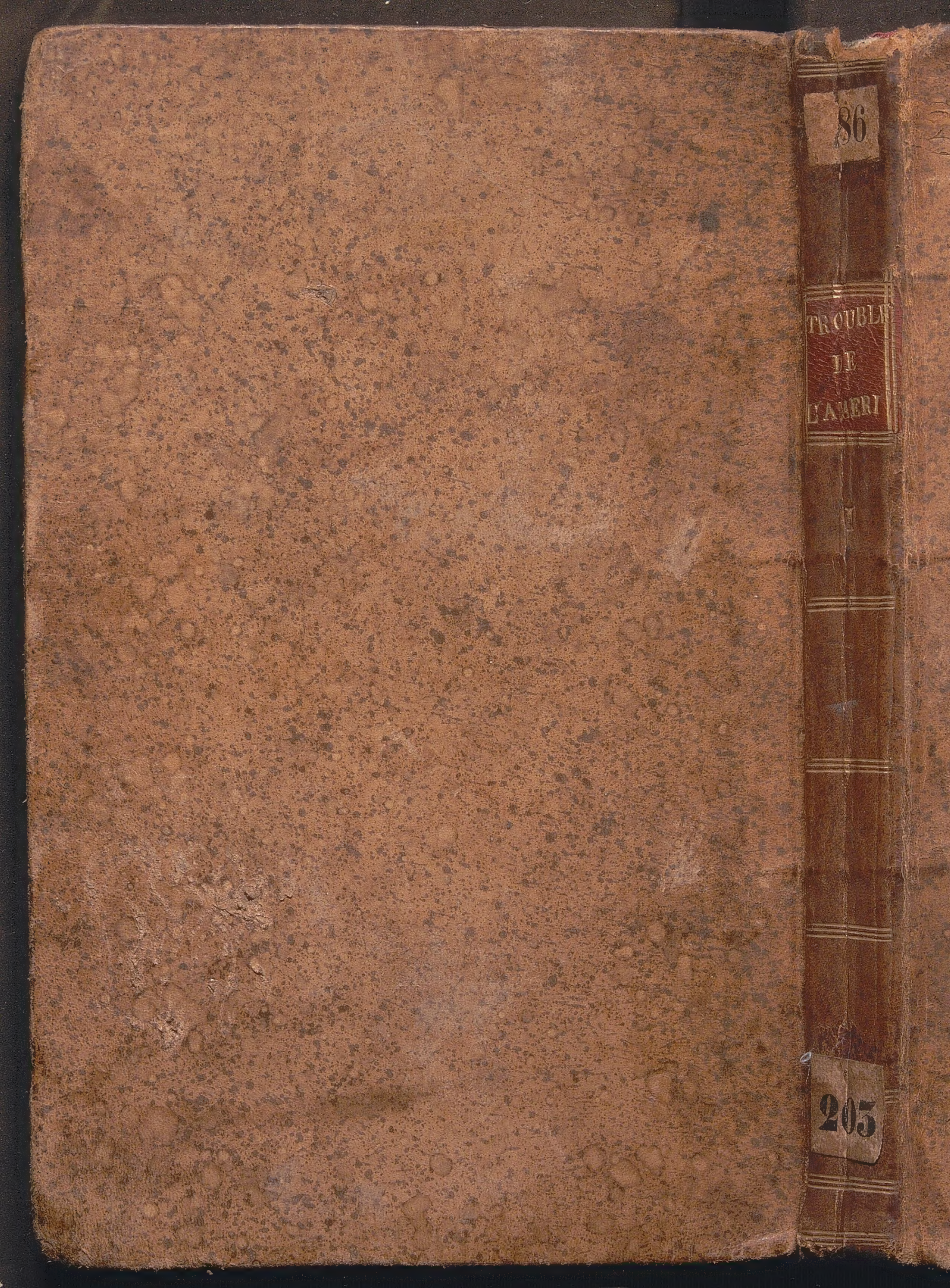
Ouvrage périodique qui donne une connoiſſance exacte & prompte, tant des Habillemens & Parures nouvelles des Perſonnes de l'un & de l'autre ſexe, que des nouveaux Meubles de toute eſpèce, des nouvelles Décorations, Embelliſſemens d'appartemens, nouvelles formes de Voitures, Bijoux, Ouvrages d'Orfévrerie, & généralement de tout ce que la Mode offre de ſingulier, d'agréable ou d'intéreſſant dans tous les genres.

Il paroît 36 cahiers par année, composés chacun de *huit pages in*-8°. de diſcours, & de *trois Planches* enluminées, en taille-douce. Il paroît un cahier tous les *dix jours*, à commencer au 20 Novembre 1786.

Le prix des 36 cahiers eſt de 30 liv. pour Paris & pour la Province, *rendus francs de port par la Poſte*.






86
TROUBLE
DE
L'AMERI
205


colorchecker CLASSIC
calibrite
mm